

Héritages et mémoires dissonants dans une ville postsocialiste : le cas de Timişoara en Roumanie

Amandine Dargaud

▶ **To cite this version:**

Amandine Dargaud. Héritages et mémoires dissonants dans une ville postsocialiste : le cas de Timişoara en Roumanie. Sciences de l'Homme et Société. 2021. dumas-03700500

HAL Id: dumas-03700500

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03700500

Submitted on 21 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Université Paris-Est Créteil Val de Marne
UFR de Géographie
Master 2 Espaces, Sociétés, Territoires (EST)

Amandine Dargaud

Héritages et mémoires dissonants dans une ville postsocialiste

Le cas de Timişoara en Roumanie



Vue sur Cetate, le centre historique de Timişoara
Au premier plan à gauche, le Bastion Theresia, ancien fragment de rempart conservé, et à droite, le tribunal
A l'arrière plan, l'hôtel Continental, symbole de la modernité socialiste
Source : Amandine Dargaud (27 mars 2021)

Mémoire de recherche sous la direction de Pauline Guinard et Serge Weber
Soutenu le 9 juillet 2021

Jury :
Pauline Guinard, Maître de conférences, École normale supérieure Ulm (UMR Lavue)
Serge Weber, Professeur, Université Paris-Est Marne-la-Vallée (ACP)
Lydia Coudroy de Lille, Professeur, Université Lumière Lyon 2 (EVS)

Contact :

REMERCIEMENTS

Tout d’abord, je tiens à remercier tout particulièrement mes directeurs de mémoire, Pauline Guinard et Serge Weber, pour leur suivi, leur disponibilité, leurs relectures et leurs conseils. J’adresse également mes remerciements à Lydia Coudroy de Lille pour avoir accepté d’être membre du jury et d’évaluer ce mémoire.

Je témoigne ma reconnaissance à toutes les personnes qui se sont rendues disponibles pour accompagner mes réflexions et la construction de mon sujet tout au long de l’année, en particulier Alexandru Dragan, Nicolae Popa et Mari Oiry-Varacca. J’ai aussi une pensée particulière pour Emmanuel Bioteau qui m’a emmenée pour la première fois à Timişoara en 2017 avec ma promotion de licence de géographie de l’Université d’Angers : sans le savoir, c’était le début d’une grande aventure.

Je souhaite également remercier sincèrement l’ensemble des personnes qui, sur le terrain, ont accepté de me rencontrer et de me consacrer du temps. Ce travail est en grande partie fondé sur votre participation, votre honnêteté et vos témoignages qui m’ont ouvert des perspectives parfois inattendues et m’ont poussée dans mes retranchements.

Je remercie ensuite ma famille et mes amis qui m’accompagnent et me soutiennent depuis plusieurs années dans la construction de ce projet. Je pense particulièrement à toi, Anaïs, pour tes relectures toujours assidues et honnêtes, même si la géographie n’est pas ton domaine de prédilection. Je remercie également Angélina pour la relecture finale et les corrections.

Je tiens enfin à remercier les personnes que j’ai rencontrées à Timişoara sans lesquelles mon voyage de terrain n’aurait pas été le même : Christine, Tilla, François, Andrew, Cara et les autres, merci pour les chaleureux moments que nous avons passés ensemble, surtout après cette année si particulière.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS....3

INTRODUCTION....9

La mémoire du socialisme et la transition postsocialiste en Roumanie : contextualisation....9

Présentation du terrain et problématisation du sujet....12

Méthodologie....18

Les conditions d'enquête....18
Les observations....19
Les entretiens et discussions informelles....19
La cartographie....21
La construction de l'état de l'art....22

CHAPITRE 1 TIMIŞOARA, UNE VILLE POSTSOCIALISTE : CADRAGE ÉPISTÉMOLOGIQUE ET MORPHOLOGIE URBAINE....25

1.1. De la ville socialiste à la ville postsocialiste : la transition en question....26

1.1.A. Définitions à partir de l'analyse sémantique : socialisme, post(-)socialisme et ville post(-)socialiste....26
1.1.B. Hypothèses sur le choix des mots et des signes....26
1.1.C. Contexte d'émergence politique et scientifique de la notion de ville postsocialiste : une notion située ? Les débats autour du modèle de la transition....27

1.2. Marqueurs spatiaux et héritages de la période socialiste dans les villes....30

1.2.A. « *Is there a socialist city?* » (French et Hamilton, 1979)....30
1.2.B. Des processus communs dans les villes postsocialistes....32
1.2.C. Modéliser la ville postsocialiste : continuités et discontinuités avec la ville socialiste. 33

1.3. Timişoara, une ville palimpseste entre héritages et nouvelles formes....35

1.3.A. La ville pré-socialiste : modernisation, éclectisme architectural et multiculturalité....35
1.3.B. La ville socialiste : planification, industrialisation et logements collectifs....40
1.3.C. La ville néolibérale : privatisation, réindustrialisation et tertiarisation....49

CHAPITRE 2 LES POLITIQUES DE MARKETING URBAIN À TIMIŞOARA : ENTRE PATRIMONIALISATION DES QUARTIERS HISTORIQUES ET EUROPÉANISATION, RENOUVELER L'IMAGE ET L'IDENTITÉ DE LA VILLE....59

2.1. Le patrimoine et la mémoire collective, des ressources au service du marketing urbain et de la construction identitaire....60

2.1.A. Le patrimoine et la mémoire collective, des constructions sociales....60
2.1.B. Des ressources pour la construction de l'image et de l'identité de la ville....61
2.1.C. Le patrimoine et la mémoire collective en contexte postsocialiste : des « guerres culturelles » (Livezeanu, 2004)....63

2.2. Timişoara la Petite Vienne du Banat : « une européanisation du récit patrimonial » (Djament-Tran, 2013, p. 13)....64

2.2.A. Le renouvellement urbain des quartiers historiques....64

2.2.B. Patrimonialiser et réhabiliter les quartiers historiques....68
2.2.C. Glorifier le passé pré-socialiste et européaniser la ville....71

2.3. L'événement Capitale européenne de la culture, accélérateur des tendances ?....79

2.3.A. Présentation de l'Association TM2021, de la candidature et du projet....79
2.3.B. Un outil au service du renforcement de l'identité locale et du développement urbain : des attentes au-delà de l'événement....82
2.3.C. Une conformisation aux attentes de l'Union européenne ?....88

CHAPITRE 3 UNE APPROCHE CRITIQUE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ET DE MARKETING URBAINS À TIMIŞOARA....91

3.1. Les faiblesses des politiques publiques et des outils de planification : réhabiliter les quartiers historiques et mettre en place une politique touristique, des enjeux toujours à l'ordre du jour....92

3.1.A. Des outils insuffisants pour protéger et réhabiliter le patrimoine : « nous pouvons réhabiliter ce que nous possédons » (Simona Fiţ)....92
3.1.B. Les intérêts des investisseurs privés au détriment du patrimoine ?....95
3.1.C. Une politique de développement touristique et de marketing urbain en construction. 101

3.2. L'événement Capitale européenne de la culture : du rêve à la réalité....102

3.2.A. Un divorce entre l'association TM2021, les acteurs culturels locaux et les habitants. 102
3.2.B. *Restart 2023* : la municipalité au secours de l'événement....104

3.3. Les critiques de l'européanisation, la néolibéralisation et la standardisation de la ville par la culture, le patrimoine et la mémoire officielle....106

3.3.A. Répondre aux attentes des touristes et des investisseurs : l'instrumentalisation économique de la culture, du patrimoine et de la mémoire....106
3.3.B. Construire une image idéale de la ville : Timişoara est-elle toujours la Petite Vienne du Banat ?....107

CHAPITRE 4 *QUID* DES HÉRITAGES DU SOCIALISME ? VALORISER LA RUPTURE : LIEUX DE MÉMOIRE ET MISE EN TOURISME DE LA RÉVOLUTION DE 1989 À TIMIŞOARA....111

4.1. Le discours dominant sur les héritages du socialisme : un « patrimoine négatif » (Meskell, 2002)....112

4.1.A. Invisibiliser les héritages matériels et immatériels d'un régime autoritaire....112
4.1.B. Les légendes urbaines et les fantômes du socialisme à Timişoara....116
4.1.C. Les spécificités d'une ville moyenne postsocialiste concernant les héritages du socialisme....119

4.2. Capitaliser sur la Révolution : la mémoire traumatique, support de la fierté locale, de la participation des habitants....121

4.2.A. Une géographie de la mort et de l'héroïsme : lieux de mémoire de la Révolution anticommuniste de 1989 à Timişoara et pratiques commémoratives....121
4.2.B. Timişoara, première ville libre de Roumanie : la Révolution au service du renforcement de l'identité locale....127
4.2.C. … et de la participation de la population....130

4.3. …et de l'attractivité touristique : mise en tourisme de la Révolution à Timişoara.....131
4.3.A. Un itinéraire entre les lieux de mémoire de la Révolution.....131
4.3.B. Une dialectique entre image et identité : la mise en tourisme de la Révolution au service de la perpétuation de la mémoire à travers l'exemple du street art.....133
4.3.C. La muséification de la Révolution : un musée national en projet *versus* un mémorial associatif existant depuis 1990.....135

CHAPITRE 5 VOIX CONTRADICTOIRES, SURVISIBILISATION ET OUBLI : AU-DELÀ DE LA MÉMOIRE OFFICIELLE DE LA RÉVOLUTION, DES MÉMOIRES PLURIELLES VOIRE CONCURRENTES.....139

5.1. De la mémoire individuelle à la mémoire officielle : sélection, oubli et instrumentalisation de la Révolution en Roumanie. Une mémoire unifiée ?.....140
5.1.A. L'enjeu du droit à la mémoire dans la Roumanie postsocialiste.....140
5.1.B. La mémoire projective et cathartique de la Révolution à Timişoara.....149
5.1.C. La cohabitation de mémoires divergentes dans l'espace à Timişoara.....151

5.2. Des mémoires individuelles en concurrence pour des intérêts économiques et symboliques.....156
5.2.A. Avoir été, être ou devenir révolutionnaire : les bénéfices d'un statut.....156
5.2.B. Des conflits de légitimité : les « vrais » et les « faux » révolutionnaires.....159
5.2.C. La mémoire comme « forme d'action » (Vultur, 2011).....162

5.3. Des mémoires plurielles : au-delà de la mémoire traumatique, (n)ostalgie et oubli.....163
5.3.A. Une survisibilisation des héros et des conflits : un trop plein de mémoire ?.....163
5.3.B. Les jeunes : du devoir de mémoire au droit à l'oubli ?.....165
5.3.C. Envisager une pluralité de voix possibles : l'ostalgie et le « communisme rose » (Smaranda Vultur).....173

CHAPITRE 6 L'ÉMERGENCE D'INITIATIVES DE VALORISATION DE LA MÉMOIRE ET DES HÉRITAGES ORDINAIRES DU SOCIALISME À TIMIŞOARA 177

6.1. Le Musée du consommateur communiste : de la mémoire traumatique à la mémoire ordinaire, du tourisme mémoriel au tourisme patrimonial socialiste.....178
6.1.A. Montrer les héritages ordinaires du socialisme sans visée politique ? Présentation du projet.....178
6.1.B. Du tourisme mémoriel au tourisme patrimonial socialiste : public visé.....182
6.1.C. Une potentielle récupération et normalisation d'un projet alternatif et indépendant ? 186

6.2. Patrimonialiser les héritages bâtis construits pendant l'époque socialiste ? Une reconnaissance timide de leur valeur architecturale….....188
6.2.A. Les bâtiments hérités de l'époque socialiste, des oubliés de la politique de patrimonialisation.....188
6.2.B. Des héritages socialistes plus valorisables et valorisés que d'autres ? Le dilemme entre qualité et quantité dans la ville socialiste.....191
6.2.C. Vers une reconnaissance de la valeur architecturale des héritages socialistes ? L'intérêt croissant des architectes et des acteurs culturels.....196

6.3. … mais une valeur d'usage et fonctionnelle indéniable : des politiques urbaines et culturelles au-delà des quartiers historiques.....199
6.3.A. Les enjeux du renouvellement urbain dans les quartiers de blocs socialistes.....199
6.3.B. Une décentralisation des politiques culturelles dans les quartiers ordinaires.....203
6.3.C. L'exemple de la réhabilitation des anciens cinémas et points thermiques.....206

CONCLUSION.....211

BIBLIOGRAPHIE.....217

TABLE DES ILLUSTRATIONS.....230
Table des figures.....230
Table des cartes.....230
Table des photographies.....231

ANNEXES.....235
Annexe 1 : Liste des partis politiques cités dans ce mémoire.....235
Annexe 2 : Liste des entretiens.....237
Annexe 3 : Méthodologie de réalisation de la carte de morphologie de l'habitat à Timişoara 240

INTRODUCTION

LA MÉMOIRE DU SOCIALISME ET LA TRANSITION POSTSOCIALISTE EN ROUMANIE : CONTEXTUALISATION



Photographie 1 : *Incarnation* de Ciprian Mureşan (2020)
Sculpture en résine et fibre de verre exposée au Centre Pompidou à Paris
Source : Amandine Dargaud (3 juin 2021)

Acquise par le Centre Pompidou en 2021 et réalisée par Ciprian Mureşan, cette reproduction de la sculpture de Lénine installée en 1960 à Bucarest et déboulonnée en 1990 donne à réfléchir sur l'histoire, la mémoire et les symboles du socialisme en Roumanie, tout en interrogeant le rôle de l'artiste dans un régime autoritaire :

> « Après la chute du communisme, la statue de Lénine fut déboulonnée de son piédestal sur la place de la Liberté de la Presse à Bucarest. La rumeur disait que le bronze de la statue venait du monument équestre du roi Ferdinand de Roumanie. Avant 1989, le pouvoir roumain utilisait l'art et les artistes pour les besoins de la propagande. En grandissant, j'ai toujours eu la sensation que cela était derrière moi comme si ma génération n'était plus désormais limitée dans son désir de créer librement. À la fois, je ressentais un sentiment de vide et de chaos. Être employé par le pouvoir générait la sensation d'être utile et de remplir l'espace laissé vide par les questions telles que : "quel est notre rôle dans la société ?" et "pourquoi sommes-nous artistes ?". Ayant ceci à l'esprit, je méditais sur la manière dont je pouvais approcher la figure de Lénine, sans *a*

> *priori* ni facteurs extérieurs, simplement moi-même dans mon studio à Cluj […]. J'ai alors trouvé une stratégie pour l'agrandir : j'ai modelé en argile aussi classiquement que possible une petite copie du Lénine de Bucarest de Boris Caragea [le sculpteur de la statue originale] […]. En copiant les courbes et les volumes des moules, la transition du positif au négatif découle sur une double déformation, à la fois par la reproduction mais aussi également par l'agrandissement. Un parallèle avec l'histoire se révèle alors : lorsqu'une bonne idée est amplifiée de manière distordue, elle devient une monstruosité absurde » (Ciprian Mureşan, témoignage recueilli par la galerie Hussenot à l'occasion d'une exposition de l'artiste en octobre-novembre 2020[1]).

À mesure des agrandissements, le visage de Lénine est en effet devenu monstrueux, en particulier son côté droit, ce que l'artiste met en parallèle avec l'évolution du régime socialiste en Roumanie, devenu autoritaire sous Nicolae Ceauşescu.

Fondée en 1947, la République populaire roumaine marque l'instauration d'un régime socialiste en Roumanie avec un parti unique, le Parti communiste, et l'abolition du Royaume de Roumanie qui était sous occupation soviétique depuis 1944 et dominé par le Parti communiste roumain depuis un coup d'État en mars 1945. Son premier dirigeant est Gheorghe Gheorghiu-Dej de 1947 à 1965, remplacé par Nicolae Ceauşescu à sa mort, de 1965 à 1989. Une nouvelle constitution est alors promulguée et le régime renommé République socialiste de Roumanie. Si le pays continue à faire partie du bloc de l'Est, Nicolae Ceauşescu prend une posture de plus en plus indépendante vis-à-vis de l'URSS. De plus, il restreint progressivement les libertés, conduisant à la mise en place d'un régime autoritaire : abolition du droit à l'avortement et limitation des divorces ; contrôle des médias ; culte de la personnalité du *Conducător*, le guide, et de son épouse Elena qui est parallèlement promue à des fonctions académiques et politiques importantes ; systématisation du territoire qui vise à abolir les différences entre villes et campagnes et qui conduit à des destructions importantes du patrimoine bâti, culturel et paysager ; rôle croissant de la *Securitate*, la police politique ; répression des opposants... La fin du régime de Nicolae Ceauşescu est caractérisée par une surveillance de plus en plus stricte de la population mais aussi une dégradation des conditions de vie (pénurie, logements de mauvaise qualité) qui, malgré la répression, cause des grèves de plus en plus fréquentes et massives, comme à Braşov en 1987. En 1989, alors que le bloc de l'Est se disloque, le régime socialiste roumain s'effondre violemment : des manifestations contre le régime débutent à Timişoara le 16 décembre, Nicolae Ceauşescu ordonne aux forces armées d'ouvrir le feu, mais les manifestations s'étendent progressivement au reste du territoire. Finalement, les époux Ceauşescu sont exécutés le 25 décembre 1989 à la suite d'un procès expéditif.

En reproduisant cette statue symbolique du régime socialiste, l'œuvre de Ciprian Mureşan procède d'une anamnèse (Dobre, 2016), c'est-à-dire un retour à la mémoire d'un passé douloureux oublié ou refoulé. En effet, la statue de Lénine est aujourd'hui stockée dans un entrepôt de la mairie de Bucarest, comme celle de Pedru Groza, figure politique qui a œuvré pour l'installation du régime socialiste en Roumanie, déboulonnée en même temps : « cette action a non seulement caché […] ces vestiges délabrés du passé communiste, mais a également mis fin à une attraction touristique potentielle »[2] (Dobre, 2016, p. 188). Les statues avaient d'abord été exposées dans le domaine du château de Mogoşoaia au nord-ouest de Bucarest dans la perspective de créer, comme à Budapest

1 Voir http://www.actuart.org/2020/10/exposition-sculpture-contemporaine-ciprian-muresan-incarnation.html

2 « This action not only hide away […] these decayed remnants of the communist past, but also put an end to a potential tourist attraction » (Dobre, 2016, p. 188)

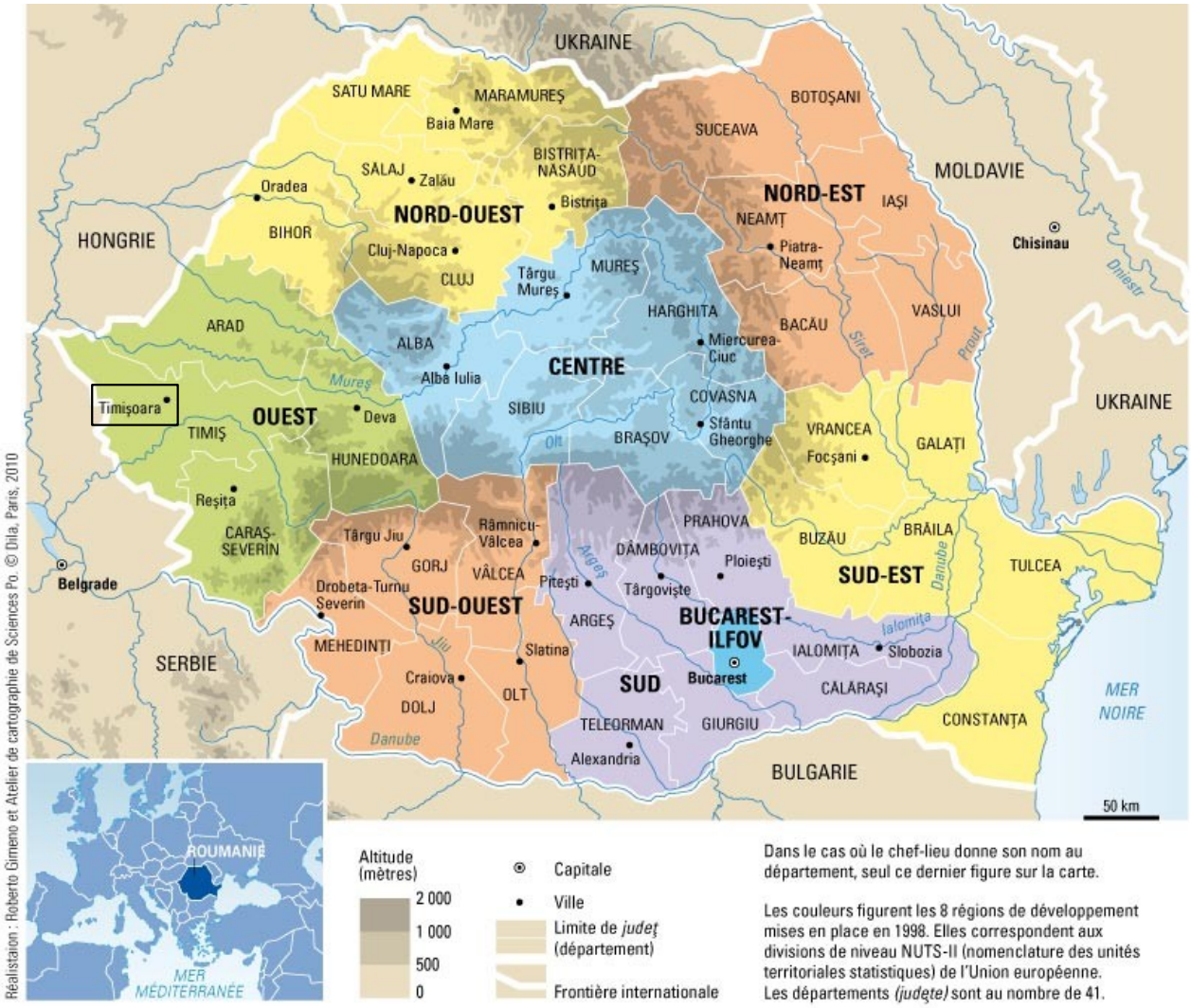
en Hongrie, un parc thématique regroupant les monuments symboliques érigés sous le socialisme. Finalement, cette idée a été abandonnée en 2011 et Bucarest est l'une des seules capitales postsocialistes à ne pas avoir de lieu de mémoire du socialisme, comme un tel parc ou même un musée spécifiquement dédié à la période. En ce sens, il me semble que la Roumanie est un pays postsocialiste particulier concernant la mémoire et la prise en compte des héritages du socialisme par rapport aux autres pays d'Europe de l'Est qui ont été gouvernés par des régimes socialistes au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Cette spécificité s'explique notamment par le renversement violent de Nicolae Ceauşescu mais aussi par l'installation au pouvoir d'une élite politique issue de l'ancienne *nomenklatura* dans l'immédiat post-socialisme tandis que d'autres pays comme la Hongrie ou la Pologne ont eu une transition plus pacifique avec l'organisation d'élections libres et une alternance politique quasi immédiate. Par conséquent, en Roumanie, « la continuité de l'élite politique entre les périodes communiste et postcommuniste, la peur écrasante du changement qui imprègne la sphère politique et la société dans son ensemble, le manque d'expérience du processus démocratique et l'hésitation des organisations de la société civile à poursuivre activement leur rôle d'agents apolitiques d'éducation et de réforme, ont retardé la réévaluation du passé communiste »[3] (Popescu-Sandu, 2010, p. 120).

En effet, malgré l'instauration d'un pluralisme politique, la renaissance des partis historiques et la création de nouveaux partis, en Roumanie, la transition postsocialiste est caractérisée par une continuité politique et institutionnelle avec le régime précédent : le Parti social-démocrate (PSD), héritier du Front démocratique de salut national (FDSN) et donc du Parti communiste roumain (PCR) (Annexe 1), domine la vie politique roumaine depuis plus de trente ans. Néanmoins, en termes économiques, des réformes radicales ont été mises en place, visant à intégrer le pays à l'économie de marché par la privatisation des biens et l'ouverture des frontières. Selon Lydia Coudroy de Lille (2016), « les villes ont été davantage touchées par ces mutations ». Par exemple, un processus de désindustrialisation brusque marque le passage d'une économie planifiée et étatisée à l'économie libérale : la plupart des unités industrielles héritées de la période socialiste sont fermées tandis que parallèlement, des activités tertiaires sont développées et de nouvelles industries implantées par des compagnies privées, mais inégalement selon les villes. Les plus grandes villes attirent la majorité des investissements conformément au processus de métropolisation qui se traduit par la concentration des populations, des flux et des activités. « Sorte de traduction urbaine de la globalisation » (Coudroy de Lille, 2016), la métropolisation fait apparaître des villes « gagnantes » et des villes « perdantes » de la transition, les villes minières développées quasiment *ex nihilo* sous le socialisme étant des exemples de villes en difficulté marquées par le démantèlement des usines et une paupérisation de la population. A l'inverse, les villes plus diversifiées tirent leur épingle du jeu. Ainsi « Timişoara fait partie des quelques villes roumaines qui ont attiré des investissements importants dans le secteur industriel et dans celui des services à forte valeur ajoutée » (Veschambre et Popa, 2009).

3 « The continuity in political elite between the Communist and post-Communist periods, the overwhelming fear of change pervading both the political sphere and society at large, the lack of experience with the democratic process, and the hesitancy of civil society organizations to actively pursue their role as apolitical agents of education and reform, have delayed the reevaluation of the Communist past » (Popescu-Sandu, 2010, p. 120)

PRÉSENTATION DU TERRAIN ET PROBLÉMATISATION DU SUJET

Carte 1 : Carte des régions, des départements et des principales villes de Roumanie
Source : *La Documentation française* (2010)



© *Questions internationales*, numéro 46, La Documentation française, Paris, novembre-décembre 2010.
http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/revues/qi/sommaires/46/sommaire46.shtml

Troisième ville dans la hiérarchie urbaine de Roumanie se disputant la deuxième place avec Cluj-Napoca derrière Bucarest, Timişoara compte 319 279 habitants en 2011[4]. Située dans la région historique du Banat, désormais la région Ouest (Cartes 1 et 2), Timişoara s'impose comme le pôle économique de l'Ouest du pays, mais pas seulement :

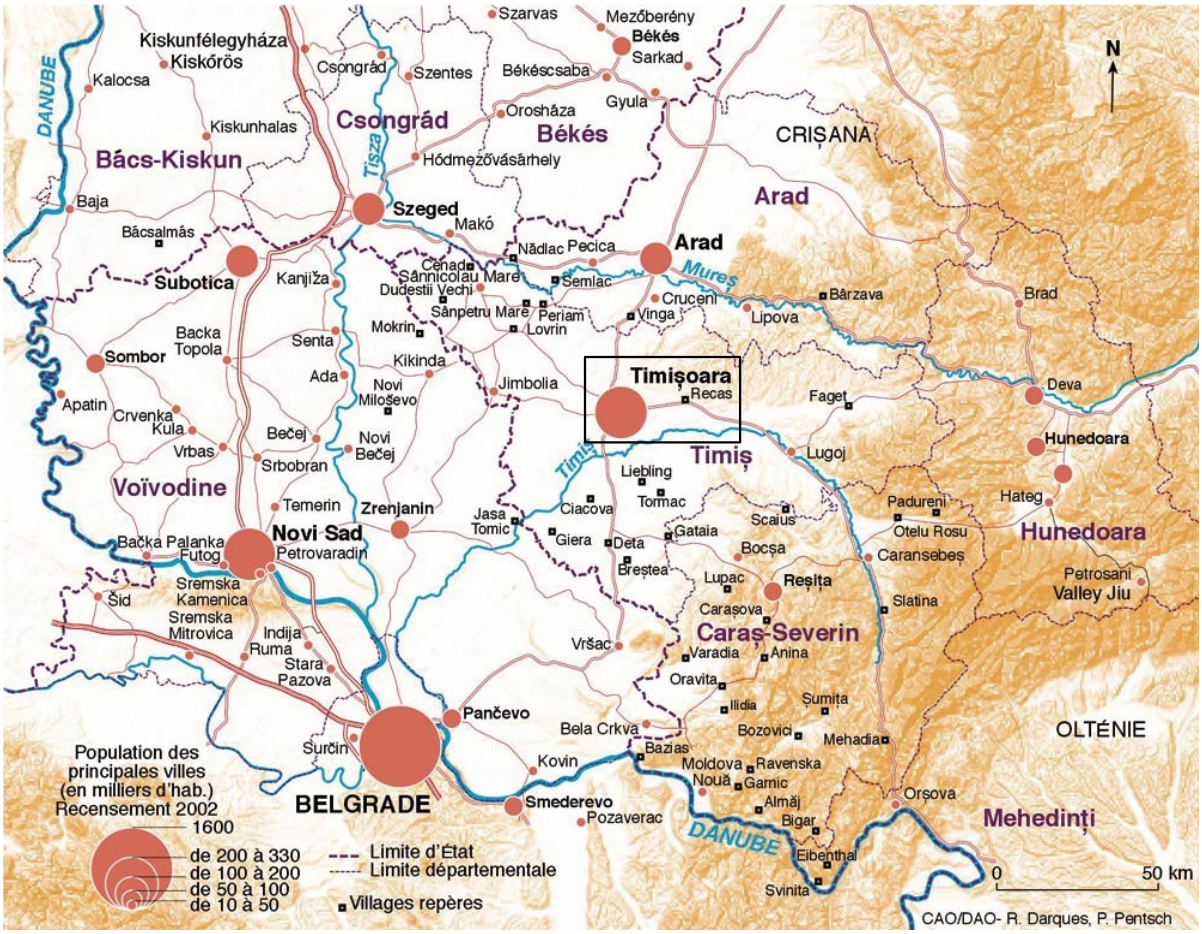
> « La ville s'impose même au niveau plus large que celui régional : Timişoara assure 3 % du PIB, ayant une remarquable diversité des activités industrielles, concentre 25 % de la population urbaine de l'Ouest du pays, plus de 30 % de la production industrielle de cette région, 35 % du commerce et plus de 70 % des étudiants. La ville est le plus important

4 Dernier recensement officiel, un nouveau recensement est en cours en 2021.

centre dans le domaine de recherche et développement […]. La résonance spatiale de ses fonctions commerciales et scientifiques diverge au niveau de tout le pays et aussi au niveau international, de l'eurorégion Danube-Cris-Mures-Tisa. Sa position géographique, son capital humain, son histoire culturelle et sa civilisation ont fait de Timişoara une des villes gagnantes d'une transition non sans spasmes économiques, sociaux et fonctionnels. Actuellement, la ville projette sa réussite sur sa couronne extérieure qui connaît une dynamique résidentielle accentuée » (Ancuţa et al., 2007, p. 84).

Le dynamisme économique de Timişoara est en effet perceptible dans l'espace urbain, où les sièges de multinationales, les *malls* et les immeubles neufs de logements et de bureaux sont de plus en plus nombreux, par exemple à proximité de la place 700 où se trouve le quartier d'affaires. M'étant rendue à Timişoara plusieurs fois, j'ai pu constater ces changements.

Carte 2 : Les villes du Banat, région historique de l'Empire austro-hongrois
Source : Remus Cretan et al., 2008



Je suis allée pour la première fois à Timişoara en 2017, pendant dix jours, à l'occasion d'un voyage de terrain avec ma promotion de licence de géographie de l'Université d'Angers qui visait à mettre en pratique nos connaissances sur le terrain. Partant du constat que Timişoara concentre le plus grand nombre de monuments historiques de Roumanie et qu'elle a obtenu le label Capitale européenne de la culture pour l'année 2021 (finalement 2023 en raison de la crise sanitaire de la covid-19), j'ai choisi de m'intéresser aux politiques culturelles, aux politiques de patrimonialisation et de renouvellement urbain mises en place par la municipalité dans les quartiers historiques (Cetate, Iosefin, Elisabetin et Fabric). Ces quartiers datent du XVIII^{ème} siècle quand Timişoara a été entièrement rebâtie sous la domination de l'Empire austro-hongrois alors qu'elle était un bastion privilégié contre l'Empire ottoman repoussé à l'est du Banat et de la Transylvanie, au-delà des Carpates, en 1716. Alors tournée vers l'ouest de l'Europe et surnommée la Petite Vienne du Banat, Timişoara conserve aujourd'hui un patrimoine architectural et culturel riche de cette période, la différenciant de la plupart des villes roumaines anciennes qui ont plutôt un patrimoine médiéval, comme Sibiu ou Braşov. Délaissés pendant la période socialiste, ce patrimoine bâti et les héritages culturels du passé austro-hongrois sont désormais perçus par les acteurs institutionnels locaux comme un avantage comparatif dans un contexte de compétition interurbaine, de métropolisation et d'européanisation. La municipalité met alors en place des politiques de renouvellement et de marketing urbains centrées sur la patrimonialisation des quartiers historiques et sur la mise en valeur du passé pré-socialiste (multiculturalisme, innovations technologiques, ancrage ouest-européen…) dans le but de renforcer la fierté locale, le sentiment d'appartenance au territoire et l'attractivité de la ville pour les investisseurs, les touristes et les nouveaux habitants potentiels. En souvenir de ce passé glorieux, Timişoara est souvent surnommée la Petite Vienne du Banat, la ville de l'Ouest ou encore la ville des 1000 premières – dont la première ville à s'être libérée du communisme, la Révolution anticommuniste roumaine de 1989 ayant débuté à Timişoara.

Dans le contexte postsocialiste, ces politiques s'inscrivent dans une volonté institutionnelle de redéfinition de l'image et de l'identité de Timişoara qui passe à la fois par la mise en valeur de l'orientation ouest-européenne de la ville et par le rejet de la mémoire et des héritages du socialisme (Light, 2000a), à l'heure où « un consensus social par rapport au passé s'est établi grâce au "pacte de l'oubli" conclu entre les citoyens et le nouveau gouvernement sur leur chemin du retour vers l'Europe unie (Oushakine 2009) » (Vasilyeva, 2013). En effet, les habitants de Timişoara et plus largement « les Banatais semblent avoir […] "redécouvert" leur "vocation" européenne » (Stanculescu, 2008, p. 33), particulièrement mise en valeur dans le dossier de candidature de Timişoara au label Capitale européenne de la culture. Ce dernier a été élaboré en 2016 par l'Association TM2021 en charge de la préparation de l'événement et reprend la même rhétorique que celle des acteurs institutionnels, mettant en exergue les mêmes aspects du passé et de la mémoire collective présentés comme des spécificités locales. Dès lors, je fais l'hypothèse que ce label est un accélérateur des tendances en cours, l'Association TM2021 se faisant le relai des stratégies et des discours promus par les acteurs publics locaux, mais aussi un révélateur des tensions liées à la construction d'une image et d'une identité urbaines unifiées. Pour les acteurs publics, le label représente un outil de marketing urbain mais aussi une opportunité de renouvellement urbain des quartiers historiques. Ainsi selon Sorin Pavel et Ioan Sebastian Jucu (2020), « le passé culturel et les caractéristiques uniques des villes doivent être davantage pris en compte dans les programmes actuels de régénération urbaine depuis que la culture est

indubitablement un initiateur de la transformation urbaine des villes post-socialistes »[5], Timişoara étant un exemple emblématique de ville où l'héritage est mis au service d'objectifs de développement urbain selon eux. Le patrimoine et la mémoire sont alors instrumentalisés à des fins de marketing urbain, de métropolisation, de développement touristique et de néolibéralisation de la ville, ce qui pose la question de la dimension politique voire idéologique de telles stratégies, d'autant plus que le patrimoine et la mémoire sont des constructions sociales qui n'existent pas en soi.

En effet, l'héritage, c'est-à-dire l'ensemble des biens matériels et immatériels hérités du passé, ne devient patrimoine que lorsqu'une société lui accorde des valeurs qui justifient sa préservation puis sa transmission aux générations futures (Veschambre, 2009). Le patrimoine n'est donc pas figé : « il peut être conservé, restauré, valorisé, déplacé, déclassé, abandonné, contesté, re-sémantisé ou, encore, détruit » (Deschepper, 2021) selon les aspirations d'une société à une période donnée. De même, la mémoire n'est pas une donnée immuable : indissociable des souvenirs personnels mais aussi des représentations collectives et du groupe d'appartenance des individus, la mémoire se construit par rapport à un cadre social selon Maurice Halbwachs (1950) qui s'intéresse à la mémoire collective. Dès lors, si le patrimoine et la mémoire ont « un lien intime avec le passé », ce sont, « peut-être avant tout, [des] catégorie[s] du présent » (Deschepper, 2021) qui dépendent d'un contexte. A ce titre, « les périodes de transitions politiques, y compris lorsqu'elles sont brutales et violentes, s'accompagnent […] souvent d'une préoccupation envers le patrimoine » (Deschepper, 2021) et la mémoire. Dans le contexte postsocialiste, on assiste en effet à une redéfinition des symboles et des composantes de la mémoire collective et du patrimoine, c'est-à-dire à un « travail de configuration narrative du passé » (Hocquet, 2012) qui passe par la valorisation de certains héritages au détriment d'autres cachés, détruits ou oubliés, pour légitimer la transition postsocialiste et « inventer le futur » (Schönle, 2015). Je fais alors l'hypothèse que les stratégies de patrimonialisation et de mise en mémoire à Timişoara sont des processus sélectifs fondés sur la mise en valeur du passé pré-socialiste glorieux d'une part et la condamnation du régime socialiste d'autre part, dans le but d'affirmer l'ancrage ouest-européen de la ville et de faire rupture avec le socialisme. En effet, les choix et les discours dominants quant à la « gestion de[s] traces, de[s] marques, de[s] mémoires [du socialisme] jugées encombrantes » (Djament-Tran, 2013) semblent être de montrer le passé socialiste « dans ses aspects les plus sombres » (Le Devehat, 2019) en commémorant les victimes du régime, en particulier de la Révolution anticommuniste à Timişoara, et en faisant du souvenir de la Révolution le support d'une fierté et d'une cohésion locales.

5 « The cultural background and iconic features of the cities has to be more considered in the present agendas in urban regeneration since culture is undoubtedly an initiator of urban transformation in post-socialist cities (Gentile, Tammaru & Van Kempen, 2012 ; Lähdesmäki, 2014) » (Pavel et Jucu, 2020)

Mais cette vision unifiante et unifiée se heurte à d'importants conflits de mémoire et à l'existence de pratiques et de discours mémoriaux et patrimoniaux alternatifs à ceux portés par les acteurs institutionnels et culturels dominants. Sur le terrain, j'ai en effet été confrontée au fait que les mémoires de la Révolution et du régime socialiste sont très conflictuelles à Timişoara et plus largement en Roumanie, portées par des acteurs aux intérêts divergents : la continuité politique entre le régime socialiste et le régime postsocialiste a impliqué la mise en place d'une stratégie de l'oubli au niveau étatique par les acteurs institutionnels, en tout cas dans l'immédiat post-socialisme, tandis que l'opposition politique, des associations ou des acteurs culturels indépendants se sont saisis du travail de mémoire pour résoudre les nombreuses questions qui sont en suspens concernant le passé socialiste. La stratégie institutionnelle de l'oubli fait donc face à la revendication d'un devoir de mémoire mais aussi à l'existence d'une pluralité de témoignages, les témoins de cette période récente étant encore vivants, et à la présence de « résidus d'un passé encombrant que l'on ne peut pas complètement ignorer du fait de leur matérialité obstinée » (Schönle, 2015). En effet, si les politiques urbaines, patrimoniales et mémorielles à Timişoara se concentrent sur les quartiers historiques, en réalité, ils représentent, en surface et en nombre d'habitants, une partie minoritaire de la ville : les immeubles d'habitation, les industries et les bâtiments tertiaires construits à l'époque socialiste dominent le paysage dès lors que l'on s'aventure hors de Cetate, le cœur historique.

C'est en partie ce constat qui m'a encouragé à faire évoluer l'approche que j'avais adoptée en 2017 pour analyser le patrimoine, la mémoire et le marketing urbain à Timişoara. J'ai alors lu davantage sur les thématiques du postsocialisme, de la mémoire et des héritages du socialisme, ce qui a ouvert des perspectives plus complexes que la seule appréhension du patrimoine et de la mémoire comme des ressources pour le renouvellement et le marketing urbains dans une ville néolibérale. D'abord très ancrées dans le contexte occidental, ces nouvelles lectures m'ont aussi permis d'entamer une démarche réflexive que j'ai essayée de retranscrire au fil du mémoire, cette démarche étant particulièrement encouragée dans le Master Espaces, Sociétés, Territoires (EST) que j'ai suivi. Après m'être concentrée sur les quartiers historiques, j'ai donc souhaité décentrer mon regard au-delà des espaces, des objets et des épisodes glorieux du passé pré-socialiste conçus comme des vitrines de la ville pour m'intéresser à des héritages et des espaces peu pris en compte dans les politiques urbaines et les politiques de marketing urbain, mais qui sont pourtant le lieu de vie de la majorité de la population car ils concentrent l'offre de logement – je fais référence ici aux quartiers résidentiels de grands ensembles hérités du socialisme. Autrement dit, il s'agit pour moi d'envisager Timişoara comme une ville postsocialiste, en particulier d'un point de vue morphologique mais aussi identitaire. Parler de ville postsocialiste invite à penser la ville comme un espace dynamique et hybride,

> « car elle recueille des éléments hérités de l'ère communiste, mais aussi des éléments plus anciens issus de l'identité européenne commune et enfin, d'autres issus de la libéralisation du marché économique et de l'action des acteurs privés. Malgré son caractère situé dans le temps, qui le rend aisé à utiliser, le concept de ville "post-socialiste" nous invite surtout à penser la discontinuité et la rupture, là où l'approche morphologique invite à penser en palimpseste, juxtaposition et en accumulation » (Sandu, 2019, p. 47).

L'« esthétique du pastiche et du collage » (Schönle, 2015) caractéristique des villes postsocialistes est en effet prégnante lorsque l'on se promène dans les rues de Timişoara, où l'on passe sans transition des quartiers historiques aux grands ensembles socialistes qui se mêlent même au bâti ancien dans les quartiers Cetate, Iosefin, Elisabetin et Fabric (Photographie 2), auxquels se rajoutent désormais les complexes immobiliers post-socialistes.



Photographie 2 : La juxtaposition d'un immeuble historique avec des tours socialistes Strada Stefan cel Mare (Fabric)
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)

Le processus de redéfinition de l'identité postsocialiste se heurte donc à la présence matérielle des héritages socialistes mais aussi à leur intérêt touristique et culturel croissant (Light, 2000a), dont témoigne l'attractivité du Musée du consommateur communiste de Timişoara, un musée alternatif créé par une coopérative d'acteurs et d'entrepreneurs, qui est devenu le deuxième site touristique de la ville. Selon Duncan Light (2000a), on observe alors un dilemme entre identité et économie, les héritages du socialisme étant dissonants par rapport aux politiques identitaires, mémorielles et patrimoniales postsocialistes mais potentiellement des ressources touristiques. Le cas du Musée du consommateur communiste qui présente aux visiteurs des objets du quotidien hérités de l'époque socialiste ouvre aussi la perspective d'un « dilemme » entre la mémoire collective dominante criminalisant le passé socialiste et l'existence de mémoires alternatives plus positives voire nostalgiques. A travers les objets, ce sont des héritages ordinaires du socialisme qui sont mis en valeur, muséifiés et transformés en lieux de mémoire (Nora, 1984), tandis que les initiatives mémorielles dominantes à Timişoara s'appuient sur la commémoration et l'héroïsation des victimes du régime socialiste et de la Révolution de 1989. En décentrant à nouveau le regard au-delà de ce qui est le plus visible dans les pratiques mémorielles et patrimoniales, je fais l'hypothèse qu'il existe des héritages ordinaires du socialisme à Timişoara qui peuvent être le support de pratiques et de discours mémoriels et patrimoniaux alternatifs à ceux collectivement acceptés, promus et reconnus. De plus, je fais l'hypothèse que les processus de patrimonialisation et de mise en mémoire s'appuient sur des lieux, des symboles et des objets qu'il s'agit d'identifier, et que ce sont des processus éminemment géographiques. En effet, le patrimoine « balise le territoire, lui donne une réalité, construit du sens » (Bonerandi, 2005) et joue un rôle dans la construction de l'identité et de l'image de la ville : l'espace est alors « au cœur de la construction d'une citoyenneté et d'une urbanité post-socialistes, y compris avec ses héritages socialistes » (Coudroy de Lille, 2011, p. 53).

Dès lors, en contexte postsocialiste où les identités sont « fluides, instables et parfois fragiles » (Light, 2000a, p. 173), j'envisage la mémoire et le patrimoine comme des « point[s] d'appui privilégié[s] pour les constructions identitaires, l'ancrage et l'appropriation de l'espace » (Veschambre, 2009). Mais étant des constructions sociales malléables et sélectives, il convient de se demander dans quelle mesure la mise en patrimoine et en mémoire du passé opérée par les acteurs

institutionnels, les acteurs culturels et associatifs à Timişoara est révélatrice de stratégies politiques, idéologiques et identitaires qui passent par l'agencement et l'instrumentalisation du passé au service de l'européanisation et de la mondialisation dans une logique de légitimation et de rupture avec le passé socialiste est-européen. Il s'agit alors moins de mettre l'accent sur le contenu de la mémoire et du patrimoine que de s'attacher à comprendre leur fabrication, leur mise en récit et en tourisme, ainsi que les usages et les interprétations du passé que cela sous-tend : qu'est-ce qui est visibilisé et invisibilisé, et dans quels buts ? Cela suppose d'accorder une attention particulière à la variété des acteurs qui portent la mémoire et le patrimoine, et à leurs stratégies, pour mettre en lumière des discours et des pratiques potentiellement contradictoires. L'enjeu n'est pas de démêler le vrai du faux, notamment dans les conflits de mémoire sur la Révolution, mais de rendre compte et d'inscrire ces conflits dans le contexte postsocialiste à Timişoara et plus largement en Roumanie pour comprendre les ressorts des choix de patrimonialisation et de mise en mémoire. Le travail de terrain a alors été primordial pour répondre à ces questions.

MÉTHODOLOGIE

Les conditions d'enquête

Afin de recueillir des données empiriques pour la réalisation de ce mémoire, je me suis rendue à Timişoara du 22 février au 14 avril 2021. Auparavant, j'y avais déjà effectué deux séjours, l'un en 2017 dans le cadre d'un voyage universitaire et l'autre pendant l'été 2018 pour un stage à l'Institut Interculturel de Timişoara, une organisation non-gouvernementale qui travaille pour l'intégration des minorités dans la ville et plus largement dans la région du Banat. A cette occasion, j'ai suivi l'élaboration de projets culturels et communautaires en accompagnant un employé de l'Institut. J'ai également pu réaliser deux entretiens, que je remobilise aujourd'hui. Ces expériences passées me permettent d'avoir une approche du terrain dans le temps long pour constater des permanences et des évolutions à Timişoara, et d'avoir une bonne connaissance de la ville. Ainsi, lors de mon séjour cette année, j'ai rarement eu besoin d'un plan pour me déplacer et j'étais encline à faire des détours pour rejoindre un point précis, en particulier me perdre entre les tours et les barres des quartiers résidentiels hérités de l'époque socialiste. Tous les jours de beau temps, je m'étais donné pour objectif d'aller explorer un nouveau quartier de Timişoara ou de me rendre dans des points d'intérêts spécifiques.

Malheureusement, cette entreprise a été compromise par un confinement qui a eu lieu du 8 au 31 mars 2021 (trois semaines sur sept semaines et demie de terrain). Les déplacements étaient alors strictement contrôlés, les bars et les restaurants fermés, les rencontres plus difficiles, même si des personnes qui ont continué à travailler pendant cette période ont accepté de faire des entretiens avec moi à partir de la deuxième semaine. En dehors du confinement, les restrictions liées au contexte sanitaire étaient moins importantes qu'en France (couvre-feu à partir de 23h au début de mon séjour, 21h après le confinement ; bars, restaurants, musées ouverts) et mon travail de terrain a pu se dérouler dans de bonnes conditions. Par chance, je n'ai pas été en quarantaine à mon arrivée, les autorités présentes à l'aéroport m'ayant exemptée grâce à l'ordre de mission fourni par l'École normale supérieure (ENS), où je suis par ailleurs étudiante en géographie. Néanmoins, le contexte sanitaire implique un biais important concernant l'analyse des pratiques des habitants et plus encore

des touristes, presque absents. Par conséquent, je n'ai par exemple pas pu entreprendre une enquête auprès des visiteurs du Musée du consommateur communiste de Timişoara, trop peu nombreux. J'ai donc fait le choix de me concentrer sur les projets réalisés ou en cours, les intentions des acteurs qui les portent, plus que sur leur réception par les usagers. Ce choix s'explique aussi par ma non maîtrise de la langue roumaine, j'y reviendrai dans la partie concernant les entretiens. De même, les possibilités d'observation ont été limitées par le contexte sanitaire.

Les observations

Avant de partir sur le terrain, j'avais identifié l'existence d'une offre de tours thématiques sur la Révolution de 1989 ou même un « tour de l'âge d'or du communisme à Timişoara », auxquels il me semblait intéressant de participer pour observer non seulement le parcours, les attractions montrées, les discours des guides mais aussi les réactions des participants. Dès le deuxième jour de mon séjour, je me suis donc rendue à l'Office de tourisme pour obtenir des informations. Mais après avoir pris contact avec deux guides, il s'est avéré qu'aucun tour n'était programmé, donc il s'agissait d'assister à la visite seule pour un coût de 45 à 65€ (prix pour les groupes de 1 à 5 personnes), ce qui ne me semblait pas aussi intéressant que de partager le tour avec d'autres participants. J'ai alors donné les dates de mon séjour aux guides et leur ai demandé de me recontacter si un tour était programmé avant mon départ, ce qui n'a pas eu lieu. Par conséquent, j'ai abandonné l'idée d'une enquête participante au profit d'observations non participantes. J'ai alors accordé une attention particulière aux pratiques des usagers dans l'espace public, notamment dans les parcs des quartiers de grands ensembles, dans les quartiers historiques et devant les monuments. De plus, je me suis concentrée sur le bâti, l'état des bâtiments, leur architecture, leur agencement dans l'espace, mon sujet portant notamment sur le patrimoine et les héritages bâtis. Appuyées par des photographies, ces observations me permettent de faire des descriptions architecturales dans le corps du mémoire. J'ai fait le choix d'y faire figurer un nombre important de photographies prises sur le terrain. Elles visent à illustrer mon propos, à appuyer mes analyses par l'image mais aussi tout simplement à donner à voir la ville au lecteur, en particulier dans les chapitres 1, 2, 4 et 6 sur la morphologie urbaine, les héritages bâtis et les projets de renouvellement urbain en cours à Timişoara. Les chapitres 3 et 5, eux, se fondent davantage sur les entretiens et les discussions informelles, qui sont une des principales sources empiriques de mon mémoire.

Les entretiens et discussions informelles

Les entretiens et les discussions informelles sont une source qualitative clé pour récolter des données informatives mais aussi pour comprendre les stratégies des acteurs et les représentations. Depuis 2018, j'ai interrogé 24 personnes différentes. J'ai effectué la majorité des entretiens lors de mon séjour de terrain cette année, au total 25 entretiens en comptant les fois où j'ai rencontré plusieurs fois les mêmes personnes (Annexe 2). La majorité des entretiens se sont déroulés en présence mais le recours au distanciel m'a permis de ne pas interrompre les enquêtes pendant le confinement ou a parfois été nécessaire dans le cas de Corina Şuteu, consultante culturelle, qui était à Bucarest au moment de notre échange. J'ai aussi le cas d'un entretien écrit avec Radu Radoslav, architecte, qui a accepté de répondre à une liste de questions seulement par mail par manque de disponibilité. De manière générale, les prises de contact et de rendez-vous ont été très aisées, parfois facilitées par des personnes qui m'ont transmis les coordonnées voire directement mise en contact

avec d'autres personnes. Mes interlocuteurs se sont montrés très disponibles, souvent d'accord pour me rencontrer dès le lendemain, ce qui m'a demandé d'être très réactive dans la préparation des guides d'entretien ou même d'improviser, par exemple avec Marius Mioc, ancien révolutionnaire et auteur de plusieurs livres sur la Révolution à Timişoara, que j'ai rencontré dix minutes après lui avoir envoyé un message sur *WhatsApp* (entretien du 1er mars 2021). La majorité des entretiens et des discussions informelles se sont déroulés en anglais, sauf dans le cas où mes interlocuteurs étaient francophones (Annexe 2), car je ne maîtrise pas du tout le roumain. Cette donne explique notamment mon choix de conduire des entretiens avec des acteurs institutionnels, culturels, associatifs, militants, touristiques, experts (architectes) ou intellectuels (professeurs et chercheurs), partant de l'hypothèse qu'ils maîtrisent suffisamment l'anglais ou le français pour pouvoir échanger avec moi. A l'inverse, je n'ai pas réalisé d'enquête auprès des habitants, sauf une enquête exploratoire dans le quartier Dacia (voir chapitre 5.3.B).

La question de la langue est primordiale dans mon travail de terrain. Le recours obligatoire à l'anglais ou au français est une contrainte dans le choix des personnes enquêtées et induit un double filtre. D'une part, pour mes interlocuteurs, le fait de ne pas s'exprimer dans leur langue habituelle, le roumain, implique qu'ils aient une connaissance suffisante de la langue étrangère pour pouvoir se faire comprendre. Quand bien même leur niveau est très bon, cela peut également susciter une timidité, une peur de ne pas bien s'exprimer, en tout cas des hésitations et des détours pour faire avec ses compétences linguistiques. Ainsi, cherchant leurs mots, il est évident que certaines personnes ont dû reformuler leurs propos, trouver des arrangements, ce qui induit potentiellement une déformation de leur discours : les pauses suivies de « je ne sais pas comment dire en anglais » ou des signes d'agacement face à la difficulté de trouver le mot juste ont été récurrents. D'autre part, pour moi, l'usage de l'anglais n'est pas aisé : j'ai rarement l'occasion de le pratiquer et il m'a fallu un temps d'adaptation de quelques semaines pour que ma langue se délie. A ce titre, le logement en colocation avec un Roumain, un Américain (États-Unis) et un Français m'a beaucoup aidée, car nous passions nos soirées à discuter en anglais. Quand bien même, je continue à faire beaucoup de fautes et à manquer de vocabulaire, ce qui me gêne face à mes interlocuteurs, surtout quand ce sont des personnes qui maîtrisent parfaitement l'anglais et/ou que leurs fonctions impliquent que l'on s'adresse à eux avec un niveau de langue adapté. Ainsi j'étais rassurée que Corina Şuteu parle parfaitement le français : elle a exercé des fonctions diplomatiques et politiques importantes en Roumanie et aux États-Unis, a été professeure en France, et j'ai pu utiliser un registre adapté en français, ce que je ne maîtrise pas en anglais. De plus, mes difficultés influencent la qualité des échanges : j'ai été frappée lors des retranscriptions de ma différence de réactivité entre les entretiens en français et en anglais. En français, j'étais davantage capable de rebondir sur les déclarations précédentes pour poser des questions en cohérence, m'éloignant facilement du guide d'entretien pour entrer dans une réelle discussion. A l'inverse, en anglais, le guide d'entretien était absolument nécessaire, et finalement, la langue est une des justifications de mon choix de conduire des entretiens semi-directifs.

Avant chaque entretien, j'ai préparé un guide adapté à chaque interlocuteur, avec des questions classées par thématiques qui, elles, étaient souvent les mêmes après avoir parlé spécifiquement du parcours et des activités de la personne interrogée : le patrimoine et les caractéristiques représentatives de Timişoara, l'événement Capitale européenne de la culture, la Révolution, les héritages socialistes, plus rarement les politiques culturelles et urbaines dans la ville. Presque tous les entretiens ont été enregistrés avec l'accord des participants (Annexe 2). Quand ce

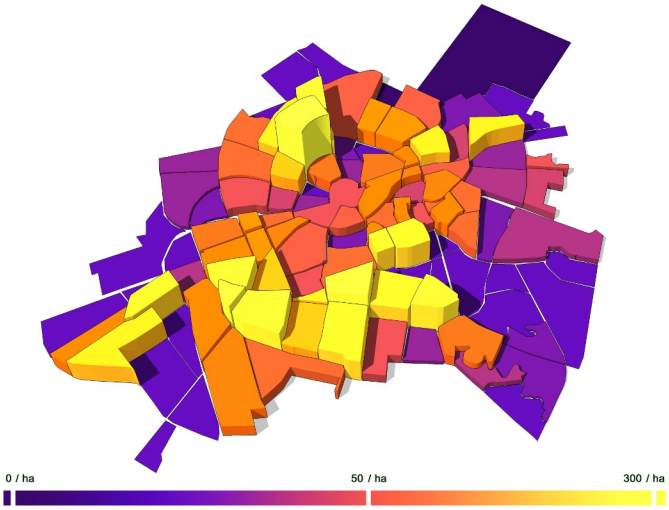
n’est pas le cas, c’est parce que je ne l’ai pas demandé, soit parce que le lieu ne s’y prêtait pas (terrasse d’un café par exemple), soit parce que c’était la seconde fois que l’on se rencontrait pour repréciser certaines choses ou parce que la discussion était plus sur un mode informel (par exemple, avec Vlad Cumpanas, doctorant en géographie, je n’avais pas de guide d’entretien). J’ai aussi laissé place à l’imprévu, par exemple avec Sorina Jecza (entretien du 31 mars 2021). Avant de la rencontrer, j’avais préparé un guide d’entretien et prévu d’enregistrer notre discussion. Mais quand je suis arrivée dans sa maison personnelle qui est aussi un lieu d’exposition artistique et que notre discussion a commencé alors même qu’elle était en train de préparer le café qu’elle venait de me proposer, j’ai préféré ne pas couper notre échange et ne pas lancer l’enregistrement. Cela nous a d’ailleurs permis de nous déplacer dans la Maison Jecza, à l’étage où des œuvres de Peter Jecza, son mari sculpteur défunt, sont exposées, et dans la galerie d’art contemporain au fond du jardin. Après l’avoir quittée, je me suis installée sur un banc pour prendre des notes immédiatement après l’entretien dans mon carnet de terrain. J’ai procédé de la même façon quand les discussions se sont poursuivies après que j’ai coupé l’enregistrement si des choses importantes avaient été dites.

Concernant l’anonymat, deux personnes ont souhaité être anonymisées, une employée de l’Office du tourisme municipal et un supporter du club de football Politehnica Timişoara engagé dans des activités civiques mais aussi dans la réalisation de graffitis et pochoirs illégaux dans la ville. Dans son cas, je lui ai proposé de choisir un prénom de remplacement, Tudor, pour faciliter son identification à la lecture du mémoire car j’utilise souvent des extraits de notre entretien. J’ai décidé de retranscrire l’intégralité des entretiens et de les utiliser comme une source majeure dans mon mémoire, en particulier parce que mon travail se fonde beaucoup sur l’analyse des représentations, sur les stratégies des acteurs ou sur des témoignages et des souvenirs. Sauf si les entretiens se sont déroulés en français, les extraits retranscrits dans le mémoire ont été traduits par mes soins et la version originale en anglais ajoutée en note de bas de page. Pour pouvoir comparer les propos, je me suis employée à poser certaines questions de manière récurrente, comme « que pensez-vous du surnom de Timişoara la Petite Vienne du Banat ? », « avez-vous des attentes liées à l’événement Capitale européenne de la culture et des projets ? » ou « selon vous, existe-t-il des héritages socialistes à Timişoara ? ».

La cartographie

Un travail de cartographie sous système d’information géographique (SIG) a été nécessaire pour rendre compte, par la carte, des processus, des pratiques, des projets et des politiques à Timişoara. Je travaille avec QGIS et me sers des données *OpenStreetMap* comme base, par exemple pour les axes de communication, que j’enrichis et actualise ensuite par les données observées sur le terrain ou récoltées dans l’état de l’art.

Mais les données cartographiques manquent sur Timişoara, ce qui représente une difficulté pour produire des cartes. Ainsi la couche des bâtiments générée par *OpenStreetMap* est incomplète dès lors que l’on ne se restreint pas à l’échelle de Cetate, le cœur historique, et dessiner les bâtiments un par un dans le reste de la ville est un travail colossal. Pour cette raison, à l’échelle de Timişoara, mes cartes ne comportent pas les bâtiments. De plus, après avoir discuté avec des professeurs de géographie et de cartographie de l’Université de l’Ouest de Timişoara, il s’avère qu’aucune donnée statistique n’est disponible sur les quartiers en Roumanie, seulement à l’échelle des villes. Dès lors, seules des estimations sont possibles, ayant probablement servi à réaliser cette



Carte 3 : Densité de population par quartiers de Timişoara en 2009 (nombre d'habitants/ha)
Source : Daniel Tellman, 2009, étude commandée par la Mairie de Timişoara, réalisée par Plancontrol Arhitecture et l'Université polytechnique

carte de densité (Carte 3) selon Nicolae Popa, professeur de géographie, qui ne connaît pas les sources de l'auteur (entretien du 4 mars 2021). L'absence de source rend donc cette carte peu exploitable, de même sa relative ancienneté et les choix de sémiologie graphique : le dégradé de couleur fait apparaître les quartiers les plus denses dans la couleur la plus claire, le jaune, et inversement ; les variations de hauteur ne sont pas référencées dans la légende. Pourtant, j'aurais souhaité comparer une carte de densité de Timişoara à ma carte de morphologie de l'habitat (Chapitre 1), mais il m'était impossible de la produire. Dans ce contexte, le travail de terrain était primordial pour récolter des données, de même les recherches bibliographiques.

La construction de l'état de l'art

Le corpus est majoritairement composé d'une littérature scientifique dans les domaines de la géographie, de la sociologie, de l'anthropologie et de l'histoire (ouvrages, articles, thèses, mémoires), mais aussi d'autres types de sources. Ainsi les articles de presse, les blogs et les réseaux sociaux me permettent d'étudier les représentations et la réception des projets dans l'opinion publique locale. Les documents institutionnels et administratifs, eux, sont un outil clé pour comprendre la manière dont sont construits les politiques de patrimonialisation, les stratégies de renouvellement urbain et le marketing urbain. De même, le dossier de candidature de Timişoara au label Capitale européenne de la culture permet d'analyser la manière dont sont construites et promues l'identité et l'image de la ville, mais aussi d'étudier les projets culturels en cours. Dans le cas de Timişoara, et de manière générale des petites et moyennes villes postsocialistes, une des difficultés de la construction de l'état de l'art concerne le manque de données et de documentations, en tout cas en français : la littérature disponible est principalement en langue roumaine ou en langue anglaise, écrite par des chercheurs locaux de l'Université de l'Ouest de Timişoara, souvent descriptive, peu analytique et peu critique. Il a donc été nécessaire d'enrichir mes lectures à d'autres cas de villes et de pays postsocialistes mais aussi à d'autres contextes « post- » et de procéder à un travail de recueil de données important sur le terrain. Un des principaux enjeux de mon mémoire est alors de produire des données en français sur Timişoara.

A la rédaction, j'ai fait le choix d'articuler les données empiriques et l'état de l'art. Ainsi les parties théoriques sont réparties dans les chapitres 1, 2 et 4, thématiquement, d'abord sur le postsocialisme, ensuite sur le patrimoine et la mémoire comme ressources et enfin sur le cas spécifique des héritages conflictuels du socialisme. Ce choix me semblait plus cohérent qu'un chapitre dédié à l'état de l'art d'un seul tenant, dans le but d'articuler le contexte, la discussion théorique des concepts ou des processus, et l'étude du terrain.

Le premier chapitre vise alors à définir le contexte postsocialiste, caractériser les modalités politiques, économiques et socio-culturelles de la transformation des villes, ainsi qu'à analyser les éléments de continuité et de discontinuité avec la période socialiste, en particulier en termes morphologiques. Ce cadrage me permet de décrire et présenter la structure urbaine de Timişoara au prisme de la métaphore du palimpseste, puisque les héritages pré-socialistes, socialistes et désormais de nouvelles formes urbaines s'accumulent dans le paysage de la ville (Chapitre 1). Les politiques municipales se concentrent alors sur l'attraction des investisseurs d'une part et sur la valorisation des héritages et de la mémoire pré-socialistes d'autre part. Dans le contexte de l'événement Capitale européenne de la culture, le patrimoine et la mémoire sont en effet instrumentalisés au service du renouvellement et du marketing urbains afin de construire une image et une identité attractives de la ville (Chapitre 2). Mais ce projet se heurte à la faiblesse des outils de planification, aux conflits liés à l'organisation de l'événement Capitale européenne de la culture et aux critiques de la vision dominante du patrimoine et de la mémoire promue par les acteurs institutionnels et certains acteurs culturels – en particulier l'Association TM2021 (Chapitre 3). Dans ce projet, les héritages et le passé socialistes sont oubliés, rejetés, stigmatisés au profit de la valorisation de la rupture, la Révolution de 1989, mise en mémoire et en tourisme pour renforcer la fierté locale et l'attractivité de Timişoara (Chapitre 4). Néanmoins, les conflits de mémoire sur la Révolution sont extrêmement vifs à Timişoara et plus largement en Roumanie où le travail de mémoire est toujours en cours : de nombreuses interrogations sur le passé socialiste perdurent, les conflits de légitimité entre révolutionnaires nuisent au potentiel fédérateur de l'événement et des mémoires plurielles voire contradictoires cohabitent (Chapitre 5). Ainsi, en parallèle de la mémoire officielle *a priori* unifiée, l'émergence d'initiatives de valorisation de la mémoire et des héritages ordinaires du socialisme par des acteurs culturels et associatifs indépendants conduit à regarder sous un nouveau jour ce passé récent et à accorder des valeurs architecturales, esthétiques, fonctionnelles voire identitaires à certains héritages du socialisme, ce qui ouvre la voie à une possible patrimonialisation ou du moins à la décentralisation des politiques de renouvellement et de marketing urbains au-delà des quartiers historiques pré-socialistes (Chapitre 6).

CHAPITRE 1

TIMIŞOARA, UNE VILLE POSTSOCIALISTE : CADRAGE ÉPISTÉMOLOGIQUE ET MORPHOLOGIE URBAINE

1.1. DE LA VILLE SOCIALISTE À LA VILLE POSTSOCIALISTE : LA TRANSITION EN QUESTION

1.1.A. Définitions à partir de l'analyse sémantique : socialisme, post(-)socialisme et ville post(-)socialiste

La notion de « post(-)socialisme » apparaît de façon concomitante à la chute des régimes socialistes en Europe de l'Est et à l'effondrement de l'URSS, dans les années 1989-1991. Elle prend acte des évolutions postérieures à ce « choc systémique qui mit fin à un ordre politique, mais aussi économique et social » (Coudroy de Lille, 2016, p. 2), et qui se traduisit dans les villes par des transformations structurelles majeures et singulières, de sorte que les chercheurs en sciences sociales et en particulier les géographes parlent de villes post(-)socialistes. Pour des raisons de cadrage de l'état de l'art, je choisis de restreindre la définition du post(-)socialisme et des villes post(-)socialistes au contexte des pays d'Europe de l'Est qui ont été gouvernés par des régimes socialistes au cours du XX^{ème} siècle, en excluant l'ex-URSS – les pays post-soviétiques – ou les pays non européens avec un régime communiste comme la Chine, la Corée du Nord ou Cuba.

Le terme « post(-)socialisme » se compose du préfixe « post- », de l'adjectif « social » et du suffixe « -isme ». Ce dernier est employé pour former un nom masculin correspondant à une doctrine, une idéologie ou une théorie, qu'elle soit religieuse, politique, économique ou scientifique (Larousse). Nous entendrons ici le « socialisme » dans son acception marxiste-léniniste, telle que reprise dans les États est-européens dirigés par des gouvernements socialistes durant la guerre froide, comme doctrine politique, économique et sociale qui vise l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange au profit de la propriété collective, par opposition au modèle libéral et capitaliste. Le préfixe latin « post- » implique quant à lui une continuité spatiale et temporelle avec le socialisme, « post » signifiant « après » et exprimant la postérité dans l'espace et dans le temps (Larousse). En effet, appliqué à la ville, « ce terme présuppose d'une manière implicite l'existence d'un précédent historique que nous proposons d'appeler ville socialiste » (Matlovic, 2003), mais cela présuppose aussi un « pré- », étudié par exemple par Lydia Coudroy de Lille dans un article sur l'habitat urbain polonais pré et post-socialiste (2002). Enfin, l'appellation « villes post(-)socialistes » suppose que les villes d'Europe de l'Est ont des caractéristiques similaires du fait de leur « appartenance commune au camp socialiste pendant plusieurs décennies » (Coudroy de Lille, 2012, p. 75).

1.1.B. Hypothèses sur le choix des mots et des signes

Si les notions de « post-socialisme » et de « villes post-socialistes » (avec trait d'union) semblent être les plus répandues dans les travaux scientifiques, nous pouvons nous interroger sur le choix des mots, car il existe des variantes de la notion de post-socialisme : post-communisme (Matlovic, 2003 ; Coudroy de Lille, 2012 et 2016), après-communisme (Batisse et Selim, 2008) ; ex-communisme (Barthou, 2008 ; Sanguin, 1995) ; ex-socialisme (Schönle, 2015) ; post-marxisme (Laclau, 2015). En effet, pourquoi ne pas parler de villes post-communistes par exemple ? Lydia Coudroy de Lille (2012 et 2016) ou René Matlovic (2003) mentionnent l'emploi possible de ce qualificatif, mais sans expliquer pourquoi ils retiennent plutôt celui de « post-socialiste ». Je fais

alors l'hypothèse que « socialisme » est plus approprié que « communisme » car dans la théorie politique marxiste, le socialisme désigne la période de transition entre l'abolition du capitalisme et l'avènement de la société communiste, sans classe ni État, transition pendant laquelle s'exerce la dictature du prolétariat. En effet, selon Katherine Verdery, « "aucun des États de l'ancien bloc de l'Est n'a prétendu […] incarner [le communisme]. Tous étaient gouvernés par des partis communistes, mais ils s'auto-identifiaient comme des républiques socialistes, sur la voie du véritable communisme" (cf. Katherine VERDERY, *Socialismul. Ce a fost si ce urmează ?*, Iaşi, Institutul European, 2003, p. 30) » (citation et traduction d'Anemona Constantin, 2019, p. 85).

De plus, nous pouvons également questionner la présence ou l'absence de trait d'union dans la notion de post(-)socialisme, en reprenant les termes du débat concernant l'approche post(-)coloniale. Sans trait d'union, « le préfixe "post'' ne fait pas référence à un après [...] mais à un au-delà, dans une perspective de rupture radicale avec la lecture linéaire, chronologique et séquentielle de l'histoire » (Collignon, 2007). La démarche postcoloniale se concentre en effet sur les héritages laissés par les idéologies coloniales, impériales, raciales ou paternalistes, visant à aller au-delà de celles-ci, sans présupposé chronologique. Dès lors, on peut étudier, dans une approche postcoloniale, des questions coloniales, post-coloniales ou post(-)socialistes par exemple. A ce titre, Lydia Coudroy de Lille (2012) note que l'approche postcoloniale investit en effet les espaces post(-)socialistes, envisageant la domination socialiste ou soviétique comme une figure coloniale, de même que l'occidentalisation actuelle des villes post(-)socialistes peut être abordée comme un néo-colonialisme. Ce débat sémantique sur la présence ou l'absence du trait d'union est intéressant car il reprend les termes du débat scientifique concernant la notion de « post(-)socialisme » qui a d'abord été envisagée comme un état transitoire entre le socialisme et le capitalisme, en particulier dans les villes où les structures spatiales héritées du socialisme seraient inadaptées aux nouveaux processus socio-économiques (Coudroy de Lille, 2016), avec une vision linéaire de l'histoire qui est remise en cause.

1.1.C. Contexte d'émergence politique et scientifique de la notion de ville postsocialiste : une notion située ? Les débats autour du modèle de la transition

Selon Lydia Coudroy de Lille (2009), la ville socialiste suppose « une relation entre une entité spatiale et un système idéologique, politique, économique et social ». En effet, la ville est perçue par les régimes socialistes comme un instrument politique majeur : la restructuration morpho-fonctionnelle des villes d'Europe de l'Est selon les principes marxistes d'égalitarisme vise à créer le cadre de vie de l'Homme nouveau, abolissant la différenciation entre villes et campagnes et entre classes sociales. De plus, la ville socialiste est construite en opposition à la ville industrielle, capitaliste et bourgeoise, incarnée par la ville occidentale selon Karl Marx, dont elle se veut l'antonyme. Mais cette dimension idéologique se retrouve également dans les usages et la construction de la notion de « ville post(-)socialiste ». En introduction au numéro 48 de la revue *Autrepart* consacré aux « mondes post-communistes », Cécile Batisse et Monique Selim (2008) reviennent en effet sur le contexte d'énonciation et l'utilisation au cours de l'histoire de la notion de post(-)socialisme : l'effondrement du communisme et l'insertion des pays socialistes dans le système capitaliste sont perçus par certains observateurs comme une généralisation du modèle occidental démocratique et libéral prétendu universel. Ainsi, selon Lydia Coudroy de Lille (2016),

« directement lié à la chute de l'URSS, le thème de la "fin de l'histoire'' (Fukuyama, 1992)[6] a inspiré l'action politique dans un certain nombre de puissances occidentales, mais aussi la recherche scientifique. Le principal produit de cette théorie est le modèle de la transition ». Ce dernier est alors autant scientifique qu'opérationnel, conduisant à l'application de la « thérapie de choc » dans certains pays post(-)socialistes par des réformes colossales visant la libéralisation, la stabilisation et la privatisation, triptyque du « consensus de Washington » (Batisse et Sélim, 2008), accord tacite entre les grandes institutions financières siégeant à Washington (Banque mondiale, Fonds monétaire international, département du Trésor américain).

Mais le schéma de la transition postule que la sortie des régimes de démocraties populaires à économie planifiée conduit uniformément à l'instauration de la démocratie libérale et de l'économie de marché. Ainsi les réformes économiques mises en place en Roumanie reprennent, « pour l'essentiel, le schéma et le jargon que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale utilisent » (Stan, 2005, p. 87) :

> « dans ce schéma, l'économie socialiste est foncièrement mauvaise […]. Elle doit et va être remplacée, de par les lois inéluctables du marché, par une économie de marché libre et compétitive. Dans cette vision, la solution aux problèmes de l'économie roumaine réside alors dans l'élimination des vestiges du passé et dans la conversion (quasi magique) des entreprises étatiques en entreprises capitalistes » (Stan, 2005, p. 87).

Néanmoins,

> « la réalité sociale de la transformation post-communiste pousse [...] à revenir sur une vision au départ fortement idéologique du changement de système. Il n'y a pas eu de généralisation d'un modèle universel démocratique et libéral. La simultanéité de la transformation du système politique, économique et social, cumulée aux spécificités du communisme et à la diversité des sociétés concernées, ont produit des situations très diversifiées et complexes. Il est nécessaire de prendre en compte les effets du passé car "l'histoire compte'', la diversité des chemins empruntés pour sortir du communisme et d'analyser la manière dont les anciennes structures survivent dans les nouvelles » (Batisse et Sélim, 2008, p. 10).

Dans ce contexte, deux conceptions principales s'opposent dans la formulation scientifique de la notion de ville post(-)socialiste (Coudroy de Lille, 2016). Dans un premier temps, la ville post(-)socialiste est analysée comme un état transitoire entre la ville socialiste et la ville capitaliste : « ces analyses sont tendues vers l'avenir de ces villes et interrogent le rythme, les modalités de trajectoires dont l'aboutissement implicite ou explicite est la ville capitaliste » (Coudroy de Lille, 2016). Cette conception présuppose l'idée d'un rattrapage des villes post(-)socialistes vers le modèle des villes européennes et occidentales et s'attache à identifier les convergences de trajectoires socio-économiques, morphologiques et fonctionnelles des villes d'Europe. Pourtant, cela pose deux principaux problèmes selon les auteurs critiques. Premièrement, cela tend à

6 Si le livre de Francis Fukuyama *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* est publié en 1992, il se base en réalité sur la thèse d'article publié en 1989 quelques mois avant la chute du mur de Berlin. Dans un contexte de fragilisation du communisme, l'auteur prédit le triomphe du modèle démocratique dans le monde entier, la fin des guerres mondiales et l'ouverture du marché mondial. A l'origine, la fin de l'histoire était un concept marxiste, Marx pensant à l'inverse que cet événement arriverait avec l'abolition du capitalisme.

« essentialiser la ville européenne, voire à lui attribuer une dimension normative » (Coudroy de Lille, 2016), véhiculée notamment par l'Union Européenne. Deuxièmement, le schéma de la transition conduit à une conception linéaire du temps qui fait débat, « car si l'identification du point de départ est assez simple à identifier le point final est plus difficile à établir » (Sandu, 2019, p. 46). En effet, « l'emploi du mot "transition" convient mal en raison de la téléologie qu'il véhicule (Rolland et al., 2017). C'est pourquoi Violette Rey (1996) proposait le concept "d'entre-deux géographique'' pour exprimer "dans l'espace la particularité du rapport que les sociétés entretiennent avec le temps'' » (Sandu, 2019, p. 47), selon une conception du temps itérative, en boucle (Figure 1).

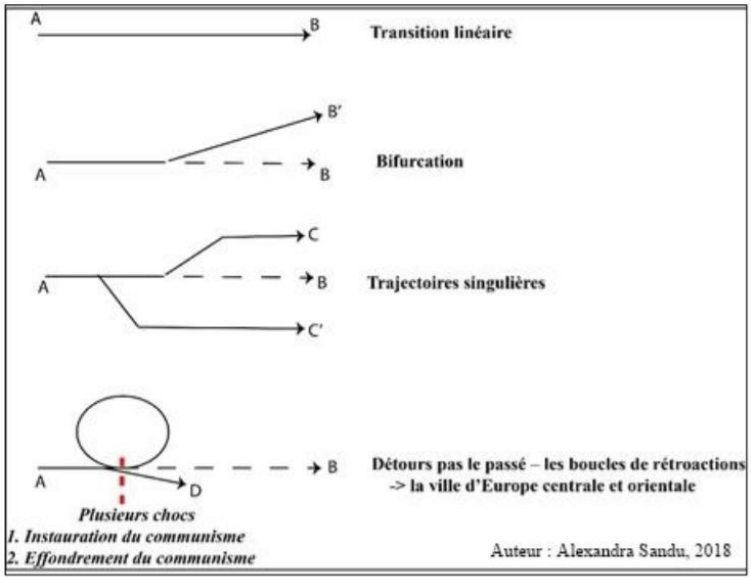


Figure 1 : Les modèles de la transition
Source : Sandu (2019, p. 48)

Face à ces limites, « un autre courant, plus récent, est moins porté à analyser les processus urbains en cours comme une nouveauté radicale qu'à observer les éléments de continuité, de palimpseste, de télescopage avec la ville socialiste ou encore sa remobilisation » (Coudroy de Lille, 2016, p. 4). Critiques à l'égard du schéma de la transition, les auteurs s'inscrivent dans une posture postmoderne, postcoloniale voire « post-postsocialiste » (Schönle, 2015). Ainsi, « au lieu d'une transition », David Stark (1999) propose d'« examiner une transformation, dans laquelle de nouveaux éléments apparaissent à la faveur d'adaptations, de réarrangements, de permutations et de reconfigurations de formes organisationnelles existantes » (p. 93), ce qui le conduit à définir les spécificités d'un capitalisme est-européen. Il est intéressant de mettre en parallèle ce renouvellement de l'approche post(-)socialiste et la signification de la présence ou de l'absence du trait d'union (voir 1.1.B). Pour rompre avec l'approche de la transition postsocialiste comme une rupture radicale, je choisis de parler de postsocialisme et de ville postsocialiste sans trait d'union, sauf quand il s'agira d'insister sur le sens strictement temporel, entendant le post-socialisme comme un après-socialisme. Il s'agit alors, au-delà d'une conception linéaire du temps, de s'intéresser aux adaptations et aux reconfigurations entre « deux modèles de modernité » (Rey, 1996) sans faire table rase du passé socialiste. Cette question se pose tout particulièrement dans les villes dont la morphologie a été profondément bouleversée pendant la période socialiste, laissant aujourd'hui des héritages importants.

1.2. MARQUEURS SPATIAUX ET HÉRITAGES DE LA PÉRIODE SOCIALISTE DANS LES VILLES

1.2.A. « *Is there a socialist city?* » (French et Hamilton, 1979)

> « La ville soviétique doit être honnête et simple dans ses formes, comme est honnête et simple la classe ouvrière ; diversifiée, comme l'est la vie ; seuls les éléments dont sont composés les édifices doivent être standardisés et non les édifices eux-mêmes ; économique dans le matériau utilisé et l'entretien et non dans l'espace et le volume ; joyeuse, comme l'est la nature. Enfin, elle doit être commode, claire, hygiénique »
>
> (Nikolaï Milioutine, 1930, p. 106)

La littérature scientifique est divisée quant à l'existence d'un modèle urbain propre au régime socialiste, en particulier du fait de la courte durée du régime qui questionne la possibilité d'élaborer un nouveau modèle urbain, de la faible théorisation de ce modèle ou encore des processus de modernisation et d'industrialisation à l'œuvre tant dans les villes socialistes et capitalistes marquées par des trajectoires similaires à partir des années 1970 (Matlovic, 2003 ; Coudroy de Lille, 2009 et 2012 ; Sandu, 2019). Néanmoins, comme en atteste la citation liminaire de Nikolaï Milioutine, figure emblématique de l'urbanisme socialiste, il est possible de retracer la conception de la ville socialiste dans l'idéologie soviétique à partir des années 1920, « nourrie de l'idéologie des œuvres classiques des marxistes et des idées socialistes utopistes » (Matlovic, 2003, p. 29), ce qui conduit à la régularité de certains principes d'aménagement dans les villes socialistes décrits par exemple par Richard French et Ian Hamilton dans *The Socialist City : Spatial Structure and Urban Policy* (1979). Alexandra Sandu résume dans sa thèse les caractéristiques d'un modèle urbain fonctionnaliste guidé par la volonté de condamner le mécanisme de marché et d'éliminer les différences de classes dans les villes : « une organisation monocentrique, un zonage fonctionnel précis associant zones industrielles et zones résidentielles adjacentes, une accessibilité égale aux services publics et de transport, etc. » (Sandu, 2019, p. 17) (Figure 2).

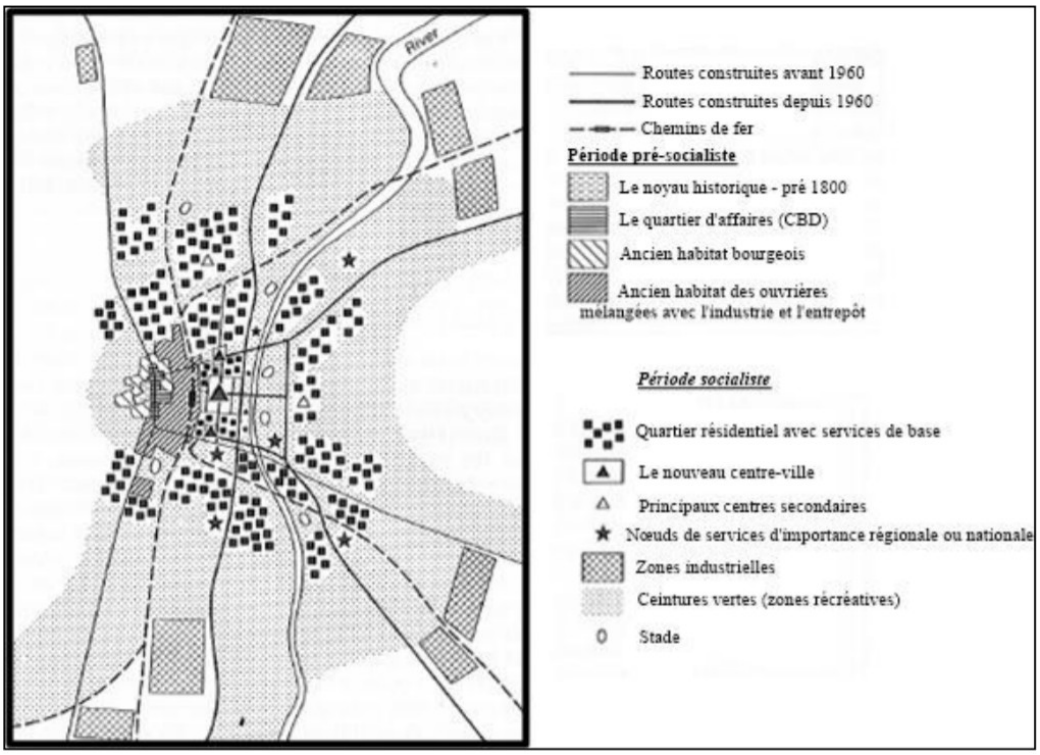


Figure 2 : Le modèle de la ville socialiste est-européenne
Source : French et Hamilton (1979, p. 228) ; traduit par Alexandra Sandu (2019, p. 26)

En réponse à ces principes, on peut citer en particulier le modèle du microrayon, « unité fonctionnelle élémentaire de la ville soviétique pour la construction de nouveaux logements. Le microrayon est composé d'un complexe d'immeubles de logements et de bâtiments pour les services de la vie quotidienne pour la population (jardins d'enfants, crèches, écoles, cantines, équipement commercial de proximité, aires de sport et jardins) » (Burgel et Burgel, 1998, p. 221). Or si ces principes ont pu être strictement appliqués dans les villes nouvelles ou « villes purement socialistes » (Matlovic, 2003), les aménagements ont coexisté avec les structures urbaines existantes dans la majorité des villes, aboutissant à l'existence de plusieurs types de villes socialistes selon René Matlovic (2003). Néanmoins, le principe commun de la ville socialiste est le suivant : « le contrôle étatique, omniprésent dans presque tous les aspects du développement urbain, oriente [...] la propriété et l'utilisation du sol, les mécanismes de production et d'allocation du logement, les ressources financières des villes, la maîtrise de leur croissance démographique, et *in fine* les formes de division sociale de l'espace » (Coudroy de Lille, 2009, p.8). La régularité de ce principe découle sur une homogénéité spatiale des villes socialistes est-européennes et aujourd'hui, les restructurations fonctionnelles, morphologiques et socio-démographiques opérées pendant la période socialiste sont encore prégnantes dans les villes postsocialistes, en particulier dans le manque de diversité fonctionnelle et par la présence de logements collectifs et d'industries en périphérie du noyau historique des villes ou dans les interstices urbains.

1.2.B. Des processus communs dans les villes postsocialistes

La sortie du socialisme s'est traduite par le passage d'une économie planifiée à une économie de marché et par des transformations structurelles profondes, non sans impacts morphologiques, socio-démographiques et fonctionnels sur les villes. Premièrement, la métropolisation est une rupture majeure par rapport à la volonté socialiste de ne pas favoriser les grandes villes au détriment des plus petites. En effet, les métropoles « captent une part prépondérante, parfois écrasante, des emplois qualifiés, des activités à haute valeur ajoutée, et donc des richesses produites à l'intérieur des États » (Coudroy de Lille, 2008). Ainsi, ce sont principalement les capitales qui concentrent les constructions neuves et les investissements aujourd'hui dans les pays postsocialistes. De plus, « une partie de la population estime avoir perdu en qualité et niveau de vie. L'explosion des inégalités régionales et individuelles a en effet accompagné le post-communisme » (Batisse et Selim, 2008, p. 6) dans un contexte de désindustrialisation, de chômage de masse, d'inflation, de baisse des budgets alloués aux services publics, de pénurie de logement et de surreprésentation des promoteurs privés dans la construction de logements neufs, avec une quasi totale disparition de la filière de logement social conformément au principe de désengagement de l'État. En Roumanie par exemple, « la pénétration du capitalisme […] s'est accompagnée d'une nouvelle stratification sociale », différenciant les riches, les pauvres et les Roms sur fond de discrimination ethnique selon Evelyne Barthou (2008). Cela se traduit par l'augmentation des habitants pauvres et riches et par une baisse des représentants de la classe moyenne, entraînant une concentration territoriale extrême des deux groupes sociaux qui coexistent (Matlovic, 2003).

Les villes postsocialistes sont dès lors des villes duales (Matlovic, 2003 ; Sanguin, 1995) et fragmentées (Coudroy de Lille, 2008) caractérisées par un certain nombre de processus communs, comme la polarisation sociale, la restitution des biens immobiliers et l'application de la rente foncière, la privatisation de l'économie, la désindustrialisation au profit du développement du secteur tertiaire, l'intégration européenne et mondiale, la globalisation, la décentralisation politique ou encore la périurbanisation. Si l'on adopte l'approche renouvelée de la ville postsocialiste telle que présentée dans la partie précédente, ces processus sont envisagés non pas comme des rattrapages visant la transition des villes socialistes vers le modèle des villes capitalistes, mais comme des éléments de continuité ou de discontinuité avec la ville socialiste et même la ville pré-socialiste. Alexandra Sandu (2019) insiste, à l'instar de Lydia Coudroy de Lille, sa directrice de thèse, sur la figure d'une « ville palimpseste qui accumule dans sa structure des caractéristiques spatiales et fonctionnelles qui sont le résultat de la succession de temporalités non linéaires » (p. 45).

1.2.C. Modéliser la ville postsocialiste : continuités et discontinuités avec la ville socialiste

D'un point de vue morphologique, la ville postsocialiste a été modélisée ainsi :

> « on y observe un vieux noyau urbain (partiellement transformé et renouvelé au cours des dernières décennies – symbole de l'identité européenne), une zone intermédiaire mixte où le logement collectif et individuel coexistent à côté des nouveaux bâtiments commerciaux et des espaces verts réduits, une première zone industrielle périphérique héritée de l'ère socialiste et dans la plupart des cas non valorisée, et enfin une nouvelle ceinture urbaine périphérique polyfonctionnelle, plutôt administrative et commerciale, symbole du développement économique libéral » (Sandu, 2019, p. 53)

et de l'étalement urbain (Figure 3).

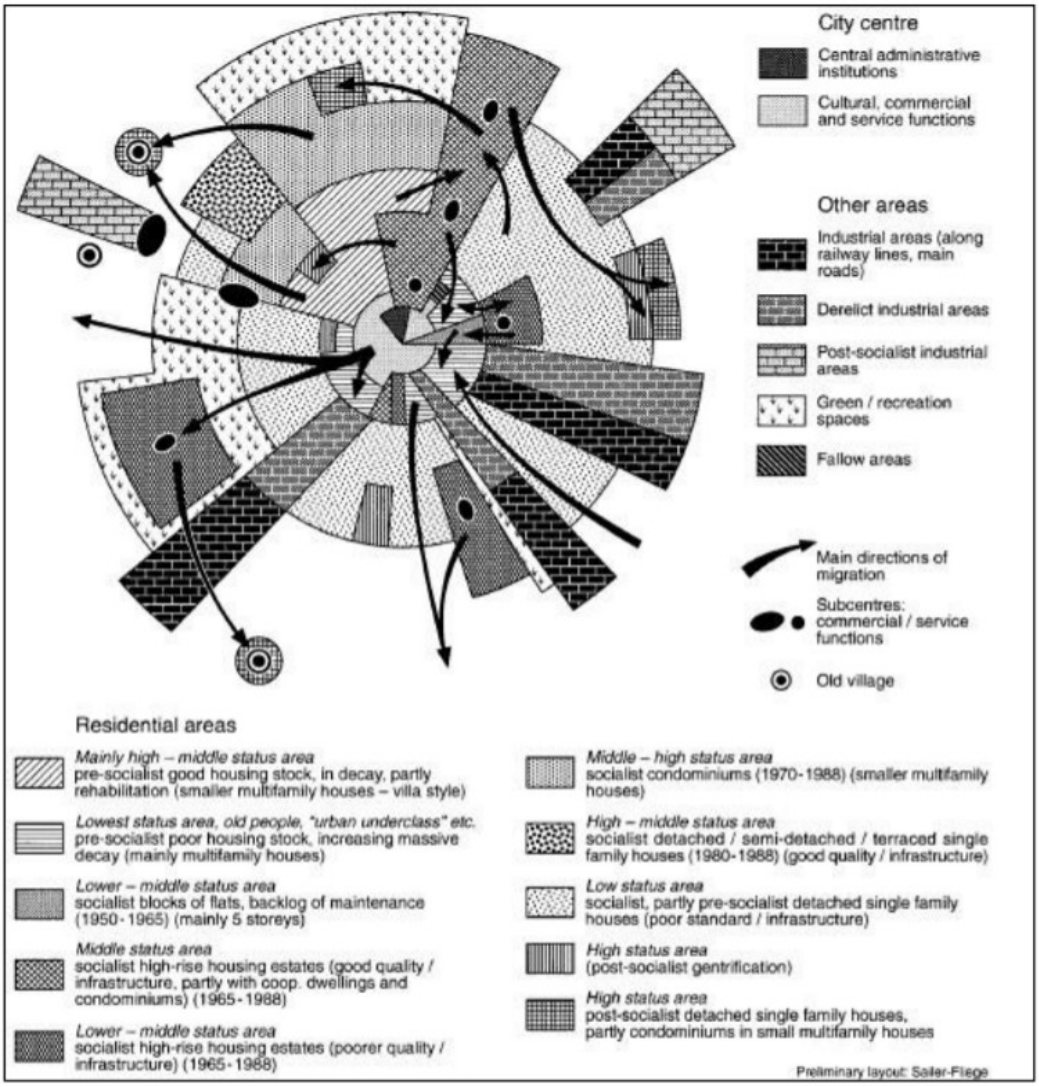


Figure 3 : Le modèle de la ville postsocialiste
Source : Sailer-Fliege (1999) dans Alexandra Sandu (2019, p. 52)

Dans ce contexte, l'aménagement postsocialiste se caractérise par trois tendances dominantes (Filler, 2017) : la réhabilitation pour remettre en valeur les héritages pré-socialistes souvent délaissés pendant la période socialiste, la conservation pour maintenir l'état des structures héritées de la période socialiste et enfin la création de nouveaux bâtiments et nouvelles infrastructures (logements, quartiers d'affaires, centres commerciaux, ports...). Selon Lydia Coudroy de Lille (2002), les différentes couronnes successives de la ville postsocialiste montrent les étapes du développement urbain avec une séparation morphologique forte des quartiers des différentes époques soulignée par la « dévalorisation rapide des quartiers centraux anciens ainsi que par l'inachèvement systématique des grands ensembles générateurs de vastes friches urbaines » (p. 26). La métaphore du « chaos » est alors régulièrement employée pour caractériser l'évolution des villes postsocialistes, à la fois un chaos paysager, politique et économique (Coudroy de Lille, 2016). Dès lors, le modèle de la ville postsocialiste ne saurait être envisagé comme une transition linéaire vers celui de la ville occidentale car des références à d'autres modèles sont également mobilisables pour comprendre les processus à l'œuvre. Au-delà de la métaphore du chaos, Lydia Coudroy de Lille (2016) mentionne par exemple les analyses en termes de tiers-mondisation du fait des dysfonctionnements politiques et économiques, du développement du commerce informel et de la brutalité de la polarisation sociale.

Néanmoins, et c'est un biais de toute tentative de modélisation, envisager la ville postsocialiste au singulier occulte une diversité de trajectoires, avec un risque d'homogénéisation. Pourtant, certains auteurs s'attachent à mettre en valeur les singularités qui caractérisent chacune des villes. A titre d'exemples, Alexandra Sandu (2019) montre dans sa thèse les spécificités des villes socialistes et postsocialistes *roumaines* tandis que Lydia Coudroy de Lille (2012) insiste sur les trajectoires nationales du « post » en matière d'habitat. Ainsi la Pologne et la République Tchèque se singularisent par une part moindre de propriétaires dans le total des ménages, autour de 50 % au début des années 2000, tandis que la Bulgarie ou la Roumanie comptent plus de 90 % de propriétaires à la même période. Ces écarts tiennent notamment au fait que l'État, les entreprises et les coopératives jouaient un rôle de promoteurs dans la plupart des pays socialistes, vendant les logements construits aux particuliers, mais beaucoup moins en Pologne ou en Tchécoslovaquie qui ont aujourd'hui gardé une forte tradition de logement social malgré le désengagement de l'État et la privatisation. Ainsi les configurations juridiques et matérielles héritées du socialisme restent prégnantes, notamment en matière d'habitat, et n'étaient pas toutes semblables. A ce titre, Timişoara représente une ville postsocialiste assez singulière au regard d'autres villes roumaines et est-européennes : du fait d'une armature urbaine et industrielle déjà bien développée, les services de planification socialistes ont pu s'appuyer sur les structures urbaines et économiques existantes. Par conséquent, bien que des zones industrielles et résidentielles aient été construites *ex nihilo* pendant la période socialiste, la structure morphologique et fonctionnelle préexistante de la ville a été préservée, à commencer par ses quartiers historiques, ce qui n'est pas le cas de nombreuses villes postsocialistes.

1.3. TIMIŞOARA, UNE VILLE PALIMPSESTE ENTRE HÉRITAGES ET NOUVELLES FORMES

Les origines de Timişoara dateraient d'il y a environ 6000 ans, au néolithique. D'abord développée autour d'une vocation religieuse et commerciale, la ville a été installée sur la partie haute de la plaine du Timiş et de la Bega. Elle était alors protégée des inondations mais aussi entourée d'un sol marécageux au rôle défensif. Durant la période médiévale, au début du XIV^{ème} siècle, Carol Robert d'Anjou commande la construction d'une nouvelle place royale et d'un palais. Il s'agit du cœur historique de la ville, autour de l'actuelle place de la Liberté et du château Huniade. Par la suite, en 1552, la ville est envahie par les Ottomans qui bâtissent une citadelle (Cetate) (Figure 4) : la ville acquiert alors un rôle administratif et militaire, avant d'être entièrement repensée et reconstruite aux mains des Austro-hongrois[7].



Figure 4 : La citadelle de Timişoara en 1596
Source : Gravure italienne de Giacomo Franco, Venise

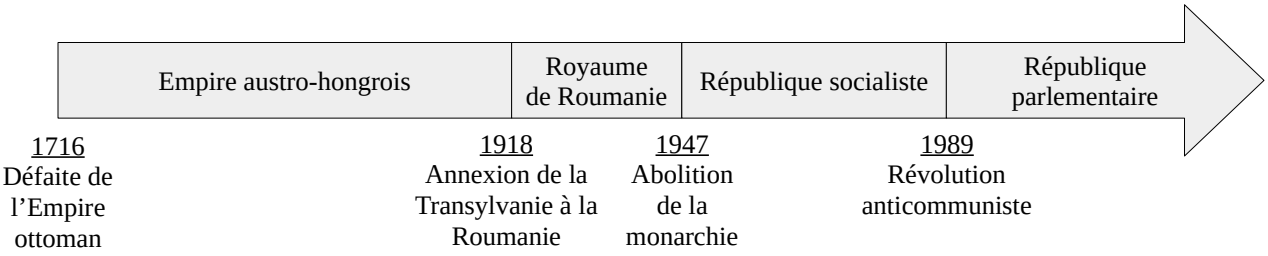


Figure 5 : De l'Empire à l'État-nation : histoire politique et appartenance territoriale de Timişoara depuis 1716
Source : Amandine Dargaud (mai 2021)

1.3.A. La ville pré-socialiste : modernisation, éclectisme architectural et multiculturalité

- *Timişoara, une ville stratégique de l'Empire austro-hongrois*

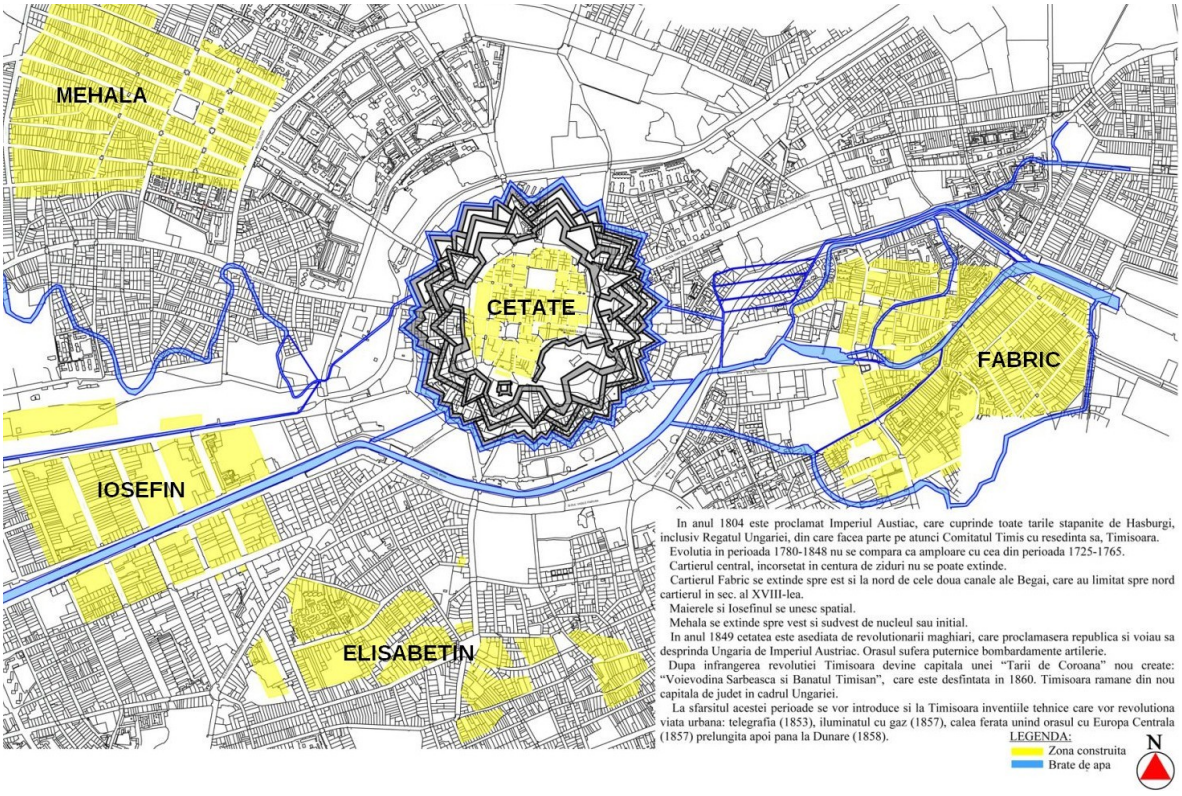
Après la défaite de l'Empire ottoman en 1716, Timişoara est entièrement rebâtie sous l'administration autrichienne de 1716 à 1867 puis hongroise de 1867 à 1918. Ces périodes marquent « le début d'un développement urbanistique sur des critères et technologies très modernes pour l'époque » (Farcasiu, 2012, p. 34). Ainsi, l'organisation et la morphologie de Timişoara sont le fruit de la reconstruction intégrale opérée par les Habsbourg :

> « les bâtiments d'inspiration ottomane ou gothique sont remplacés par des places pavées, des rues rectangulaires et des édifices de style baroque. Au-delà des murs de la ville, qui reste fortifiée, se développent différents quartiers : Iosefin (du nom de l'Impératrice), qui accueille

7 Ceci explique que je commence ma frise à la défaite de l'Empire ottoman : les périodes précédentes n'ont pas laissé de traces dans la morphologie actuelle de la ville, sauf quelques rares exceptions, comme le château Huniade.

principalement des Souabes ; le Mehala, habité majoritairement par des orthodoxes ; ou encore Fabric, centre industriel où habitent les artisans, les commerçants et où siègent les différentes corporations. La Bega, la rivière qui traverse Timişoara, est régularisée et connectée à la Tisa et au Danube » (Stănculescu, 2008, pp. 9-10).

Cetate, le cœur historique, est réaménagé selon un plan radiocentrique, entouré de ceintures de fortifications de type Vauban (1723-1764), et modernisé avec l'aménagement de voies rectilignes à la place du dédale de rues sinueuses héritées du Moyen-Âge, d'immeubles modernes, de places publiques[8] et d'édifices militaires, administratifs ou religieux tels que la cathédrale Saint-Georges construite de 1736 à 1774. Ce centre historique est ensuite complété par des quartiers péricentraux à vocation industrielle (Fabric) ou résidentielle (Iosefin, Elisabetin et Mehala[9]), à distance de Cetate en raison de la zone *non ædificandi* de part et d'autre des fortifications (Carte 4). Ainsi, aujourd'hui, le centre historique de Timişoara ne saurait se résumer à Cetate : il me semble plus approprié de parler des quartiers historiques au pluriel, du fait du polycentrisme historique de la ville. Au cours du XIX^{ème} siècle, les fortifications militaires devenues obsolètes sont détruites et remplacées par des boulevards pour permettre la connexion des nouveaux quartiers au centre historique. Aujourd'hui, il n'en reste plus que quelques fragments, le plus important étant le Bastion Theresia.



Carte 4 : Timişoara en 1853 : la ville fortifiée et ses faubourgs
Modification personnelle : ajout des noms de quartier. Traduction de la légende : en jaune, zone construite ; en bleu, cours d'eau Source : PMT (2011 – planche 18)

8 « Selon les relevés annuels adressés au Hofbaumat (Bureau des constructions de la Cour) de Vienne, trois places publiques ont été aménagées à cette époque : la Parade-Platz (actuellement, place de la Liberté), avec l'Hôtel de Ville et les différentes casernes ; la place Saint-Georges [...], où se trouvaient l'église et le collège des Jésuites ; la Dom-Platz (maintenant Piata Unirii), autour de laquelle se groupaient les édifices de l'administration civile de la province et les centres religieux de la ville, avec les cathédrales orthodoxes et romano-catholiques » (Buzilà, 1984)

9 A la différence de Iosefin, Elisabetin et Fabric qui sont des quartiers d'immeubles ou de villas, Mehala se compose de petites maisons individuelles typiques du Banat (pas d'étage, alignement des façades sur rue et jardin à l'arrière)

Ces transformations urbanistiques vont de pair avec les nouvelles fonctions économiques, commerciales et administratives dont est dotée Timişoara au-delà de son rôle militaire historique. En effet, à partir du XVIII[ème] siècle, elle acquiert un statut spécial et privilégié au sein de l'Empire austro-hongrois par sa situation de confins « à la frontière avec l'Empire ottoman et au croisement des routes commerciales des Balkans » (Kovácsházy, 2007, p. 16). La production industrielle se développe alors, dynamisée par le chemin de fer et le canal Bega désormais navigable, en particulier dans les secteurs du textile et de l'alimentaire (chocolat, alcool, viande…). Par exemple, sur ordre d'Eugène de Savoie pour compenser la pénurie d'eau potable, la première fabrique de bière de Roumanie ouvre en 1718 dans le quartier Fabric (Photographie 3). De plus, dans l'idée que les populations originaires de l'Empire austro-hongrois disposent d'un savoir-faire technique important, le processus de modernisation urbanistique s'accompagne d'une politique de colonisation et d'immigration particulièrement active à Timişoara.



Photographie 3 : La Fabrique de la bière Timişoreana (quartier Fabric)
Source : Amandine Dargaud (3 avril 2021)

- *Une ville multiculturelle et éclectique*

Différentes communautés ethniques sont encouragées à venir s'installer dans le Banat et lancent Timişoara sur la voie de l'expérimentation en matière d'agriculture, d'aménagements hydrauliques autour de la Bega, d'industrie, de transport, d'éclairage public et d'urbanisme. Ainsi, Timişoara devient la première ville d'Europe avec un éclairage public électrique en 1884 ou encore la première ville de Roumanie avec un tramway électrique en 1899. Dans ce contexte favorable, Timişoara accueille

> « plus de vingt ethnies et groupes ethniques, dans des configurations variant d'une époque à l'autre : Roumains, Serbes, Allemands, Magyars, Juifs, Tziganes, Slovaques, Croates, Bulgares, Ukrainiens, Polonais, Italiens, Turcs, Tatares, Tchèques, Grecs, Arméniens, Français, Russes, Arabes. Huit communautés confessionnelles y cohabitent encore de nos jours : orthodoxe, catholique romaine, gréco-catholique (“uniate”), luthérienne-évangélique, réformée-calviniste, juive, néo-protestante, islamique, plus de vingt langues y sont parlées » (Kovácsházy, 2007, p. 17).

La multiculturalité de la population trouve donc son origine au XVIII[ème] siècle et perdure encore aujourd'hui en différentes proportions (Figure 6), visible et lisible dans l'architecture, la toponymie, la présence de lieux de cultes de diverses confessions dispensées dans plusieurs langues, ou encore d'écoles et de lycées non roumanophones (Bioteau, 2005). A titre d'exemples, la présence de la « magyarité » autour de la place Marie (quartier Iosefin) se lit sur les devantures des commerces en langue hongroise (Bioteau, 2005) tandis que l'église orthodoxe serbe fait face à la cathédrale

catholique sur la place de l'Union (Horel, 2011). Un des marqueurs les plus emblématiques de la multiculturalité à Timişoara est le théâtre à proximité de la place de la Victoire qui regroupe dans un même établissement trois théâtres publics qui produisent des spectacles en trois langues différentes : le Théâtre national de Timişoara (en roumain), le Théâtre allemand d'État (en allemand) et le Théâtre magyar d'État Csiky Gergely (en hongrois). Ainsi, la représentation se déroule dans une langue, mais les deux autres langues sont accessibles soit par casque, soit par sous-titres (discussions informelles).

Census	Romanians		Germans		Hungarians		Serbs		Others		Total population
	Total	%	Total	%	Total	%	Total	%	Total	%	
1774*	181,6	57,1	43,2	13,6	n.a.	n.a.	78,8	24,8	14,3	4,5	317,9
1841*	576,2	57,3	207,7	20,7	14,3	1,4	207,3	20,6	n.a.	n.a.	1005,5
1871*	553,3	43,4	379,5	29,8	91,1	7,2	250,1	19,6	n.a.	n..a	1273,8
1910*	592	39,6	397,5	26,6	221,5	14,8	284,3	19	n.a.	n.a.	1495,3
1930	511,1	54,4	223,2	23,7	97,8	10,4	40,5	4,3	67,6	7,2	940,2
1956	589,4	71,3	67,8	8,2	85,8	10,4	40,1	4,9	43,7	5,3	826,8
1992	931,8	79,3	39,2	3,3	73,8	6,3	31,1	2,7	97,3	8,3	1173,2
2002	942,1	82,2	15,1	1,3	67,3	5,9	26,2	2,3	95,3	8,3	1146
2007	945	82,9	12,3	1,1	65	5,7	25,3	2,2	92,4	8,1	1140

The 1774 data for Germans includes French and Italians ; the 1930 and 1992 data for Serbs includes Croatians and Slovenians.
*Historic Banat (Serbian and Romanian Banat)

Source: Popa & Sârbovan 1990 p.152 for 1992 ; Creţan 2006a p.55 for 1774, 2002 and 200

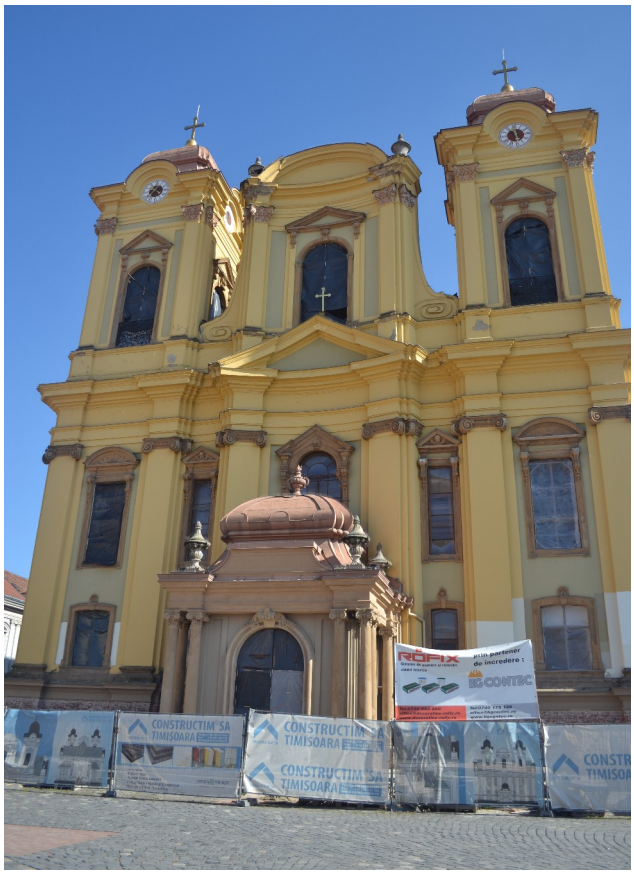
Figure 6 : La diversité ethnique du Banat de 1774 à 2007
Source : Remus Creţan et al. (2008)

En somme, quand Timişoara et une partie du Banat sont intégrées au Royaume de Roumanie en 1918[10], la ville est marquée par la présence d'une population aux origines multiculturelles et par un ensemble architectural historique riche, résultat d'une tradition de planification moderne à l'influence baroque viennoise qui lui vaut son surnom de Petite Vienne du Banat. Mais l'architecture de la ville ne se réduit pas au style baroque. Selon Victor Popovici, architecte avec qui je me suis entretenue le 8 avril 2021, la spécificité de Timişoara, d'un point de vue architectural, est précisément son éclectisme : en plus du baroque, de nombreux bâtiments inspirés du style néo-classique, art nouveau ou sécession (Photographies 4 et 5) sont présents dans la ville. Pour illustrer son propos, Victor Popovici a pris l'exemple des réalisations de László Székely qui a été le premier architecte en chef de la ville de 1903 à 1918 :

> « Il était hongrois de naissance, il a vécu à Timişoara, il a été le premier architecte en chef de Timişoara pendant environ 20 ans et pendant cette période il a construit certains des bâtiments les plus importants de Timişoara, notamment le centre-ville. Si tu connais la Piața Operei [actuelle place de la Victoire], sur le côté droit, tu sais, ces énormes palais ont tous été construits par lui. Mais il pouvait aussi faire du style néo-roumain, il pouvait faire du style inspiré de l'art nouveau français, il pouvait faire des bâtiments classiques, il pouvait tout faire mais tout de qualité, il était très original […]. Donc la spécificité [de Timişoara], architecturalement parlant, est très difficile à définir parce qu'aussi une autre chose spécifique

10 A l'issue de la Première Guerre mondiale, la carte de l'Europe centrale et orientale est redessinée selon le principe des États-nations. Le Banat est alors divisé en trois pays : plus de la moitié de sa surface revient à la Roumanie, une partie au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le reste à la Hongrie.

est qu'à Timişoara tu n'as pas de styles purs […]. Généralement tous les styles étaient mélangés et par exemple, Székely qui était un architecte de style sécession parce qu'il était à Budapest, il y a fait ses études puis il est venu à Timişoara, donc il était influencé par la version hongroise du style sécession, mais aussi il aimait prendre des éléments de l'architecture greco-romaine. Sur ses bâtiments il a mis des colonnes, des portiques, des frontons, etc. […] C'est peut-être aussi parce qu'à ce moment-là, on parle d'autour de 1900, […] [la population] était […] diverse et en raison de cette diversité dans les cultures et les langages, les bâtiments également sont très divers »[11] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).



Photographie 4 : La Cathédrale Saint-Georges de style baroque achevée en 1774 sur la place de l'Union (Cetate) Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 5 : La Casa Brück, une ancienne maison baroque repensée en 1910 par László Székely dans un style sécession sur la place de l'Union (Cetate) Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)

11 « He was Hungarian by birth, he lived in Timişoara, he was the first chief architecte of Timişoara for, about 20 years, and during this period he built some of the most important buildings in Timişoara including the city center. If you know the Piața Operiai square, the right side, you know, those big palaces were all built by him, but he could also do neo-romanian style, he could do art nouveau french inspiration style, he could do classical building, he could do everything but everything in quality, he was very original […]. So the specificity, architecturally, is very hard to define because also another specific thing is that in Timişoara you don't have pure styles […]. Usually all the styles are blinded together and for instance Székely who was a secession architecte because he was in Budapest, he made his studies and then he came in Timişoara so he was influenced by the Hungarian version of the secession, but also he liked to take elements from the greco-roman architecture. On his building he had columns, *portiques* and *frontons* and so on […]. This is also maybe because at that time, we are talking about 1900, […] it was […] diverse and due to this diversity in cultures and in languages, also the buildings are very diverse » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

Ensuite, entre les deux guerres mondiales, quand Timişoara est intégrée au Royaume de Roumanie, l'influence architecturale diffère peu des périodes précédentes. On observe tout de même quelques créations architecturales nouvelles en style dit néo-roumain comme la Cathédrale métropolitaine orthodoxe construite de 1936 à 1946 (Photographie 6). Certains bâtiments sont également marqués par le courant moderne international, le style brâncovenesc, le style art déco (Photographie 7) ou le cubisme, tels que les villas du boulevard C.D. Loga construites dans les années 1930 qui seront plus tard attribuées aux dignitaires du régime socialiste.



Photographie 6 : La cathédrale métropolitaine orthodoxe de style néo-roumain commencée en 1936 sur la place de la Victoire (Cetate)
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)

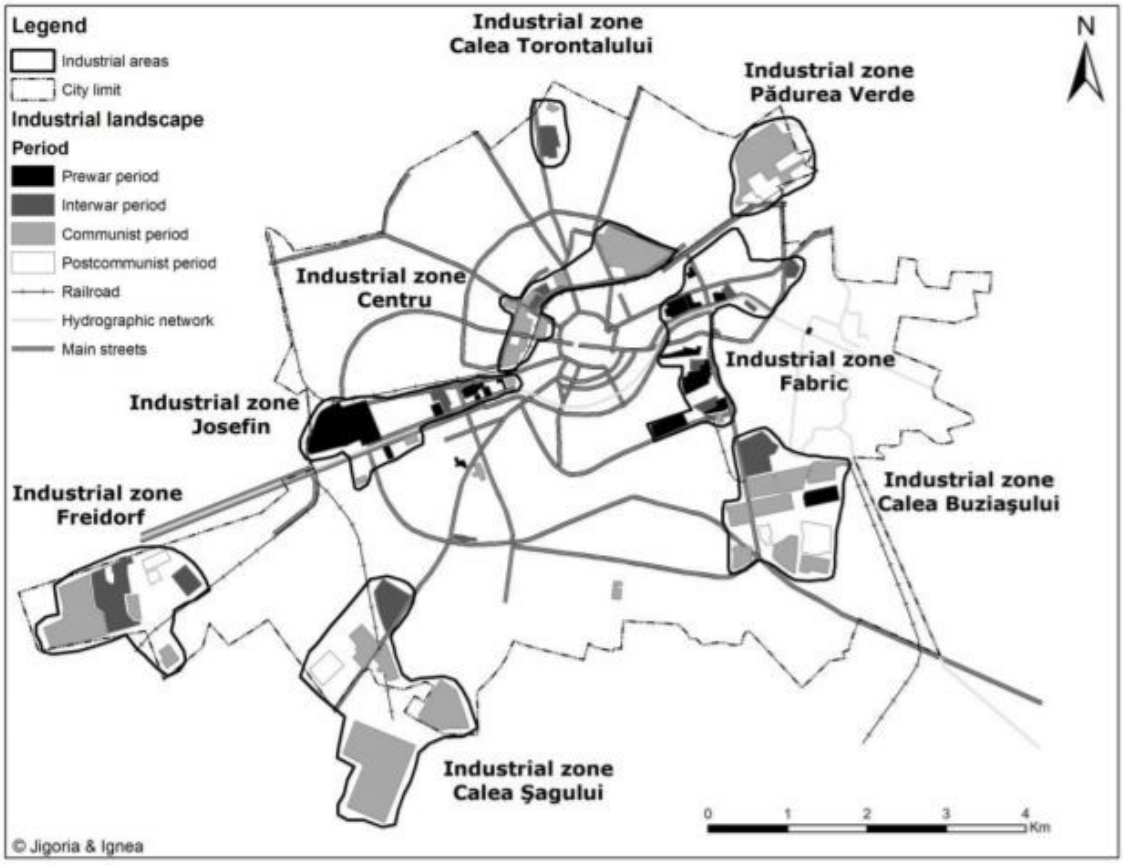


Photographie 7 : Le cinéma Studio de style art déco réalisé en 1938 par l'architecte Mihai Dolliner sur la place Iancu Huniade (Cetate)
Source : Amandine Dargaud (4 mars 2021)

1.3.B. La ville socialiste : planification, industrialisation et logements collectifs

• Une économie planifiée et une politique d'industrialisation active : la croissance industrielle et démographique de Timişoara

Comme à l'époque des Habsbourg, un des principaux objectifs de la période socialiste est la modernisation de Timişoara, ce qui passe par une politique de nationalisation, une industrialisation massive ou encore la construction d'infrastructures de grande ampleur. La politique d'industrialisation prend deux formes principales dans la ville : la création de nouvelles usines d'une part et le redéveloppement d'industries existantes d'autre part. Les nouvelles unités et plateformes industrielles se surimposent alors aux industries existantes (Carte 5) et se spécialisent notamment dans les secteurs de l'automobile, de la technologie et de la chimie comme Solventul dans la pétrochimie (Pavel et Jucu, 2020).



Carte 5 : Périodes de développement des zones industrielles à Timişoara
Source : Jigoria-Oprea et Sebastian Ignea (2014)

En Roumanie, le développement industriel des villes ainsi que la restructuration du foncier agricole (création des fermes d'État et coopératives) entraînent un exode rural massif et une croissance démographique importante à Timişoara à partir des années 1950 (Figure 7), soutenue par l'arrivée de nouveaux habitants venant de l'Est de la Roumanie, non sans conflits. En effet, selon Bodgan Şoflău, employé à l'Office du tourisme régional, l'immigration de ces travailleurs « a créé une sorte d'adversité pour les locaux qui ont eu l'impression d'être envahis par des gens d'autres régions qui ne partagent pas la même vision de la vie »[12] (entretien du 26 mars 2021). Ainsi une des conséquences de cette immigration est la modification de la composition ethnique de Timişoara et l'augmentation de la part des Roumains dans la population du Banat à partir des années 1950, passant d'environ 50 % à près de 80 % dans les années 1990 (Figure 6). Victor Popovici confirme le constat de Bogdan Şoflău :

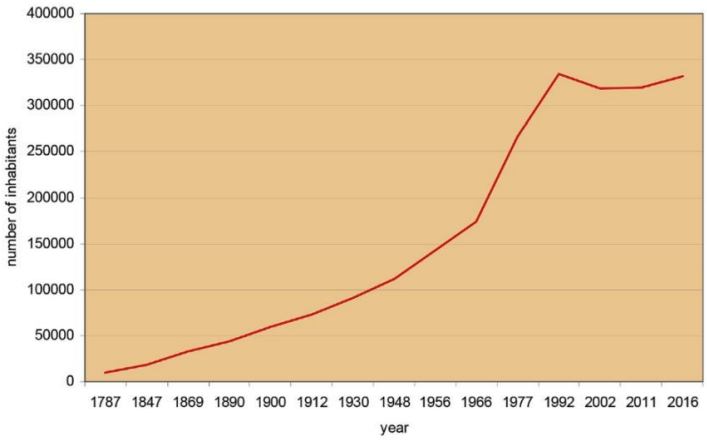


Figure 7 : L'évolution du nombre d'habitants à Timişoara de 1787 à 2016
Source : Pavel et Jucu (2020)

12 « They […] created like adversity for the locals who thought there are invaded by people from other regions who are not sharing the same view on life » (Bogdan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)

> « Ils ont eu constamment besoin de faire venir de plus en plus de travailleurs […] et cela a déséquilibré la société en un sens, parce que la plupart des gens qui sont venus à Timişoara pour travailler […] ont grandi à la campagne, ils avaient les valeurs du fermier, mais soudain ils ont été emmenés en dehors de leur contexte familial et jetés dans un mix avec des gens d'autres religions, parce tu avais dans un bloc des gens de Molténie, de Moldavie, de, et de différentes cultures, d'origines différentes […] et aussi de classes différentes parce que tu pouvais avoir des ouvriers à un étage et des professeurs de lycée à un autre, et des docteurs et ensuite des ouvriers de nouveau. Bien sûr ce n'était pas un mix naturel »[13] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

En effet, la répartition des habitants dans les logements est le résultat d'une politique volontariste qui répond à l'idéal socialiste de mixité sociale et qui vise « le brassage social dans les immeubles d'habitation [et] l'élévation du niveau de vie des nouveaux citadins accédant à un mode de vie moderne » (Coudroy de Lille, 2009, p. 6). Une entreprise d'État est alors en charge de l'attribution des logements, leur gestion mais aussi leur construction : l'Institut régional du design IPROTIM. Lors de notre entretien, Remus Creţan, professeur de géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara, a pris l'exemple de la redistribution des maisons des quartiers Fabric et Iosefin laissées vides à la suite de l'émigration des Juifs et des Allemands pendant la période socialiste : ces maisons ont été attribuées aux Roms et aux migrants pauvres, qui ont alors eu la chance de pouvoir se loger dans de bonnes conditions et à moindre coût (entretien du 5 mars 2021). Mais face aux besoins croissants de la population dans un contexte de croissance démographique, les logements et les infrastructures existants à Timişoara ne suffisent pas : IPROTIM fixe alors des objectifs de construction stricts pour favoriser le développement de la ville.

- *La construction de blocs d'habitation et d'infrastructures tertiaires à Timişoara*

Pendant l'époque socialiste, plusieurs quartiers de grands ensembles ont été construits de toutes pièces à Timişoara, comme Circumvalatiunii et Soarelui, dont les caractéristiques génériques sont les suivantes : « taille de 500 ou 1000 logements minimum, localisation généralement périphérique, financement aidé par l'État sous formes diverses, présence dominante de statut locatif, édification rapide suivant des techniques de préfabrication » (Dufaux et Fourcaut, 2004, p. 15). Les quartiers résidentiels socialistes se composent en effet de barres et de tours préfabriquées, que les Roumains appellent « blocs » : je fais donc le choix d'employer ce terme par la suite pour les désigner. A Timişoara, Remus Creţan m'explique qu'il est aisé de reconnaître les blocs construits pendant la période socialiste : « si tu les regardes, tu reconnais que c'est un bloc communiste, parce que généralement ils sont faits de façon assez simple, avec un balcon et, un petit balcon, l'espace est plutôt petit, 90 mètres carrés pour une famille, ce qui est assez petit »[14] (entretien du 5 mars 2021).

13 « They constantly needed to bring more workers more workers [...] and this disbalanced some how society, because most of people who came to the city to work [...] grew up at the country, they had values of the farmer, but suddenly they were taking out of their familiar context and thrown into a mix with people from other religions, because you had in a bloc people from Moltenia, from Moldova, from, and with different cultures, different backgrounds […] and also from different classes because you could have workers on one floor and high school teachers in the other floor and doctors and then workers again. Of course it was not a natural mix » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

14 « If you look at them you recognize this is a communist bloc, because usually there are quite simplistic made, with a balcony and so, a small balcony, the space is quite small, 90 meters, square meters to live in for a family, which is quite small » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)



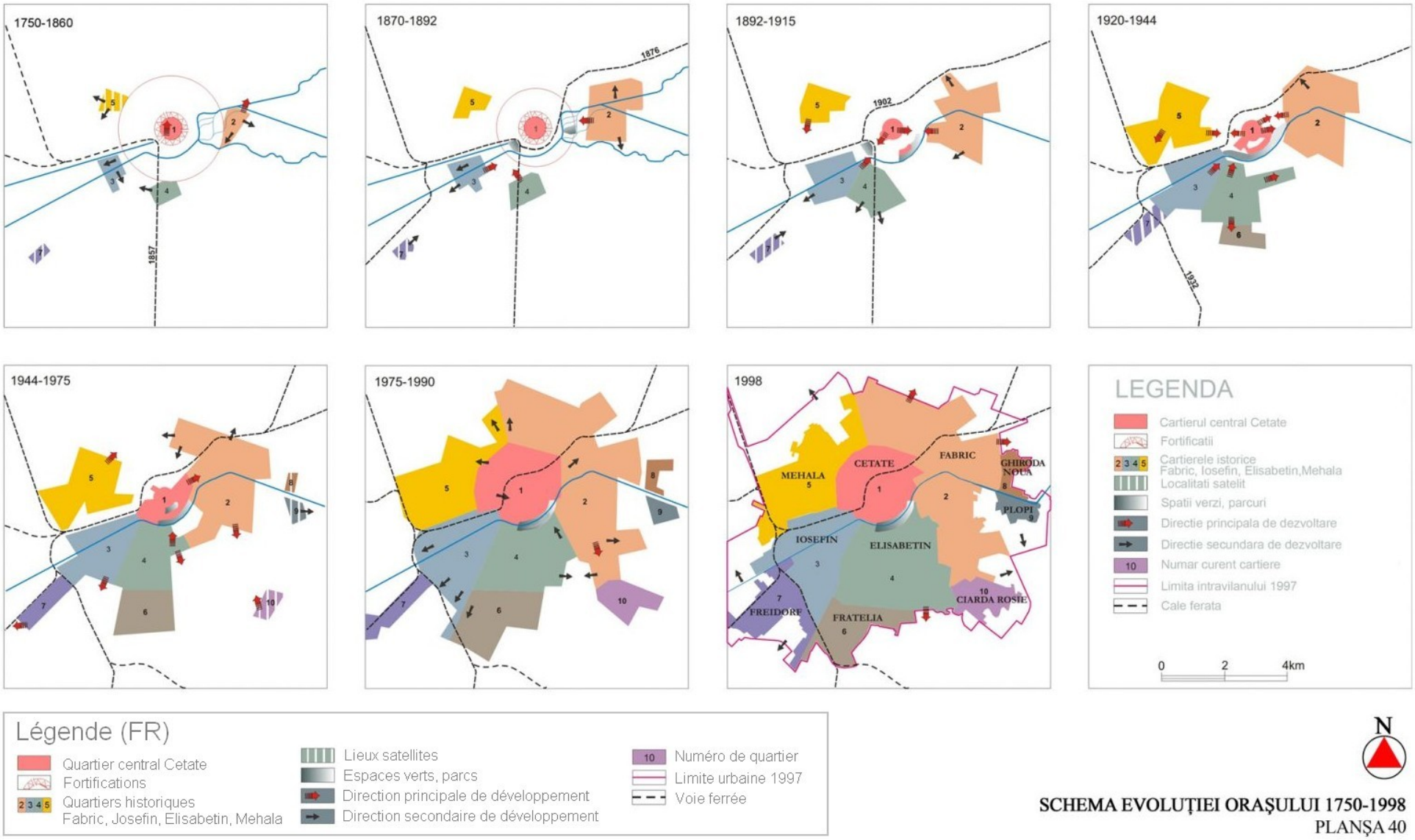
Photographie 8 : Bloc Strada Timiş à Circumvalitiunii
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 9 : Bloc rénové Calea Martirilor
Source : Amandine Dargaud (7 mars 2021)

En effet, les blocs socialistes sont reconnaissables dans le paysage urbain de Timişoara, se différenciant des immeubles historiques par leur hauteur importante et leur style brutaliste, et des nouveaux immeubles, plus colorés ou en verre. D'ailleurs, j'ai remarqué une circulation de certains motifs et formes architecturaux entre les différents blocs de l'époque socialiste, comme ces claustras blanches qui ferment de petites ouvertures carrées sur les façades de blocs situés dans deux quartiers opposés dans la ville, l'un au nord (Circumvalatiunii), l'autre au sud (Calea Martirilor) (Photographies 8 et 9). De plus, les blocs socialistes sont rarement isolés et sont généralement intégrés à un îlot qui comprend des services de proximité (écoles, commerces), des espaces verts et récréatifs, voire d'importants équipements. En effet, c'est par exemple à cette époque qu'ont été construits l'Université de l'Ouest, la Maison de la jeunesse, l'Hôpital du comté ou la salle de sport Olimpia. Ainsi, selon Vlad Cumpanas, il faut voir les blocs comme un tout, non comme une habitation isolée (entretien du 12 mars 2021).

Vlad Cumpanas est doctorant en géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara et il prépare sa thèse sur l'adaptation des blocs socialistes aux besoins actuels des habitants. Après plusieurs après-midis passés à discuter, il m'a beaucoup appris sur l'histoire des quartiers résidentiels socialistes à Timişoara, en identifiant différentes phases de développement et modèles de réalisation : au principe du micro-rayon succède dans les années 1970 le « grand complexe d'habitation », de plus en plus dense et de plus en plus contraint par le bâti préexistant. Il faut en effet insister sur une des singularités de Timişoara en tant que ville postsocialiste : il y a eu peu de destructions du bâti préexistant durant la période socialiste, contrairement à d'autres villes roumaines et est-européennes où la volonté de faire du citoyen un « Homme nouveau » s'est parfois traduite par la destruction des traces et marquages de toute histoire ancienne (Bioteau et Popa, 2004). Mais Timişoara, elle, était dotée d'infrastructures modernes et de grands bâtiments adéquats pour accueillir les institutions, et les aménageurs se sont alors concentrés sur les villes les moins développées (Nicolae Popa, entretien du 4 mars 2021 ; Vlad Cumpanas, entretien du 5 mars 2021). A titre d'exemple, le siège local du Parti communiste roumain a été installé dans un palais préexistant, devenu l'actuelle préfecture, de même la mairie. De plus, les services de planification socialistes ont pu se concentrer sur les espaces vacants dans le tissu urbain pour la construction des nouveaux logements et des usines, en particulier les espaces laissés vides après la destruction des fortifications et les espaces péricentraux encore non aménagés (Carte 6).



Carte 6 : L'évolution urbaine de Timisoara de 1750 à 1998

A partir de 1944, les nouvelles constructions achèvent de remplir les interstices urbains vides entre les quartiers historiques et s'étalent de plus en plus en périphérie.

Source : PMT (2011 – planche 40) (traduction personnelle de la légende)

Ainsi l'Université de l'Ouest de Timişoara a été construite au début des années 1960 sur un champ de maïs et était alors surnommée avec amusement « la Sorbonne des bouseux » (« *Sorbonei din cucuruz* », Vlad Cumpanas, entretien du 5 mars 2021 ; Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021) (Photographie 10).



Photographie 10 : Le Complexe étudiant en 1969
Source : *Banatul Timisoarei*, Facebook

Par conséquent, tandis que généralement « les plans urbains des villes roumaines renvoient [...] au schéma radiocentrique classique de la ville européenne : un centre ancien, des faubourgs (souvent peu étendus) et un dernier cercle périphérique composé d'immeubles en béton tous identiques » (Delepine, 2007, pp. 45-46), à Timişoara, les blocs d'habitation, les industries et les infrastructures de l'époque socialiste se greffent aussi dans les interstices entre et au sein des quartiers historiques. C'est par exemple le cas, au cœur de Cetate, de l'hôtel Continental et du centre commercial Bega réalisés par deux architectes de renom ayant travaillé à IPROTIM (respectivement Gheorghe Gîrleanu et Vasile Oprişan) et conçus comme des symboles de la modernité de la ville socialiste (Photographie 11). Victor Popovici, architecte, me raconte à propos du centre commercial : « pour moi, enfant, quand j'avais, je ne sais pas, peut-être dix ans, peut-être sept, quand j'allais là avec mes parents j'étais émerveillé, je me disais que c'était énorme, il y avait des portes qui s'ouvraient automatiquement, il y avait des escaliers qui montaient et descendaient, c'était, pow... »[15] (entretien du 8 avril 2021). En revanche, si les immeubles historiques hérités de l'époque austro-hongroise ont été peu affectés, les quartiers de maisons individuelles ont été profondément transformés par la construction de blocs dans les jardins ou par la destruction des habitations. Victor Popovici me raconte ce processus, alors que la rue de sa femme était concernée :



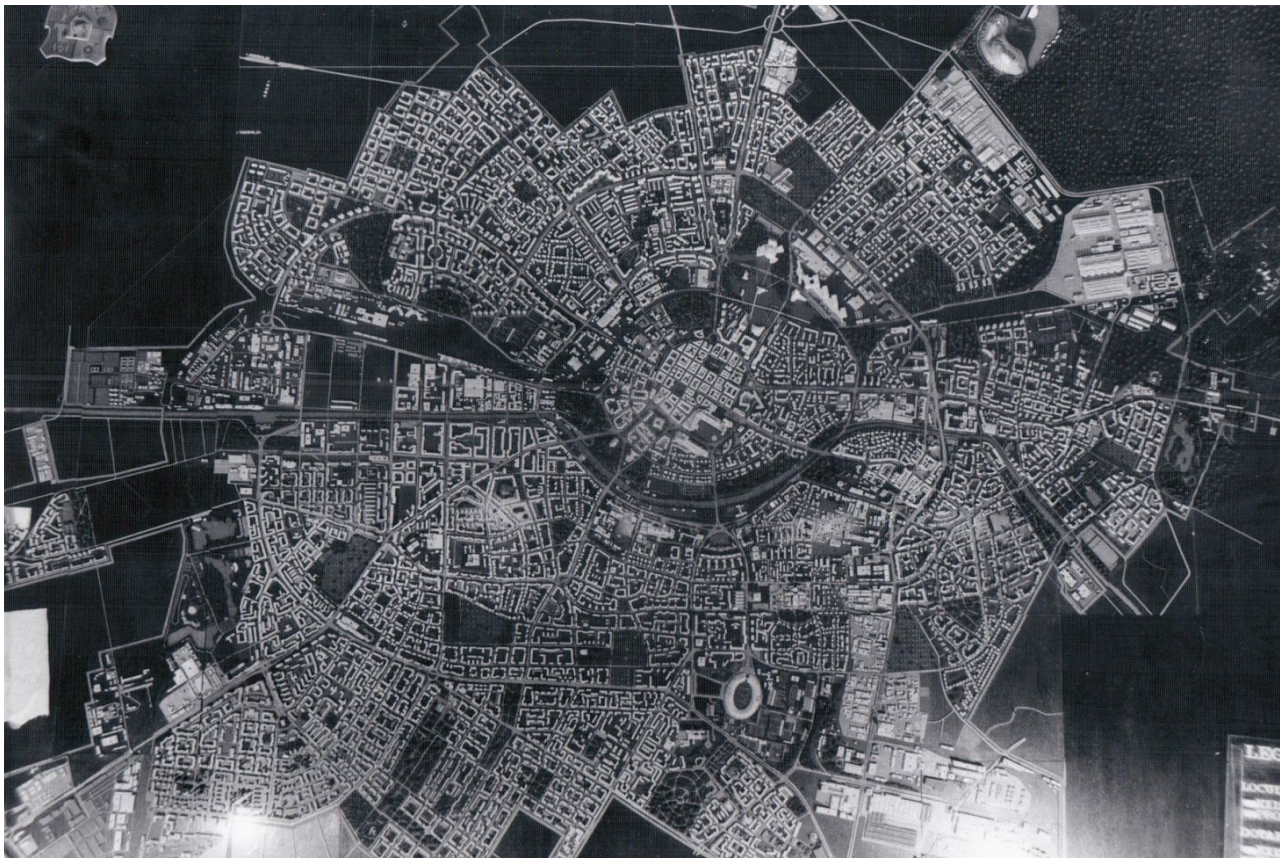
Photographie 11 : L'hôtel Continental et le centre commercial Bega en 1975
Source : *Banatul Timisoarei*, Facebook

> « Les gens étaient terrifiés parce que ce qu'il s'est passé à Timişoara et aussi dans d'autres villes, tu avais par exemple une rue, oui ? Avec des maisons, avec des blocs, et la ville a décidé "nous allons démolir les maisons et construire des blocs" […] et les gens qui avaient leur maison là, ils ont juste eu un appartement dans le nouveau bloc, c'est ce qu'ils ont eu, ils n'ont pas eu autre chose, et ensuite ils ont emménagé. Et les prochaines cinq maisons, et les prochaines cinq maisons... […] C'était comme une machine géante qui envahissait et écrasait les petites maisons, tu sais, et il n'y avait aucun moyen de s'y opposer, ils avaient décidé que cette rue serait systématisée, c'était le langage officiel »[16] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

15 « For me, as a kid, when I, I was, I don't know, maybe 10, maybe 7, when I went there with my parents I was amazed, I thought it was huge, it had doors that opened automatically, it had stairs that went up and down, it was, pow... » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

• La « systématisation » de Timişoara : des modifications morphologiques et structurelles majeures

En 1974, la loi de systématisation adoptée en Roumanie vise à détruire, dans les villes comme dans les campagnes, toutes les constructions préexistantes pour les remplacer par des blocs dans un objectif de modernisation et d'homogénisation du territoire. Ainsi à Bucarest, les dégâts causés par le séisme de 1977 sont un bon prétexte pour « systématiser » la capitale : 40 000 édifices sont rasés pour construire la Maison du peuple à la demande de Nicolae Ceauşescu, dont 27 églises orthodoxes, six synagogues et trois églises protestantes (Durandin, 2009 ; Fezi, 2013). A Timişoara, les plans d'IPROTIM prévoient en effet de construire des blocs partout, sauf dans Cetate qui semble ne pas être modifié (Carte 7). Mais finalement, par manque de temps et de moyens, les opérations ont seulement commencé à Fabric et dans les quartiers périphériques de maisons individuelles, de sorte qu'aujourd'hui l'on peut observer des « réminiscences rurales » parmi les blocs (Cosoroaba-Stanciu et Radoslav, 2011) (Photographie 12).



Carte 7 : Plan de systématisation de Timişoara (1986-1989)
Source : PMT (2011 – planche 36)

16 « People were terrified because what happened in Timişoara and also in other cities, you had for instance a street, yes? With houses, with blocs, and the city decided "we are going to demolish the houses and build blocs" […] and the people who had the houses there, they just got an apartment in the new bloc, that's what they got, they didn't get any other, and then they moved on. And the next 5 houses, and the next 5 houses... […] It was like a giant machine that was invading and crashing the small houses, you know, and there was no way you could oppose to it, they decided this street will be systematized, this was the official language » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

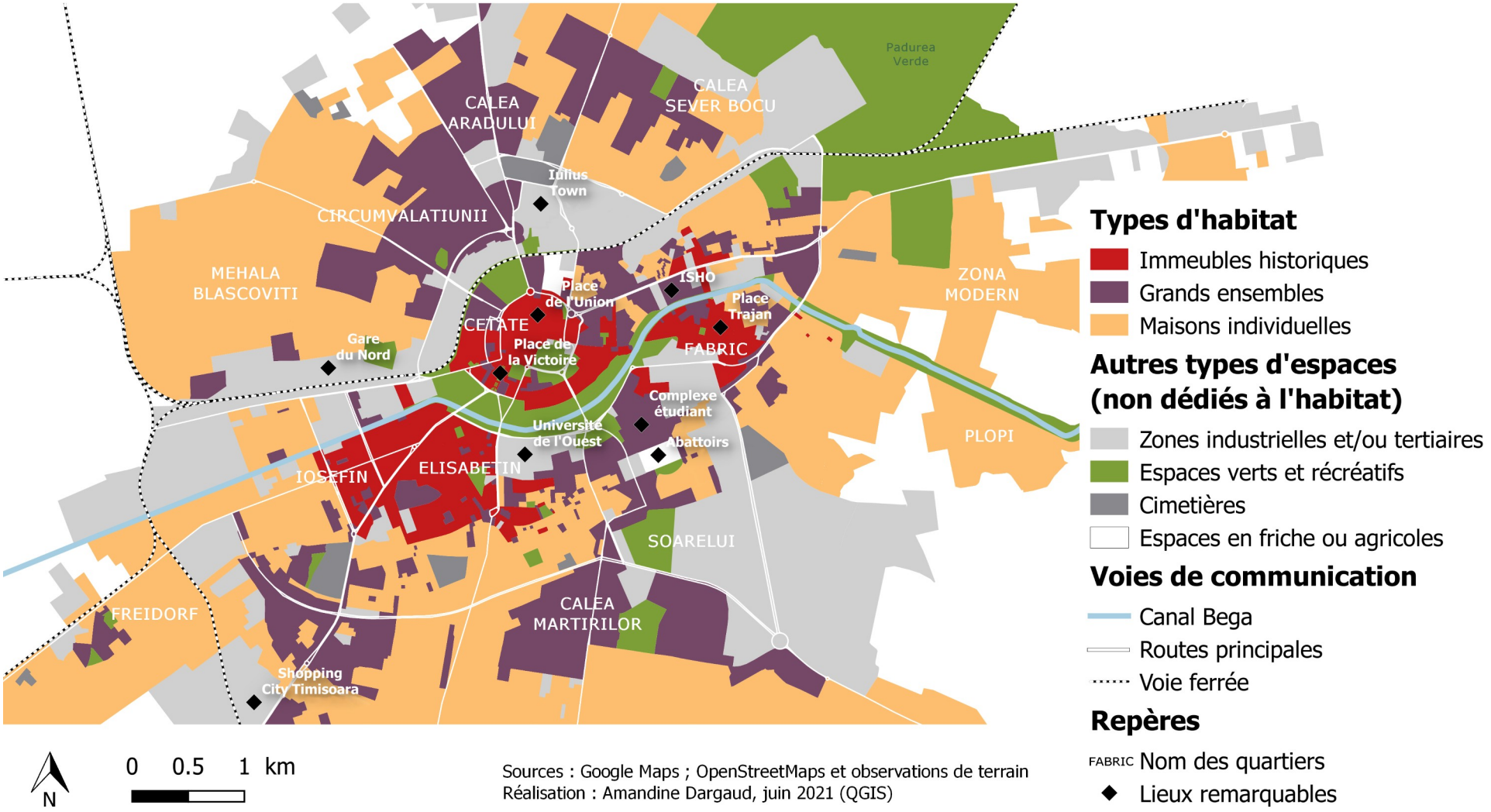


Photographie 12 : Une maison individuelle au cœur de blocs située rue Daliei à l'ouest de Fabric
Source : Amandine Dargaud (26 février 2021)

Par conséquent, la structure urbaine ancienne de la ville a été conservée, même si la période socialiste a engendré des changements majeurs dans la morphologie de Timişoara : en plus des plateformes industrielles périphériques, une grande ceinture industrielle borde désormais la vieille ville au nord et l'éclectisme architectural pré-socialiste est renforcé par la présence des blocs, de sorte que l'on observe aujourd'hui une mosaïque de types d'habitat (Carte 8)[17]. Vlad Cumpanas m'a d'ailleurs appris à regarder avec plus d'attention cette mosaïque pour différencier les types de quartiers socialistes et leur période de construction : la cohérence des complexes d'habitation atteste qu'il s'agit d'une construction *ex nihilo* antérieure au milieu des années 1970 dans un espace vide tandis que les blocs plus isolés entre des maisons ou des immeubles historiques correspondent plutôt à des constructions des années 1980, période de densification et de systématisation. Mais la politique volontariste d'aménagement du territoire de la période socialiste est interrompue brutalement en 1989 lorsque Nicolae Ceauşescu est renversé dans la violence d'une révolution, un « choc systémique » (Coudroy de Lille, 2016, p. 2) qui entraîne la promotion d'un nouveau modèle urbain à Timişoara, celui de la ville néolibérale.

17 Vous trouverez la méthodologie de réalisation de la carte dans l'annexe 3 (p. 239).

Carte 8 : La morphologie de l'habitat à Timişoara
Source : Amandine Dargaud (juin 2021)



Sources : Google Maps ; OpenStreetMaps et observations de terrain
Réalisation : Amandine Dargaud, juin 2021 (QGIS)

1.3.C. La ville néolibérale : privatisation, réindustrialisation et tertiarisation

Après la chute du régime socialiste en 1989, la Roumanie passe d'une économie étatisée et centralisée à une économie de marché et d'un système politique contrôlé à un système libéral. Dans ce contexte, l'organisation politique, socio-économique et morphologique de Timişoara est marquée par des changements structurels majeurs : désengagement des acteurs publics et privatisation, attraction d'investisseurs étrangers, désindustrialisation, réindustrialisation, tertiarisation, étalement urbain… Ces processus sont renforcés à la fin des années 2000 avec l'intégration de la Roumanie à l'Union européenne (2007) et la création d'un pôle économique prioritaire pour les investisseurs à Timişoara et sa région métropolitaine (2008).

- *Privatisation des logements, étalement urbain et augmentation des inégalités socio-spatiales à Timişoara*

Une des premières mesures postsocialistes concerne la privatisation des logements, conformément aux lois de rétrocession de 1991 et 2001 des logements nationalisés pendant la période socialiste (Rufat et Suditu, 2008). Ainsi les habitants de Timişoara sont progressivement devenus à partir des années 1990 propriétaires de leur logement : en 2014, sur 138 566 logements recensés, 98,90 % appartiennent à des propriétaires privés (PMT, 2016). Mais le rétablissement de la propriété privée est un processus long et conflictuel. Par exemple, dans le cas d'un logement confisqué entre 1947 et 1989, qui est le propriétaire légitime à qui il doit être vendu, entre le locataire présent après 1989 ou le propriétaire destitué au début du régime ? Après plusieurs décennies, la privatisation et la libéralisation des transactions foncières et immobilières entraînent un remodelage de la structure morphologique et sociale de la ville. Tout d'abord, à partir des années 2000, les populations les plus aisées s'installent dans de nouveaux quartiers pavillonnaires périphériques, tels que Braytin, ou dans des communes périurbaines. Timişoara connaît alors un important processus de périurbanisation et d'étalement urbain, lié à la forte demande de maisons individuelles, mais aujourd'hui ces espaces sont caractérisés par un manque d'équipements important (routes, services, espaces publics) (Széleky, 2016).

De plus, la transition entre une planification urbaine socialiste contrôlée et un management urbain orienté par le marché entraîne l'augmentation des inégalités socio-spatiales dans la ville (Pavel et Jucu, 2020), d'autant plus dans un contexte de désengagement de l'État et d'absence de politiques de logement social (Vlad Cumpanas, entretien du 5 mars 2021). Ainsi, certains quartiers polarisent de plus en plus des populations défavorisées et marginalisées (Mehala, Plopi, Kunz, Fratelia…) tandis que d'autres sont en voie de gentrification. Ce processus se caractérise par le renouvellement de la composition socio-démographique d'un quartier au profit de ménages dotés d'un capital économique, culturel ou social plus élevé que les populations préexistantes, se traduisant par des transformations paysagères importantes. C'est le cas d'Elisabetin, quartier historique, où l'arrivée d'une population plus aisée entraîne une augmentation des prix de l'immobilier, la multiplication des interventions sur le bâti (isolation, élévation, remplacement des fenêtres) et l'apparition de nouveaux commerces et services (Voisculescu, 2009) comme l'établissement de co-working *The Garden* installé Strada Virgil Magdearu.

Enfin, le marché immobilier à Timişoara est de plus en plus dominé par de grands groupes d'investisseurs qui créent des complexes résidentiels plus ou moins luxueux. Ainsi, anciennes et

nouvelles formes d'habitat cohabitent (Photographie 13). De manière générale, dans un contexte de désengagement des acteurs publics, les investisseurs privés ont une place croissante dans les opérations d'aménagement et de développement urbain à Timişoara, et participent à la reconversion des activités économiques préexistantes. En effet, « l'abrogation rapide des lois et des règlements liés au contrôle de la propriété, de la résidence et de la construction a favorisé les initiatives privées (Cinà, 2005, p. 149-150) » (Rufat et Suditu, 2008, pp. 331-332). Pendant mon voyage de terrain, j'ai pu remarquer leur présence notamment à travers les immenses bannières publicitaires qui ont été posées sur les façades de certains bâtiments (Photographies 14 à 17). En tant que marquage de l'espace, l'affichage publicitaire est une forme d'appropriation symbolique de l'espace public (Veschambre, 2005) qui témoigne du poids croissant des compagnies privées dans la ville.



Photographie 13 : Blocs socialistes (à droite) et nouveaux immeubles (à gauche) situés Strada Uranus à Soarelui Source : Amandine Dargaud (1er avril 2017)



Photographie 14 : Fresque de street art sur la façade nord-est de la Cazerne U située place Mărăşti
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 15 : Panneau publicitaire d'Iulius Town sur la même façade nord-est de la Cazerne U
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)



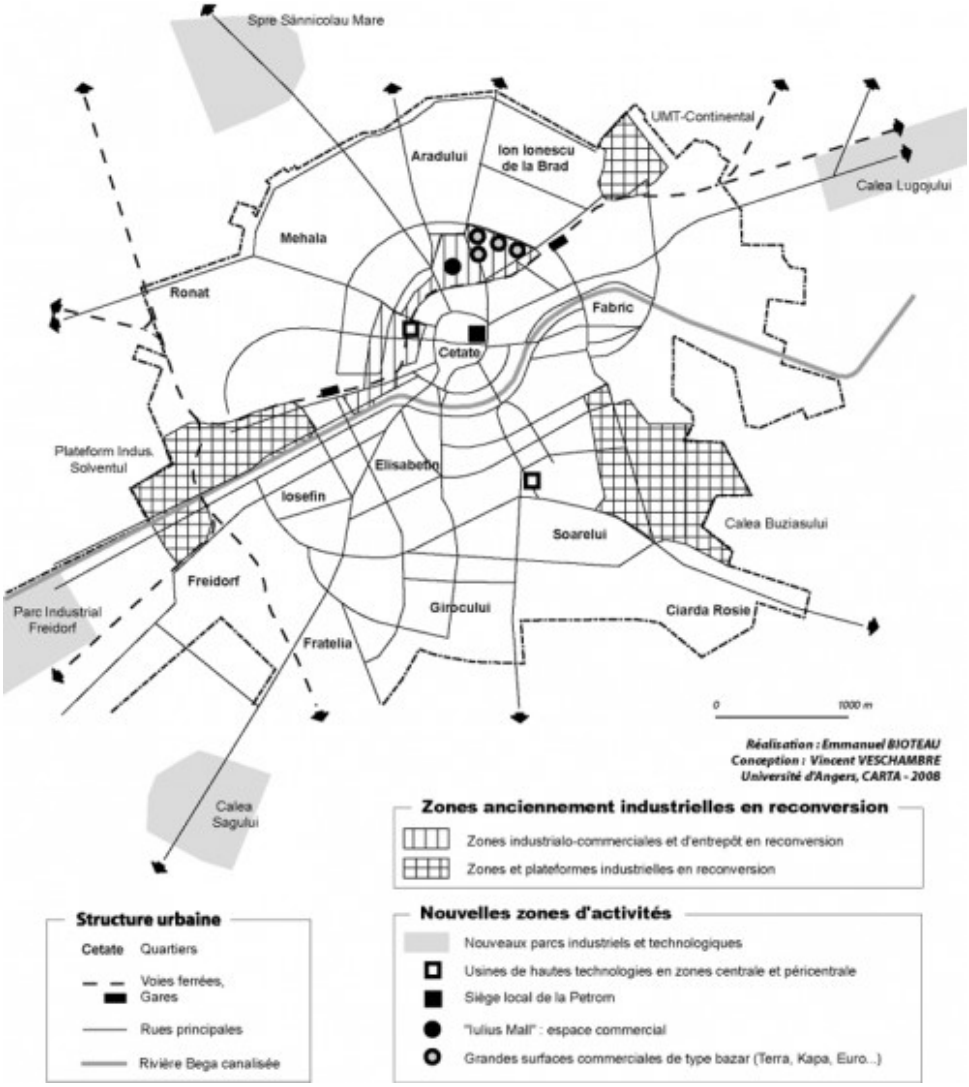
Photographie 16 : Façade d'un bloc Strada Gheorghe Lazăr à Circumvalatiunii
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 17 : Panneau publicitaire de Princess Casino sur la partie gauche de la façade du même bloc Strada Gheorghe Lazăr à Circumvalatiunii
Source : Amandine Dargaud (9 avril 2021)

• Le rôle des investisseurs privés dans la réindustrialisation et la tertiarisation des activités économiques à Timişoara

Comme la plupart des villes postsocialistes, Timişoara connaît un triple mouvement de désindustrialisation, de réindustrialisation et de tertiarisation. Deux chocs ont accéléré la restructuration économique de la ville : d'une part, la sortie du socialisme et la fermeture des usines d'État ; d'autre part, la crise de 2008 qui a entraîné la quasi disparition de la production de textile et de chaussures au profit des nouvelles technologies, de l'automobile, des industries culturelles et créatives et des services. Ces crises économiques ont entraîné la fermeture d'entreprises et la multiplication d'espaces en friche, mais ces derniers ont rapidement suscité l'intérêt des investisseurs car ils représentent des opportunités foncières intéressantes, d'autant plus qu'ils se situent en position péricentrale. Ainsi Nokia a installé son siège social dans l'ancienne usine Electromotor (Photographie 18) et a ensuite construit un centre d'affaires à proximité (Photographie 19), ces deux établissements étant situés dans une zone stratégique entre la gare du Nord et la Bega (plateforme industrielle Solventul) (Carte 9). De même Continental, Siemens ou encore Alcatel se sont installés à Timişoara dès les années 2000 (Veschambre et Popa, 2009).



Carte 9 : Espaces industriels en mutation à Timişoara
Source : Veschambre et Popa (2009)



Photographie 18 : Siège social de Nokia
Source : Amandine Dargaud (31 mars 2017)



Photographie 19 : Centre d'affaires de Nokia
Source : Amandine Dargaud (25 mars 2021)

Après la reconversion industrielle des anciennes usines dans un premier temps, elles évoluent désormais vers le tertiaire : les anciens entrepôts sont démolis ou reconvertis, les terrains et les bâtiments mis en vente par les autorités locales et repris par des acteurs privés qui les transforment en bureaux, logements, centres commerciaux, espaces culturels ou récréatifs. Ainsi Ambasada, un centre culturel indépendant, s'est installée en 2014 dans l'ancienne fabrique de chapeaux Paltim dans le quartier de la gare après l'avoir reconvertie puis, celle-ci ayant été démolie en 2020, Ambasada a déménagé dans le centre Faber après la reconversion d'Azur, ancienne usine de peinture dans le quartier Fabric. Mais la plupart des anciens espaces industriels sont rachetés par de grands groupes d'investisseurs qui optent pour la démolition de l'existant et la construction de bâtiments modernes, souvent en verre, alors que les compétitions architecturales sont encouragées par la municipalité pour construire l'image d'une ville dynamique et attractive (PMT, 2014). Ainsi « les paysages urbains produits sous le socialisme sont adaptés et refaçonnés pour correspondre aux nouvelles conditions liées à la transition capitaliste. Cependant, l'esprit traditionnel des villes d'Europe de l'Est peut toujours être perçu dans la juxtaposition de fonctionnalités antagonistes, avec des services capitalistes émancipés se trouvant placés à proximité immédiate du commerce traditionnel d'un marché agro-alimentaire »[18] (Pavel et Jucu, 2020) : les auteurs font ici référence au centre d'affaires qui jouxte le marché de la place 700. De plus, les nouveaux bâtiments contrastent aussi avec la persistance de l'existence de bâtiments en friche toujours en attente de reconversion (Photographies 20 à 25). Par exemple, le long de la voie ferrée, les friches et les terrains vagues (au premier plan) s'opposent aux récentes tours de logements et de bureaux situées quelques mètres derrière (Photographie 23).

18 « Urban landscapes produced under socialism are being adapted and re-fashioned to fit the new conditions shaped by the political, economic and cultural transition to capitalism […]. However, the traditional spirit of Eastern European cities can still be perceived in the juxtaposition of antagonistic functionalities, with emancipated capitalist services finding themselves placed in the immediate proximity of the traditional commerce of an agro-food market » (Pavel et Jucu , 2020)



Photographie 20 : Usine en friche à louer Bulevardul Eroilor de la Tisa dans le quartier Fabric
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)



Photographie 21 : Usine en friche Strada Stefan Mare dans le quartier Fabric
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)



Photographie 22 : Friche à vendre pour en faire des bureaux Strada Pestalozzi dans le quartier Fabric
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)



Photographie 23 : Friches et nouvelles constructions le long de la voie ferrée au nord de Cetate
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 24 : Usine abandonnée le long de la Bega située Splaiul Nicolae Titulescu à proximité de la gare
Source : Amandine Dargaud (25 mars 2021)



Photographie 25 : Ruines industrielles en face de l'usine Pasmatex situées Strada Jiul à proximité de la gare
Source : Amandine Dargaud (25 mars 2021)



Photographie 26 : Les anciens abattoirs en attente de reconversion depuis les années 1990
Source : Amandine Dargaud (26 février 2021)



Photographie 27 : Panneau invitant la population à participer aux consultations concernant le projet de reconversion des abattoirs
Source : Amandine Dargaud (26 février 2021)

Finalement, les anciennes usines sont reconverties plus ou moins rapidement et plus ou moins assidûment, entre celles où l'existant a été détruit et remplacé par des bâtiments neufs, celles rachetées par des investisseurs en attente d'un moment optimal pour leur reconversion et celles en abandon total. A titre d'exemple, les abattoirs sont en attente de reconversion depuis plusieurs années désormais (Photographie 26). Construits au début du XX^{ème} siècle, ils ont été fermés dans les années 1960 puis rachetés plusieurs fois par des investisseurs privés à la sortie du socialisme. S'ils étaient historiquement situés en périphérie de la ville, ils ont aujourd'hui une position péricentrale à proximité immédiate du Complexe étudiant, et posent la question de leur reconversion : les promoteurs ont d'abord proposé un projet de centre commercial, rejeté car jugé peu respectueux du bâti et devenu obsolète en raison de la multiplication des *malls*[19] dans la ville. Selon Nicolae Popa (entretien du 7 juillet 2018), la lenteur avec laquelle un nouveau projet a été soumis fait partie d'une stratégie de profit, car le foncier prend de la valeur. Finalement, un projet immobilier mixte a été soumis à l'avis de la population en août 2020 (Photographie 27). A l'inverse, d'autres projets d'envergure sont sortis de terre en quelques mois, comme Openville ou ISHO grâce à l'apport massif de capitaux privés. Tous deux correspondent à des complexes multifonctionnels comprenant logements, bureaux, parkings, commerces, restaurants, cafés, espaces culturels et récréatifs (Photographies 28 à 31).

19 Je choisis d'employer ce terme anglophone car c'est celui qui est utilisé localement, à la fois dans les toponymes (« Iulius Mall ») et par les habitants.



Photographie 28 : Le complexe Openville avec l'Iulius Mall à gauche et les bureaux à droite
Source : Amandine Dargaud (25 mars 2021)



Photographie 29 : Immeubles d'habitation en fin de construction à ISHO
Source : Amandine Dargaud (23 février 2021)



Photographie 30 : L'Iulius Mall
Source : Amandine Dargaud (25 mars 2021)



Photographie 31 : Bureaux à ISHO
Source : Amandine Dargaud (23 février 2021)

A proximité du centre historique, ces complexes sont conçus par les investisseurs comme de nouveaux lieux de centralité, et par les acteurs institutionnels comme des moteurs d'attractivité et de revitalisation de la ville générant la création d'emplois et l'arrivée de nouvelles populations. Néanmoins, la dynamique de reconversion des quartiers péricentraux et le développement des *malls* ont des effets directs sur les quartiers historiques et les petits commerces.

- *Favoriser les intérêts des investisseurs privés au détriment des intérêts publics ?*

Avec le développement des *malls* dans la ville, Nicolae Popa, professeur de géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara, observe :

> « L'impact le plus puissant sur le centre-ville a été l'ouverture des *malls*, et surtout l'Iulius Mall qui a vidé en grande partie le petit commerce […]. Maintenant, ce qui est peut-être l'effet positif et négatif du renforcement de l'*Openville*, et de l'autre initiative qui n'est pas loin du boulevard Take Ionescu […], on estime qu'il y aura plusieurs milliers de jeunes [qui

> vont] arriver pour travailler dans ces bâtiments, qui sont des bureaux, et une partie de ces jeunes, dans quelques années, peut-être, certains voudront habiter au centre-ville, auront l'argent pour refaire, pour acheter et pour refaire les immeubles, les petits appartements, et alors ça peut engendrer un changement social si vous voulez, de type gentrification et tout ce que ça suppose comme positif et négatif, parce que c'est du positif et du négatif aussi : positif pour le paysage, négatif pour les gens qui sont obligés de quitter [le centre-ville] et aller ailleurs mais peut-être aller ailleurs dans de meilleures conditions, qui le sait ? » (Nicolae Popa, entretien du 7 juillet 2018).

Dans ce contexte, à la question « quels sont les principaux enjeux pour le développement urbain à Timişoara ? », Victor Popovici répond :

> « Les enjeux sont exactement ça : il y a un conflit très important entre les intérêts privés et les intérêts publics, parce que bien sûr tout investisseur qui achète une terre dans une zone intéressante de la ville, on parle de la zone autour du centre, normalement veut maximiser et obtenir le plus d'argent possible. Donc il essaie de construire le plus haut possible, le plus possible, occuper le plus possible, donc le principal problème est de trouver l'équilibre correct entre ce que ces gens veulent et ce qui est bon pour la ville »[20] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

Cet enjeu est particulièrement visible concernant le patrimoine historique, la volonté institutionnelle de préservation se heurtant aux intérêts des investisseurs privés (voir 3.1.B).

Mais au-delà des conflits, après quelques décennies d'ajustements, les réformes néolibérales portent leurs fruits à Timişoara en termes de croissance économique et d'intégration à l'économie mondiale : « la ville a attiré un nombre exceptionnellement élevé d'IDE, qui ont ajouté de nouvelles productions de haute technologie à ses industries légères traditionnelles […]. En 2008, Timişoara a atteint le plein emploi, avec un taux de chômage de 1,6 % (moyenne nationale 4,4 %) (ICE, 2010) »[21] (Sellar, 2011). La ville bénéficie de sa position de carrefour, de son statut de pôle régional de développement et de son bon niveau d'équipement (aéroport international, centre d'affaires, universités, commerces, offre culturelle, etc.). Mais selon Christian Sellar (2011), ce succès s'explique avant tout par la stratégie mise en place par les politiciens locaux, visant à la fois la promotion de la ville auprès des investisseurs et l'acceptation des réformes néolibérales par les habitants :

> « À Timişoara, l'élite locale a utilisé trois récits complémentaires pour mener à bien sa stratégie de développement : l'"européanisation", comprise comme l'inclusion dans la gouvernance de l'UE et les réseaux d'entreprises européennes ; le "postsocialisme", considéré comme une rupture avec le passé socialiste, et l'"identité locale", définie comme étant

20 « The issues are exactly these: there is a very high conflict between private interest and public interest, because of course any investor who buys a land in a good area of the city, we are talking about the area around the center, normally wants to maximize and to obtain the most money possible. So he tries to build as high as possible, as much as possible, occupy as much as possible, so the main problem is to find a correct balance between what these people want and what is good for the city » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

21 « The city attracted an exceptionally high amount of FDIs, which added new high-tech productions to its traditional light industries (Head of Local Development and EU integration, City Hall of Timişoara. Interview. April 14 2006). By 2008, Timişoara achieved full employment, with a 1.6 % unemployment rate. (national average 4.4 %) (ICE 2010) » (Sellar, 2011)

> “meilleure” et “plus européenne” que le centre politique de Bucarest. En faisant appel à l'identité et à la fierté régionales plutôt que nationales, les politiciens locaux ont justifié les dures réformes néolibérales comme le moyen d'atteindre l'“Europe” tout en rompant avec l'héritage du socialisme »[22] (Sellar, 2011).

En effet, à Timişoara, la position frontalière, le passé multiculturel, la tradition de tolérance et de respect des communautés, les valeurs européennes et de manière générale les spécificités locales sont perçues, construites et vendues comme des arguments d’attractivité pour les investisseurs étrangers (Bioteau et Popa, 2004 ; Stanculescu, 2008 ; Sellar, 2011). A ce propos, Vlad Garboni, directeur de la Maison de la culture étudiante de Timişoara, m’a raconté à la fin de notre entretien le 25 mars 2021, après que j’ai coupé l’enregistrement, sa rencontre avec l’ambassadeur de Corée du Sud quelques années auparavant. Il venait à Timişoara dans l’objectif d’y installer une compagnie sud-coréenne et devait normalement être accueilli par le père de Vlad Garboni, absent à ce moment-là. A la fin de la journée, après avoir accompagné l’ambassadeur à ses rendez-vous, Vlad Garboni s’étonne et lui demande pourquoi il a choisi Timişoara pour son projet, reconnaissant que la position frontalière de la ville est intéressante. Mais l’ambassadeur lui répond (discours rapporté par Vlad Garboni et noté dans mon carnet de terrain après l’entretien) : « ce n’est pas une question de position géographique : c’est parce que vous avez un théâtre en trois langues, ce qui veut dire que si l’on envoie des travailleurs de Corée du Sud ou de Taïwan, alors vous saurez les accueillir, vous ne les regardez pas comme des étrangers ». « J’ai appris quelque chose ce jour-là », m’a dit Vlad Garboni. Dès lors, à Timişoara, les politiques de développement urbain et de néolibéralisation sont étroitement liées aux politiques de marketing urbain et aux discours sur l’identité locale visant à renouveler l’image et l’identité de la ville dans le contexte postsocialiste.

22 « In Timişoara, the local elite has used three complementary narratives to carry on its development strategy: 'Europeanization,’ understood as achieving inclusion in EU governance and European firms' networks; ‘postsocialism,’ seen as a breaking away from the socialist past, and ‘local identity,’ defined as being ‘better’ and ‘more European’ than the political center in Bucharest. By appealing to regional rather than national identity and pride, local politicians justified harsh neoliberal reforms as the mean to reach ‘Europe’ while breaking away from the legacy of Socialism » (Christian Sellar, 2013)

CHAPITRE 2

LES POLITIQUES DE MARKETING URBAIN À TIMIŞOARA : ENTRE PATRIMONIALISATION DES QUARTIERS HISTORIQUES ET EUROPÉANISATION, RENOUVELER L'IMAGE ET L'IDENTITÉ DE LA VILLE

2.1. LE PATRIMOINE ET LA MÉMOIRE COLLECTIVE, DES RESSOURCES AU SERVICE DU MARKETING URBAIN ET DE LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE

2.1.A. Le patrimoine et la mémoire collective, des constructions sociales

Selon Vincent Veschambre (2009), le patrimoine et la mémoire ont une « forte affinité » : d'une part, « la référence au passé et à sa mise en mémoire est inhérente à la notion de patrimoine » et d'autre part, le patrimoine « devient porteur d'un passé révolu, support d'une construction mémorielle ».

Le patrimoine peut être défini comme un « ensemble d'attributs, de représentations et de pratiques fixé sur un objet non contemporain (chose, œuvre, idée, témoignage, bâtiment, site, paysage, pratique) dont est décrétée collectivement l'importance présente intrinsèque (ce en quoi cet objet est représentatif d'une histoire légitime des objets de société) et extrinsèque (ce en quoi cet objet recèle des valeurs supports d'une mémoire collective), qui exige qu'on le conserve et le transmette » (Lazzarotti, 2003). En effet, « toute mise en patrimoine est précédée ou accompagnée d'un discours sur l'objet concerné » (Deschepper, 2021). S'intéresser au patrimoine ne se réduit donc pas à l'étude des objets, matériels et immatériels, qui le composent, mais aussi au processus qui permet à ces objets d'accéder au statut de patrimoine – la patrimonialisation, ses acteurs et leurs intentions (Veschambre, 2007a ; Deschepper, 2021). En ce sens, le patrimoine n'existe pas en soi, il est une construction sociale (Veschambre, 2007a et b ; Deschepper, 2021), d'autant plus que « le patrimoine est aussi construit par la réception, émotionnelle et corporelle, qu'en font les personnes visées par sa fabrication » (Deschepper, 2021). Ainsi, le patrimoine est

> « un dialogue constant entre le passé, le présent et le futur, voire l'éternel (Deschepper, 2018, p. 491-506). Le patrimoine est en effet un "regard particulier sur l'histoire" (Rousso, 2003, p. 13), un outil de son écriture et un moyen de construire une mémoire dans une société donnée à un moment donné. Dans cette perspective, les objets patrimoniaux peuvent, dans une certaine limite, être considérés comme une forme sensible de la mémoire subjective d'une société, ce que Maurice Halbwachs définit comme la "mémoire collective" » (Deschepper, 2021).

Cette dernière se définit comme l'ensemble des représentations du passé partagées et homogénéisées par un groupe social. Comme le patrimoine, la mémoire collective n'est pas une donnée en soi mais une construction plurielle, et s'oppose en ce sens à l'histoire qui vise l'universalité et la vérité (Halbwachs, 1950 ; Nora, 1978). En effet, la mémoire collective se déploie dans des cadres sociaux propres à chaque individu (classe sociale, religion, famille, profession, etc.) (Halbwachs, 1925) mais aussi dans des cadres spatiaux : elle s'inscrit dans une matérialité, des espaces, des lieux, des objets dans lesquels se reconnaissent les groupes sociaux. Le patrimoine est alors un support d'inscription spatiale par excellence de la mémoire : il « constitue en effet le support privilégié de construction de mémoires collectives, permet d'inscrire les références identitaires dans l'espace et donc dans la durée, par delà les ruptures, les crises, les mutations » (Veschambre, 2007a). Dominique Chevalier et Anne Hertzog (2018) insistent sur les spatialités de

la mémoire en proposant de s'intéresser aux échelles du travail de mémoire, à l'ancrage spatial des pratiques mémorielles ou encore au rôle de l'espace dans les constructions mémorielles :

> « l'étude de la spatialité des mémoires conduit alors à questionner la dimension spatiale des phénomènes mémoriels autant qu'à explorer le rôle des mémoires dans les modalités d'appropriation, de production et de contrôle des espaces […]. Dans cette perspective, la mémoire, plus ou moins visible et lisible, d'un passé réactivé, remodelé, nié ou instrumentalisé, ne se conçoit qu'en lien avec des stratégies d'acteurs diversifiés. La question des spatialités des mémoires renvoie alors aux rapports de pouvoirs et aux capacités inégales des groupes sociaux à inscrire leurs mémoires dans l'espace comme révélatrice de leur "place" dans la société » (Chevalier et Hertzog, 2018).

Dès lors, comme dans le cas du patrimoine, il faut s'intéresser à la manière dont est construite la mémoire, ce que j'appelle la mise en mémoire. Maurice Halbwachs évoque la fonction sociale de la mémoire collective : elle est une « reconstruction du passé » et « adapte l'image des faits anciens aux croyances et aux besoins spirituels du présent » (Halbwachs, 1941, p. 7). En effet, « nous interprétons toujours le passé à travers le prisme du présent. Cela signifie que notre mémoire se concentre sur certains aspects du passé selon des "régimes mémoriels" qui sélectionnent et organisent les différentes mémoires collectives tout en s'efforçant d'accommoder les souvenirs conflictuels afin de créer un consensus public sur le passé »[23] (Dobre, 2015). La mémoire collective est donc sélective et unifiante. Il en va de même pour le patrimoine : « la démarche patrimoniale consiste à construire une image forte et simplifiée d'un passé commun à un groupe » (Bonerandi, 2005, p. 4). La sélection et la justification des objets, des bâtiments, des lieux ou des événements retenus (Di Méo, 2007) inhérentes aux processus de patrimonialisation et de mise en mémoire impliquent donc de s'intéresser aux acteurs qui portent la construction de la mémoire collective et du patrimoine : que choisissent-ils de montrer ou d'invisibiliser ? Comment ? Pourquoi ? Pour qui ? Dans cette perspective, les processus de patrimonialisation et de mise en mémoire sont souvent conflictuels : ils répondent à des « finalités politiques, sociales, économiques, culturelles et territoriales, parfois contradictoires. Le patrimoine [et la mémoire sont] donc [des] instrument[s] » (Deschepper, 2021) mis notamment au service du marketing urbain et de la construction identitaire.

2.1.B. Des ressources pour la construction de l'image et de l'identité de la ville

Dans un contexte de mondialisation, de compétition interurbaine accrue et d'homogénéisation des territoires, le patrimoine et la mémoire collective constituent des « marques de distinction et [des] rentes de monopole » (Harvey, 2008) pour la construction d'une image et d'une identité spécifiques des territoires. Ils sont mobilisés comme des vecteurs d'affirmation identitaire et comme des outils de marketing urbain. J'ai montré par exemple que l'identité multiculturelle de Timişoara projetait une image de la ville tolérante et accueillante sur laquelle s'appuie la municipalité pour attirer les investisseurs. J'essaie ici de distinguer l'identité et l'image de la ville au regard des définitions suivantes. Selon Benoît Faye et Claude Lacour (2020), « Lapierre (1984) définit [l'identité urbaine] comme un processus d'agencement et de structuration

23 « We always interpret the past through the present's lens. This means that our memory focuses on some aspects of the past according to "memorial regimes", which select and organize the different collective memories while striving to accomodate conflicting remembrances in order to create public consensus about the past » (Dobre, 2015)

de l'ensemble des représentations que les différents groupes internes et externes d'une ville se font d'elle, de son passé et de son avenir et ceci à un moment donné de l'histoire » (p. 805). L'image, elle, correspondrait plutôt à l'identité projetée à l'extérieur du territoire (Figure 8), bien que les deux s'influencent mutuellement : « l'identité est une notion incomplète et provisoire, construite par agencements des représentations, des images perçues et des images projetées » (Faye et Lacour, 2020, p. 805). Ainsi, dans les discours de marketing urbain, le terme « identité » est plutôt employé pour s'adresser aux habitants, celui d'« image » aux touristes ou aux investisseurs.

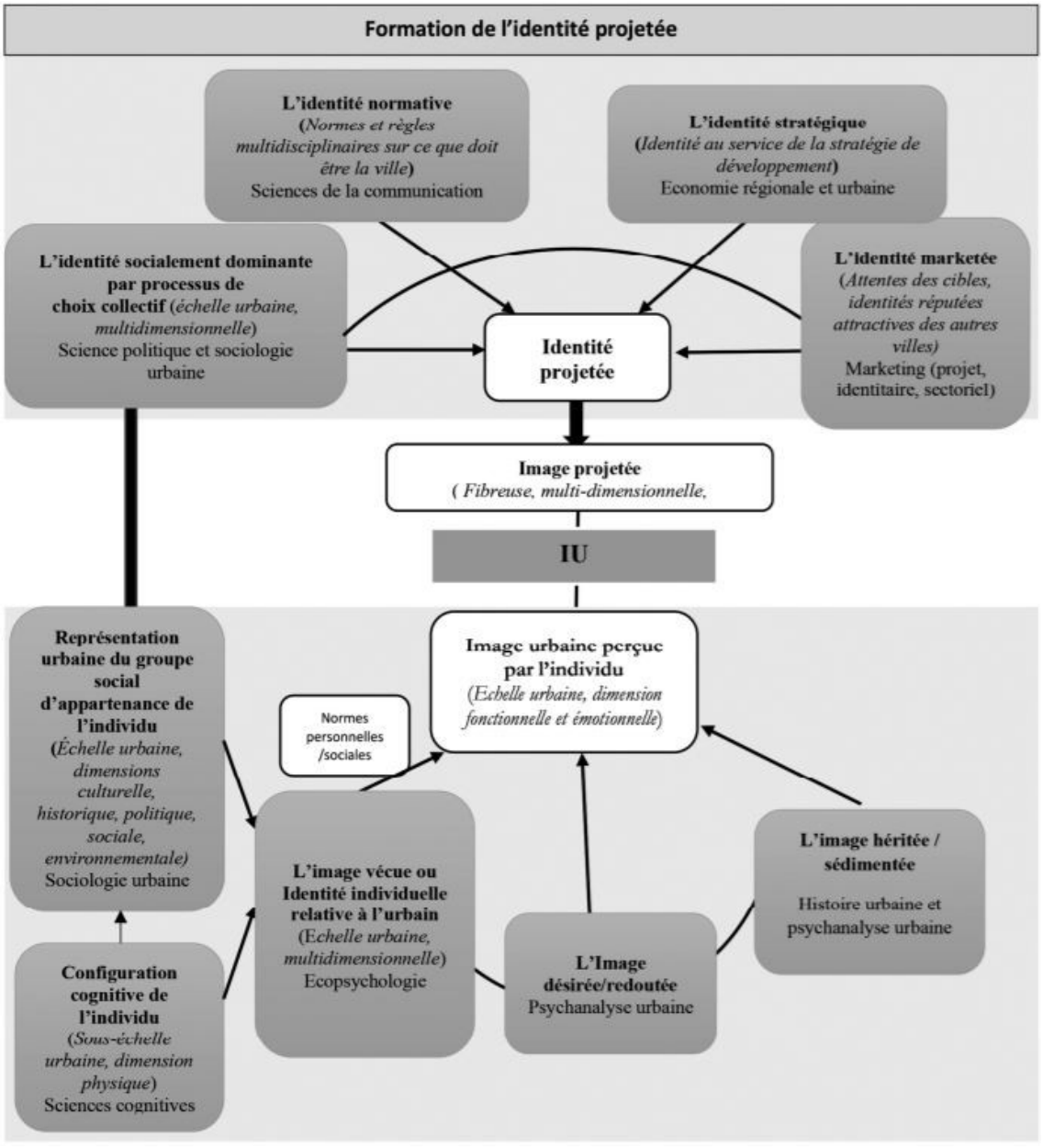


Figure 8 : Les concepts d'identité et d'image urbaines Source : Faye et Lacour (2020, p. 807)

De plus, selon Paul Claval (1996), « l'identité implique des référents sans lesquels elle ne pourrait être définie », en particulier des référents spatiaux. Dès lors, le patrimoine et la mémoire collective constituent des supports de la construction identitaire. Ainsi, « lorsqu'une mémoire collective sélectionnée domine l'espace public, elle joue un rôle important dans la formation de l'identité collective »[24] (Dobre, 2015). De même, le patrimoine « donne une identité au territoire » (Bonerandi, 2005, p. 4) et représente « un système symbolique générateur d'identité collective » (Di Méo, 2007). Dans le contexte postsocialiste, après la chute du régime socialiste, la (re)construction identitaire est un enjeu majeur pour les sociétés : la patrimonialisation et la mise en mémoire contribuent alors à renouveler l'image et l'identité de Timişoara, caractérisée de « chantier identitaire » par Cristina Stanculescu (2008).

2.1.C. Le patrimoine et la mémoire collective en contexte postsocialiste : des « guerres culturelles » (Livezeanu, 2004)

Selon Marine Dmitrieva (2015), « l'écroulement du système socialiste […] entraîna une transformation fondamentale du rapport à l'histoire, à la culture, à la politique mémorielle », notamment en raison de la libération du cadre idéologique, des interrogations liées au passé socialiste, de l'ouverture des archives, et de manière générale en raison des « bouleversements identitaires suscités par l'intégration de la Roumanie à l'ordre européen de l'après-guerre froide » (Stanculescu, 2008). Dès lors, les sociétés postsocialistes sont caractérisées par un tournant mémoriel et patrimonial :

> « La période post-soviétique est caractérisée par le renouveau du symbolisme patrimonial urbain. La matérialisation des enjeux mémoriels, des manifestes identitaires, des programmes politiques et des cultes des dirigeants locaux continue de marquer la physionomie des agglomérations post-soviétiques. Dépassant le concept des lieux de mémoire, le patrimoine, ancien et nouveau, est appelé à servir de support pour des représentations politiques et géopolitiques, accompagnant l'évolution des régimes et des sociétés qui ont remplacé ceux de l'URSS » (Filler, 2017, p. 22).

Alors que « les héritages du passé [non démocratique] sont décrits comme des entraves à la transition » (Constantin, 2019, p. 70), la destruction des symboles et des marqueurs du régime socialiste a accompagné le changement de régime. En témoigne le démantèlement des statues de Lénine et de Petru Groza à Bucarest en mars 1990 (Dobre, 2016, voir l'introduction). Ce changement de politiques mémorielles et patrimoniales s'inscrit dans une logique de rupture avec le passé socialiste et de légitimation des nouvelles personnalités politiques (Dobre, 2017 ; Constantin, 2019) – bien qu'ayant elles-mêmes fait partie du régime socialiste dans le cas d'Ion Iliescu élu président de la Roumanie en 1990. Ceci se traduit par des « efforts pour inclure la répression dans l'histoire officielle de l'époque socialiste, en "donnant voix" à ceux qui ont été réduits au silence durant cette période (dissidents politiques, membres des "classes ennemies", minorités ethniques ou sexuelles) » (Stan, 2005, p. 80). Ainsi, par exemple, de nouveaux monuments sont érigés en hommage aux victimes de l'Holocauste, des persécutions communistes ou de la Révolution (Dobre,

24 « When a selected collective memory dominates the public space it plays an important part in shaping collective identity » (Dobre, 2015)



Photographie 32 : Monument en hommage aux déportés du Bărăgan dans le parc Justiţiei à Timişoara
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)

2016), comme le monument en hommage aux déportés du Bărăgan[25] à Timişoara (Photographie 32). Par ailleurs, après avoir été ignorés par le régime socialiste et sa volonté de faire du citoyen un Homme nouveau, les héritages et la mémoire pré-socialistes sont revalorisés et réactivés dans une logique de renouveau car « pour inventer le futur, il faut […] aussi réinventer le passé, savoir mettre en exergue certaines périodes, certaines personnalités, certains lieux ou paysages susceptibles de définir la particularité d'une ville ou d'un quartier » (Schönle, 2015, p. 3). Ainsi à Timişoara, les héritages tant matériels qu'immatériels de la période pré-socialiste sont au cœur de politiques patrimoniales et mémorielles qui visent à renouveler l'image et l'identité de la ville, valoriser sa dimension européenne et donner du sens au surnom la Petite Vienne du Banat (Pavel et Jucu, 2020).

2.2. TIMIŞOARA LA PETITE VIENNE DU BANAT : « UNE EUROPÉANISATION DU RÉCIT PATRIMONIAL » (DJAMENT-TRAN, 2013, P. 13)

2.2.A. Le renouvellement urbain des quartiers historiques

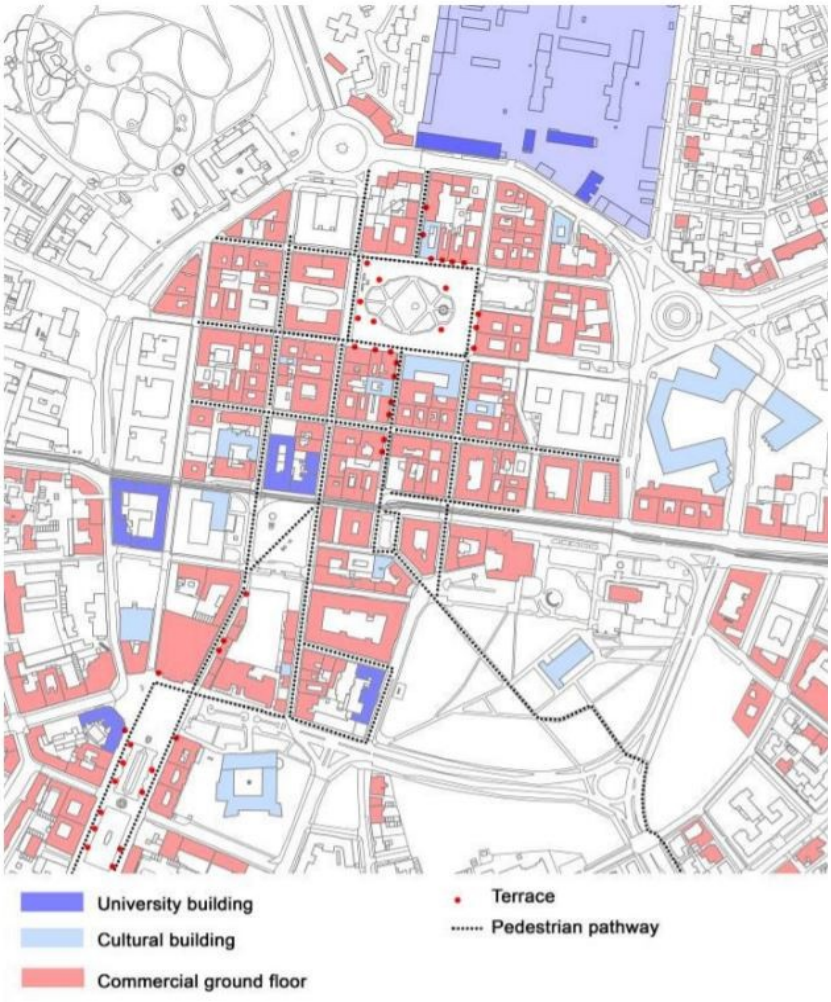
La municipalité de Timişoara s'est engagée depuis le début des années 2010 dans le renouvellement urbain des quartiers historiques, « partant du principe que ce centre hérité représente un atout important à l'heure où le patrimoine constitue un vecteur d'image important dans la compétition entre villes » (Veschambre et Popa, 2009, p. 10). En effet, selon Sorin Predescu, directeur de la Direction de la culture du département Timiş,

> « la partie historique est vraiment importante parce que c'est l'image principale de Timişoara […] et je suis sûr qu'elle a d'importantes implications touristiques parce que oui, c'est une assez jolie ville, et c'est important. Si tu veux promouvoir Timişoara, tu commences avec [sa] partie historique. Aussi avec le développement économique, les événements culturels et ainsi de suite, mais dans ce, dans ce, comment dire, paysage, ce paysage historique »[26] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

25 Dans les années 1950, des opposants au régime ont été déportés dans des camps de travail forcé dans la plaine du Bărăgan à l'Est de la Roumanie. Les minorités ethniques du Banat ont été particulièrement visées. A l'initiative de l'Association des anciens déportés du Bărăgan, le monument de Timişoara a été inauguré en 1996 pour le 45ème anniversaire de la déportation la plus massive : on estime que plus de 30 000 personnes originaires du Banat et d'Olténie ont été déportées dans la nuit du 18 au 19 juin 1951 (entretien avec Smaranda Vultur le 1er avril 2021).

26 « For Timişoara the historic part it's really important because it's the main image of Timişoara […] and I'm sure that this historic part of Timişoara have also some touristic implications because yes, it's a quite beautiful city, and it's important. If you want to promote Timişoara, you start with the historic part of Timişoara. Also with economic development, cultural events and so on, but in this, in this, how to say, landscape, this historical landscape » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

Les quartiers historiques jouent donc un rôle de vitrine. Les politiques de renouvellement urbain concernent en premier lieu les espaces publics, d'autant plus dans le contexte d'un désinvestissement tel qu'il se manifeste dans les anciens pays socialistes (Lebon et al., 2013). Les lignes de tramways ont été rénovées dans le but d'assurer la connexion des quartiers historiques entre eux et avec les quartiers périphériques, ce qui n'est pas sans portée symbolique : Timişoara a été la première ville de Roumanie à disposer d'un tramway électrique en 1899. De plus, « l*a priori*té a été de promouvoir une présence commerciale modernisée et favorable au développement d'espaces récréatifs, dans un cadre historique valorisant » (Veschambre et Popa, 2009, p. 11), ce qui est notamment passé par la piétonisation du cœur de Cetate (Carte 10). Une employée de l'Office du tourisme municipal a pu en observer les effets positifs (entretien du 26 mars 2021) : les gérants de restaurants et de bars ont installé de nombreuses terrasses et la fréquentation du centre a augmenté, notamment par la population jeune alors que le campus universitaire s'était « transformé en un véritable quartier de distractions, cosmopolite et bruyant, ce qui n'est pas sa fonction *a priori* » (Veschambre et Popa, 2009, p. 12) en raison du manque d'offre dans le centre.



Carte 10 : Fonctions tertiaires et rues piétonnes à Cetate
Source : Radoslav et al. (2010, p. 114)

Le traitement des espaces publics passe aussi par l'entretien des espaces verts, nombreux à Timişoara, notamment sur les rives de la Bega. Le parc Civic était par exemple en chantier quand j'étais sur le terrain. De plus, depuis peu, de nouveaux pavés sur les trottoirs sont installés et les passages piétons changés avec un motif de piano (Photographies 33 et 34), l'idée étant explicitement de créer une identité particulière des espaces publics à Timişoara selon Eugen qui travaille à l'Institut interculturel de Timişoara où j'ai fait un stage en 2018 et avec qui je me suis baladée de Iosefin à Cetate le 25 février 2021.



Photographie 33 : Nouveau design de passage piéton Strada 20 Decembrie 1989 à Cetate
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)



Photographie 34 : Nouveaux pavés bicolores sur les trottoirs Boulevardul 16 Decembrie 1989 à Cetate
Source : Amandine Dargaud (25 février 2021)

Enfin, la place de l'Union et la place de la Liberté ont été réaménagées et la plupart des façades des bâtiments rénovées, tandis que les travaux sont en cours sur la place de la Victoire (Photographies 35 à 39).



Photographie 35 : La place de l'Union Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 36 : La façade de l'Opéra en rénovation sur la place de la Victoire
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)



Photographie 37 : La place de l'Union
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 38 : Le palais Lloyd en rénovation sur la place de la Victoire
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)

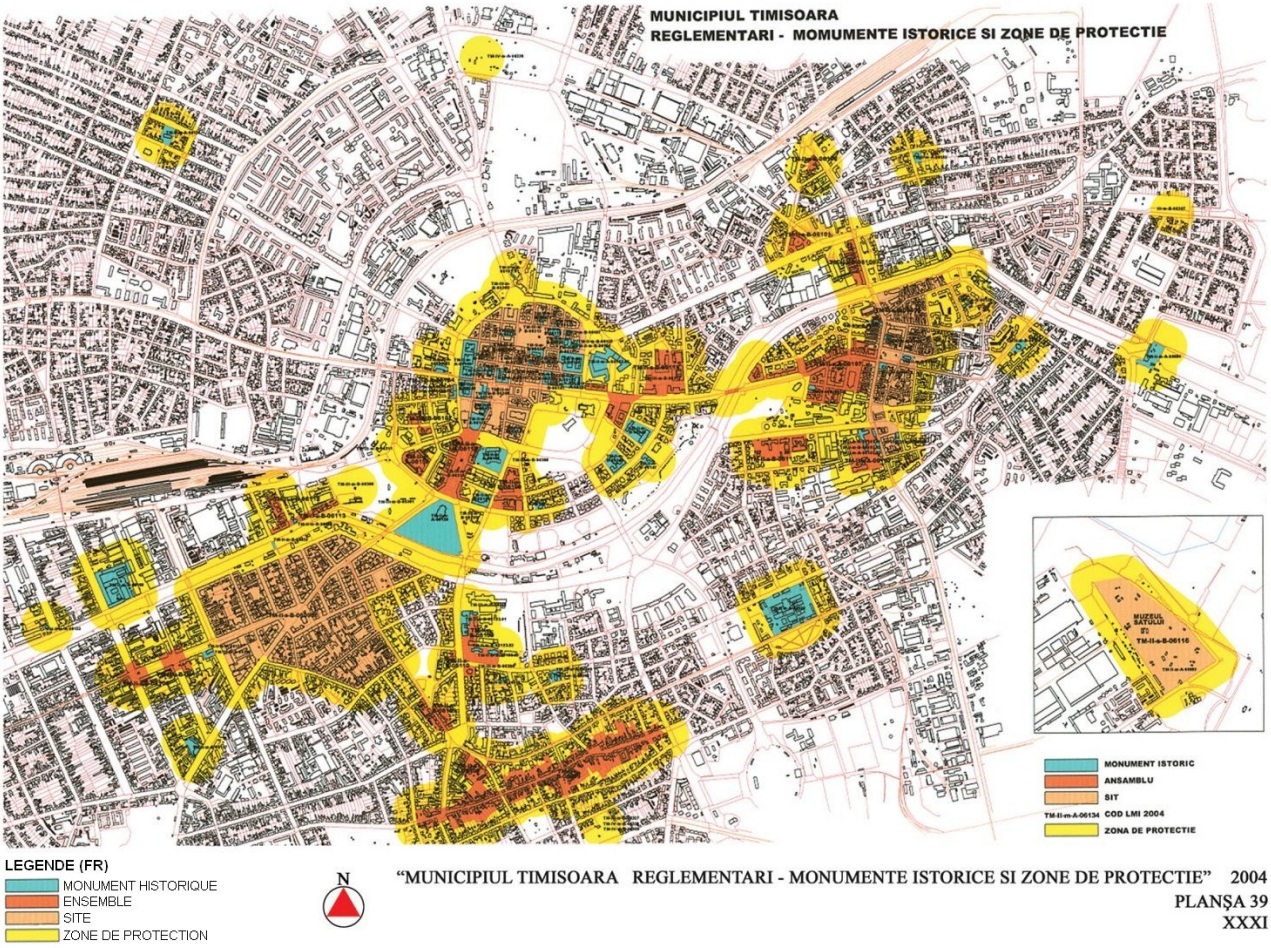


Photographie 39 : Les palais de « Corso » en rénovation sur la place de la Victoire
Source : Amandine Dargaud (25 février 2021)

2.2.B. Patrimonialiser et réhabiliter les quartiers historiques

Au-delà de la volonté de dynamiser le centre-ville, une attention particulière est accordée par les acteurs publics au patrimoine bâti qui se concentre dans les trois ensembles historiques (Cetate, Iosefin-Elisabetin et Fabric) et qui est souvent dans un état de dégradation important. En effet, « la question de la revitalisation du centre-ville est bien entendu intimement liée à celle de la mise en valeur du patrimoine » (Veschambre et Popa, 2009, p. 14), d'autant plus que Timişoara est la ville qui compte le plus grand nombre de bâtiments historiques de Roumanie (Carte 11) :

> « Ce sont 91 éléments (70 éléments ponctuels et 21 ensembles ou sites urbains) qui sont ainsi protégés au titre des monuments historiques et 14 000 immeubles qui sont considérés comme "historiques" par la mairie. Mais selon une enquête réalisée en 2005 pour la mairie, 11 % seulement de ces immeubles ont été restaurés partiellement ou totalement, la moitié seulement de ces restaurations ayant été respectueuses du bâti ancien » (Veschambre et Popa, 2009).



Carte 11 : Monuments historiques et zones de protection à Timişoara
Source : PMT (2011 – planche 39) (traduction personnelle de la légende)

Bien que les données statistiques tirées de l'article de Vincent Veschambre et Nicolae Popa (2009) datent de plus de quinze ans, la réhabilitation des bâtiments historiques est toujours un enjeu à l'ordre du jour, en témoignent les photographies 40 à 47.



Photographie 40 : Bâtiment historique dégradé Strada Gheorghe Doja à Elisabetin
Source : Amandine Dargaud (31 mars 2021)



Photographie 41 : Immeuble dégradé Piața Mocioni à Iosefin Source : Amandine Dargaud (25 février 2021)



Photographie 42 : Façade et balcon dégradés à Iosefin Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 43 : La Cazerne U à l'abandon à Cetate
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 44 : Ruine au cœur de Cetate située Strada Eugeniu de Savoya
Source : Amandine Dargaud (27 février 2021)



Photographie 45 : Graffitis sur un bâtiment historique de Cetate situé Strada Eugeniu de Savoya
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)



Photographie 46 : Panneau de fortune « danger chute de plâtre » à côté d'un graffiti et d'un pochoir Bulevardul Republicii à Cetate
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)



Photographie 47 : Immeuble dégradé Bulevardul du 16 Decembrie 1989 à Iosefin
Source : Amandine Dargaud (25 février 2021)

La volonté institutionnelle de préserver le patrimoine passe tout d'abord par une politique d'inscription sur le registre national des monuments historiques. Cette démarche est effectuée par l'Institut national du patrimoine qui dépend du Ministère de la Culture, ce dernier étant représenté localement par la Direction départementale de la culture du Timiş, service public décentralisé (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021 ; Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021). De plus, une politique de sensibilisation et d'information auprès de la population est mise en place à la fois par les acteurs institutionnels et des acteurs associatifs. Par exemple, sur le site de la municipalité, une section « documents informatifs sur la réhabilitation correcte » propose des conseils et des exemples de bonnes pratiques en matière de rénovation des bâtiments historiques. Dans la même logique, de 2006 à 2010, GTZ, une société allemande de coopération technique, a accompagné la municipalité pour mettre en place une stratégie de revitalisation des quartiers historiques, la politique patrimoniale étant jusqu'ici très centralisée au niveau étatique, et a fourni des conseils techniques aux propriétaires dans une logique de « planification participative » (Gräf, 2019). Les locaux de GTZ étaient alors installés dans un bâtiment de la place Traian dans le quartier Fabric et bien que l'organisation ne soit plus active aujourd'hui, des panneaux informant des bonnes pratiques de réhabilitation sont toujours affichés dans les vitrines. L'information et la sensibilisation du public passent donc également par la mise en place d'une signalétique sur le patrimoine. A Fabric, tous les bâtiments autour de la place Traian comportent une plaque « monuments historiques » (Photographie 48) et un plan d'information a été installé devant la Fabrique de la bière (Photographie 49). De la même manière, dans le cadre du programme *Spotlight Heritage* réalisé par l'Université Politehnica de Timişoara et le



Photographie 48 : Plaque « monument historique » sur un bâtiment de la Piața Romanilor à Fabric
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)



Photographie 49 : Plan d'information installé par la municipalité devant la Fabrique de la bière à Fabric
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)



Photographie 50 : Panneau d'information sur le monument de la Sainte Marie installé par *Spotlight Heritage* à Iosefin
Source : Amandine Dargaud (25 février 2021)

Musée national du Banat en partenariat avec l'Association TM2021, des panneaux sont installés devant les bâtiments recensés dans l'application mobile (Photographie 50 et Figure 9) afin d'informer les habitants et les visiteurs, par la narration numérique, des histoires du patrimoine local. Les acteurs associatifs se saisissent alors de plus en plus de la question de la préservation du patrimoine, en témoigne l'exemple de l'Association « Sauvez le patrimoine de Timişoara » (*Asociația Culturală Salvați Patrimoniul Timişoarei*). Enfin, la municipalité a mis en place un programme d'incitation financière pour encourager les propriétaires à réhabiliter les bâtiments. Néanmoins, le processus est long et périlleux en raison d'un certain nombre de dysfonctionnements, de problèmes de financement et de la faible marge de manœuvre des acteurs institutionnels (voir 3.1). Pour Sorin Predescu, directeur de la Direction départementale de la culture en charge de la préservation du patrimoine à Timişoara, l'objectif est non seulement de préserver les bâtiments mais aussi la structure urbaine de la ville, unique en Roumanie selon lui dans la mesure où Timişoara a été reconstruite de zéro au XVIII[ème] siècle dans l'idée d'en faire une ville idéale et un terrain d'expérimentation de nouveaux principes d'urbanisme, « et pour cela Timişoara est connue comme la ville des premières » (entretien du 19 mars 2021). Ainsi, la politique de patrimonialisation et de revitalisation des quartiers historiques pré-socialistes s'accompagne de discours valorisant le passé glorieux de la ville et son appartenance européenne, deux éléments à l'origine d'une importante fierté locale.

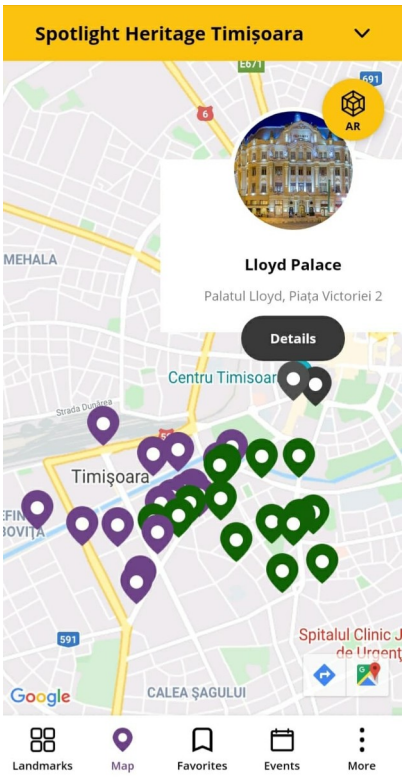


Figure 9 : Capture d'écran de l'application mobile *Spotlight Heritage* (15 mai 2021)
Des lieux ont été recensés à Cetate, Iosefin et Elisabetin ; le programme doit se poursuivre à Fabric

2.2.C. Glorifier le passé pré-socialiste et européaniser la ville

- *Attester de la singularité et du prestige de Timişoara : le marketing urbain, une pratique politique*

Les politiques culturelles, patrimoniales et mémorielles mettent en avant le passé pré-socialiste glorieux de Timişoara, symbolisé par son appartenance à l'empire austro-hongrois, son multiculturalisme ou encore ses « premières » (Figure 10, Photographies 51 et 52). Dans une logique de marketing urbain, il s'agit de donner l'image d'une ville innovante, pionnière, accueillante, tolérante dans une dialectique entre passé et présent car la réactivation des représentations historiques de la ville permet de construire en retour l'identité et de nouvelles images de celle-ci (Vesalon et Creţan, 2019). Le marketing urbain se définit comme l'ensemble des « pratiques de communication territoriale qui consistent à s'appuyer sur des matières spatiales existantes ou en construction en vue de les promouvoir, de les faire exister, de les rendre attrayantes et d'inciter à les pratiquer » (Houllier-Guibert, 2011). Ainsi, le marketing urbain ne vise pas seulement à projeter l'identité de la ville à l'extérieur du territoire afin d'en donner une image valorisée et attractive, mais aussi à renforcer cette identité par son incorporation dans les pratiques et les discours locaux.

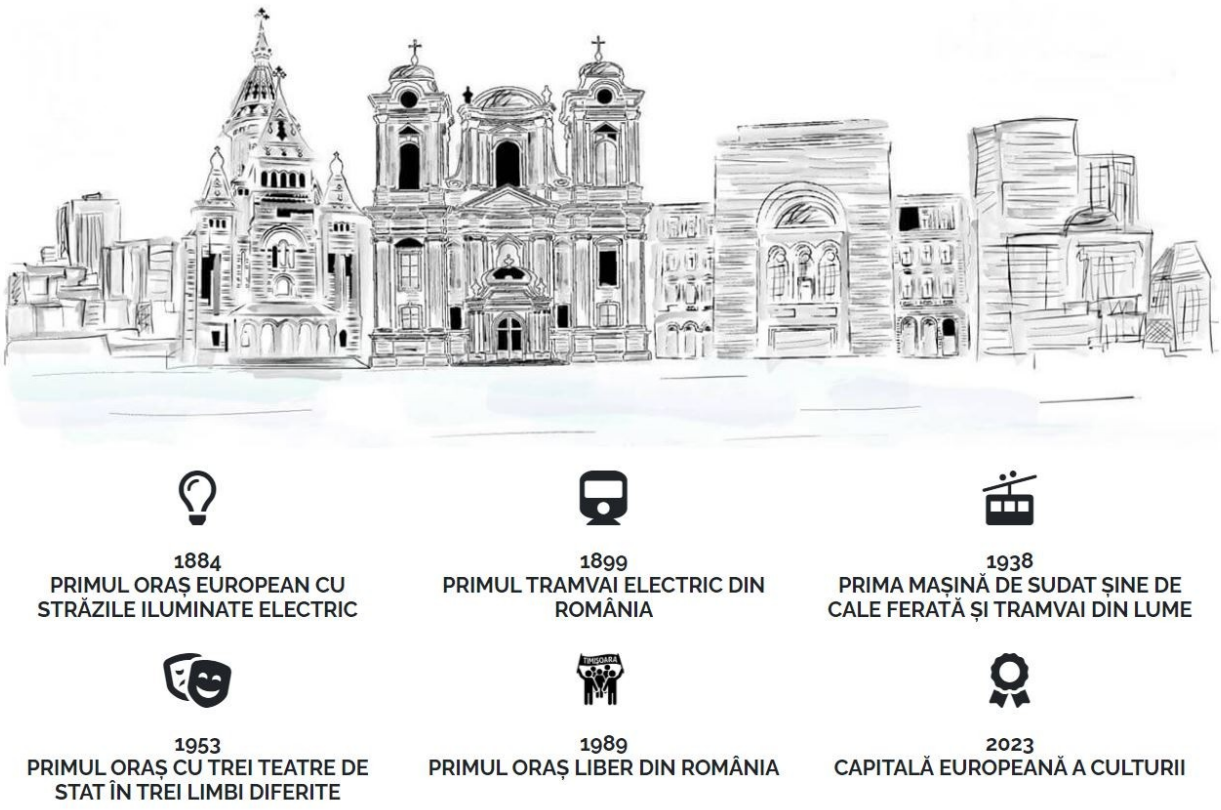


Figure 10 : Timişoara la « ville des premières » : capture d'écran de la page d'accueil du site de la municipalité
Source : https://www.primariatm.ro/ (3 février 2021)
Traduction : 1884 – Première ville d'Europe avec l'éclairage public électrique ; 1899 – Premier tramway électrique de Roumanie ; 1938 – Première machine à souder les rails ferroviaires et de tramway au monde ; 1953 – Première ville avec trois théâtres d'État en trois langues différentes ; 1989 – Première ville libre de Roumanie ; 2023 – Capitale européenne de la Culture



Photographie 51 : Timişoara, première ville d'Europe avec l'éclairage public électrique
Mobilier urbain reprenant la forme d'un lampadaire avec l'information écrite sur chaque face en plusieurs langues sur la Piața 700 (Cetate)
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)



Photographie 52 : Timişoara, première ville d'Europe avec l'éclairage public électrique
Faux lampadaire avec l'information écrite sur chaque face en plusieurs langues Piața Romanilor (Fabric)
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)

A l'instar de Lucian Vesalon et Remus Creţan (2019), le marketing urbain peut être considéré comme une pratique politique. En ce sens, la mise en valeur du multiculturalisme, du passé glorieux ou de l'appartenance européenne de Timişoara par les acteurs institutionnels locaux et leurs relais (acteurs touristiques, acteurs associatifs comme l'Association TM2021, habitants…) peut être analysée au regard de deux objectifs politiques. Tout d'abord, il s'agit de faire rupture avec le passé socialiste dans un contexte de transition entre deux systèmes politiques et économiques, d'où la « volonté de reconstruire un patrimoine en éradiquant symboliquement la phase socialiste au profit de l'état antérieur » (Djament-Tran, 2013), et parallèlement de reconnecter Timişoara à l'Europe occidentale selon le mythe politique du « retour vers l'Europe »[27] dans les pays de l'Est après la chute du socialisme et la dislocation de l'URSS (Vasilyeva, 2013). D'ailleurs, le rejet du socialisme et l'ancrage ouest-européen à Timişoara sont mis en relation par Remus Creţan, professeur de géographie à l'Université de l'Ouest :

> « Le pouvoir communiste ici n'était pas si fort que dans d'autres parties de la Roumanie parce que Timişoara avait une pensée très occidentale. Par exemple on écoutait les radios et la télévision de Serbie, on écoutait *Free Europe*, c'était une radio européenne libérale en Allemagne qui disait tout le temps "la Roumanie est mauvaise", "le communisme n'est pas bon" […]. Timişoara était très radicale, c'est une sorte de ville radicale […]. C'est pour ça que la Révolution a commencé ici. Donc les valeurs occidentales sont facilement acceptées, ce qui n'est pas tout le temps bon parce que tu acceptes aussi McDonald's et d'autres choses, mais en général c'est bien d'attirer les bonnes valeurs occidentales »[28] (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021).

Ainsi, l'image et l'identité de Timişoara comme ville occidentale ont été renforcées sous et par le socialisme (Remus Creţan et al., 2008 ; Stanculescu, 2008 ; Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021). Sur cette base, la période postsocialiste s'est accompagnée de la redécouverte du passé multiculturel et de la construction d'un mythe – voire d'une marque – du Banat comme lieu de relations interethniques harmonieuses (Remus Creţan et al., 2008) :

> « Après 1989, toute personne âgée de plus de 55 ans pouvait se souvenir des années 30 multiculturelles comme de la recette de la nouvelle société démocratique, une inspiration qui est en partie pertinente pour la conduite des affaires au sein de la région, mais aussi stimulante pour la confiance en soi régionale – plus évidente à Arad et Timişoara – dans les relations avec les États voisins (et les investisseurs étrangers) tout en assumant une posture de régionalisme rationaliste envers Bucarest »[29] (Remus Creţan et al., 2008, p. 21).

27 Selon Lydia Coudroy de Lille (2016), « l'expression du "retour vers l'Europe" fut souvent employée au début des années 1990 par les élites politiques dans un sens politico-historique (Grzymski 2010 ; Macek 2011) pour signifier que l'Europe médiane, libérée du joug soviétique, pouvait et devait désormais retrouver une place naturelle dans le concert européen, et donc intégrer l'Europe communautaire ».

28 « Communist power here it was not so strong like in other parts of Romania because Timişoara had a very western thinking. For instance we listened radios and TV from Serbia, we listened Free Europe, it was an European liberal radio in Germany which all the time said "Romania is bad", "not good communist" […]. Timişoara was always radical, it's a kind of radical city […]. That's why Revolution started here. So Western values are easily accepted, which is not all the times good, because you accept also McDonald's and other things, but in general it's good to attract western good values » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

29 « After 1989 anybody older than 55 could look back to the multicultural thirties as the recipe for new democratic society with an inspiration that is partly relevant to the conduct of affairs within the region but also a stimulus to regional self-confidence – most evident in Arad and Timişoara – in dealing with neighbouring states (and foreign

Un des éléments de définition de l'identité locale est ainsi une posture en creux par rapport à Bucarest, la capitale, les tensions entre Timişoara et le gouvernement national remontant aussi à la période socialiste selon Christian Sellar (2013) : « ces tensions sont nées du fait que Timişoara était plus riche que la moyenne nationale, qu'elle était périphérique et culturellement diverse ; le centre percevait donc la ville comme une menace pour ses politiques homogénéisantes et centralisatrices »[30]. Lors de mes entretiens et mes discussions, j'ai en effet observé que mes interlocuteurs définissent Timişoara par opposition à Bucarest et plus largement par opposition à l'Est et au Sud de la Roumanie, tandis que la singularité du Banat est soulignée par sa proximité avec l'Ouest de l'Europe :

> « Timişoara est une des villes de Roumanie qui fonctionne le plus à l'Ouest » (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021).

> « Timişoara a une autre personnalité et la région du Banat également »[31] (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021).

> « On a une autre mentalité par rapport aux Roumains de l'Est ou du Sud, qui votent encore PSD, les communistes et… je sais pas *(rires)*. Je sais pas, je veux pas être, je sais pas, raciste ou faire des discriminations entre cette partie du pays et eux mais je le vois vraiment, oui, tu peux voir ces différences entre les cultures et comment ils agissent dans la société ou en Europe, les Roumains de Bucarest, Molténie, Moldavie et les, les gens du Banat et de la Transylvanie sont plus ouverts d'esprit et… Je ne sais pas, je pense que c'est l'influence des Allemands et du multiculturalisme de cette région[32] » (Tudor, entretien du 17 mars 2021).

> « La région du Banat est connue pour ses bonnes relations entre les communautés mais bien que nous ayons cette image […] parfois des opinions différentes s'élèvent comme si nous étions les Banatéens mais que les autres qui sont arrivés plus tard ne sont pas aussi bons que nous parce qu'ils n'ont pas la même histoire, la même expérience, la même façon de travailler dur pour gagner leur vie »[33] (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021).

---

investors) while assuming a posture of rationalist regionalism towards Bucharest » (Remus Creţan et al., 2008, p. 21)

30 « Those tensions arose because Timişoara was richer than the national average, peripheral, and culturally diverse; therefore the centre perceived the city as a threat to its homogenizing and centralizing policies » (Christian Sellar, 2013)

31 « Timişoara has an other personnality and the Banat region also » (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021)

32 « I like the culture about this area, this part of the country because here were colonists […]. So, yes, we have many influences in our culture, from them, from Serbs, from Hungarians, from the Germans, from the Austro-Hungarian Empire, and this is one of the reasons that we have another mentality compared to the Romanians from the East part or from the South, that still vote PSD, the Communists, and… I don't know… *(laughs)*. I don't know, I don't want to be, I don't know, racist or to make discriminations between this part of country and them but I really see this, yes, you can see these differences between cultures and how they act in the society or in Europe, the Romanians from Bucharest, Moltenia, Moldavia and the, the people from Banat and Transylvania are much open-minded and… I don't know, I think there are influences from the Germans and the multiculturalism » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

33 « The regional Banat is known for these well, good relations between communities but although we have this brand of having good relations between communities, sometimes different opinions are rising like we are the Banateens but the others who came later they are not so good as we are because they don't have the same history, the same experience, the same hard working way of spending their life » (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)

Dès lors, au fur et à mesure de mes échanges, je me suis interrogée sur l'existence d'un régionalisme à Timişoara et plus largement dans le Banat. D'ailleurs, quand j'ai rencontré Ionuț Suciu, responsable de projets à l'Association TM2021, il m'a parlé du programme *Cheminées en mouvement* (*Cămine în mişcare*) développé en partenariat avec l'Association Prin Banat et il m'a donné un livre sur ce programme dans lequel on peut lire : « bien qu'ils soient réputés pour leur tradition d'hospitalité, les habitants du Banat, et surtout de Timişoara, conservent quelques stéréotypes bien ancrés. Les plus fréquents concernent les Roms et les migrants régionaux (comme les Olténais et les Moldaves […]) »[34] (Muşat et al., 2019, p. 10). Le programme vise alors à encourager les habitants du Banat à partager leur identité culturelle par le récit et l'art contemporain pour contrer ces stéréotypes. Mais Remus Creţan et al. (2008) nuancent le régionalisme local :

> « La fierté de sa propre nationalité pourrait générer des sentiments plus forts envers une identité Banat (basée sur le multiculturalisme) que pour les Roumains, mais cela ne ressort pas. Si l'on considère les résultats dans leur ensemble, le sentiment positif à l'égard du Banat – pour quelque raison que ce soit – est encourageant, tandis que les gens sont également heureux de s'identifier à la Roumanie malgré leur ambivalence à l'égard de Bucarest ; ce qui implique peut-être qu'une identité du Banat est une version progressive d'une identité roumaine dans le sens d'un fort développement économique, d'une politique libérale et d'une orientation occidentale »[35] (Creţan et al., 2008, p. 22).

Bodgan Şoflău lui aussi est assez mitigé sur cette question. Employé à l'Office du tourisme régional, il m'a expliqué que son parcours de vie lui permettait d'observer des différences régionales fortes en Roumanie. En effet, né dans une région au nord du pays, il a ensuite étudié à Cluj-Napoca en Transylvanie avant de venir à Timişoara. Pour lui, dans les deux villes, les habitants ont la même tendance à vouloir se démarquer du reste de la Roumanie : « ici et aussi à Cluj il y a des différences, d'importantes différences dans la mentalité »[36]. Mais quand je l'interroge sur l'existence d'un régionalisme, il me répond :

> « Ce n'est pas très fort. Certaines personnes se font plus entendre que d'autres et nous entendons ces voix et nous pourrions penser que c'est une, c'est comme une tendance, mais c'est peut-être 10 %, 20 %, qui sait, car il n'y a pas beaucoup d'études sur ce sujet. Mais oui, il y a une fierté locale. On dit aussi beaucoup que le Banat, la région, est le front, cela signifie que dans le passé les gens étaient riches, l'éducation était bonne […], beaucoup d'innovations

34 « While being renowned for their tradition of hospitality, the people of Banat, and especially of Timişoara, still hold a few deep-rooted stereotypes. The most frequent of them regard Roma people and regional migrants (such as Oltenians and Moldavians, who are here as a result of forced relocation during the communist regim, or of their own accord, moving for work or studies) » (Nicoleta Muşat et al., 2019, p. 10)

35 « Pride in people's own nationality might generate stronger feelings towards a Banat identity (based on multiculturalism) than is the case for Romanians but this does not emerge. Taking the results as a whole the positive feeling for Banat – for whatever reason – is encouraging, while people are also happy to identify with Romania despite ambivalence towards Bucharest ; implying perhaps that a Banat identity is a progressive version of a Romanian identity in the sense of strong economic development, liberal politics and a western orientation » (Creţan et al., 2008, p. 22)

36 « Here and also in Cluj, there are differences, big differences in mentality » (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)

> technologiques ont été introduites pour la première fois ici, donc il y a une fierté locale »[37] (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021).

Comme Bodgan Şoflău, à ce stade de mon travail, je préfère parler de fierté locale plus que de régionalisme, d'autant plus que le sentiment de fierté est une chose qui ressort beaucoup de mes entretiens.

- *La mémoire du passé glorieux de Timişoara, support d'une fierté locale*

Même s'il faut prendre en compte que tous mes interlocuteurs sont des acteurs institutionnels, culturels ou militants impliqués dans la ville et qui disposent d'un capital social et culturel important, il est frappant de noter qu'ils avaient tous une bonne connaissance du passé austro-hongrois de Timişoara et qu'ils me parlaient de cette histoire avec fierté – ou, quand ils n'étaient pas originaires de Timişoara comme Bodgan Şoflău, Simona Fiţ ou Corina Şuteu, qu'ils observaient cette fierté locale. Le multiculturalisme est un élément clé de leur discours et est associé à des caractéristiques voire des valeurs qui seraient propres à Timişoara. Ainsi, Alina Satmari, professeur de cartographie et de SIG à l'Université de l'Ouest de Timişoara, est « éblouie » par l'harmonie entre les communautés :

> « A Timişoara c'est un mélange, c'était toujours un mélange culturel et architectural mais je suis éblouie parfois parce que nous avons gardé ce, cette habitude de vivre au milieu des autres ethnies, d'assembler des choses différentes dans la même histoire, notre histoire » (Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021).

Vlad Garboni, directeur de la Maison de la culture étudiante et fondateur du festival *Flight*, était aussi très enthousiaste quand il me parlait de l'histoire de sa ville, qu'il souhaite valoriser « comme une identité culturelle de [leur] ville »[38] :

> « Imagine-toi que c'est la seule ville d'Europe qui a trois langues dans un même théâtre, c'est quelque chose d'incroyable ! […] Tu sais, c'est juste ici, je veux dire, c'est la ville des plus de 1000 premières, tu as énormément d'histoire ici sur laquelle tu peux t'appuyer »[39] (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021).

37 « It's not very strong. Some people are more vocal and we ear these voices and we might fence to think it's a, it's like a trend, but there are maybe 10 %, 20 %, who knows, because there are not so many studies on this. But yes, there is a local proud. There is also a lot of says that the Banat, the region, is the forehead, it means in the past people were rich, education was good […], many technology innovations were introduced for the first time here so there is a local proud » (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)

38 « This is something we need to know as a cultural identity of our town » (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021)

39 « Imagine it's the only city in Europe that has 3 different languages in a theater, this is something amazing! […] You know it's right there, I mean, it's the city of over 1000 premieres, you have a lot of history here on which you can go on » (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021)

Il énumère ensuite des personnalités notables qui sont originaires de Timişoara ou du Banat : Johnny Weissmuller (nageur et acteur émigré aux États-Unis), Béla Bartók (compositeur), Béla Lugosi (acteur exilé aux États-Unis qui a joué Dracula en 1931), Francesco Illy (fondateur de l'entreprise de torréfaction Illy en Italie) ou Traian Vuia (pionnier de l'aviation qui a donné son nom à l'aéroport international de Timişoara)… Je demande alors à Vlad Garboni, pour résumer, quelle serait selon lui l'« identité culturelle » de Timişoara, pour reprendre son expression :

> « C'est plutôt basé sur le multiculturalisme, c'est la beauté de notre ville, et ce que nous pouvons apprendre les uns des autres et le fait que nous vivons en parfaite harmonie, et c'est quelque chose que les gens doivent savoir, parce que cela montre avant tout la tolérance des autres ethnies et des autres groupes. Avoir trois théâtres en trois langues différentes pour, je ne sais pas, 200 Allemands, cela vous apporte beaucoup de valeur, et nous devons comprendre cela, et toutes les choses historiques qui se sont passées à Timişoara en tant que premières. C'est pourquoi je ne parle pas seulement de Timişoara en tant que ville, mais de Timişoara comme un tout et surtout fondé sur la région du Banat »[40] (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021).

Tudor, lui, est un homme d'une trentaine d'années très engagé à Peluza Sud, le club de supporters de l'équipe de football locale Politehnica Timişoara, et il justifie son engagement en grande partie par sa fierté pour la ville :

> « On a grandi avec beaucoup d'histoires sur Timişoara : la première fabrique de bière, la première ville illuminée avec de l'électricité et beaucoup de premières… Et on est très fiers de ça et ça fait partie des raisons qui nous font aller là-bas [aux matchs] et représenter avec fierté cette équipe, mais aussi la ville »[41] (Tudor, entretien du 17 mars 2021).

Ces citations montrent comment les discours sur le multiculturalisme et le passé glorieux de Timişoara sont non seulement à l'origine d'une fierté locale mais aussi associés à un certain nombre de valeurs qui seraient propres à Timişoara. En effet, selon Remus Creţan et al. (2008), « le multiculturalisme est une sorte de mot-clé qui se traduire de diverses manières : "pas de tensions ethniques", "vivre ensemble en harmonie", "développement culturel", "fierté régionale et autosuffisance" et "Europe" »[42] (Remus Creţan et al., 2008, p. 21). Dans ce contexte, il est intéressant de justifier l'emploi du terme « multiculturalisme » plutôt que « multiculturalité », selon cette distinction :

40 « It's pretty much based on multiculturalism, this is the beauty of our town, and what we can learn from each other and that we are living in a perfect harmony, and this is something people need to know about, because this shows first of all tolerance of other ethnics and other groups. Having 3 theater in 3 different languages for, I don't know, 200 Germans, these bring a lot of value to you, and we need to understand that, and all the historical things that happened in Timişoara as a premiere. This is why I'm not just talking about Timişoara as a town but Timişoara as a all and mostly based on the Banat region » (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021)

41 « We grow with many stories about Timişoara : the first beer factory, the first illuminated city with electricity and many firsts… And we are very proud of this, and this are some reasons that make us to go there and represent with proud this team, but also this city » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

42 « Multiculturalism is thus a kind of key word that may be translated in various ways: "no ethnic tensions", "living together in harmony", "cultural development", "regional pride and self-sufficiency" and "Europe" » (Remus Creţan et al., 2008, p. 21)

> « La multiculturalité désigne l'état de fait d'un corps social intégrant plusieurs cultures, qui peut se vivre sans discours, parfois même sans conscience ; le multiculturalisme est un projet de société, où la coexistence de plusieurs cultures est identifiée comme un modèle et dont découlent donc pour chaque groupe des droits collectifs. Parler de multiculturalité est donc de l'ordre du constat, du descriptif ; parler de multiculturalisme de l'ordre de l'intention, du normatif, et s'accompagne de discours politiques et d'un modèle de société » (Bechtel et Galmiche, 2008, pp. 9-10).

Alors qu'un projet de musée du multiculturalisme est en discussion à la municipalité de Timişoara (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021), l'intégration du multiculturalisme aux politiques et aux discours de marketing urbain est donc bien une pratique politique selon Delphine Bechtel et Xavier Galmiche. Ainsi, en analysant les discours de la municipalité dans le *Monitor*[43] de 2013 à 2017, Lucian Vesalon et Remus Creţan (2019) montrent comment la construction d'une identité urbaine spécifique à Timişoara est directement connectée à des politiques de développement urbain, qu'ils qualifient de « développement normalisé » car les tendances à Timişoara suivent celles observées dans la majorité des villes postsocialistes (néolibéralisation, désindustrialisation, périurbanisation, gentrification...) mais aussi celles du contexte urbain occidental (priorisation de la croissance économique, intégration dans la compétition urbaine régionale et mondiale *via* la création d'un pôle de croissance et l'image d'une ville compétitive...). En d'autres termes, il s'agit d'européaniser Timişoara.

Selon Lydia Coudroy de Lille (2016), le processus d'européanisation prend deux formes. D'une part, l'européanisation se fait par les villes, c'est-à-dire par l'intégration des villes d'Europe de l'Est aux réseaux urbains européens voire mondiaux. Ceci se mesure notamment par les échanges économiques et l'accueil d'investissements directs étrangers mais aussi les coopérations et les accords institutionnels. D'autre part, on assiste à une européanisation des villes, c'est-à-dire la mise en adéquation progressive des villes postsocialistes avec le modèle de la ville européenne capitaliste et néolibérale, ce qui se lit dans les transformations morphologiques, politiques, socio-économiques et culturelles des villes, et dans les effets de ces transformations. Dans ce contexte, je considère l'événement Capitale européenne de la culture comme un outil d'européanisation et de développement urbain normalisé renforçant la construction de l'identité et de l'image de Timişoara comme ville de l'Ouest multiculturelle, accélérant la néolibéralisation et faisant de l'Union européenne un acteur influent les politiques urbaines, patrimoniales, mémorielles et culturelles locales par sa capacité à véhiculer des normes, par exemple à travers son guide à destination des villes candidates à l'événement (Commission européenne, 2017).

43 Publication de la municipalité distribuée gratuitement par voie postale aux habitants

2.3. L'ÉVÉNEMENT CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE, ACCÉLÉRATEUR DES TENDANCES ?

2.3.A. Présentation de l'Association TM2021, de la candidature et du projet

La candidature de Timişoara au label Capitale européenne de la culture s'est déroulée en deux étapes (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021 ; Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021). Tout d'abord, au début des années 2010, quand l'Union européenne a annoncé que la Roumanie pourrait présenter une ville candidate en 2021, un processus de pré-sélection a été lancé à l'échelon national pour désigner la ville lauréate. Plus d'une dizaine de villes ont proposé leur candidature et quatre ont été retenues pour la compétition finale : Bucarest, Baia Mare, Cluj-Napoca et Timişoara. En 2016, une commission a voté en faveur de Timişoara et sa candidature a été annoncée à l'Union européenne. La deuxième étape a donc consisté en la validation de la candidature et l'annonce de l'obtention du label par l'Union européenne. La préparation de la candidature s'est ainsi étalée sur plusieurs années et a été menée à bien par une association créée spécialement pour l'événement :

> « L'association Timişoara 2021 – Capitale européenne de la culture a été fondée en 2011 par 63 personnes issues du milieu culturel public et indépendant ainsi que des universitaires, des journalistes, des représentants d'entreprises, des leaders d'opinion ou des citoyens. L'association est une organisation non patrimoniale, non gouvernementale, à but non lucratif, apolitique et indépendante, à caractère culturel et éducatif »[44] (Association TM2021, site internet).

Composée majoritairement de représentants de la société civile, un des principes fondamentaux de l'association est en effet son indépendance vis-à-vis des acteurs institutionnels (l'État, le département et la municipalité) : ils n'ont aucun pouvoir décisionnel au sein de l'association. Par exemple, Lavinia Simion m'a expliqué, ayant été elle-même représentante de la municipalité au sein du Conseil directeur (Figure 11), que son rôle était seulement d'informer le maire des décisions prises et de l'avancement des projets (entretien du 22 mars 2021). Par conséquent, le dossier de candidature et les projets ont été et sont entièrement élaborés par l'Association TM2021. Mais les acteurs institutionnels sont les principaux financeurs de l'événement. Premièrement, ils payent une cotisation à l'association, et deuxièmement, ils ont pour rôle de financer les projets, créer ou mettre à disposition des infrastructures. Par exemple, Bodgan Şoflău, employé à l'Office du tourisme régional dépendant de la Direction départementale de la culture du Timiş, m'a expliqué que les locaux de l'association installés dans l'enceinte du Bastion Theresia ont été mis à sa disposition gratuitement par le département qui en est le propriétaire. « Mais ils sont autonomes pour décider quels événements développer et pour mettre en pratique le dossier de candidature », précise-t-il (entretien du 26 mars 2021).

44 « Asociaţia Timişoara 2021 - Capitală Europeană a Culturii a fost fondată în anul 2011 de 63 de fondatori care provin din mediul cultural public şi independent precum şi academicieni, jurnalisti, reprezentanţi ai mediului de afaceri, lideri de opinie sau cetăţeni. Asociaţia este o organizaţie nepatrimonială, neguvernamentală, non-profit, apolitică şi independentă, cu un caracter cultural şi educativ » (Association TM2021, site internet).

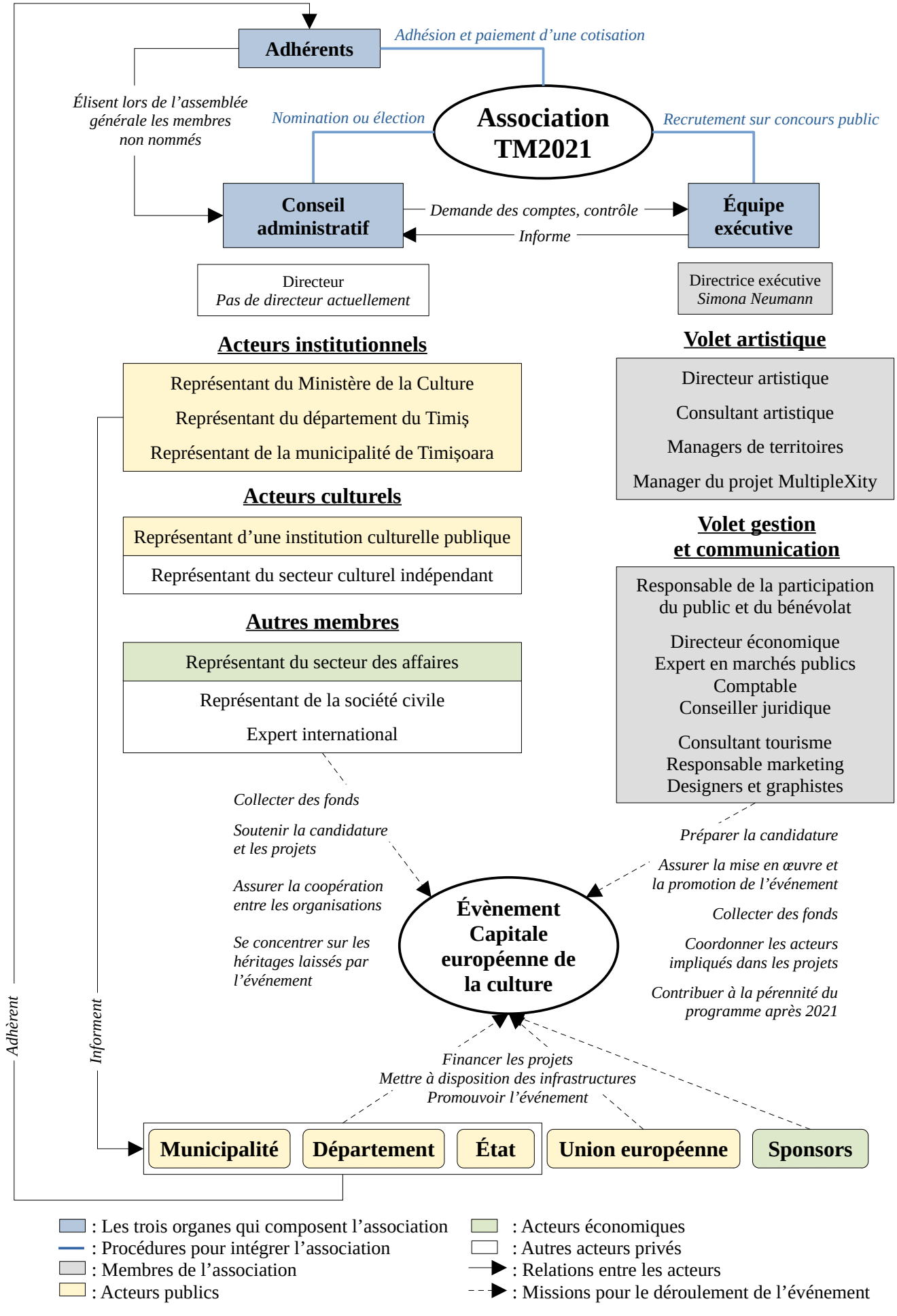


Figure 11 : Organisation et fonctionnement de l'Association TM2021 Source : Amandine Dargaud (mai 2021)

Pour analyser la candidature et la conception de l'événement, je m'appuie sur la lecture du dossier de candidature en anglais, sur les entretiens que j'ai réalisés avec des membres actuels ou passés de l'association et sur les analyses faites dans des articles scientifiques[45] :

> « Le programme culturel de Timişoara 2021 ECOC est la métaphore d'un voyage qui offre la possibilité de passer de la solitude à l'appartenance, des zones sombres à la lumière. Le voyageur passe par six stations, sur dix-huit routes, qui traversent trois territoires. Les territoires sont, en fait, la somme des défis rencontrés aujourd'hui en Europe, à savoir : *Personnes*, *Lieux* et *Connexions* […]. La mise en œuvre du projet Timişoara 2021 comporte trois étapes : la phase de démarrage (2017-2018), la phase d'action/production (2019-2021) et, la dernière, l'héritage (2022 et au-delà)[46] » (Simionescu et Rădoi, 2020, p. 78)

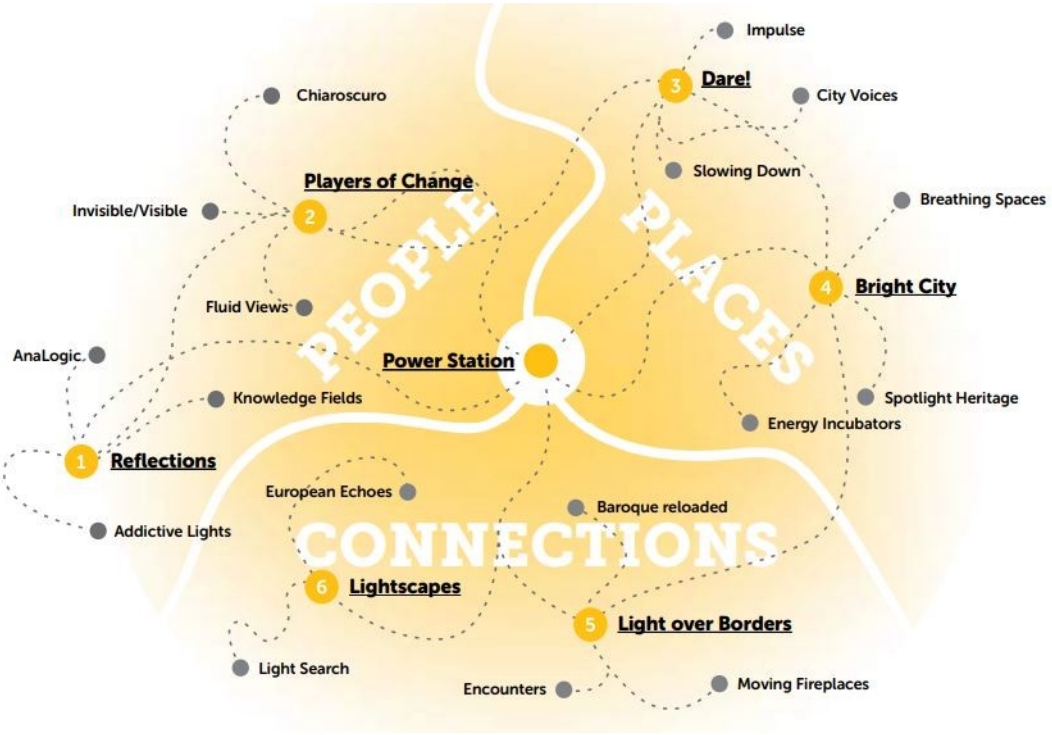


Figure 12 : Trois territoires, six stations et dix-huit chemins : l'organisation du programme de Capitale européenne de la culture à Timişoara Source : Association TM2021 (2016, p. 29)

Concrètement, *Personnes* a pour but de développer l'implication de la population et l'inclusion des différents groupes sociaux et ethniques ; *Lieux* vise à valoriser les espaces publics et réinvestir des espaces délaissés ; *Connexions* concerne non seulement les échanges humains, la rencontre de différentes formes d'art mais aussi la connexion de Timişoara à l'international. Ensuite, les chemins sont les *workshops*, les séminaires, les événements qui font le lien entre les opérateurs culturels et le public pour mener à bien les projets qui, eux, correspondent aux stations.

45 • Dossier de candidature : Association TM2021 (2016)
• Entretiens : Tibor Novak (entretien du 24 juillet 2018), Lavinia Simion (entretien du 22 mars 2021), Ionuţ Suciu (entretien du 6 avril 2021), Simona Fiţ (entretien du 9 avril 2021)
• Articles : Ciprian et Florea (2019), Simionescu et Rădoi (2020)

46 « The cultural program of Timişoara 2021 EcoC is a metaphor for a Journey, which offers the opportunity to move from loneliness to belonging, reaching from dark areas to the light. The traveller passes through six stations, on eighteen routes, which cross three territories. Territories are, in fact, the sum of the challenges encountered today in Europe, namely: *People*, *Places* and *Connections* […]. The implementation of the Timişoara 2021 project has three stages: the Start-up phase (2017-2018), Action/Production phase (2019-2021) and, the last one, Legacy (2022 and beyond) » (Simionescu et Rădoi, 2020, p. 78)

Chaque station et chaque chemin ont des « hôtes », c'est-à-dire des organisations responsables de leur développement, des partenaires et des lieux associés. Finalement, la destination du voyage est l'héritage que laissera l'événement selon Ionuţ Suciu, symbolisé par *Power Station* qui comprend notamment la création de MultipleXity par la municipalité, un centre de ressources et de projets (entretien du 6 avril 2021). La ligne directrice de tout le programme est la participation de la population, promue dans le slogan de l'événement « Allume ta lumière – éclaire ta ville », bien que cet objectif soit plus compliqué à mettre en œuvre en raison de la situation sanitaire depuis 2020 (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021 ; employée de l'Office de tourisme municipal, entretien du 26 mars 2021). La métaphore de la lumière est très importante dans le dossier de candidature : elle fait par exemple référence au fait que Timişoara ait été la première ville d'Europe à avoir l'éclairage public électrique ou encore à l'« étincelle » de la Révolution, ce passé étant perçu comme une ressource pour mobiliser la population aujourd'hui en s'appuyant sur la fierté locale. Par opposition, la période socialiste est associée à une période sombre de l'histoire selon le Grupul H.arta (2016) qui remarque son association constante avec la métaphore de l'obscurité. La Révolution est alors conçue comme le « point de départ de l'histoire, les deux documents [le dossier de pré-candidature et le dossier de candidature] justifiant les problèmes actuels de la ville par le passé communiste (toujours présenté comme un mal absolu avec des expressions telles que "les griffes du régime totalitaire"). Les deux dossiers ont la même vision unilatérale de l'"Europe" comme source de civilisation et de "lumière" »[47] (Grupul H.arta, 2016, p. 14). En ce sens, l'événement Capitale européenne de la culture à Timişoara participe et renforce la construction de l'identité locale fondée sur la mémoire du passé pré-socialiste glorieux, sur la mise en valeur d'une singularité de la ville et de sa dimension européenne, mais aussi sur le rejet de la période socialiste. Dès lors, même si « l'événement urbain semble être le temps de l'éphémère » (Gravari-Barbas et Jacquot, 2007, p. 6), ses « fins dépassent l'objectif culturel et artistique […] et s'inscrivent dans des objectifs politiques, économiques, sociaux » (Barthon et al., 2007, p. 14).

2.3.B. Un outil au service du renforcement de l'identité locale et du développement urbain : des attentes au-delà de l'événement

Selon Nicolae Popa (entretien du 4 mars 2021), professeur de géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara, le dossier de candidature de Timişoara à l'événement Capitale européenne de la culture est extrêmement ambitieux et s'apparente presque à un projet de ville, plus qu'à un simple programme culturel. Ceci s'explique notamment par le fait que l'équipe d'experts en charge de sa rédaction avait pour mission de coordonner les projets culturels avec l'expertise de la mobilité dans la ville, les enjeux du renouvellement urbain ou encore ceux du développement régional (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021). La manière dont se déroule et s'élabore une candidature au label Capitale européenne de la culture m'a été expliquée en détails par Corina Şuteu qui dispose d'une fine connaissance du secteur culturel roumain et international (voir son portrait). De plus, elle a suivi de près les candidatures de Bucarest et d'Arad durant la phase de pré-sélection organisée entre les villes roumaines. Selon elle, quand la commission a dû départager les quatre dernières villes en compétition, le choix s'est fait véritablement entre Timişoara et Cluj : « l'idée a été que Cluj va de

47 « Ambele dosare folosesc imaginea revoluţiei ca pe un punct zero al istoriei, ambele plasează problemele actuale ale oraşului ca avându-şi baza în trecutul comunist (prezentat mereu ca fiind răul absolut în expresii precum „ghearele regimului totalitar"), ambele dosare au aceeaşi viziune unilaterală asupra „Europei", ca fiind sursa civilizaţiei şi „luminii" » (Grupul H.arta, 2016, p. 14)

toute manière se développer […], c'est-à-dire qu'elle n'a pas besoin du titre Capitale européenne […], donc je pense que […] ceux qui ont choisi se sont dit il y a une énorme ressource [à Timişoara] […] mais il faut que le titre Capitale européenne les motive » (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021). En effet, depuis la candidature de Glasgow en 1990[48], l'événement Capitale européenne de la culture est perçu comme un levier de développement pour les villes : il représente une opportunité pour promouvoir le renouvellement urbain, changer l'image d'une ville, augmenter sa visibilité internationale, attirer des touristes, des investisseurs et de nouveaux habitants. Ainsi, comme le suppose Corina Şuteu dans le cas de Timişoara, « la proposition d'une ville […] peut […] se fonder sur l'idée de donner un coup de pouce au développement urbain local » (Lucchini, 2006, p. 91).

Portrait de Corina Şuteu

Née en 1961, Corina Şuteu a commencé sa carrière comme rédactrice en chef du magazine *Teatrul* puis directrice d'un théâtre à Bucarest au début des années 1990. Elle fonde ensuite l'association *Ecumest* dédiée à la professionnalisation du secteur culturel en Europe de l'Est. En 1995, elle s'installe en France : elle est directrice d'un Master de management culturel à Dijon puis déménage à Nantes où elle enseigne à l'Institut de l'homme et de la technologie. En 2006, elle est nommée directrice de l'Institut culturel roumain de New York. Elle y fonde un festival de films roumains. En 2013, à son retour à Bucarest, elle exerce des activités d'expertise et de consultance culturelle à l'international. Elle fonde un festival international de films documentaires à Arad et un espace culturel *Insula 42* à Bucarest. Entre mai 2016 et janvier 2017, elle est Ministre de la Culture de Roumanie. Aujourd'hui, elle est considérée comme une experte internationale en politique, en gestion et en coopération culturelles. Elle a d'ailleurs écrit de nombreux livres à ce sujet et participé à des études pour l'Union européenne ou l'UNESCO par exemple.

Cette idée se retrouve particulièrement dans les discours des acteurs municipaux à Timişoara. Pour Simona Fiţ, conseillère du maire dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la gouvernance, « ce titre peut être un moteur pour accélérer tous les processus, donc c'est comme ça que nous le percevons »[49] (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021). « C'est une bonne opportunité pour la municipalité pour créer des campagnes et essayer d'attirer plus d'investisseurs »[50], reconnaît Tibor Novak qui travaille à l'Association TM2021 (entretien du 24 juillet 2018). Les attentes sont alors nombreuses, d'autant plus qu'à Sibiu, ville roumaine Capitale européenne de la culture en 2007, les retombées de l'événement ont été notables : augmentation de la fréquentation touristique, accueil d'autres événements européens, attractivité pour les investisseurs, rénovation du centre-ville ou encore renforcement du sentiment de fierté locale (Simionescu et Rădoi, 2020)... Dès lors, à Timişoara, l'impact attendu de l'événement

> « n'est pas seulement lié à la culture, c'est sûr […]. C'est aussi au sujet du développement urbain, cela implique une croissance économique, cela implique le développement de la communauté, cela implique aussi bien sûr l'augmentation de la participation culturelle […] mais pas seulement, ça veut dire aussi que des touristes vont venir, donc les infrastructures pour l'hébergement, les restaurants… On les appelle HORECA, c'est-à-dire hôtels, restaurants et [cafés] […]. Aussi tous les bâtiments, les bâtiments historiques ici, ils ont besoin

48 Dans un contexte de crise industrielle, la municipalité de Glasgow s'est appuyée sur le label Capitale européenne de la culture obtenu en 1990 pour assurer la reconversion économique de la ville par la culture et pour transformer les anciens espaces industriels en lieux culturels et récréatifs ou en logements et bureaux en attirant des investisseurs.

49 « This title can be a vehicule to accelerate all the processes, so this is how we see it » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

50 « This is a good opportunity for the municipality to create some campaigns and try to attract more investors » (Tibor Novak, entretien du 24 juillet 2018)

d'être remis à neuf et redécorés et ainsi de suite. Donc ça n'est plus à propos de culture, même si l'offre culturelle est censée croître »[51] (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021).

Lavinia Simion travaille au Département de la culture de la municipalité, donc comme Simona Fiţ, sa perception de l'événement est très ancrée dans la vision stratégique municipale, dont elle a une bonne connaissance d'autant plus qu'elle a été, comme je l'ai dit, représentante de la municipalité au sein du Conseil directeur de l'Association TM2021. Alors que la plupart des personnes avec qui je me suis entretenue espèrent que l'événement va favoriser la participation de la population et accroître la visibilité internationale de Timişoara, Lavinia Simion et Simona Fiţ ont une vision beaucoup plus stratégique et englobante. « [Nous n'avons pas] seulement des attentes mais aussi des objectifs et des cibles en tant que municipalité »[52], m'a expliqué Simona Fiţ (entretien du 9 avril 2021). Elle perçoit l'événement comme un levier de « développement durable local » avec des impacts attendus au-delà du secteur culturel : économie locale (petits commerces, industries créatives, tourisme), renouvellement urbain, intégration européenne et mondiale, sensibilisation de la population à la protection du patrimoine, éducation, inclusion sociale, participation.... Pour Simona Fiţ, « le contenu culturel est perçu comme un moteur grâce auquel on peut atteindre les gens, éduquer les gens, les informer, les rendre attentifs à la ville »[53] (entretien du 9 avril 2021). Par conséquent, « les acteurs locaux cherchent de plus en plus à pérenniser les effets événementiels » (Gravari-Barbas et Jacquot, 2007, p. 6). A Timişoara, l'événement est instrumentalisé comme un outil de développement, de gouvernance participative mais aussi de marketing urbain en articulant « l'événement dans sa dimension urbanistique et sa mise en récit, qui lui donne une dimension temporelle excédant le temps de l'éphémère » (Gravari-Barbas et Jacquot, 2007, p. 9). Ainsi, depuis le milieu des années 2010, la candidature au label Capitale européenne de la culture a été intégrée aux discours municipaux de marketing urbain dans le *Monitor*[54] (Vesalon et Creţan, 2019) et l'obtention du label est signalée dans l'espace public (Photographies 53 et 54).



Photographie 53 : Logo de l'événement collé sur le tramway qui passe place Traian
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)



Photographie 54 : Un arrêt de bus de la place 700 où figure le slogan de l'événement
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)

51 « It is not related only on culture, this is for sure […]. It's about urban development, it implies economic growth, it implies community development, it implies also of course increase the cultural participation […] but not only that, it means also that tourists will come, […] so the infrastructures for accommodations, the restaurants… We are calling HORECA meaning hotels, restaurants and all this […]. Also all the buildings, the historical buildings here, they need to be refurbished and redecorate and so on. So it's not about culture anymore, but still the cultural offer is supposed to grow » (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021)

52 Moi – « So you have expectations with the event? » ; Simona Fiţ – « Not only expectations but objectives and targets as a municipality, yes » (entretien du 9 avril 2021)

53 « The cultural content is seen like a vehicule throuth which in fact you can reach to people, educate people, inform them, make them aware of the city » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

54 Publication de la municipalité distribuée gratuitement par voie postale aux habitants

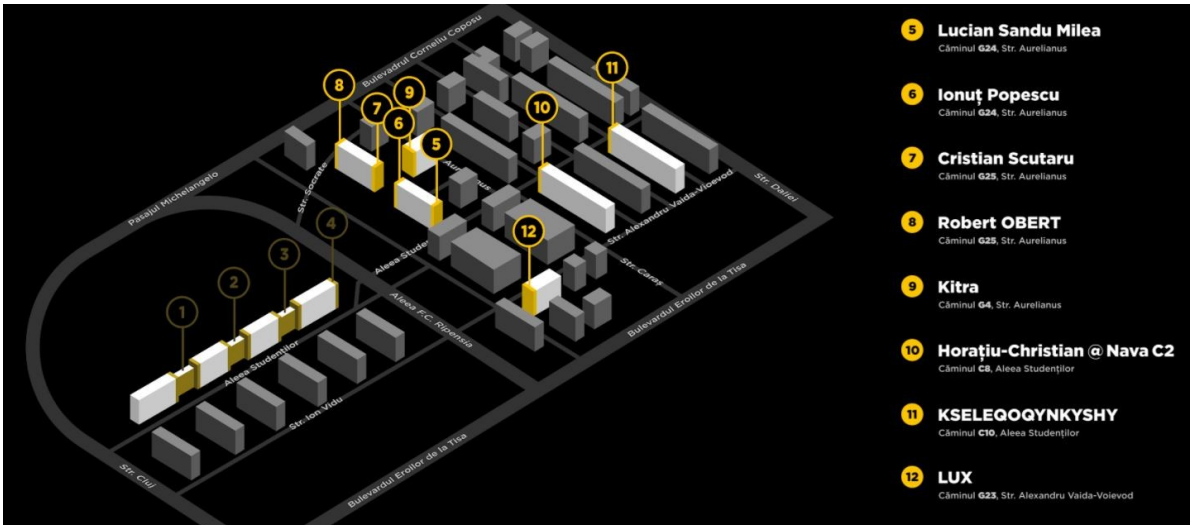
Dans le temps long, il s'agit de « créer une image qui dépasse le temps de l'événement » (Barthon et al., 2007, p. 12) pour augmenter l'attractivité de la ville et le sentiment d'appartenance. Dans ce contexte, bon nombre de projets culturels développés par l'Association TM2021 s'appuient sur et valorisent les composantes de l'identité urbaine : le passé glorieux, les « premières », les lieux symboliques de Timişoara sont régulièrement mobilisés à la fois à destination des habitants (renforcement de l'identité et de la fierté locales) et des touristes, des investisseurs ou des étudiants étrangers (construction et projection d'une image positive de la ville). Le programme *Mémoires de la citadelle* en est un exemple représentatif.

Le programme *Mémoires de la citadelle* de l'Association TM2021

Mémoire de la citadelle (*Memoriile Cetății*) a débuté en 2018 pour célébrer le centenaire de l'union de la Roumanie (traité de Bucarest). A l'initiative d'artistes et de communautés locales sélectionnés par l'Association TM2021, des événements artistiques ont eu lieu dans dix quartiers de la ville. Chaque communauté locale avait un budget avec lequel elle devait organiser des projets pendant dix jours. Le programme a été renouvelé en 2019 dans l'idée de célébrer le trentenaire de la Révolution puis en 2020 sur le thème plus large de la spécificité et l'esprit de Timişoara. Ces deux dernières années, le street art est devenu de plus en plus central, d'autant plus dans le contexte de la crise sanitaire : alors qu'il n'était pas possible d'organiser des projets avec du public, l'équipe de l'Association TM2021 a dû opter pour son plan D (Ionuţ Suciu) qui se concentrait uniquement sur le street art. Les artistes et les œuvres ont été sélectionnés après un appel à candidature.

Source : magazine de l'Association TM2021 (2019) et entretien avec Ionuţ Suciu (6 avril 2021)

Conformément au thème de 2020 du programme *Memoriile Cetății*, les douze fresques réalisées dans le Complexe étudiant portent sur la spécificité et l'esprit de Timişoara (Carte 12). Par conséquent, les artistes ont proposé des œuvres où figurent les symboles les plus emblématiques de l'identité de la ville, en particulier dans le cas de *Together* et *Fortificații* (Photographies 55 et 56). Par exemple, la fresque de Lucian Sandu-Milea rappelle l'époque où Timişoara était une forteresse – des bâtiments historiques, des fragments de remparts et des blocs socialistes forment les murs en forme d'étoile dans un jeu entre passé et présent.



Carte 12 : Les fresques de *Mémoires de la citadelle* dans le Complexe étudiant Source : TM2021 (2020)



Photographie 55 : *Together* de Ionuț Popescu située Căminul G24 dans le Complexe étudiant
Source : Amandine Dargaud (26 février 2021)



Photographie 56 : *Fortificații* de Lucian Sandu-Milea située Căminul G24 dans le Complexe étudiant
Source : Amandine Dargaud (26 février 2021)

Le multiculturalisme est également un thème récurrent dans les programmes culturels de l'Association TM2021, comme dans le cas de *Cheminées en mouvement* (voir 2.2.C), et est omniprésent dans le dossier de candidature, en témoignent les occurrences des termes ci-dessous.

Le multiculturalisme et ses dérivés dans le dossier de candidature			
Interculturel, interculturalité	26 fois	Diversité culturelle, religieuse, ethnique	30 fois
Multiconfessionnel, multiconfessionnalité	9 fois	Respect, tolérance, dialogue	35 fois
		Total sur un dossier de 104 pages	≈ 100 fois

L'emploi du terme « interculturalité » plutôt que « multiculturalité » dans le dossier est intéressant car il ne postule pas seulement l'intégration de minorités qui ne font pas partie de la culture dominante mais aussi des interactions, des influences mutuelles et un dialogue entre les différentes communautés. Comme dans les propos rapportés de mes entretiens, la diversité culturelle, ethnique et religieuse à Timişoara est associée à des valeurs locales (respect, tolérance, dialogue) qui sont présentées comme une réponse à la crise de l'Europe aujourd'hui :

> « L'Europe est confrontée à un avenir incertain. Elle est confrontée à une crise de confiance dans les institutions démocratiques et le système éducatif, à une population vieillissante et à une peur croissante de la migration ; en bref, à une crise des valeurs [...]. S'appuyant sur ses expériences et son histoire, Timişoara est un lieu qui fait preuve de courage lorsqu'il s'agit de défendre des valeurs. La reconnaissance et le respect mutuels sont au cœur de la communauté interculturelle, multiconfessionnelle et entrepreneuriale de la ville. Plus de 30 cultures différentes vivent ici côte à côte depuis des siècles [...]. Ici, la "tolérance" est devenue synonyme de "communauté" [...]. A travers le titre de Capitale européenne de la culture, nous voulons aborder la crise des valeurs partagées par les Européens »[55] (Association TM2021, 2016, p. 3).

Mais ce discours est à mettre en perspective avec les critères d'éligibilité des villes pour l'obtention du label Capitale européenne de la culture : dans quelle mesure le multiculturalisme n'est-il pas un argument instrumentalisé pour conformer Timişoara aux attentes de l'Union européenne envers les villes candidates ?

55 « Europe is facing an insecure future. It is challenged by a crisis of confidence in democratic institutions and the educational system, an aging population and a growing fear of migration; in short, a crisis of values [...]. Drawing on its experiences and history, Timişoara is a place that shows courage when standing up for values. Mutual recognition and respect are at the core of the city's intercultural, multi-confessional and entrepreneurial community. Over 30 different cultures have lived here side by side for centuries [...]. Here, "tolerance" has come to mean "community" [...]. Through the European Capital of Culture title, we want to adress the crisis of values shared by Europeans » (Association TM2021, 2016, p. 3)

2.3.C. Une conformisation aux attentes de l'Union européenne ?

Selon Daniel Habit qui a travaillé sur Sibiu 2007, « les attentes et les demandes de l'UE envers les Capitales culturelles doivent être satisfaites en même temps que les villes sont en compétition pour les investisseurs, les touristes et l'aide de l'UE avec toutes les autres villes européennes » (Habit, 2010, p. 179) – et d'abord avec les autres villes roumaines qui ont participé à la phase de pré-sélection dans le cas présent. L'événement Capitale européenne de la culture contribue donc à accroître la compétition interurbaine et oblige les villes candidates à se conformer aux attentes des différents acteurs, en premier lieu l'Union européenne. Ainsi l'introduction de deux nouveaux critères en 2006 a une influence directe sur la manière dont Timişoara a construit sa candidature : désormais, la ville doit mettre en avant sa coopération avec les citoyens et sa dimension européenne. En effet,

> « le programme proposé par chaque ville candidate doit […] "faire ressortir la richesse de la diversité culturelle de l'Europe" et "mettre en évidence les aspects communs des cultures européennes" […]. Les "Capitales culturelles" jouent donc le rôle de métonymies de l'Europe (de l'Union européenne), de cas exemplaires qui condenseraient, à des fins d'éducation citoyenne, la double référence à l'unité et à la diversité [la devise de l'Union européenne]. Tolérance, ouverture, multiculturalisme seraient en ce début de 21° siècle les valeurs déterminantes incarnées par les villes éligibles, dans le présent mais aussi le passé » (préface d'Anne-Marie Thiesse dans Cottin, 2012, p. X).

Mais Simona Fiţ nuance la mise en conformité stricte aux attentes de l'Union européenne, revendiquant les bienfaits de la « dimension européenne » pour la ville : un des objectifs est d'« avoir une dimension européenne vraiment cohérente, non pas parce que le titre le demande, la Commission européenne, mais parce que la ville a besoin de développer les capacités locales ici […] [et] l'engagement communautaire »[56] (entretien du 9 avril 2021). Néanmoins, dans les candidatures au label Capitale européenne de la culture, la dimension européenne passe souvent par la valorisation du multiculturalisme qui devient une sorte de recette pour incarner les valeurs de l'Europe et un « inévitable argument de campagne » (Cottin, 2012, p. 53) – comme à Sibiu 2007 (Habit, 2010) ou Wroclaw 2016 en Pologne (Cottin, 2012). De plus, selon le Grupul H.arta (2016) composé de trois femmes artistes qui ont donné leur point de vue sur la candidature de Timişoara 2021 dans la *Gazette d'art politique*, publication indépendante et engagée, l'introduction de sujets sensibles tels que les minorités, les migrations ou le féminisme s'inscrit précisément dans un cadre général devant répondre aux valeurs de l'Union européenne. Pour elles, il s'agit d'« un cadre dans lequel les idées potentiellement critiques sont domestiquées, sont intégrées au discours néolibéral sur la "diversité" et le "dialogue", sont encadrées dans le ton extatique qui met toute la société au service du progrès de l'environnement des affaires dans la ville »[57] (Grupul H.arta, 2016, p. 14).

56 « to have a real consistent European dimension, not because the title ask, the European Commission, but because the city needs in order to grow the local capacities here […] [and] community engagement » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

57 « Dar cadrul general căruia se supun aceste subiecte este tot cel al „valorilor Uniunii Europene", un cadru în care ideile cu un potenţial critic sunt domesticite, sunt făcute a fi parte din zgomotul neoliberal al „diversităţii şi dialogului", sunt încadrate tonului extatic în care întreaga societate îşi dă mâna pentru progresul mediului de afaceri din oraş » (Grupul H.arta, 2016, p. 14)

Pour Radu Radoslav, architecte, « l'impact [de l'événement à Timişoara] sera nul si le modèle utilisé pour "imposer" les valeurs officielles de Bruxelles est copié totalement ou partiellement »[58] (réponse écrite du 24 mars 2021). Ainsi, l'événement Capitale européenne de la culture et la mise en conformité des villes candidates aux valeurs et aux attentes de l'Union européenne peuvent être interprétés dans une approche postcoloniale comme révélateurs d'un processus de « colonisation interne de l'Europe » (Habit, 2010, p. 175) et comme une « plateforme de normalisation des impératifs néolibéraux européens, tels que le traitement des fonds publics par des agents privés, la redéfinition de l'État comme financier, le remodelage de la ville appelé "régénération urbaine" qui cache pourtant la ségrégation et la gentrification, ou la réification de l'idéologie européenne qui définit les cultures locales de l'Europe occidentale comme canoniques et universelles »[59] (Popovici, 2016, p. 16), laissant peu de place à la valorisation des héritages socialistes par exemple. Dès lors, « l'européanisation ou plutôt l'"ue–isation" aujourd'hui s'apparente à un projet politique venant d'en haut, d'autant plus que son hétéronomie est comparable à un certain degré à la domination ottomane et socialiste, ce qui explique la puissance des mouvements nationalistes en Europe de l'Est » (Habit, 2010, p. 172) et les critiques à l'égard des politiques menées par les acteurs institutionnels et culturels dominants à Timişoara.

58 « Impactul va fi zero dacă se copiază total/parţial modelul întrebuinţat de "impunere" a unor valori oficiale de la Bruxelles » (Radu Radoslav, réponse écrite du 24 mars 2021)

59 « CEaC-ul rămâne o platformă de normalizare a unor imperative neo-liberale europene, cum ar fi: prelucrarea unor fonduri publice de către agenţi privaţi, statul redefinit ca finanţator, remodelarea oraşului numită „regenerare urbană", care ascunde, însă, segregare şi gentrificare, sau reificarea ideologiei europeniste, ce defineşte culturile locale ale europei occidentale, ca fiind canonice şi universale » (Veda Popovici, 2016, p. 16)

CHAPITRE 3

UNE APPROCHE CRITIQUE DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ET DE MARKETING URBAINS À TIMIŞOARA

3.1. LES FAIBLESSES DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES OUTILS DE PLANIFICATION : RÉHABILITER LES QUARTIERS HISTORIQUES ET METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE TOURISTIQUE, DES ENJEUX TOUJOURS À L'ORDRE DU JOUR

3.1.A. Des outils insuffisants pour protéger et réhabiliter le patrimoine : « nous pouvons réhabiliter ce que nous possédons »[60] (Simona Fiţ)

Malgré la politique volontariste de réhabilitation des quartiers historiques, la capacité d'intervention des acteurs institutionnels sur le patrimoine est limitée : « la loi sur les monuments historiques impose la protection des immeubles protégés ou localisés dans les zones historiques (*zone istorice urbane*), mais la loi financière interdit l'usage de moyens pour l'entretien d'une propriété privée » (Veschambre et Popa, 2009, p. 15). La municipalité ne peut donc financer que la réhabilitation des bâtiments qu'elle possède en intégralité. Dans ce contexte, la sensibilisation des habitants est un outil de première importance, de même les mesures d'incitation (accompagnement technique, incitations fiscales…). Mais les outils mis en place sont limités et peu effectifs. Par conséquent, la réhabilitation des quartiers historiques est lente en raison du manque de moyens financiers, des conflits entre copropriétaires ou du manque de motivation pour s'engager dans des travaux d'envergure, en particulier dans le cas des personnes âgées (Nicolae Popa, entretien du 4 mars 2021 ; Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021 ; Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021 ; Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021). A Timişoara, les bâtiments dans un important état de dégradation et en attente de réhabilitation sont donc nombreux. Ils sont identifiables par exemple à la présence de toiles de protection sur la façade qui, sans échafaudages, signalent un danger de chutes de matériaux et non des travaux en cours (Photographies 57 et 58).



Photographie 57 : A l'arrière plan, une partie de la façade du bâtiment est bâchée sur la place Traian (Fabric)
Source : Amandine Dargaud (3 mars 2021)



Photographie 58 : A l'arrière plan, le dernier bâtiment en attente de réhabilitation sur la place de l'Union est bâché depuis au moins 4 ans (Cetate)
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)

60 « We can rehabilitate what we own » (Simona Fiţ, entretien du 8 avril 2021)

De plus, des problèmes budgétaires engendrent des interruptions de travaux qui étalent la réhabilitation dans le temps comme dans le cas du Marshall Palace situé à l'entrée de Iosefin (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021). La façade est en rénovation au moins depuis l'été 2018 puisque les échafaudages étaient installés et les travaux en cours lorsque j'étais à Timişoara pour mon stage à l'Institut interculturel, mais elle l'est toujours en février 2021 (Photographies 59 et 60).



Photographie 59 : Le Marshall Palace avant la réhabilitation Source : Amandine Dargaud (31 mars 2017)



Photographie 60 : Le Marshall Palace en cours de réhabilitation depuis au moins 3 ans après plusieurs interruptions
Source : Amandine Dargaud (25 février 2021)

Bien que les acteurs institutionnels soient tout à fait conscients des enjeux, en témoignent les explications claires et lucides que m'ont donné Lavinia Simion, Simona Fiţ ou Sorin Predescu, ils peinent à mettre en place une politique efficace, et ce notamment par manque de moyens humains et financiers. Ainsi la Direction départementale de la culture du Timiş gérée par Sorin Predescu est l'institution principale en charge de la protection du patrimoine à Timişoara mais elle dispose d'une petite équipe de seulement 8 personnes (pas assez, selon Sorin Predescu qui me l'a répété plusieurs fois lors de nos entretiens) et d'un sous-financement chronique, comme toutes les Directions départementales de la culture de Roumanie selon Corina Şuteu (entretien du 22 mars 2021). Victor Popovici, architecte, reconnaît néanmoins que la Direction départementale de la culture est d'un grand soutien à Timişoara :

> « Maintenant, le bon point c'est qu'à Timişoara nous avons une très bonne coopération avec cette Direction de la culture […] et ils nous soutiennent dans beaucoup de problèmes que nous avons eus avec la ville. Mais dans d'autres endroits, peut-être que ce n'est pas comme ça, peut-être qu'ils suivent leur propre agenda, ils ne le font pas. A Timişoara ils sont assez attentifs et ils se soucient de l'environnement bâti […]. Dans chaque comté, il y a une direction de la culture mais elle est contrôlée depuis Bucarest, mais à un faible niveau, donc si elle est bien intentionnée, ok, mais si elle ne l'est pas […], vous n'avez aucun moyen de la faire travailler »[61] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

61 « Now, the good part is that in Timişoara we have a very good cooperation with this Direction of culture […] and they support us in many of the issues we had with the city. But in other places, maybe it's not like this, maybe they are following their own agenda, they are not. n Timişoara they are pretty careful and they care about the built

Dans ce contexte se pose même la question de la volonté politique de réhabiliter le patrimoine, d'autant plus que « ça dépend beaucoup des maires » (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021). Sorin Predescu confirme :

> « ça dépend des autorités locales principalement et… oui, nous avons des discussions et des négociations avec les différentes autorités locales. Certaines sont ouvertes à ce genre de projets, d'autres seulement intéressées par le développement économique, mais pas par l'histoire […]. Nous essayons d'appliquer une loi, la loi pour les bâtiments historiques et oui […], nous ne sommes pas les principaux décideurs et pour cela nous avons besoin d'une bonne collaboration avec l'autorité locale »[62] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

Ainsi, Sorin Predescu m'a par exemple expliqué que l'ancienne municipalité était la plupart du temps ennuyée par les découvertes archéologiques et les restrictions patrimoniales (entretien du 1er avril 2021). En effet, l'ancien maire ayant un réseau d'intérêt dans le milieu des affaires (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021), il « était bien plus intéressé par l'attraction d'investisseurs étrangers dans l'industrie que par les enjeux culturels »[63] (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021). Dès lors, malgré les efforts de l'équipe de la Direction départementale de la culture, la municipalité était peu encline aux discussions et exerçait un faible contrôle sur les projets privés, parfois au détriment du patrimoine (Photographie 61).



Photographie 61 : Au nord de la place de l'Union, une tour en construction est dans le champ de visibilité de Cetate, le cœur historique, mais respecte la limite des abords des monuments historiques – donc a pu être autorisée par la mairie
Source : Amandine Dargaud (1er avril 2021)

environment, about the preservation and so on, but myabe in other counties they don't care, and they don't answer locally to no one, they answer just to the Minister in Bucharest. That's a problem, because actually as a local authority, you don't have the instruments to control what's going on. (…) So in each country there is a direction of culture but they are controlled from Bucharest, but lowly, so if they are well intended, ok, but if there are not or they don't care, they just go to the office and go home at 17 and don't care what's going on, you have no way of making them work so to pull them to do their jobs » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

62 « It depends of the local authorities mainly and… Yes, we have some discussions and negotiations with different local authorities. Some of them are open to this kind of projects, others are interesting just in developing economically, but not interesting in history. We try to apply a law, the law for historic buildings, and yes […], we are not the main decider and for that we need a good collaboration with the local authority » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

63 « The old mayor was quite more interested to attract foreign investors in industry, and less in cultural issues » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021).

3.1.B. Les intérêts des investisseurs privés au détriment du patrimoine ?

Dans un contexte de « désinvolture à l'égard du passé » (Schönle, 2015, p. 5), il y a plusieurs exemples de réhabilitations non respectueuses ou même de destructions du bâti historique à Timişoara, donnant parfois lieu à des mobilisations de la part de la société civile. Victor Popovici, architecte, m'a par exemple parlé du cas de l'ancien lycée des Beaux-Arts (entretien du 8 avril 2021). Situé à quelques mètres de la mairie, il a été racheté par un investisseur privé de Cluj-Napoca dont le projet a suscité de vives oppositions. En tant que vice-président de la branche régionale de l'Ordre des architectes roumains, Victor Popovici s'est alors engagé contre le projet, un combat qui a duré trois à quatre ans. A l'origine, le site était une école juive avant de devenir une école de sport puis le lycée des Beaux-Arts. Il s'agit donc d'un complexe scolaire comprenant des classes, des terrains de sport et une cantine, divisé en deux parties symétriques car les filles et les garçons étaient séparés dans l'école juive (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021) (Photographies 62 et 63).



Photographie 62 : Ancien lycée des Beaux-Arts situé Strada 20 Decembrie 1989 en attente de reconversion
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)



Photographie 63 : Cour arrière de l'ancien lycée des Beaux-Arts temporairement utilisée comme parking
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)

L'ensemble a une situation stratégique, situé juste à côté de la mairie et au cœur de Cetate. Pour cela, Victor Popovici juge tout d'abord que la municipalité a fait une erreur en refusant d'exercer son droit de préemption :

> « Ils ont demandé à la ville et le maire a dit "non nous n'en avons pas besoin". Mais en fait s'il avait un peu mieux réfléchi, il aurait pu lui trouver un bon usage, parce que nous en tant que Capitale de la culture en 2021, maintenant 2023, nous devons selon notre dossier de candidature, nous devons acheter, heu, construire un complexe appelé MultipleXity […], et ils étaient fous, ils ne savaient pas quoi, où construire MultipleXity, "nous n'avons pas l'espace" […]. L'espace était juste là ! A côté d'eux ! Ils auraient pu l'acheter et faire Multiplex dans le centre-ville avec de bonnes connexions aux transports publics… C'était parfait ! »[64] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

64 « They asked the city and the mayor said no, "no we don't need it, we don't". But actually if he would have thought better about it, he would have good use for it, because we as Capital of culture in 2021, now 2023, we had according to our bidbook, we had to buy, heu, to build a complex called MultipleXity […], and they were crazy, they didn't know what, where do we build build Multiplex city, "we don't have a land, we don't know what"… The land was right there! On their side! They could buy this and make Multiplex in the city center with good connections to public transports… Perfect, it was! » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

Cette réflexion est d'autant plus pertinente qu'aujourd'hui, la création de MultipleXity, un centre d'expérimentation culturelle et technologique, n'est toujours pas achevée alors que l'événement devait se tenir en 2021 (voir 3.2). De plus, l'opposition est due à la nature du projet lui-même : le promoteur privé souhaitait démolir l'intégralité des bâtiments pour construire un complexe multifonctionnel avec logements, magasins, espaces culturels, hôtel et parking souterrain. Le projet initial comprenait par exemple une tour belvédère de 10 étages (Figure 13) qui surplomberait la Cathédrale métropolitaine.



Figure 13 : Maquettes du projet de reconversion du site de l'ancien lycée des Beaux-Arts
Source : Deaconescu (6 novembre 2019)

La démesure du projet a suscité la réaction de la société civile. En plus de l'Ordre des architectes roumains, l'Église ou des associations comme « Sauvez le patrimoine à Timişoara » se sont exprimées publiquement contre le projet, l'Église craignant par exemple pour la stabilité de la Cathédrale métropolitaine avec le percement du parking souterrain selon un article de *Timiş Online* (Deaconescu, 26 septembre 2018). Dominic Fritz, actuel maire de Timişoara alors en campagne, a d'ailleurs encouragé les habitants à faire pression (Deaconescu, 6 novembre 2019). Les débats portaient principalement sur la préservation de quelques bâtiments et de la « mémoire » du lieu (Deaconescu, 26 septembre 2018). Le projet a finalement été révisé à la baisse : l'école juive et l'ancien internat seront conservés et transformés en musée pour la communauté juive et en espaces d'exposition ; la tour belvédère n'excédera pas 47m de haut et ne sera donc pas plus haute que la Cathédrale (Deaconescu, 6 novembre 2019). L'ancienne municipalité a donc donné son approbation en 2019, mais aucun permis n'a été déposé depuis donc la communauté civile engagée est en attente (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021). Cet exemple montre que les aménagements et les projets de reconversion à Timişoara se font principalement au gré des propositions des investisseurs et des occasions foncières, sans que soit réellement pensée une politique urbaine cohérente. De plus, la tentative de contrôle se heurte à une sorte de « tabou » postsocialiste concernant les initiatives

institutionnelles dans l'aménagement (Petcou et Petrescu, 2000), le modèle du laisser-faire étant perçu comme un « antidote au passé totalitaire » (Stanilov, 2007 dans Voisculescu, 2009) :

> « l'aménagement du territoire en Roumanie ne fait pas l'objet d'une politique territoriale globale […]. Les politiques urbaines se font au coup par coup sans répondre à des plans précis, à l'exception d'une politique des transports bien cadrée. En fait l'aménagement du territoire s'effectue en fonction des fonds disponibles, quelle qu'en soit la source, à un moment donné. Les spécialistes de ce domaine n'appartiennent pas à un corps de métier qui pourrait s'apparenter à ce qu'est la fonction publique territoriale française par exemple. Les élus n'hésitent pas à céder une partie de leur territoire aux offres privées les plus alléchantes » (Delepine, 2007, p. 123).

Cette situation est d'autant plus vraie à Timişoara qu'elle ne dispose pas d'un plan directeur en vigueur – un Plan urbanistique général (PUG), équivalent du Plan local d'urbanisme (PLU) en France – ce qui est un problème récurrent dans les villes postsocialistes, en atteste le cas de Sofia (Guest, 2008). Pourtant, le PUG représente un outil de régulation important face aux intérêts privés pour Sorin Predescu (entretien du 19 mars 2021). Mais selon Radu Radoslav, architecte, les documents de planification à Timişoara sont réalisés conformément aux demandes des développeurs selon les principes du « néolibéralisme oriental », qu'il définit comme un « néolibéralisme occidental dominé par les intérêts privés, épicé par la corruption orientale […] contre les intérêts de la communauté locale »[65] (réponse écrite du 24 mars 2021). Dans ce contexte, selon Victor Popovici, ce sont précisément les intérêts des investisseurs privés qui contribuent à retarder la mise en place du plan directeur :

> « Malheureusement, à Timişoara en ce moment on a un problème avec le PUG parce qu'on en a un très vieux, il date d'avant 2000, et on en a un nouveau qui est en développement depuis 10 ans je crois, donc finalement quand il va être prêt il sera déjà obsolète […]. Le débat est très vif et il y a beaucoup d'intérêts à ce sujet parce que le nouveau PUG comme il était conçu était très strict et ne prévoyait pas beaucoup d'exceptions à ce qui était accordé et ces dernières années à Timişoara il y a eu une très forte pression des promoteurs […]. Pour eux, c'est très bien qu'il n'y ait pas de PUG puisqu'ils peuvent opérer librement […]. Donc je pense que c'est aussi une des explications, pourquoi nous n'avons pas de PUG en ce moment, parce que tous ces gens ils veulent être en mesure de construire leurs blocs avant le PUG […]. Il ne permettait pas de construire quoi que ce soit, donc la ville également ne souhaitait pas vraiment promouvoir ce plan. Ils vont sûrement devoir le faire, maintenant l'administration a changé, l'année dernière, peut-être que tu sais, donc ce dont je parle maintenant c'est de l'administration d'avant. Désormais, cette administration, je pense, est beaucoup plus à même de comprendre la nécessité d'un PUG donc je pense qu'ils vont mettre la pression pour le réaliser »[66] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

65 « În toată România este aplicat NEOLIBERALISMUL ORIENTAL (adică neoliberalismul occidental dominat doar de interese private condimentat de corupția orientală […] impotriva interselor comunității locale) » (Radu Radoslav, réponse écrite du 24 mars 2021)

66 « Unfortunately, in Timişoara now we have a problem with the PUG because we have a very old one, it's from before 2000, and we have a new one that is in development since 10 years I think, so when this will finally come out it will already be obsolete […]. The debate is very wild and there are a lot of interests around this because the new PUG as they wanted to make it was very strict and they didn't allowed for many exceptions to what they provided and in the last years in Timişoara there was a very high pressure from the developers […]. For them it's

En effet, un nouveau maire a été élu en octobre 2020, Dominic Fritz, et mes interlocuteurs ont souvent exprimé leurs attentes envers la nouvelle équipe municipale, soulignant *a contrario* les problèmes avec l'ancien maire, en particulier concernant l*a priori*té donnée à l'économie au détriment du patrimoine et de la culture :

> « Je pense que la nouvelle administration est beaucoup plus sensible aux enjeux culturels, à la communauté. Ils sont plus jeunes, ils voient les choses différemment. L'ancienne administration était composée de gens plus vieux qui ont grandi sous le communisme […]. Maintenant il y a des responsables plus jeunes que moi donc c'est très très bien je pense […] parce que maintenant malheureusement […], Timişoara devient de plus en plus une ville industrielle et commerciale […]. C'est très bien, la ville doit se développer, nous sommes le pôle économique de la région, on se débrouille bien économiquement, on est bien connecté à l'Ouest par l'autoroute, donc tout va bien, mais d'une certaine manière, en cours, nous avons perdu une partie de notre dynamisme culturel, une partie de notre énergie culturelle »[67] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

Le changement de maire à Timişoara en 2020

L'ancien maire, Nicolae Robu, a été en fonction de 2012 à 2020 et représentait le Parti national libéral (PNL), un parti politique libéral-conservateur favorable à la libéralisation économique, la privatisation et la décentralisation politique (Annexe 1). Dominic Fritz a maintenant remplacé Nicolae Robu après son élection le 30 octobre 2020. Depuis 2017, Dominic Fritz est membre de l'Union Sauvez la Roumanie (USR), un parti de centre droite pro-européen récent en Roumanie (Annexe 1). Il est Allemand de nationalité et presque tous mes interlocuteurs ont insisté sur ce « détail » car l'élection d'un maire non roumain est une première en Roumanie – une autre façon pour les habitants de Timişoara de se différencier, suppose Sorin Predescu (entretien du 1er avril 2021). Un autre discours quasiment unanime lors de mes échanges, c'était le soutien pour ce nouveau maire : Dominic Fritz représenterait l'opposé de Nicolae Robu et les habitants s'attendent à ce qu'il mette en place des mesures au-delà des seuls intérêts économiques. Néanmoins, j'ai aussi pu observer un revirement de l'opinion quand Dominic Fritz a soutenu le prolongement du confinement à Timişoara qui a eu lieu du 8 mars 2021 au 31 mars 2021. Par exemple, dans la nuit du 28 au 29 mars, des manifestants ont protesté devant le domicile du maire et certains ont même appelé à sa démission.

Sources : site de campagne de Dominic Fritz, carnet de terrain, discussions informelles et entretiens

very good that there is no PUG so they can operate freely […]. So I think this is also one of the explanations, why we don't have a PUG right now, because all these people they want to be able to build their blocs before the PUG […]. It doesn't allowed you to build anything, so also the city was not very very interesting in promoting this plan. Eventually they will have to, now the administration is changed last year, maybe you know, so what I am talking now it's the administration that was before. Now this administration I think is much more capable understanding the need for a PUG so I think they will put some pressure to get it down » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

67 « I think the new administration is much more sensitive to cultural issues, to community. They are younger people, they see things differently. The formal administration was made of older people who had grown up on the communism […]. Now there are people in charge younger than me so this is very very good I think […] because now unfortunately […], Timişoara is becoming much more of an industrial and commercial city […]. It's very good, the city has to grow up, we are economic hub of the area, we are doing well economically, we are well connected to the West by the highway so we are ok but somehow, during this, we have lost some of our cultural drive, some of our cultural energy » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

Finalement, le nouveau maire semble manifester plus d'intérêt pour le patrimoine et la culture que l'ancien (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021 ; Sorina Jecza, entretien du 31 mars 2021 ; Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021) et les personnes que j'ai rencontrées étant souvent liées au secteur culturel, leurs attentes étaient importantes. Par exemple, parmi les promesses de campagne de Dominic Fritz très attendues par Sorin Predescu (entretien du 19 mars 2021), un département spécial pour la protection du patrimoine devrait être créé au sein de la municipalité. La mise en place de politiques sur des questions jusque-là délaissées est donc à l'ordre du jour, comme la protection du patrimoine, l'approbation d'un nouveau PUG mais aussi la mise en place d'une politique touristique et de marketing urbain.

Réflexivité sur les politiques publiques en Roumanie

Mon appréhension du fonctionnement des institutions et des stratégies politiques était très influencée par le contexte français, où les politiques d'aménagement, les politiques culturelles, touristiques et mémorielles sont bien cadrées au regard du contexte roumain. En effet, lorsque j'ai demandé à Lavinia Simion (entretien du 22 mars 2021) ou à Corina Şuteu (entretien du 22 mars 2021) de me résumer les principaux objectifs des politiques culturelles à Timişoara ou en Roumanie, elles m'ont répondu qu'il n'y avait pas de réelle stratégie définie. Par exemple à Timişoara :

> AMANDINE – Pourriez-vous résumer les principales directions pour les politiques culturelles ici à Timişoara ?
>
> LAVINIA SIMION – Heu, c'est, c'est difficile…
>
> AMANDINE – A résumer ?
>
> LAVINIA SIMION – Pas seulement à résumer, mais nous n'en avons pas beaucoup en fait[68].

Pourtant, il existe deux documents qui me semblaient définir les principales orientations municipales en la matière : le dossier de candidature de Timişoara 2021 et la stratégie culturelle 2014-2024 (PMT, 2014). Mais selon Victor Popovici, cette dernière est un document vitrine qui n'est pas respecté :

> « Je l'ai lu, j'ai aussi lu dans ce document que pour tous les investissements publics supérieurs à une somme, ils devaient organiser une compétition architecturale. Ça n'est jamais arrivé, tu sais, donc c'est un problème en Roumanie que peu de personnes de l'étranger comprennent. Nous en Roumanie nous sommes vraiment bons pour copier des lois et des choses d'ailleurs mais ensuite […] personne n'y prête attention, c'est juste un document, tu l'as, et si le maire rencontre le maire de, je sais pas, Budapest ou Vienne, "oui nous avons une stratégie culturelle pour Timişoara jusqu'à 2024, oui très riche, très très bien" mais ils la mettent dans un tiroir »[69] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

68 AMANDINE – Could you resume the main directions for the cultural policies here in Timişoara? ; LAVINIA SIMION – Well, it's, it's hard… ; AMANDINE – To resume? ; LAVINIA SIMION – Not only to resume, but we don't have much actually (entretien du 22 mars 2021)

69 « I read it, I found also in that document that for all public investments which are higher than a some, they must make an architectural competition. Never happen, you know, so this is a problem in Romania that few people from outside understand. We in Romania are very good at copying laws and things from the outside but then […] nobody care, it's just a document, you have it, if the mayor meet with the mayor of, I don't know, Budapest or Vienna, "yes, we have a cultural strategy for Timişoara until 2024, yes very rich, very good" but they put it in a drawer » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

L'entretien avec Corina Şuteu (22 mars 2021) a été un moment particulièrement enrichissant pendant lequel j'ai compris à quel point mon appréhension des politiques publiques était déterminée par mon expérience française :

> CORINA SUTEU - Amandine, vous venez d'une société qui est la société française. La société française c'est comme… Ma fille a fait son école en France, toute son école, elle a fini son baccalauréat en France […], et aujourd'hui ce matin elle me disait "maman, tu sais ici il y a ce problème", bon elle a 32 ans, elle me disait "maman tu sais le problème qu'on a ici c'est que personne ne comprend le rôle, un citoyen moyen en Roumanie ne comprend pas le rôle des institutions, le rôle de l'État" […] et donc ils comprennent pas les responsabilités des uns et des autres, et leurs responsabilités à eux. Donc la, le, la chose qui se passe Amandine c'est que la, la société roumaine est une société qui a été profondément déculturalisée et décitoyennisée quelque part, du point de vue de ce que vous, en tant que Français, ça vous semble l'A-B-C-D, le b. a.-ba […]. Et je sais que ça peut être choquant pour vous, et ça vous semble, "mais qu'est-ce que c'est que ça"…
>
> AMANDINE – C'est pas, c'est pas ça, c'est que du coup j'ai du mal à appréhender ce contexte là. C'est pas choquant ou… Mais évidemment c'est plus difficile à comprendre.
>
> CORINA SUTEU – Oui, mais c'est pas, il n'y a rien à appréhender, il n'y a absolument, c'est une société qui n'est pas heu, comment dire, heu, c'est une société incohérente, tout simplement, Amandine. Notre société est une société incohérente, où la petite négociation va faire valoir beaucoup plus que la, la négociation professionnelle […]. Mais il faut pas non plus, heu… c'est-à-dire que le problème c'est que le plus vous essayez le moins vous comprenez, parce que c'est un, c'est un contexte qui, c'est comme je vous dis : c'est un contexte qui n'a pas du tout un paradigme cohérent, c'est pas une question de cohérence, vous pouvez pas vous imaginer qu'une société fonctionne comme ça, mais une société peut fonctionner comme ça aussi, dans la petite négociation […]. C'est un tout petit peu comme les sociétés africaines : les sociétés africaines ont une administration qui est plaquée sur des coutumes, j'exagère un tout petit peu, mais sur des coutumes, et alors c'est quand même ces coutumes là qui sont plus fortes, qui sont plus fortes que l'administration et c'est ça ici aussi. En Roumanie c'est comme ça. Nous sommes un pays latin qui a subi des strates d'influence, et que toutes ces strates se mélangent, et c'est très compliqué de comprendre pourquoi, parce que c'est pas du tout du tout une manière de fonctionner cartésienne […]. On fonctionne toujours encore à travers cette, cette, disons cette logique familiale […]. C'est aussi pour ça qu'on a un problème avec la compétence […]. Moi-même, moi, ma compétence elle est reconnue parce que 18 ans j'ai vécu à l'étranger […]. Tout est à travers une, une, disons comme, une légitimité de groupe, comme en Afrique […]. C'est pour ça que je vous fais cette comparaison là, pour que vous compreniez que la société roumaine elle fonctionne comme ça. Et encore, Timişoara est une des villes de Roumanie qui fonctionne le plus à l'Ouest, le plus, plus à l'Europe de l'Ouest.

Cette comparaison entre la société postsocialiste et la société africaine rend pertinente le rapprochement des approches postsocialistes et postcoloniales. Au-delà de l'aspect scientifique, l'approche postcoloniale est aussi une posture réflexive : dans mon cas, les remarques de mes interlocuteurs m'ont encouragée à prendre en compte la positionnalité de mon appréhension du contexte institutionnel roumain, à savoir que je suis française et que je dispose, grâce à mes études de géographie notamment, d'une bonne connaissance des politiques d'aménagement et des politiques culturelles, et que je m'attendais à pouvoir analyser les documents stratégiques municipaux et leur contenu de la même manière que j'ai pu le faire au cours de mes études dans le contexte français. Mais non seulement ces documents parfois n'existent pas, comme le PUG, et en plus ils ne sont pas forcément respectés et ne peuvent donc pas être pleinement considérés comme des révélateurs de la stratégie politique à l'œuvre.

3.1.C. Une politique de développement touristique et de marketing urbain en construction

Pour Corina Şuteu, « il est très nécessaire aujourd'hui d'avoir des instruments que Timişoara n'avait pas » (entretien du 22 mars 2021). Ainsi, un des projets du nouveau maire est de créer « une association de marketing urbain et construire une stratégie pour la ville […] dans le but de la rendre plus attractive pour les touristes, mais aussi les étudiants, les investisseurs, les grandes institutions, les gros événements, etc. »[70] (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021). L'association rassemblera des représentants des institutions, des secteurs culturel et touristique indépendants afin de coordonner les stratégies de marketing urbain (employée de l'Office du tourisme municipal, entretien du 26 mars 2021). Actuellement, bien que l'image de Timişoara soit assez bien définie et ancrée dans les discours (voir 2.2), la multiplicité des acteurs et le manque de coordination empêchent la définition d'une ligne directrice claire. Par exemple, Bodgan Şoflău, employé à l'Office du tourisme régional, regrette le manque de coordination entre la municipalité et le département en termes de politiques touristiques :

> « C'est une de mes préoccupations : pourquoi créer deux stratégies, une pour le département du Timiş, une pour la ville, alors que l'on peut avoir une meilleure stratégie [à deux], peut-être un peu actualisée, remodelée aussi ? […] On a cette discussion sur le fait d'avoir des approches individuelles […], de ne pas avoir une approche régionale qui serait mieux pour le développement du tourisme dans la région »[71] (entretien du 26 mars 2021).

Ainsi le département Timiş dispose d'une stratégie touristique pour 2018-2028 et est en train d'élaborer une stratégie marketing avec notamment la création d'un logo (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021) tandis que la municipalité n'a pas encore mis en place ces outils. Selon Simona Fiţ, dans le contexte de l'événement Capitale européenne de la culture, l'absence de stratégies touristique et de marketing urbain est dommageable, d'autant plus que l'événement représentait une opportunité pour les mettre en place (entretien du 9 avril 2021). Grâce au report en 2023, il n'est pas trop tard. Néanmoins, l'enjeu est plus complexe : la préparation de l'événement fait l'objet de vives critiques de la part de la société civile et de nombreux conflits perturbent l'enthousiasme qu'avait suscité l'obtention du label. Par conséquent, la création de cette association de promotion de Timişoara est en fait intégrée à une politique municipale plus large, *Restart 2023*, qui vise à sauver l'événement Capitale européenne de la culture.

70 « there is the association of city branding and building a strategy for the city […] in order to make the city more attractive for tourists, but also for students, also for investors, also for big institutions, for big events and so on » (Simona Fiţ, entretien du)

71 « It's one of my concern : why creating two strategies, one for the Timis county, one for the city, when we can have a better strategy, maybe a little bit updated, reshaped too? […] We have this discussion of having some individual approaches […], not having a regional approach, which will be better for tourism development in the area » (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)

3.2. L'ÉVÉNEMENT CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE : DU RÊVE À LA RÉALITÉ

3.2.A. Un divorce entre l'association TM2021, les acteurs culturels locaux et les habitants

La perspective de l'événement Capitale européenne de la culture à Timişoara a suscité beaucoup d'attentes de la part des acteurs institutionnels qui le perçoivent comme un outil de développement urbain mais aussi de la part de la société civile. Pour la plupart des gens avec qui je me suis entretenue qui ne font pas partie des institutions, une des attentes les plus importantes concerne la participation de la population :

> « J'espère que l'année de la Capitale européenne de la culture sera l'année des citoyens, donc je ne pense pas aux bénéfices économiques ou aux autres domaines. J'espère que les gens qui vivent maintenant dans la ville seront impliqués dans les événements […]. Nous pouvons faire la Capitale, et nous pouvons garder une joie d'être une petite partie de ce grand moment » (Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021).

> « Ce que j'espérais, c'était que la Capitale culturelle soit un catalyseur pour unir toute la communauté à Timişoara, que les gens normaux sentent qu'ils sont impliqués, qu'ils ont quelque chose à dire, qu'ils peuvent faire quelque chose, qu'ils peuvent voir quelque chose, qu'ils puissent sentir qu'ils font partie de quelque chose de plus grand, mais je ne le sens pas malheureusement. Je sens que c'est un groupe qui travaille, qui fait quelque chose, nous avons eu 2 ou 3 spectacles très grandioses mais… On a aussi eu quelques installations et quelques *happenings* à travers la ville, mais ce n'est pas le genre de buzz que j'espérais »[72] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

Comme le suggère cet extrait de l'entretien avec Victor Popovici, actuellement, la déception est grande concernant l'événement et l'optimisme entaché – Sorin Predescu espère désormais seulement que l'événement sera « décent » (entretien du 19 mars 2021). Selon Bodgan Şoflău, il y a eu « un divorce entre les artistes et les institutions »[73] (entretien du 26 mars 2021), et plus largement entre l'Association TM2021, la société civile et les acteurs culturels indépendants. Ainsi plusieurs personnes que j'ai rencontrées ont rompu leurs relations avec l'Association TM2021 (Smaranda Vultur qui participait à des projets sur la mémoire, Sorina Jecza qui était membre du Conseil à la création de l'association, Vlad Garboni qui était partenaire en tant que directeur de la Maison de la culture étudiante…) ou se plaignent de l'absence de collaboration (Gino Rado, directeur du Mémorial de la Révolution qui n'a développé qu'un seul projet avec l'Association et voudrait en faire plus ; Sorin Predescu, directeur de la Direction départementale de la culture pour qui l'association ne collabore jamais avec eux). Dans ce contexte, beaucoup ont décidé de développer

72 « What I hoped for it was the Cultural Capital would be a catalyst to unit all the community in Timişoara, that the normal people will, would feel they are involved, they have something to say, they can do something, they can see something, they can feel that there are part of something bigger, but I don't feel that unfortunately. I feel that it's a group that they are working, they are doing something, we had some 2 or 3 shows very grandiose but… We also had some installations and some happenings towards the city, but it's not the kind of buzz I hoped for » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

73 « We had a split between the artists and the institutions » (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)

quand même des projets pour profiter de la visibilité générée par le label, mais en faisant « leur » capitale comme me l'a dit Sorina Jecza qui s'est consacrée à la création de la fondation Art Encounters et de sa biennale (voir son portrait).

Portrait de Sorina Jecza

Née en 1955, Sorina Jecza est une personnalité importante de la scène culturelle à Timişoara. Elle a notamment créé la fondation Triade, la fondation Art Encounters et co-organise la biennale d'art contemporain du même nom à Timişoara. Par le biais de la fondation Triade, la Maison Jecza située à la périphérie sud de la ville a peu à peu été transformée en espace culturel. Maison personnelle de Sorina Jecza et son mari sculpteur défunt, Peter Jecza, elle est désormais également ouverte au public. On y trouve un musée dédié à Peter Jecza, une galerie d'art contemporain, une maison d'édition et un « parc des sculptures ». Par ailleurs, Sorina Jecza a été membre de l'Association TM2021 de 2012 à 2015.

Dès lors, demander comment se déroule la préparation de l'événement Capitale européenne de la culture lors des entretiens était une question assez délicate – Vlad Garboni m'a par exemple répondu : « tu veux connaître la vérité ou la version diplomatique ? »[74] (entretien du 25 mars 2021) – et ce d'autant plus pour les acteurs institutionnels comme Lavinia Simion que j'ai senti gênée (« c'est difficile de parler des raisons »[75], entretien du 22 mars 2021) ou Simona Fiţ, très prudente, probablement en raison de sa nouvelle fonction de conseillère auprès du maire et de son implication passée au sein de l'Association TM2021. En effet, Simona Fiţ a participé à la rédaction du dossier de candidature avant d'être écartée à la suite du remaniement de l'équipe exécutive en 2015, quand l'ancienne directrice a démissionné de son propre chef (Sorina Jecza, entretien du 31 mars 2021 ; Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021). Simona Neumann, l'actuelle directrice exécutive, a alors été nommée au poste, mais de manière non démocratique selon Sorina Jecza – la première fois, un concours avait eu lieu. Sorina Jecza a alors quitté l'association et, face à la dégradation de la situation, elle a pris position en 2018 en signant une lettre très critique adressée à la municipalité, au ministère de la Culture et à la Commission européenne aux côtés d'autres représentants du secteur culturel local ou d'autres intellectuels comme Vasile Popovici que j'ai aussi rencontré. Pour résumer, les conflits portent sur :

- des facteurs politiques : manque d'intérêt du gouvernement national après un changement de gouvernement en 2016 (arrivée au pouvoir de PSD, le maire de Timişoara membre de PNL faisait alors partie de l'opposition – Annexe 1) mais aussi de la municipalité de Timişoara (l'ancien maire a fini par prendre position au moment de la campagne en 2020, mais de manière violente et peu diplomatique) ;
- des causes économiques : manque de budget, retards et scandales de financement (Simona Neumann ayant par exemple été accusée d'avoir abusé de l'argent de l'association lors de voyages officiels), sentiment que l'argent est gâché car peu de projets sont visibles ;
- l'organisation interne de l'association : désignation des membres non démocratique, manque de transparence, conflits et démissions massives ;
- la lenteur et l'inadéquation des projets : les habitants ont le sentiment que peu de projets ont été développés, que les impacts sur la ville sont faibles (par exemple en termes de réhabilitation du patrimoine) et que les événements réalisés ne correspondent pas à la ville.

74 « Do you want to know the truth or do you want to know the diplomatic part? » (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021)

75 « It's difficult to talk about reasons » (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021)

Dans ce contexte conflictuel, le succès de l'événement est remis en cause car « l'événement urbain n'est pas la simple émanation de la ville mais est soutenu par des acteurs locaux, des groupes sociaux, des porteurs de projets » (Gravari-Barbas et Jacquot, 2007, p. 3), or à Timişoara les divisions l'emportent. Pour preuve, l'Association TM2021 n'est plus réellement fonctionnelle aujourd'hui, la majorité des membres du Conseil administratif, dont le directeur, ayant démissionné, et le poste de directeur artistique étant vacant depuis plusieurs années. Lavinia Simion qui travaille à la Direction de la culture pense donc que la municipalité va « surveiller avec plus de précision et d'attention ce qu'il se passe dans l'association »[76] (entretien du 22 mars 2021). Fin avril 2021, des représentants de la Commission européenne se sont réunis avec le maire, le président du conseil du Timiş, un secrétaire d'État au ministère de la Culture et Simona Neumann, directrice de l'équipe exécutive de l'Association TM2021, pour discuter de la situation. A cette occasion, le maire Dominic Fritz a annoncé l'intervention d'un groupe d'experts d'*Insula 42* et *Helianthus Research* menés par Corina Şuteu, Oana Radu et Raluca Iacob pour débloquer les dysfonctionnements (Both, 22 avril 2021). Dans cette situation, le report de l'événement de 2021 à 2023 en raison de la crise sanitaire de la covid-19 est perçu par tous comme une opportunité voire un « don du ciel » (Sorina Jecza, entretien du 31 mars 2021). Ainsi pour Simona Fiţ, c'est l'occasion pour la municipalité de réformer l'organisation de l'événement, développer les projets conformément aux intentions initiales et regagner la confiance de la population (entretien du 9 avril 2021).

3.2.B. *Restart 2023* : la municipalité au secours de l'événement

En plus de l'association de promotion de Timişoara, *Restart 2023* prévoit la réforme de l'organisation interne de l'Association TM2021 et la création d'un centre de projets. Ce dernier sera une institution municipale chargée d'octroyer des fonds publics aux institutions culturelles, aux artistes, aux associations ou aux ONG qui viennent soumettre des propositions, ce qui se faisait directement entre la mairie et les opérateurs privés auparavant (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021 ; Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021). Selon Simona Fiţ, l'idée principale est de réduire les événements culturels produits directement par la municipalité pour donner plus de place au secteur culturel indépendant (entretien du 9 avril 2021).

A l'inverse, la nouvelle municipalité souhaite s'impliquer davantage dans la création ou l'amélioration des infrastructures selon les engagements pris dans le dossier de candidature au label Capitale européenne de la culture. En effet, selon Ionuţ Suciu, responsable de projets au sein de l'équipe exécutive de l'Association TM2021, « 90 % des choses qu'ils se sont engagés à faire, les autorités locales, le département et les autorités nationales, ils ne les ont pas faites »[77] (entretien du 6 avril 2021). C'est le cas de MultipleXity, le centre d'art, de technologie et d'expérimentation qui sera installé dans un ancien dépôt de tramway reconverti dans le quartier Fabric. Le projet est validé, mais il faut désormais lancer l'appel d'offres pour sa construction et sa réalisation (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021), donc MultipleXity n'aurait en aucun cas pu être prêt pour l'événement s'il avait eu lieu en 2021. Dès lors, l'Association TM2021 n'est pas la seule responsable de la mauvaise image de l'événement due notamment à la lenteur des projets. Pour

76 « I think we will monitorised more accurately or more attentively what's going on in the association » (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021)

77 « I think 90 % of the things they assumed that they will do, the local and the county and the national authorities, they haven't done » (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021)

Simona Fiţ, « le problème c'est que [le dossier de candidature] est un document stratégique énorme […] mais ça n'a pas été vu comme ça dans la mise en œuvre »[78] (entretien du 9 avril 2021).

Les efforts de l'Association TM2021 et des acteurs publics se concentrent en effet dans la réalisation d'événements ponctuels, alors que le but principal est de laisser un héritage après l'événement (Tibor Novak, entretien du 24 juillet 2018 ; Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021) – représenté notamment par MultipleXity. De manière symptomatique, de plus en plus de projets ont été développés sans lien avec le dossier de candidature et les objectifs initiaux (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021 ; Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021), contribuant à renforcer le sentiment de la population d'événements vitrines déconnectés de la ville. Par exemple, quand j'étais à Timişoara pendant l'été 2018, on m'a beaucoup parlé du spectacle de cirque Circus Cirkör qui a été présenté en novembre 2017 par une compagnie scandinave : c'était un spectacle grandiose, mais pour les habitants, il n'avait pas de liens avec ni d'intérêt pour la communauté locale. Vlad Garboni m'en a également parlé lors de notre entretien du 25 mars 2021. Selon lui, l'association ne s'appuie pas sur le potentiel local :

> « Pourquoi ils n'utilisent pas nos ressources et nos infrastructures et nos étudiants pour Capitale européenne de la culture ? Timişoara est une ville qui n'a pas tellement besoin d'importation culturelle. Nous avons beaucoup de bons artistes et de potentiel ici […]. Nous n'avons pas besoin de les apporter d'ailleurs. Je n'ai rien contre ça, c'est normal, c'est correct, c'est même bien d'avoir d'autres artistes d'autres pays et d'apprendre de leurs expériences, mais je parle de l'échelle sur laquelle tu construis. Il faut construire localement, il faut leur tendre la main, il faut les mobiliser d'abord et après tu peux commencer, tu sais, à aller ici et là »[79] (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021).

La critique du manque d'ancrage local des projets s'accompagne d'une crainte d'importation d'événements standardisés qui, conçus comme des vitrines, répondraient davantage aux attentes d'un public international qu'à celles des habitants, questionnant les retombées positives pour ces derniers.

78 « The thing is that it is a huge strategic document, the bidbook, but it was not seen like that in the implementation » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

79 « Why aren't they using our resources and our infrastructures and our students for Capitale of Culture? Timişoara is a city that doesn't need that much cultural import, we have a lot of great artists and a lot of potential here […]. We don't have to take them from abroad. I don't have anything about that, it's normal, it's ok, it's actually good to have other artists from other countries and learn about their experiences, but I'm talking about the scale on you build on. You need build locally, you need to give them hand, you need to have them first, and then you can start you know come here and go there » (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021)

3.3. LES CRITIQUES DE L'EUROPÉANISATION, LA NÉOLIBÉRALISATION ET LA STANDARDISATION DE LA VILLE PAR LA CULTURE, LE PATRIMOINE ET LA MÉMOIRE OFFICIELLE

3.3.A. Répondre aux attentes des touristes et des investisseurs : l'instrumentalisation économique de la culture, du patrimoine et de la mémoire

A ses débuts, le conseil administratif de l'Association TM2021 était présidé par Emil Cristescu, un homme d'affaires local qui possède la plupart des anciennes plateformes industrielles de la ville (Grupul H.arta, 2016 ; Sorina Jecza, entretien du 31 mars 2021), ce qui est le signe, pour les observateurs critiques, que le développement économique et touristique prime dans le projet Capitale européenne de la culture, la culture étant instrumentalisée à cette fin. En effet, Lucian Vesalon et Remus Creţan (2019) montrent par exemple comment le multiculturalisme est présenté comme un avantage comparatif pour l'attraction des investisseurs et la compétitivité de Timişoara dans le *Monitor*. Les acteurs institutionnels font alors un lien étroit entre culture, patrimoine, tourisme et économie selon le modèle de la ville entrepreneuriale et néolibérale, conduisant à une possible standardisation de la ville pour se conformer aux attentes des touristes et des investisseurs : les Capitales européennes de la culture doivent en effet « répondre aux attentes du public international face aux objets tangibles d'un lieu historique, – un centre-ville rénové et bien entretenu, avec l'offre touristique habituelle, églises, musées, et toutes sortes de bâtiments historiques. Selon la "théorie du tourisme" élaborée par Enzensberger, avec ses trois fonctions, – touristification, commodification et standardisation –, la culture de la ville est transformée en un produit prêt à la consommation » (Daniel Habit, 2010, pp. 178-179), parfois sans retombées locales.

Nicolae Popa (2014) prend l'exemple de la réhabilitation du Bastion Theresia, un échec selon lui. Plus de 10 millions d'euros ont été investis par l'Union européenne, l'État et la municipalité pour transformer ce fragment de rempart conservé en un espace culturel et récréatif. Il accueille par exemple le musée Popa, célèbre caricaturiste local, l'Office du tourisme départemental ou des galeries d'art. Mais « l'absence de tout type d'utilisation susceptible d'attirer un public plus large a fait que les ressources investies dans cet ensemble n'ont pas eu un grand impact sur la vie de la ville et n'ont pas généré les revenus initialement prévus. L'ensemble a l'aspect d'une île trop propre et trop nette, esthétique mais austère dans sa conception, qui est contournée par les habitants de Timişoara et plutôt recherchée par les touristes » (Popa, 2014, p. 121). En effet, « belle, propre, festive et sécurisante » (Gravari-Barbas, 1998), l'esplanade du Bastion Theresia (Photographies 64 et 65) est presque toujours vide, seulement traversée par les habitants malgré l'installation récente d'un bar, ce qui témoigne de l'absence d'appropriation de cet espace



Photographie 64 : L'esplanade du Bastion Theresia réhabilitée
Source : Amandine Dargaud (31 mars 2017)



Photographie 65 : Le Bastion Theresia, fragment de rempart conservé et réhabilité
Source : Amandine Dargaud (27 mars 2021)

public par les habitants. De plus, l'instrumentalisation politique et économique de la culture, du patrimoine et de la mémoire dans une logique de marketing urbain risque de masquer les réels problèmes de la ville par la fête (Habit, 2010), de même les « tensions et antagonismes sociaux locaux » par le « fantôme » de la petite Vienne (Popovici, 2016) et du multiculturalisme. Dès lors, Radu Radoslav regrette « l'usage géopolitique » du surnom de Timişoara « la Petite Vienne du Banat » (réponse écrite du 24 mars 2021).

3.3.B. Construire une image idéale de la ville : Timişoara est-elle toujours la Petite Vienne du Banat ?

Lors de mes entretiens, je me suis attachée à poser systématiquement certaines questions, parmi lesquelles « que pensez-vous du surnom de Timişoara "la Petite Vienne du Banat" ? ». Les réponses ont été très intéressantes, nuançant la pertinence et l'actualité de ce modèle. Tout d'abord, d'un point de vue architectural, le surnom fait référence au style baroque mais selon Victor Popovici, en réalité, Timişoara a davantage de bâtiments de style art nouveau et est plutôt caractérisée par son éclectisme architectural (voir 1.3.A). De plus, mes interlocuteurs se sont interrogés sur le fait de s'identifier localement à un modèle extérieur :

« Je sais que Timişoara était appelée comme ça, hum… J'opterais pour une identité propre et unique. Mais oui, je peux comprendre cette corrélation avec quelque chose de si grand, si vibrant et emblématique en Europe comme Vienne »[80] (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021).

« C'est un peu… Je ne sais pas. Timişoara c'est juste Timişoara […]. Oui, c'est possible de voir un style similaire dans certains bâtiments et… oui, nous avons fait partie de l'empire autrichien […] mais l'esprit de Timişoara est un peu différent de celui de Vienne. Hum… C'est de la nostalgie, c'est… Je ne sais pas. Parfois les gens veulent être associés avec des choses prestigieuses […] mais maintenant je suppose que ce n'est plus un très bon surnom *(rires)*. A mon avis ! C'est juste mon avis »[81] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

« Si tu t'appelles Petite Vienne, tu penses, tu t'élèves de ta position, tu es le petit… Je ne sais pas si tu sais, mais Bucarest aime s'appeler Petit Paris ! Donc en Roumanie nous avons cette chose, nous voulons […] avoir un grand frère et nous sommes le petit frère […]. Donc c'est, c'est, c'est peut-être aussi un petit complexe culturel ici de ne pas être très sûr de qui tu es vraiment, donc tu essayes de t'identifier à un modèle établi. Possible, je pense que c'est quelque chose pour les études sociologiques ou… Ce que je dis, c'est que […] je pense qu'en ce moment nous ne sommes plus la Petite Vienne parce que nous n'avons plus la culture […]. Mais comme je l'ai dit, c'est une sorte de marque commerciale qui permet d'attirer les touristes »[82] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).



Photographie 66 : *Timişoara Mica Viena* sur un panneau publicitaire pour la radio locale *West City Radio* installé Boulevardul 3 August 1919 (Fabric)
Source : Amandine Dargaud (13 avril 2021)

En effet, le surnom Petite Vienne fait non seulement référence aux similitudes en termes d'architecture mais aussi de culture, Vienne ayant été elle aussi caractérisée par le multiculturalisme à l'époque de l'empire austro-hongrois (Bechtel et Galmiche, 2008). Mais si le multiculturalisme et l'association avec Vienne restent des composantes de l'identité de Timişoara promues par les acteurs institutionnels, touristiques ou médiatiques (Photographie 66) et ancrées dans les discours des habitants, la multiculturalité comme état de fait n'est plus vraiment d'actualité. En effet, la répartition des groupes ethniques à

80 « I know that it was called like that, hum… I would go for an unique own identity. But yes, I can understand this correlation with something so big and vibrant and emblematic in Europe like Vienna » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

81 « It's a quite… I don't know, Timişoara it's just Timişoara […]. Yes, it's possible to see the same style in some buildings and… yes, we was part of the Austrian empire [...] but the spirit of Timişoara it's a little bit different than the Vienna. Hum… It's a nostalgia… It's… I don't know. Sometimes the people want to relayed with prestigious things […] but now I supposed it's not a very good nickname *(laughs)*. In my opinion! It's just my opinion » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

82 « If you call yourself Little Vienna, you are thinking, you are lifting yourself up from your position, you're the little… Also I don't know if you are familiar but Bucharest likes to call itself Little Paris! So in Romania we have this thing, we want to […] have a big brother and we are the little brother […]. So it's, it's, maybe it's also a little cultural complex here of not being very sure of who you really are so you try to identify yourself with an established model. Possible, I think this is something for sociological studies or… What I say is that […] I think at this moment we are not Little Vienna anymore because we don't have the culture anymore […]. But it's, as I said, it's kind of a commercial brand so you can attract tourists » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

Timişoara a beaucoup changé au cours du XX^{ème} siècle, rendant la part des Roumains largement majoritaire (Victor Popovici, entretien du 7 avril 2021 ; Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021) : en 2002, ils représentent 86,2 % de la population du Banat (Remus Creţan et al., 2008). De plus, aujourd'hui, la plupart des jeunes parlent uniquement le roumain, les communautés ethniques anciennes (Allemands, Hongrois, Serbes) sont vieillissantes (Woudstra, 2006) tandis que de nouvelles dynamiques migratoires font apparaître de nouvelles communautés à Timişoara, par exemple celle des Italiens (Smaranda Vultur, entretien du 1er avril 2021 ; Veschambre et Popa, 2009).

Mais au-delà de la remise en cause de la multiculturalité comme fait, l'instrumentalisation du multiculturalisme pour donner l'image d'une ville tolérante et accueillante peut aussi être nuancée :

> « Il faut se garder de tomber dans l'angélisme en surévaluant et en idéalisant ce passé multiculturel. Car si la ville multiculturelle est un lieu de cohabitation de cultures et de confessions variées, un creuset de l'innovation sociale et artistique, la même cohabitation de populations aux mœurs et aux valeurs différentes en fait un lieu de tensions, de conflits, voire d'affrontements » (Arnaud, 2011, p. 67).

Portrait de Smaranda Vultur

Née à Timişoara en 1950, Smaranda Vultur est spécialiste d'anthropologie culturelle et d'histoire orale. Après avoir fait un doctorat de philologie à Bucarest (1985), elle a enseigné dans les années 1990 à la Sorbonne et à l'EHESS à Paris puis est devenue Maître de conférences à l'Université de l'Ouest de Timişoara. Dans ses recherches, elle s'intéresse notamment aux mémoires personnelles et collectives des minorités culturelles du Banat, des déportés du Bărăgan et des victimes de la Révolution à Timişoara. En 1997, elle a fondé un groupe de recherche d'histoire orale et d'anthropologie culturelle dans le cadre de la Fondation Troisième Europe et a ainsi créé une archive conséquente de témoignages aujourd'hui conservée à la bibliothèque centrale universitaire de Timişoara.

En plus du rejet des migrants roumains de l'Est et du Sud du pays (voir 1.3.B et 2.2.C), Samuel Delepine (2007) prend l'exemple des Roms qui à Timişoara, malgré « un esprit différent, notamment sur le plan culturel », « n'y vivent pas mieux qu'ailleurs » : ils sont stigmatisés et relégués dans un quartier périphérique, Fratelia. Dans cette perspective, Smaranda Vultur (voir son portait) regrette la vision édulcorée du passé qui est véhiculée à travers certains projets culturels, comme *Spotlight Heritage* organisé en partenariat avec l'Association TM2021. Sollicitée pour donner des extraits d'entretiens qui seront associés à des lieux du quartier Fabric et intégrés à l'application mobile, elle considère que l'attention porte trop sur le bâti, l'architecture, les choses les plus visibles alors qu'il y a des histoires personnelles et des témoignages plus complexes sur le passé de ce quartier industriel et ouvrier (entretien du 6 avril 2021). Dès lors, « la mise en patrimoine élabore l'image virtuelle d'une société détemporalisée et désincarnée » (Crozat et Fournier, 2015, p. 311) : « le projet institutionnel tend donc à sélectionner dans la mémoire ce qui est le plus aisé à réutiliser, ce qui d'une part a pour conséquence […] de gommer des moments essentiels de la mémoire communautaire, mais d'autre part peut contribuer à une transformation de ces souvenirs qui seront présentés dans leur aspect le plus positif » (Gouy-Gilbert et Rautenberg, 1997). Dans le contexte de l'événement Capitale européenne de la culture à Timişoara, le but selon le Grupul H.arta (2016) est alors de « créer un environnement stable, libre de tout ce qui est problématique et indésirable, dans

lequel toutes les tensions sont effacées, les voix critiques réduites au silence, les positions égalisées, et tout cela est le *desideratum* nécessaire au développement économique de la ville »[83]. Par conséquent, les héritages et les mémoires du socialisme, potentiellement conflictuels, ne sont pas intégrés aux politiques culturelles, patrimoniales, mémorielles dominantes, et ne font pas partie de l'image de la ville que la municipalité promeut dans ses discours de marketing urbain. A l'inverse, l'épisode de la Révolution anticommuniste qui incarne la rupture avec le socialisme est mis en tourisme et en mémoire par les acteurs institutionnels et culturels.

83 « Crearea unui mediu stabil, lipsit de tot ce e problematic şi indezirabil, în care toate tensiunile sunt şterse, în care toate vocile critice sunt reduse la tăcere, în care toate poziţiile sunt egalizate, toate acestea sunt dezideratele necesare pentru dezvoltarea economică a oraşului » (Grupul H.arta, 2016, p. 15)

CHAPITRE 4

QUID DES HÉRITAGES DU SOCIALISME ? VALORISER LA RUPTURE : LIEUX DE MÉMOIRE ET MISE EN TOURISME DE LA RÉVOLUTION DE 1989 À TIMIŞOARA

4.1. LE DISCOURS DOMINANT SUR LES HÉRITAGES DU SOCIALISME : UN « PATRIMOINE NÉGATIF » (MESKELL, 2002)

4.1.A. Invisibiliser les héritages matériels et immatériels d'un régime autoritaire

Un « héritage encombrant » (Bartetzky, 2007), « difficile » (Macdonald, 2009), « non voulu » (Light, 2000b), « contesté » (Dann et Seaton, 2013), « dissonant » (Tunbridge et Ashworth, 1996)… autant de qualificatifs que l'on peut employer pour caractériser les héritages du socialisme – mais aussi du colonialisme, de l'apartheid ou du nazisme dans d'autres contextes – et leurs difficultés d'appropriation par les sociétés postsocialistes. Pour cette raison, j'emploie le terme d'héritage et non de patrimoine, car l'héritage ne devient patrimoine que lorsque des valeurs lui sont associées (historiques, esthétiques, culturelles, sociales, identitaires, urbanistiques…) (Veschambre, 2009). A Timişoara, l'attribution de valeurs aux héritages socialistes ne fait pas l'unanimité. En effet, Ovidiu Mihăiţă, fondateur du Musée du consommateur communiste, m'a exprimé ces difficultés : « ce n'est pas tout à fait un héritage *(rires)*, si j'ose dire… Enfin… évidemment c'est un héritage mais ce n'est pas l'héritage que nous voulons »[84] (entretien du 3 décembre 2020). Et il rajoute, alors que je l'interroge sur l'éventuelle valorisation des blocs ou autres bâtiments construits pendant le socialisme :

> « La tendance est de les cacher […]. Nous avons ce bâtiment, la *Casa Tineretului*, la Maison des jeunes, c'est une très grande salle avec une grande scène et 4000 sièges et tout, et ce bâtiment est qualifié de "style brutaliste", tu sais, ce qui est un truc soviétique. Nous avons aussi un espace sportif, heu, ça s'appelle *Olimpia*, la salle *Olimpia*, c'est le même style architectural brutaliste. Pour nous c'est laid parce qu'on sait que ça vient du régime communiste, mais pour quelqu'un qui vient d'un pays où ce genre d'architecture n'existe pas c'est très intéressant. Mais pour nous… Nous ne voulons plus le voir, on dit que c'est laid. D'autres diraient "wow", "wow, je n'ai jamais vu un truc pareil", tu sais, c'est toute la différence. Donc on a cet héritage, on a hérité de bâtiments et de trucs que tu peux voir, existants, mais nous n'y sommes pas attentifs. Donc peut-être quelques architectes ou quelques gars… Mais pour les gens normaux dans les rues c'est un truc communiste »[85] (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020).

De la même manière, Remus Creţan, professeur de géographie à l'Université de l'Ouest, explique que les héritages du socialisme sont « encombrants » (Bartetzky, 2007) :

84 « It's not quite a heritage *(laughs)*, if I may say. So… Of course it is a heritage but it is not the heritage we want to have » (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020)

85 « The tendance is to hide them […]. We have this building like the Casa Tineretului, the House of the Youth, it's a very big hall with a big stage and 4000 seets and everything, and this building is called "brutalist style", you know, which is a soviet thing. We also have a sports, hum, it's called Olimpia, Olimpia Hall, it's the same brutalist architectural style. For us it's ugly because we know it's from the communist regime but for someone coming in a country where this kind of architecture doesn't exist it's very interesting. But for us... We don't want to see it anymore, we say that it's ugly, others will say "wow", "wow I've never seen such a thing", you know, it's quite a difference. So we have a heritage, we inherited some buildings and some things that you can see, existing, but we are not aware of them. So maybe some architects and some guys… But the regular people on the streets for them it's a communist thing » (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020)

> « Nous ne pouvons pas faire comme si le communisme n'était pas là, donc nous avons cet héritage et nous ne pouvons pas le changer totalement, parce qu'il reste là, les blocs et les monuments et les choses comme ça […]. Le communisme a duré seulement 40 ans aussi, c'était une courte période alors que la période des Habsbourg a duré 200 ans, donc c'est plus long et on prend plus l'héritage de la période des Habsbourg. Et pour le socialisme, les gens n'aiment pas le maintenir trop, dire trop à propos du socialisme. C'était dur, c'était une période sombre donc même si nous avons cet héritage nous n'en sommes pas fiers tu sais, nous n'insistons pas trop dessus. Mais nous l'avons ! Donc on ne peut pas l'omettre »[86] (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021).

A Timişoara, les pratiques et les discours dominants condamnent donc les héritages du socialisme, tant matériels qu'immatériels. C'est notamment l'association au régime socialiste qui participe au rejet des bâtiments selon Ovidiu Mihăiţă (« pour nous c'est laid parce qu'on sait que ça vient du régime communiste »). Dès lors, les héritages du socialisme, « ce n'est pas seulement l'aspect extérieur […], c'est un héritage à l'intérieur de la société, à l'intérieur de l'Homme » (Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021). En effet, la plupart des personnes de plus de 50 ans que j'ai rencontrées et qui ont vécu sous le régime autoritaire de Nicolae Ceauşescu ont témoigné de leurs difficultés quotidiennes et de souvenirs douloureux. C'est le cas de Vasile Popovici (voir son portrait) que j'ai rencontré le 8 avril 2021 à la terrasse d'un café : de manière assez provocatrice, il a beaucoup insisté sur les horreurs du régime et s'est offusqué, d'emblée, du « sujet de merde » que j'avais choisi – à savoir m'intéresser aux héritages du socialisme. Il était en fait persuadé que mon travail consistait à valoriser le passé socialiste et j'ai dû maintenir que ma démarche était scientifique et qu'il ne s'agissait en aucun cas de prendre parti. Ce moment qui peut paraître anecdotique est en fait l'exemple le plus manifeste des difficultés que j'ai parfois eues à aborder avec mes interlocuteurs la question des héritages du socialisme : c'est un sujet délicat et potentiellement source de malentendus. Dans la pratique, sur le terrain, je me suis donc rendu compte qu'il fallait ajuster la manière dont je présentais mon sujet au début de la rencontre, sans dire explicitement que je souhaitais m'intéresser aux héritages du socialisme mais plutôt au patrimoine et à la mémoire dans la ville de manière générale, et avancer à tâtons jusqu'à la question « selon vous, existe-t-il des héritages socialistes/communistes à Timişoara ? ».

Portrait de Vasile Popovici

Né en 1956, Vasile Popovici a une carrière civique, politique, diplomatique et universitaire. Engagé dans la Révolution à Timişoara, il a co-fondé la Société Timişoara et l'Alliance civique – des organisations civiques anticommunistes créées par des intellectuels qui ont été un tremplin pour de futurs acteurs de l'opposition contre le Front démocratique de salut national, héritier du Parti communiste roumain, avec la création du parti de l'Alliance civique (Annexe 1). Ainsi, Vasile Popovici a été député du Timiş en tant que représentant du Parti de l'Alliance civique. Il a ensuite exercé des fonctions diplomatiques, par exemple ambassadeur de Roumanie au Portugal (2006-2011) et au Maroc (2011-2016), avant de se consacrer uniquement à sa carrière universitaire : il est désormais professeur de littérature française à l'Université de l'Ouest de Timişoara.

86 « We cannot make exception that communist was not here, so we have this heritage and we cannot change it totally, because it remained there, blocs and monuments and things like that […]. Communism was only 40 years also, it was a small time while the Augsburg period was 200 years so it's a longer time and we take heritage more from Augsburg period. And for socialist people don't like to maintain too much, to say too much about socialism. It was bad, it was a dark period so even if we have that heritage we are not proud of it you know, we don't insist too much on it. But we have it! So we cannot omit it » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

Aborder la question des héritages socialistes à Timişoara : difficultés et limites méthodologiques lors des entretiens

Sauf de la part des géographes et des architectes, la question de l'existence d'« héritages socialistes » à Timişoara a souvent suscité une importante hésitation lors des entretiens, voire une gêne dont témoignaient les regards soudains vers la caméra qui me servait à enregistrer (uniquement le son, je laissais l'opercule fermée et le précisais à mes interlocuteurs). Très vite, je me suis rendu compte, sur les conseils d'Alexandru Dragan (entretien du 1er mars 2021), que l'adjectif « socialiste » n'évoquait pas grand-chose pour les Roumains et qu'il valait mieux parler d'« héritages communistes ». C'était là une sorte de déformation scientifique car à force de lire sur le postsocialisme, notion préférée au postcommunisme (voir 1.1.B), j'ai employé un adjectif finalement peu explicite pour la plupart des gens. Il a donc fallu que j'adapte mon vocabulaire en posture d'enquête, et plus largement que je m'adapte à mes interlocuteurs. Ainsi, pour l'anecdote, trois jours plus tard, alors que je venais précisément de décider de rectifier l'adjectif que j'emploie, Nicolae Popa, professeur de géographie, m'indique lors de notre rendez-vous que l'on parle plutôt d'« héritages socialistes » et non « communistes », ayant lui-même une approche et un point de vue scientifiques (entretien du 4 mars 2021).

Une autre « déformation scientifique » est liée à la différence que je fais entre les concepts d'« héritage » et de « patrimoine », en défendant l'emploi du terme « héritage » pour désigner les éléments matériels et immatériels hérités de l'époque socialiste en ne prétendant pas que des valeurs leur sont associés. Cette différence étant gommée par le terme anglais « *heritage* » qui peut être traduit à la fois par « héritage » et « patrimoine », j'ai souhaité vérifier cette nuance par une question de vocabulaire lors des entretiens en anglais. Après la question « is there communist heritage in Timişoara ? » qui confond les deux termes, j'ai alors demandé à mes interlocuteurs s'ils les différenciaient en employant les termes roumains (« *moştenire* » et « *patrimoniu* »), dans l'idée de leur demander ensuite s'ils choisiraient plutôt l'un ou l'autre pour parler des éléments hérités du passé socialiste. Mais cette question s'est rapidement avérée peu efficace, augmentant la confusion de mes interlocuteurs qui ne faisaient aucune différence entre les termes – en dehors des géographes, une nouvelle fois, qui ont une approche scientifique de ces notions. J'ai donc abandonné cette question au bout de trois ou quatre entretiens.

En fait, même en parlant d'« héritages communistes » et sans entrer dans des questions de vocabulaire, mes interlocuteurs avaient du mal à comprendre la question « existe-t-il des héritages communistes à Timişoara ? ». Leur difficulté et leur hésitation m'ont conduite à développer en demandant par exemple « y a-t-il des bâtiments que vous avez hérités de l'époque communiste ? » ou « y a-t-il des monuments de l'époque communiste à Timişoara ? ». Parler de monuments était alors sûrement une erreur dont je me suis rendu compte trop tardivement car mes interlocuteurs pensaient tout de suite aux monuments commémoratifs en hommage aux victimes et aux héros de la Révolution de 1989, associant le terme « monument » à ce que l'on appellerait aussi des statues ou des sculptures alors que je pensais plutôt à des bâtiments remarquables – et c'est ainsi, entre autres, que mes recherches ont été orientées de plus en plus sur les mémoires de la Révolution. Si c'était à refaire, je n'utiliserai donc pas ce terme et je chercherai à mettre en œuvre d'autres techniques d'entretien pour déclencher la parole, par exemple la *photo elicitation* (Rose, 2007). Conseillée par mes directeurs de mémoire, cette méthode permet de mener un entretien « sur la base d'un support photographique considéré comme susceptible de provoquer ou susciter (du latin *elicerer*) des réactions verbales et émotionnelles chez la personne interviewée » (Bigando, 2013). J'ai alors imprimé une composition de cinq photographies avec des bâtiments de la période socialiste mais aussi austro-hongroise pour ne pas trop orienter les réactions, mais les résultats ont été peu concluants. En effet, les quatre personnes avec qui j'ai essayé ont tout de suite souhaité me donner des informations factuelles sur les bâtiments (identification, emplacement, période de construction, fonction, style architectural...). Quand ils n'avaient pas de données à partager avec moi, ils me disaient « ça, je ne sais pas », et même si j'ai essayé d'avoir d'autres informations que des données strictement factuelles en demandant par exemple si le bâtiment leur plaît, ils insistaient « non, je ne sais pas, je ne connais pas, je ne peux rien vous dire ». Ne sachant pas toujours trouver le moment opportun pour montrer les photographies et ayant découvert cette méthode tardivement, je ne l'ai pas approfondie et mise en place de façon suffisamment systématique pour pouvoir l'analyser. Mais les entretiens m'ont tout de même permis de faire une liste des bâtiments hérités de la période socialiste considérés comme importants à Timişoara (voir 6.2) et surtout de recueillir des témoignages et des souvenirs sur ce passé.

C’est alors avec la question de l’existence d’héritages socialistes à Timişoara que je suis entrée de plus en plus dans des aspects mémoriels et que je me suis rendue à l’évidence qu’il était impossible de comprendre la perception des héritages bâtis du socialisme sans prendre en compte ces souvenirs. En effet, les entretiens ont été l’occasion de recueillir des témoignages sur les épisodes douloureux et les difficultés quotidiennes vécus sous un régime socialiste qui, dans les années 1970 et 1980, est devenu de plus en plus autoritaire à l’initiative de Nicolae Ceauşescu :

> « Dans mon souvenir, le communisme c’est… c’est très *(souffle)*… dur à expliquer aux autres personnes, à quel point c’était personnel ce, ce genre d’idéologie, mais c’était principalement un régime totalitaire avec le communisme comme un, comme un, comment dire, un prétexte mais c’était juste du totalitarisme »[87] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

> « Ici ont eu lieu beaucoup beaucoup de mauvais épisodes de cette période communiste […]. Il y a eu beaucoup de déportations au Bărăgan et nous avons une histoire importante et consistante de ces cinq décennies de communisme »[88] (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021).

> « Le mauvais communisme a commencé seulement dans les années 1980 […], c’était vraiment dur, j’étais enfant […]. Tu ne trouvais aucune nourriture dans les magasins, c’était vide *(rires)* »[89] (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021).

> « Les générations de mes enfants racontaient comment ils ont fait la queue, parce que pour avoir les produits nécessaires il fallait être plus nombreux à la queue et les enfants étaient envoyés pour avoir plus de personnes, et puis c’était des attentes de quelques heures, un enfant gardait la place. Ça c’est, maintenant ça paraît amusant, c’était pas du tout amusant, moi comme mère qui devait assurer la vie à deux enfants je peux dire que c’est pas très amusant *(rires)* » (Smaranda Vultur, entretien du 1er avril 2021).

Ces témoignages, malgré les rires qui attestent peut-être d’une prise de distance avec le passé ou d’une gêne, montrent que « la majorité des Roumains ont vécu la dernière décennie du communisme comme une période de privation économique, de frustration, d’humiliation et dans un sentiment diffus de peur de la répression étatique »[90] (Georgescu, 2010, pp. 158-159).

En réaction, immédiatement après la chute de Nicolae Ceauşescu, une culture de l’anticommunisme s’est développée en Roumanie, portée principalement par des intellectuels dans les années 1990 (Durandin, 2009). Par conséquent, « la première étape du processus de changement a consisté à effacer sur le champ, dans une précipitation euphorique, les signes visibles les plus lourds du régime Ceauşescu » (Durandin, 2009, p. 7). Ainsi, dès le début de la Révolution à Timişoara, les manifestants s’en sont pris aux symboles du pouvoir au siège local du Parti communiste roumain, installé dans l’actuelle Préfecture, et ont brûlé l’étoile rouge au milieu des

87 « In my memory, communism it’s… is very… *(blows)* hard to explain to other people, how personal was this, this kind of ideology, but was mainly a totalitaristic regime with communism as a, as a, how to say, pretext but was just totalitarianism” (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

88 « Here happened many many bad episodes of this communist time […]. There was many deportations in Bărăgan, and we have a big consistent history for this five decades of communism » (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021)

89 « The bad communist started only in 1980’s […], it was very bad, I was a child […]. You don’t find any food in shops, it was empty *(laughs)* » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

90 « The majority of Romanians experienced the last decade of communism as a time of economic deprivation, frustration, humiliation, and a diffuse sense of fear of state repression » (Georgescu, 2010, pp. 158-159)

drapeaux. La « décommunisation symbolique » (Coudroy de Lille, 2011, p. 40) passe en effet par l'élimination de la signalétique idéologique mais aussi par le démantèlement de statues et monuments ou par des changements de toponymes. Tout ce qui était associé au régime socialiste, de près ou de loin, est rejeté, parfois même sans fondement, donnant lieu à l'existence de légendes urbaines sur le socialisme à Timişoara.

4.1.B. Les légendes urbaines et les fantômes du socialisme à Timişoara

Pour la majorité des personnes que j'ai rencontrées, les bâtiments construits sous le socialisme, en particulier les blocs d'habitation, sont laids. En effet, leur monumentalisme est inhospitalier (Schönle, 2015) et « les enfilades d'immeubles gris […] constituent le support des clichés sur l'urbanisation communiste » (Delepine, 2007). Lors des entretiens et discussions informelles, mes interlocuteurs ont alors souvent insisté sur la couleur grise des bâtiments comme Vlad Garboni, directeur de la Maison de la culture étudiante, qui m'a parlé de « ces grands blocs gris et hideux »[91] (entretien du 25 mars 2021) ou Tudor, supporter de l'équipe de football Politehnica Timişoara, pour qui l'architecture brutaliste « c'est trop gris et concret et triste et sobre »[92] (entretien du 17 mars 2021). De même, lors de l'enquête que j'ai réalisée auprès des habitants sur la place Dacia du quartier de blocs Circumvalatiunii, les personnes interrogées étaient favorables à la réalisation de fresques de street art sur les façades des blocs précisément pour les rendre moins gris (enquête du 9 avril 2021). Dès lors, un bâtiment jugé laid ou trop gris est associé de manière négative à l'époque socialiste, parfois quelle que soit son époque de construction réelle. Par exemple, on m'a souvent dit que la façade de l'Opéra national de Timişoara était laide *parce qu*'elle avait été refaite sous le socialisme (Photographie 67). Pourtant, elle a été reconstruite dans un style néo-roumain dans les années 1930 à la suite d'un incendie en 1920.



Photographie 67 : L'Opéra national de Timişoara
Source : Dan Mihai Pitea (2010)
La façade était en rénovation lors de mon séjour

Cet exemple fait partie des légendes urbaines sur le socialisme à Timişoara que j'ai découvertes en confrontant les récits des habitants à des sources avérées. Ainsi, bon nombre de mes interlocuteurs considéraient que les services de planification socialiste avaient détruit beaucoup de bâtiments historiques dans le centre et qu'ils avaient, en ce sens, détruit une partie du patrimoine de la ville, les bâtiments pré-socialistes étant considérés comme tels et très souvent opposés, par leur beauté, à la laideur des bâtiments socialistes dans les discours. Pourtant, comme je l'ai expliqué, il y a eu peu de destructions de l'existant en dehors des quartiers périphériques de maisons rurales ou des vestiges des anciennes fortifications. Mais cette idée est bien ancrée, en attestent les personnes qui pensent que les blocs sur la place de la Victoire ont été construits après démolition d'anciens palais (Photographie 68). En réalité, comme me l'a expliqué Victor Popovici, architecte, la

91 « those big gray hideous blocs » (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021)
92 « It's too grey and concrete and sad and sober » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)



Photographie 68 : Des blocs construits après la Seconde Guerre mondiale sur la place de la Victoire
Source : Amandine Dargaud (5 février 2021)

construction des palais a été interrompue avec la Seconde Guerre mondiale et ces blocs ont donc été construits après la guerre, pendant la période socialiste (entretien du 8 avril 2021). Un autre récit récurrent est celui de la volonté de construire des blocs devant la Cathédrale métropolitaine (à l'arrière plan de la photographie 68) pour la cacher – voire la détruire. En effet, sous le régime socialiste, la « politique volontariste d'effacement systématique des repères confessionnels » (Bioteau et Popa, 2004, p. 65) passe souvent par une habile dissimulation des édifices religieux : « le passant se doit d'être averti pour distinguer une église dans l'interstice séparant deux immeubles ; le plus souvent la hauteur de ces derniers suffit à gommer jusqu'aux clochers » (Bioteau et Popa, 2004, p. 65). A Timişoara, la légende dit donc que des plans ont été commandés à IPROTIM, les services de planification urbaine, pour construire des blocs et ainsi fermer la place de la Victoire, la vue de la Cathédrale gênant Nicolae Ceauşescu lorsqu'il venait faire des discours depuis le balcon de l'Opéra, situé en face. Mais Victor Popovici (entretien du 8 avril 2021) comme Sorin Predescu, directeur de la Direction départementale de la culture (entretien du 1er avril 2021), pensent que le projet n'a jamais réellement été à l'ordre du jour car un Centre civique devait être construit précisément pour être le théâtre des discours de Nicolae Ceauşescu lors de ses visites officielles. Au-delà des légendes urbaines, les projets non réalisés par IPROTIM représentent alors des sortes de fantômes du socialisme à Timişoara tellement ils sont régulièrement évoqués par les personnes que j'ai rencontrées ou dans la presse locale.

Ainsi le projet non réalisé du Centre civique est présenté dans la presse comme « le plan diabolique des architectes communistes qui voulaient "enterrer" la place de l'Opéra [actuelle place de la Victoire] »[93] (titre d'un article paru dans *Adevarul* ; Both, 28 novembre 2015). Comme dans la

93 « Centrul Civic Timişoara - planul diabolic al arhitecţilor comunişti care doreau să „îngroape" Piaţa Operei » (Stefan Both, 28 novembre 2015)



Photographie 69 : Le théâtre national Mihai Eminescu dans une ancienne caserne du parc Civic en cours de réaménagement (Cetate)
Source : Amandine Dargaud (19 mars 2021)



Photographie 70 : L'horloge florale dans le parc Civic (Cetate) Source : Amandine Dargaud (19 mars 2021)

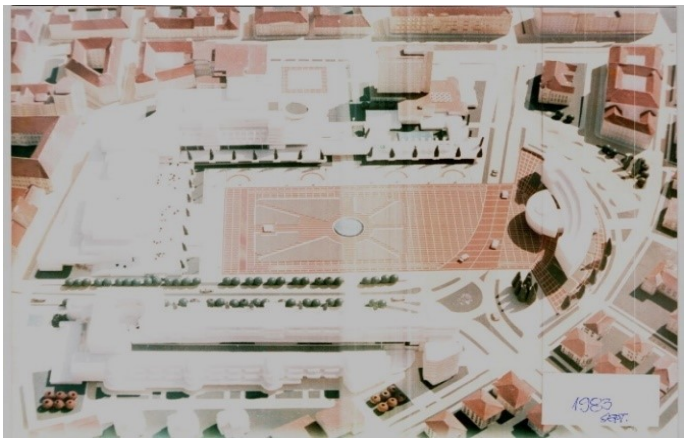


Figure 14 : Modélisation du Centre civique (1983)
Source : Radu Radoslav (radulblog.wordpress.com)

plupart des villes roumaines, en particulier les villes minières et industrielles construites *ex nihilo* sous le socialisme, le Centre civique devait accueillir les institutions municipales et administratives sur le site de l'actuel parc Civic (Vlad Cumpanas, entretien du 12 mars 2021 ; Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021 ; Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021). L'espace était occupé par d'anciennes casernes militaires détruites à la fin des années 1950, dont l'un des plus longs bâtiments d'Europe (1,5km environ) (Bogdan Şoflău, entretien du 26 mars 2021). Aujourd'hui, seule une portion subsiste et accueille une salle de spectacle (Photographie 69). Les travaux d'aménagement du Centre civique ont donc commencé par la destruction des bâtiments militaires existants, suivie de la construction de l'Hôtel Continental et du centre commercial Bega dans les années 1960-1970, puis par le percement d'un boulevard à travers le parc et l'aménagement des espaces verts avec la création, par exemple, de l'horloge florale qui est aujourd'hui un symbole et une attraction touristique de Timişoara (Photographie 70). Mais le bâtiment qui devait accueillir les services administratifs et la place publique n'ont jamais été réalisés (Figure 14).

Trois hypothèses peuvent être faites pour en expliquer les raisons : premièrement, le tremblement de terre de 1977 en Roumanie a retardé beaucoup de projets face à l'urgence de reconstruire les équipements détruits (Vlad Cumpanas, entretien du 12 mars 2021) ; deuxièmement, comme je l'ai dit dans le troisième chapitre, les services de planification socialistes ont concentré leurs moyens dans des villes peu équipées tandis que Timişoara disposait déjà de bâtiments adéquats pour accueillir les administrations ; enfin, Timişoara était une ville où Nicolae Ceauşescu se rendait peu (seulement trois fois selon Both, 2015) et où l'enjeu de représentation de la grandeur du pouvoir était relatif, en particulier au regard de la capitale Bucarest. Dès lors, la question des héritages bâtis du socialisme ne se pose pas de la même façon à Timişoara qu'à Bucarest, lieu d'exercice du

pouvoir de l'État, où des aménagements d'envergure ont été effectués. Plus généralement, les enjeux ne sont pas les mêmes dans les petites et moyennes villes postsocialistes et dans les capitales d'Europe de l'Est – qui sont les principaux cas étudiés, notamment Berlin (Hocquet, 2012 ; Djament-Tran, 2013).

4.1.C. Les spécificités d'une ville moyenne postsocialiste concernant les héritages du socialisme

A Timişoara, il n'y a pas de bâtiments hérités du régime socialiste hautement symboliques en raison des « fonctions culturelles ou politiques qu'ils remplissaient au service du pouvoir (maisons du Parti, palais présidentiels, bâtiments de la police politique…) » (Coudroy de Lille, 2011, p. 36). Par exemple, le siège de l'organisation départementale du Parti communiste roumain a été installé dans un bâtiment préexistant construit dans les années 1940 (l'actuelle Préfecture) alors qu'à Bucarest, Nicolae Ceauşescu a initié la construction de la Maison du Peuple pour regrouper les grandes institutions (actuel Palais du Parlement). Plusieurs personnes m'ont d'ailleurs parlé de ce bâtiment monumental et ont ainsi différencié Bucarest de Timişoara où les héritages bâtis du socialisme sont moins nombreux et plus banals (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021 ; Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021 ; Tudor, entretien du 17 mars 2021 ; Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021). En effet, les bâtiments socialistes à Timişoara sont principalement des salles de sport, des salles de spectacle, des bâtiments universitaires, des hôpitaux ou des blocs d'habitation qui ont aujourd'hui gardé leurs fonctions initiales, sans être étroitement associés au système idéologique et politique socialiste. Les héritages matériels de la période socialiste à Timişoara sont en ce sens ordinaires et banalisés (Coudroy de Lille, 2011) : ce sont des lieux de vie, de travail, de services, de récréation, des logements pour la population… Mais selon Lydia Coudroy de Lille (2011), la banalisation participe à l'effacement des traces matérielles du socialisme, du moins symboliquement, en les rendant ordinaires. En témoignent la faible attention portée aux bâtiments socialistes et la faible reconnaissance de leur valeur architecturale par les habitants (voir 6.2).

A l'inverse, les héritages immatériels – la mémoire, les symboles, les modes de vie, l'idéologie – sont criminalisés dans les discours dominants à Timişoara et plus largement en Europe de l'Est dans une rhétorique de la terreur (Le Devehat, 2019). Les noms et l'orientation de la majorité des musées sur le passé socialiste qui existent dans différents pays postsocialistes et postsoviétiques le montrent : la Maison de la Terreur à Budapest (Hongrie), les Musées de l'Occupation à Tallinn (Estonie) et à Riga (Lettonie), le Musée des Victimes du génocide à Vilnius (Lituanie), le Musée de la Stasi à Berlin (Allemagne)… Les politiques mémorielles se concentrent donc sur la criminalisation des régimes socialistes, dont les victimes sont commémorées. En effet, en contexte postsocialiste, on observe un déplacement du centre d'intérêt de la mémoire, de la mémoire des vainqueurs à celle des victimes (Dmitrieva, 2015). A Timişoara, ce sont alors les événements de la Révolution de 1989 et ses victimes qui sont mis en exergue, d'autant plus que la Révolution roumaine y a débuté et que

> « le thème de la Révolution représente un fondement commun de la société roumaine […]. Elle représente un noyau de sens privilégié, autour duquel la société peut se rassembler […]. Les multiples significations de cet événement se restreignent à un élément simple, indivisible qui devient porteur de sens : la Révolution comme événement populaire, fondateur de la

> société démocratique et légitimant le pouvoir post-communiste. On peut dire que le plus bas dénominateur commun de sens de la société actuelle est la Révolution de 1989 » (Lazea, 2007).

Ainsi à Timişoara, les lieux de mémoire de cet événement sont valorisés et instrumentalisés par les acteurs institutionnels, culturels et civils au service du renforcement de la fierté locale et comme moteur de la participation citoyenne, notamment dans le cadre de l'événement Capitale européenne de la culture.

La Révolution anticommuniste de décembre 1989 à Timişoara et en Roumanie

Les événements débutent par une mobilisation de paroissiens en faveur du pasteur protestant László Tőkés membre de la minorité hongroise qui est menacé de mutation à cause de ses prises de position critiques contre le régime. Le 15 décembre 1989, une manifestation spontanée se tient alors devant l'Église réformée hongroise, sur la place Maria dans le quartier Iosefin, pour empêcher son arrestation par la *Securitate*, la police politique. Le 16 décembre, le rassemblement est de plus en plus important : les personnes qui passent par là en tramway s'arrêtent et se joignent aux manifestants, qui finissent même par arrêter eux-mêmes les tramways. Mais les revendications s'élargissent et se transforment en attaques contre le régime : « Liberté », « Justice » ou « Réveillez-vous Roumains » sont scandés. Les manifestants se dirigent alors vers le comité départemental du Parti communiste roumain (PCR), situé dans l'actuelle préfecture, pour discuter avec les autorités. Ils sont accueillis par des gaz lacrymogènes et des jets d'eau, et se replient devant la Cathédrale métropolitaine. Mais le lendemain, ils parviennent à pénétrer dans le comité départemental du PCR. Sur ordre de Nicolae Ceauşescu, l'armée intervient et finit par ouvrir le feu vers minuit : les premières victimes tombent. Les jours suivants, les affrontements s'intensifient : les tirs sont de plus en plus fréquents, des voitures et des magasins sont incendiés, des chars tentent de bloquer l'accès au centre-ville. Le 18 décembre, 43 morts sont emmenés secrètement à Bucarest et incinérés : c'est l'opération « rose » sur ordre d'Elena Ceauşescu, pour cacher les victimes. Le 19 décembre, une grève générale est déclarée : les ouvriers rejoignent les manifestants et occupent le centre-ville. Finalement, le 20 décembre, alors que 100 000 personnes occupent la place de l'Opéra (renommée place de la Victoire aujourd'hui), les troupes militaires se retirent, les personnes emprisonnées sont libérées, une délégation de manifestants négocie avec des dirigeants au siège du comité départemental du PCR et un groupe de personnes crée le Front démocratique roumain pour définir un programme politique : Timişoara est déclarée première ville libre de Roumanie depuis le balcon de l'Opéra. Le même jour, Nicolae Ceauşescu, de retour d'un voyage officiel en Iran, décrète l'état d'urgence dans le Timiş et fait un discours à la télévision nationale pendant lequel il dénonce des actions d'agences étrangères qui visent à déstabiliser le pays. Dès lors, tout le pays est au courant des événements à Timişoara et le lendemain, les manifestations gagnent Arad, Sibiu, Hunedoara, Braşov, Cluj-Napoca, Alba Iulia ou encore Bucarest. En effet, le 21 décembre, un meeting populaire est organisé dans la capitale par la *Securitate* devant le comité central du PCR pour témoigner de la popularité du régime mais lors du discours de Nicolae Ceauşescu, des incidents ont lieu et la retransmission télévisée en direct est coupée. L'état d'urgence est déclaré sur l'ensemble du territoire et le 22 décembre, le dictateur et son épouse, Elena Ceauşescu, prennent la fuite en hélicoptère. Ils sont retrouvés et livrés aux forces armées. A partir du 22 décembre, le nombre de morts est de plus en plus important : des terroristes, qui sont des tireurs non identifiés fidèles au régime, tirent sur la population. Le 25 décembre, lors d'un procès expéditif, les époux Ceauşescu sont condamnés à mort et fusillés. La Révolution roumaine a fait environ 1100 morts et 4000 blessés, dont 120 morts et 400 blessés estimés à Timişoara.

Sources : Marius Mioc (2007), Smaranda Vultur (2011), entretiens et discussions informelles

4.2. CAPITALISER SUR LA RÉVOLUTION : LA MÉMOIRE TRAUMATIQUE, SUPPORT DE LA FIERTÉ LOCALE, DE LA PARTICIPATION DES HABITANTS...

4.2.A. Une géographie de la mort et de l'héroïsme : lieux de mémoire de la Révolution anticommuniste de 1989 à Timişoara et pratiques commémoratives

- *La mise en place d'un complexe et d'un rituel commémoratifs*

Selon Pierre Nora (1997), « un lieu de mémoire dans tous les sens du mot va de l'objet le plus matériel et concret, éventuellement géographiquement situé, à l'objet le plus abstrait et intellectuellement construit ». La mémoire de la Révolution anticommuniste de 1989 à Timişoara s'incarne alors à la fois dans les hauts lieux de l'événement et des objets divers : plaques commémoratives, monuments, impacts des balles dans les bâtiments, toponymie (Photographies 71 à 74, Carte 13)…



Photographie 71 : Plaque commémorant la première victime de la Révolution à l'entrée du parc Regina
Source : Amandine Dargaud (26 février 2021**)**



Photographie 72 : Installation commémorative en hommage au martyr Radian Belici dans le square qui porte son nom Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)

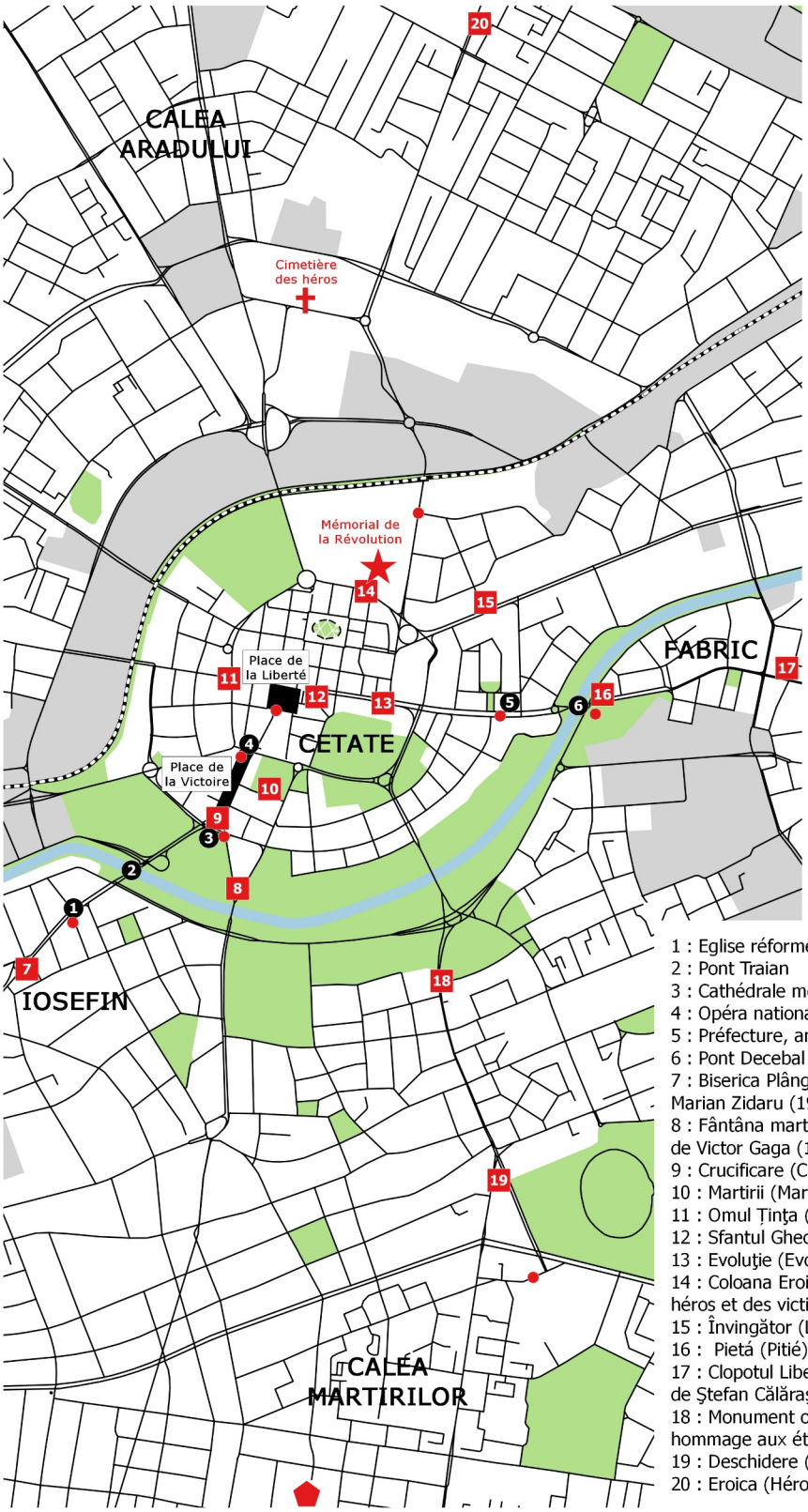


Photographie 73 : L'Église des martyrs (*Biserica Martirilor*) construite après la Révolution dans le quartier Calea Martirilor où de nombreuses personnes sont mortes Source : Amandine Dargaud (7 mars 2021)



Photographie 74 : Traces d'impacts de balles sur le fronton du Palais Löfler à l'extrémité nord-est de la place de la Victoire
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)

Carte 13 : Les lieux de mémoire de la Révolution de 1989 à Timişoara
Source : Amandine Dargaud (2021)



Hauts lieux de la Révolution
- Lieux où se sont déroulés les principaux affrontements et rassemblements
- Places où se sont déroulés les principaux événements

Un complexe commémoratif
- Mémorial de la Révolution
- Cimetière des héros
- Eglise des martyrs
- Monuments commémoratifs
- Plaques commémoratives

Types d'espaces et voies de communication
- Zones résidentielles et/ou tertiaires
- Zones industrielles
- Espaces verts et récréatifs
- Routes
- Voie ferrée
- Canal Bega

1 : Eglise réformée hongroise
2 : Pont Traian
3 : Cathédrale métropolitaine orthodoxe
4 : Opéra national
5 : Préfecture, ancien siège local du PCR
6 : Pont Decebal
7 : Biserica Plângătoare (L'Eglise qui pleure) de Marian Zidaru (1995)
8 : Fântâna martirilor (La Fontaine des martyrs) de Victor Gaga (1995)
9 : Crucificare (Crucifixion) de Paul Neagu (1999)
10 : Martirii (Martyrs) de Peter Jecza (1998)
11 : Omul Țința (L'homme cible) de Béla Szakács (1994)
12 : Sfantul Gheorghe (Saint George) de Silva Radu (1997)
13 : Evoluţie (Evolution) de Gheorghe Iliescu-Călineşti (1993)
14 : Coloana Eroilor și a victimelor Revoluției (Colonne des héros et des victimes de la Révolution) de Eugen Barzu (2014)
15 : Învingător (Le Gagnant) de Constantin Popovici (1993)
16 : Pietá (Pitié) de Peter Jecza (1999)
17 : Clopotul Libertății (La Cloche de la Liberté) de Ştefan Călăraşanu (1992)
18 : Monument omagial al studenţilor (Monument en hommage aux étudiants) de Ştefan Kelemen (1996)
19 : Deschidere (Ouverture) d'Ingo Glass (1991)
20 : Eroica (Héroïque) de Paul Vasilescu (1992)

Réalisation : Amandine Dargaud, mai 2021 (QGIS)

Sources : OpenStreetMap ; timisoara-info.ro ; memorialulrevolutiei.ro

Ces lieux de mémoire sont investis localement comme des points de repère de la mémoire collective (Vultur, 2011), celle-ci étant fondée sur la commémoration des victimes et des héros de la Révolution. Dès lors, au cours des années 1990, un « complexe commémoratif » (Grama, 2005) a été mis en place, principalement à l'initiative de l'Association Mémorial de la Révolution (*Memorialul Revoluţiei*). Les artistes ont fait don des monuments, seuls les matériaux ayant été financés par l'association, tandis que les socles ont été ajoutés grâce au soutien de la municipalité ou de sponsors privés (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021 ; Sorina Jecza, entretien du 31 mars 2021 ; Popa, 2019). Créée le 26 avril 1990, l'Association Mémorial de la Révolution a été déclarée d'intérêt national en 2000 et bénéficie, par ce statut, de subventions publiques et d'un bâtiment mis à disposition par la municipalité de Timişoara (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021 ; Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021). Elle a non seulement pour objectif de commémorer la mémoire des victimes de la Révolution mais aussi de produire de la documentation sur les événements et les présenter aux visiteurs du Mémorial à travers des expositions permanentes et temporaires (Figure 15).

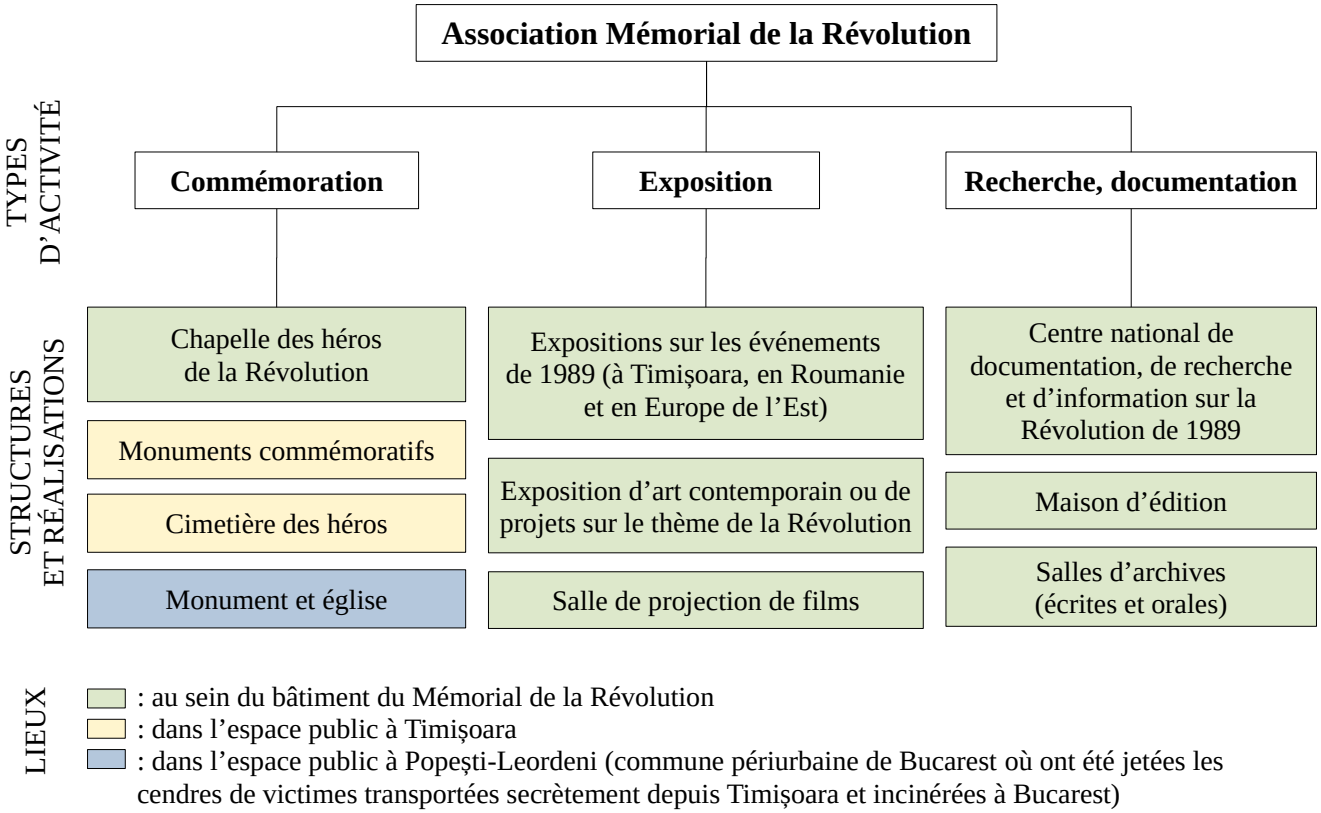


Figure 15 : Activités du Mémorial de la Révolution Source : Amandine Dargaud (2021)

Si cette association est la plus visible, il existe en fait une dizaine d'associations de révolutionnaires et de victimes à Timişoara. Chaque année, du 16 au 20 décembre, elles organisent des cérémonies, certains jours étant dédiés à la célébration du projet révolutionnaire et d'autres au deuil. Par exemple, les membres du club de supporters de l'équipe de football Politehnica Timişoara en partenariat avec l'Association du Mémorial de la Révolution organisent tous les ans une « marche des héros » de l'Église réformée hongroise au cimetière des héros en passant par les monuments commémoratifs (Tudor, entretien du 17 mars 2021). Plus que des repères de la mémoire collective, les lieux de mémoire de la Révolution à Timişoara participent donc à la spatialisation de

la mémoire (Chevalier et Hertzog, 2018) et sont le support d'un rituel commémoratif par lequel les monuments sont réinvestis de sens chaque année (Grama, 2005). Dans une stratégie de visibilisation (Lazea, 2007 ; Popa, 2019), ces derniers ont été placés dans des lieux de passage fréquentés, à l'intersection de rues, sur des places publiques ou dans des parcs (Carte 13). Leur emplacement correspond aussi aux lieux de grande solidarité révolutionnaire ou aux lieux les plus sanglants, c'est-à-dire le centre-ville et les axes de pénétration entre les casernes périphériques et le centre où les manifestants tentaient de bloquer l'entrée des chars dans la ville, dessinant ainsi une géographie de la mort et de l'héroïsme dans la ville.

- *Héroïsation et victimisation : la fabrication de la mémoire officielle de la Révolution à Timişoara par les lieux de mémoire*

Smaranda Vultur (2011) identifie deux dimensions essentielles dans la mise en mémoire de la Révolution, sa commémoration et son récit : le tragique et l'héroïque dans une logique sacralisante qui passe notamment par l'utilisation récurrente de modèles religieux. Ainsi on ne parle pas de victimes de la Révolution mais de martyrs, voire de héros martyrs (Grama, 2005) :

> « les monuments ont très vite reçu un rôle de repère des endroits où ont été tués des gens, et donc comme ça […] les parents des victimes et tout ça s'imaginaient participant à un rituel de deuil plutôt qu'autre chose tu sais, et le discours officiel […] avançait l'idée des héros, des martyrs. Martyrs aussi c'est plus proche de l'image chrétienne, qui revient dans les monuments, parce que l'image du Christ comme symbole de la souffrance […] a été tout de suite appropriée. Ça c'est le cadre social de la mémoire, parce qu'ils ont fait appel à ce cadre pour resymboliser un fait » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Dès lors, « les thèmes chrétiens abondent : la lutte contre le mal ("Saint-Georges" […]), le jugement dernier ("La fontaine des martyrs", "La cloche de la liberté"), la résurrection ([…] "Evolution" à l'Hôtel Continental), ou la tâche difficile du pardon chrétien ("L'église qui pleure") »[94] (Grama, 2005). Selon Emmanuel Bioteau et Nicolae Popa (2004), dans le contexte postsocialiste, on assiste à un « renouvellement de la société roumaine par le religieux » (p. 67). En effet, Smaranda Vultur m'explique que « tout ce qui était religieux était repoussé, et c'est pour cela que la religion a eu un tel essor, tu sais, et donc les prêtres étaient à peu près invisibles et c'est pour ça qu'ils sont aussi présents dans les moments commémoratifs » (entretien du 6 avril 2021), des messes étant organisées chaque année en l'hommage des victimes.

Pour prendre un exemple de monument sur un thème chrétien, *Pietà* de Peter Jecza réinterprète un modèle religieux en inversant les rôles traditionnels de l'homme et de la femme : à rebours de la métaphore classique du soldat tombé dans les bras de la patrie incarnée par une femme, ici c'est elle qui est appuyée sur l'épaule d'un homme (Photographie 75). Situé au débouché du pont Decebal, ce monument fait référence au sacrifice des femmes pendant la Révolution mais aussi à un épisode concret puisque qu'une femme, Leontina Banciu, est morte sur le pont le 17 décembre 1989 (Vultur, 2011). D'ailleurs, de l'autre côté du pont par rapport à l'emplacement du monument, une rue a été renommée en son honneur, *Strada Martir Leontina*

94 « The Christian topics abound: the fight with the evil ("St. George" […]), the last judgment ("The Fountain of Martyrs", "The Bell of Freedom"), resurrection (even in the vegetal metaphor of the shooting seed suggested by the monument "Evolution" at the Continental Hotel), or the difficult task of Christian forgiveness ("The Weeping Church") » (Grama, 2005)

Banciu. Parfois fondés sur des épisodes réels, les monuments commémoratifs peuvent alors prendre des significations très concrètes pour la population. Smaranda Vultur m'a raconté lors de notre entretien du 6 avril 2021 que « le mari n'était pas content que sa femme [ne soit pas] représentée avec son propre visage tu sais, et de cette interprétation symbolique tu sais, parce que c'est un homme qui tient ». De la même façon, *L'Homme cible* à proximité de la place 700 a été interprété par la mère d'une victime comme une représentation de son propre fils tué par des balles dans la poitrine (Grama, 2005 ; Vultur, 2011) (Photographie 76) : « elle s'approprie l'"Homme cible" comme une représentation personnalisée, comme un souvenir objectivé de son fils […]. Paradoxalement, la matérialité du monument qui s'offre à notre perception sensorielle dé-pétrifie la mémoire et rend le souvenir palpable […]. C'est l'un des traits distinctifs des monuments de la révolution à Timişoara, le fait que la mémoire pétrifiée des monuments qui vise l'éternité existe en même temps que les mémoires vivantes, entrelacées avec les histoires de vie de nos contemporains »[95] (Grama, 2005).

L'Homme cible utilise un autre registre que le religieux : il s'agit d'une représentation corporelle expressionniste de la souffrance et de la mort (Grama, 2005). C'est aussi le cas de *Martyrs* de Peter Jecza (Photographie 77). Située dans le parc du château Huniade, cette œuvre en bronze représente des corps empilés qui rappellent le fait que des personnes ont été enterrées dans des fosses communes. Selon Smaranda Vultur, *Martyrs* « était le premier monument qui évoquait directement le corps des morts […], parce que les autres étaient le corps du Christ, la suggestion […]. C'était beaucoup plus dur parce qu'on voyait […] directement le corps des morts » (entretien du 6 avril 2021). En effet, selon elle, les modèles sacrés



Photographie 75 : *Pietà* de Peter Jecza
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)



Photographie 76 : *L'Homme cible* de Béla Szakács
Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)

95 « She appropriates the "Target Man" as a personalized representation, as an objectified memory of her son […]. Paradoxically, the materiality of the monument which offers itself to our sensorial perception de-petrifies the memory and makes recollection palpable […]. This is one of the distinct features of the revolution monuments in Timişoara, the fact that the petrified memory of the monuments which aims at eternity exists together with living memories, interwoven with the life-stories of our contemporaries » (Grama, 2005)



Photographie 77 : *Les Martyrs* de Peter Jecza
Source : Amandine Dargaud (4 mars 2021)

ou héroïques participent à édulcorer les conditions réelles de la mort, à « unifier et réduire [la mémoire] à un symbole qui est un symbole plus général » (entretien du 1er avril).

En ce sens, les lieux de mémoire de la Révolution et en particulier les monuments commémoratifs participent à fabriquer la mémoire officielle de la Révolution en faisant passer la mémoire conjoncturelle à la mémoire exemplaire, les victimes étant érigées en héros martyrs (Vultur, 2011). Pour Smaranda Vultur, la mémoire officielle de la Révolution est alors une mémoire commémorative fondée sur « des discours commémoratifs […] très oubliants sur ce qui est le sang, la violence, la perte » (entretien du 6 avril 2021). Ainsi,

> « la commémoration n'est pas seulement une réactivation, une reviviscence affective de ces événements, mais plutôt une reconstruction, une nouvelle signification, une organisation sociale de la mémoire collective, qui implique indissolublement l'oubli aussi. Le souvenir en commun occasionné par cette célébration se concentre autour de certains moments, aspects, lieux, événements considérés comme mémorables »[96] (Grama, 2005).

Les lieux de mémoire de la Révolution dessinent alors une carte symbolique des principaux épisodes révolutionnaires et des lieux d'affrontements à Timişoara (Vultur, 2011). Aujourd'hui, ces lieux ont acquis une valeur culturelle et symbolique importante pour la population (Pavel et Jucu, 2020) et une forte charge identitaire (Popa, 2019). En effet, « la commémoration implique […] un exercice d'identité, une construction du "nous" »[97] (Grama, 2005). Parmi ces lieux symboliques et identitaires, la place de la Victoire est sûrement le plus représentatif pour la population locale : renommée ainsi après la Révolution, les bâtiments gardent encore les traces des impacts de balles (Photographie 74) et elle fut un haut lieu de solidarité révolutionnaire où se sont déroulés les principaux rassemblements. Pour Tudor qui a organisé plusieurs fois la Marche des héros en décembre, la place de la Victoire « est une place symbolique et représentative pour les citoyens de cette ville »[98] (entretien du 17 mars 2021). L'événement devient alors le support de la construction de l'identité locale.

96 « The commemoration is not merely a reactivation, an affective re-experience of those events, bur rather a reconstruction, a new significance, a social organization of collective memory, which indissolubly involves forgetting as well. The remembrance in common occasioned by this celebration is focused around certain moments, aspects, places, events considered memorable » (Grama, 2005)

97 « Commemoration implies […] an exercise of identity, a construction of "us" » (Grama, 2005)

98 « This is a symbolic and representative place for the citizens of this city, the Victory Square and the building of the Opera » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

4.2.B. Timişoara, première ville libre de Roumanie : la Révolution au service du renforcement de l'identité locale...

A Timişoara, « la Révolution est devenu un repère identitaire pour [les habitants] »[99] (Vultur, 2011, p. 70). Première ville libre de Roumanie, l'événement est intégré à la liste des premières de la ville comme élément du discours identitaire des habitants et de fierté locale :

> « Les habitants de la ville sont très attachés à cet héritage, celui d'être la première ville à se révolter contre le communisme et d'être la première ville libre de Roumanie »[100] (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021).

> « Nous allons aux matchs de football en pensant que nous représentons cette ville, la ville où la Révolution roumaine a commencé, et nous sommes très fiers de ça […]. Donc quand nous allons là-bas, nous croyons en certaines choses qui nous représentent, nous et nos parents qui étaient dans la rue pendant la Révolution, et nous grandissons avec des histoires sur la Révolution racontées par nos grands-parents et nos parents […]. J'aime quand des personnes qui viennent d'ailleurs sont intéressées par des histoires et je peux les raconter avec grand plaisir. Je suis vraiment content de raconter aux gens ce genre d'histoires et de détails, j'aime ça, je suis vraiment fier de nos parents et de cette ville »[101] (Tudor, entretien du 17 mars 2021).

La fierté de Tudor pour sa ville et les révolutionnaires justifie selon lui son engagement dans l'organisation de la Marche des héros mais aussi sa participation active à la réalisation de pochoirs, de graffitis et de stickers sur la Révolution disséminés partout dans la ville. Reprenant le « V » formé avec les doigts pour signifier « Victoire », des symboles de lutte comme le poing levé et des slogans tels que « *Eroii nu mor niciodată* » (« Les héros ne meurent jamais ») ou « Respect 89 » (Photographies 78 à 83), ces inscriptions se trouvent particulièrement dans les quartiers Cetate et Calea Martirilor. La plupart ont été réalisées par des membres des différents clubs de supporters de Peluza Sud : j'ai eu beaucoup de chance de pouvoir en identifier les auteurs, en faisant le rapprochement entre les pochoirs portant précisément sur les clubs et ceux sur la Révolution (Photographies 78 et 81), et de pouvoir m'entretenir à ce sujet avec Tudor (voir son portrait).

Portrait de Tudor (nom changé)

Âgé d'un peu plus de 30 ans, Tudor a étudié la construction à Politehnica Timişoara et est devenu membre du club de supporters Peluza Sud qui soutient l'équipe de football de cette université. Plus précisément, il fait partie du groupe d'ultras Urban Guerilla (UGTM), car Peluza Sud se décline en plusieurs groupes (Bastion, Frenetic, etc). Dans ce cadre, Tudor s'engage dans des activités civiques : organisation de la Marche des héros de la Révolution mais aussi distribution de nourriture et de vêtements aux familles défavorisées, plantation d'arbres dans la ville, rénovation d'une maternité...

99 « The Revolution […] has become an identity landmark for them » (Vultur, 2011, p. 70)

100 « People in the city are very fond of this heritage, of being the first city to revolt against communism and to be the first free city in Romania » (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)

101 « [We] go to the football matches […] thinking that we represent this city, the city where the Romanian Revolution starts, and we were very proud of this […]. So when we go there we believe in some things that represent us and our parents that were on the street in the Revolution, and we grow up with stories about the Revolution from our grand parents and our parents […]. I like when people outside the city are interested in histories, and I can tell the story with a big pleasure. I am very happy to tell the people this kind of stories and details, I like it, I am very proud about, about our parents and about this city » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)



Photographie 78 : Pochoir « 89 » à côté d'un pochoir d'Urban Guerilla Timişoara (UGTM) à l'extrémité sud de la place de la Victoire
Source : Amandine Dargaud (25 février 2021)



Photographie 79 : Tag « Respect 89 » en face de l'Église réformée Source : Amandine Dargaud (31 mars 2021)



Photographie 80 : Pochoir avec les dates de la Révolution et un poing levé Strada Petre Ţuţea
Source : Amandine Dargaud (26 mars 2021)



Photographie 81 : A gauche, un tag « Respect 89 » partiellement recouvert et à droite, un tag « Eroii nu mor niciodată ! '89 » réalisé par un groupe d'ultras sous le pont Traian Source : Amandine Dargaud (27 février 2021)



Photographie 82 : Fresque reprenant le pochoir « 89 » et les couleurs du drapeau roumain sur le bâtiment du Mémorial de la Révolution
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 83 : Sticker « 89 » Strada Lucian Blaga Source : Amandine Dargaud (13 avril 2021)

Pour Tudor, diffuser dans la ville la mémoire de la Révolution au moyen du street art vise à « ne pas oublier ce qu'il s'est passé et les héros ». Il ajoute avec émotion :

> « Je pense que nous ne sommes pas, nous ne devrions pas être autorisés à oublier l'histoire parce qu'elle peut se répéter si vous oubliez. C'est très important pour les jeunes générations de savoir et d'apprendre cela, donc c'est un message, un message très fort qui nous représente et représente notre génération et la génération de nos parents, donc nous avons fait ces pochoirs pour transmettre un message. Je crois que je suis un peu ému »[102] (Tudor, entretien du 17 mars 2021).

Tudor se sent donc investi d'un devoir de mémoire, en particulier auprès des jeunes, pour prévenir la répétition du passé (Kattan, 2002). De la même façon, Gino Rado, directeur du Mémorial de la Révolution, souhaite construire une « culture de la mémoire » (entretien du 2 mars 2021) :

> GINO RADO – Nous voulons apprendre aux gens à avoir une culture de la mémoire et c'est un de nos intérêts, de construire cette culture de la mémoire. Ce qu'il s'est passé, apprendre notre histoire récente, et apprendre ce que signifie, ce qui a été découvert sur cette période […]. Ici viennent beaucoup beaucoup d'étudiants et ils disent "oh, ok, je comprends ce qu'il s'est passé pendant cette Révolution" mais ils demandent "pourquoi vous avez eu besoin de la Révolution, pourquoi ?" et on répond et on dit, on revient sur l'histoire et on dit "parce que c'était le communisme" "c'était quoi, le communisme ?"
>
> AMANDINE – Donc ce n'est pas seulement sur la Révolution ?
>
> GINO RADO – Oui, oui, pas seulement sur la Révolution, sur cette période du communisme. "Parce que c'était cette dictature, nous avons eu besoin d'une Révolution" "Pourquoi c'était une dictature ?" et nous parlons avec les enfants, les étudiants, et nous expliquons ce qu'il s'est passé dans tout ce système[103].

Dès lors, selon Nicolae Popa (2019), « garder vive la mémoire » de la Révolution à Timişoara revêt trois dimensions : premièrement, garder vive la mémoire de l'oppression pour nier les valeurs du communisme et cultiver les principes de la démocratie ; deuxièmement, garder vive la mémoire des victimes pour légitimer l'identité locale ; troisièmement, garder vive la mémoire de l'audace pour renforcer la fierté de la population et l'esprit civique comme des facteurs de cohésion et de

102 « To not forget what happened and forget the heroes, and I think we are not, we should be not allowed to forget the history because it can be repeated if you forget. It's very important for the younger generations to know this and learn this, so it's a message, a very strong message that represent us and our generation and our parents generation, so we made this stencils to transmit a message. I think I'm a little bit emotional » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

103 GINO RADO – We want to learn people to have a culture of memory and this is one of our interest, to build this culture of memory. What's happened, to learn our recent history, and learn what mean, what was discover on this period […]. Here come and visit many many students, and they say: "oh, ok, I understand what's happened in this Revolution", but they ask "why you need the Revolution, why?" and we talk back and say, we talk back in history, and say: "because it was communism" "What was the communism?"
AMANDINE – So it's not just about the Revolution ?
GINO RADO – Yes, yes, not only about the Revolution, in this period of communism. "Because was this dictatorship, we need a Revolution" "Why was dictatorship?" and we talk with children, with students, and explain what happened in all this system. (entretien du 2 mars 2021)

développement. Ainsi, dans le dossier de candidature de Timişoara au label Capitale européenne de la culture, la Révolution est étroitement associée à l'objectif de participation citoyenne.

4.2.C. … et de la participation de la population

Pour construire l'événement Capitale européenne de la culture, l'Association TM2021 a choisi de capitaliser sur l'« étincelle » de la Révolution pour mobiliser et fédérer les habitants autour d'un projet commun :

> « Le dossier de candidature est construit sur la métaphore de la lumière parce que comme tu le sais sûrement Timişoara était la première ville avec l'éclairage public et c'est aussi […] à propos de la Révolution, la Révolution anti-communiste, parce que c'était la première ville sans communisme en Roumanie et elle est considérée comme le lieu où la lumière a été allumée dans le combat contre le communisme et c'est pourquoi nous avons cette métaphore dans le dossier de candidature, "Allume ta lumière – éclaire ta ville", et ça se réfère exactement à ça, la participation du public »[104] (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021).

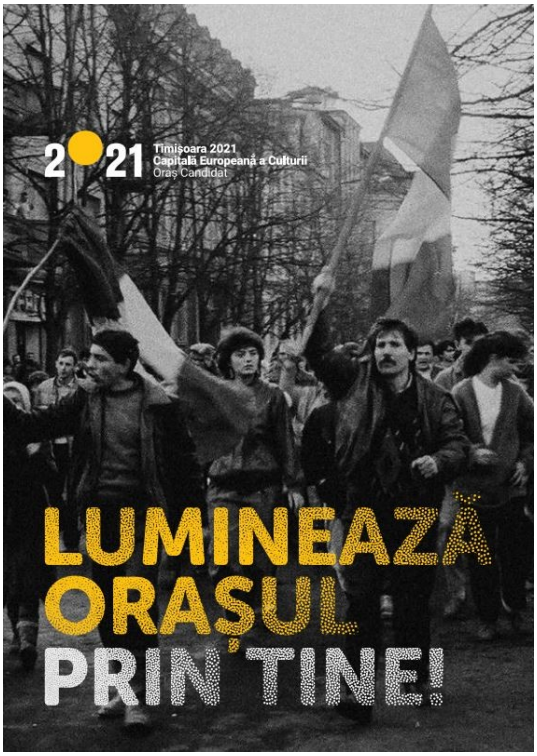


Figure 16 : Couverture du dossier de candidature au label Capitale européenne de la Culture de Timişoara
Source : Association TM2021 (2016), photographie de Constantin Duma (1989)

Dès lors, puisque la participation est l'objectif principal de l'événement, la Révolution est centrale dans le projet. Alina Satmari pense même que sans elle, Timişoara n'aurait peut-être pas gagné le label Capitale européenne de la culture (entretien du 16 mars 2021). En effet, le parallèle entre son obtention et la Révolution est fait par la municipalité dans le *Monitor* d'avril 2014 : « gagner le titre est un objectif qui peut nous permettre de retrouver à nouveau cette extrême solidarité de décembre 1989 » (Vesalon et Creţan, 2019, p. 29). La Révolution est ainsi mentionnée plus de trente fois dans le dossier de candidature[105], mise en exergue dès la page de couverture (Figure 16), dès l'événement inaugural où l'on pourra entendre les « voix de la Révolution » ou encore dans la première version proposée pour le logo (Figure 17). Cette première version faisait un jeu de mots entre la Révolution et l'évolution dans une dialectique entre passé, présent et futur que j'ai retrouvée également dans certains pochoirs et graffitis dans la ville (Photographies 84 et 85). De plus, dans ce logo, Timişoara était transformée en marque commerciale avec l'abréviation ™ (Vesalon et Creţan, 2019).

104 « The entire bidbook is built with the metaphor of light because as you probably know Timişoara was the first city with public lightening and it's also […] about the Revolution, anti-communist Revolution, because it was the first city without communism in Romania and this is considered the place where the light was turned on in the fight against communism, and this is why we have this metaphor in the bidbook "Shine your light, light up your city", and [it] […] refers exactly to this, the participation of the public » (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021)

105 Occurrence des termes « Révolution » et/ou « 1989 »



Figure 17 : Premier logo proposé pour l'événement
(remplacé par le logo en haut à gauche sur la couverture du dossier de candidature)
Source : Vesalon et Creţan (2019, p. 27)



Photographie 84 : Graffiti "RƎVOLUTION" sous un pont le long de la Bega
Source : Amandine Dargaud (27 mars 2021)



Photographie 85 : Pochoir "ЯEVOLUTION" Boulevardul Mihai Eminescu (Cetate)
Source : Amandine Dargaud (12 avril 2021)

Dans une logique de marketing urbain, la Révolution n'est donc pas seulement le support de la construction de l'identité et de la fierté locales mais aussi un événement promu et vendu comme constitutif de l'image de la ville et comme facteur d'attractivité touristique. Ainsi le projet de musée national de la Révolution répond à ce double objectif : Sorin Predescu, un des initiateurs du projet, m'explique que l'idée est venue du fait que la Révolution est « un événement historique important à Timişoara, une partie de notre identité, et oui, nous croyons que ce musée est aussi une attraction touristique importante »[106] (entretien du 19 mars 2021). Dans cette logique, le thème de la Révolution et ses lieux de mémoire sont valorisés et mis en tourisme par les acteurs institutionnels, culturels et touristiques.

4.3. …ET DE L'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE : MISE EN TOURISME DE LA RÉVOLUTION À TIMIŞOARA

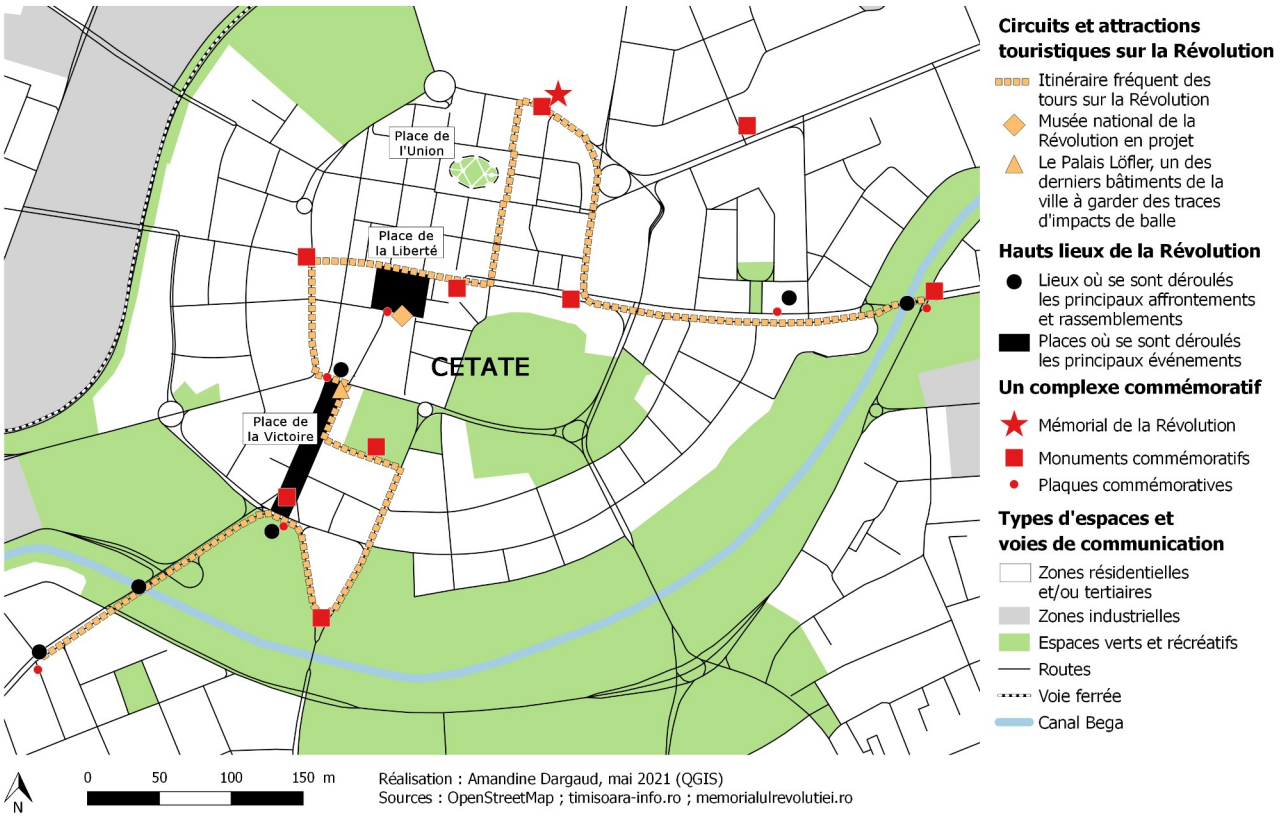
4.3.A. Un itinéraire entre les lieux de mémoire de la Révolution

A Timişoara, l'offre touristique associée à la Révolution anticommuniste de 1989 correspond à un type de tourisme qui peut être qualifié de *dark tourism*, puisqu'elle consiste en la visite de sites associés à la mort et aux combats. Elle participe en ce sens à renforcer la mémoire collective dominante de la Révolution – par la commémoration des héros – mais aussi celle de la période socialiste en condamnant le régime et en valorisant la rupture incarnée par la Révolution. Des

106 « Revolution it's an important historical event in Timişoara, part of our identity and yes, we believe that this museum it's also an important touristic attraction » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

opérateurs touristiques privés proposent alors des tours thématiques allant généralement de l'Église réformée hongroise au pont Decebal, Alina Satmari ayant par exemple pour projet de créer un tour spécial pour les personnes déficientes visuelles (entretien du 16 mars 2021). En raison de la concentration des lieux de mémoire de la Révolution dans Cetate, l'itinéraire des tours se concentre aussi sur l'hypercentre (Carte 14). Pourtant, l'Office du tourisme de Timişoara mentionne sur son site internet l'existence d'autres mémoriaux dans les quartiers périphériques qui ont aussi été des lieux d'affrontements importants comme Calea Martirilor, mais ils ne sont pas intégrés au circuit touristique, de même le cimetière des héros au nord de l'*Iulius Mall*. Le choix de restreindre le tour à l'hypercentre semble donc être intentionnel, peut-être guidé par des questions pragmatiques (durée du tour, concentration des attractions). Dès lors, l'offre touristique fondée sur les lieux de mémoire de la Révolution participe aussi à renforcer la concentration du tourisme dans l'hypercentre, l'itinéraire étant notamment l'occasion de montrer aux touristes les trois places centrales et les principales attractions touristiques de Cetate (Carte 14).

Carte 14 : La mise en valeur touristique de la Révolution de 1989 à Timişoara
Source : Amandine Dargaud (2021)



Malheureusement, en raison du contexte sanitaire, je n'ai pas pu interroger des guides sur leur conception du tour ou assister à l'un d'eux : il s'agit donc d'hypothèses. De plus, ce contexte rend compliqué l'analyse des pratiques touristiques, les touristes ayant été très peu nombreux à Timişoara pendant mon séjour (entretien avec une employée de l'Office de tourisme municipal le 26 mars 2021 ; discussions informelles avec les fondateurs du Musée du consommateur communiste ;

observations de terrain). Pour cette raison, je me concentre davantage sur les projets réalisés ou à venir, c'est-à-dire sur la mise en tourisme de la Révolution par les acteurs institutionnels, culturels ou touristiques. Ainsi la nouvelle équipe municipale a récemment annoncé son projet de tracer un itinéraire sur la Révolution d'ici 2023 – pour l'événement Capitale européenne de la culture – en balisant le tracé avec des panneaux d'information, en réaménageant les espaces publics comme la place Maria ou la place de la Victoire et en reprenant sous administration municipale les monuments commémoratifs pour les rénover (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021 ; Mit, 26 mars 2021). Cette annonce laisse penser que la nouvelle municipalité souhaite davantage s'impliquer et capitaliser sur le thème de la Révolution, alors que Nicolae Popa notait en 2019, lors d'une conférence donnée à des étudiants disponible en ligne, que « les autorités s'impliquent par obligation morale et politique […], mais il n'y a pas une implication systématique et de promotion active car [elles] ne perçoivent pas le complexe mémoriel […] comme une possible ressource ». Ainsi, de façon symptomatique, les socles des monuments et le bâtiment du Mémorial de la Révolution appartenant à la mairie et non à l'association étaient précisément en très mauvais état. Par conséquent, pour Corneliu Vaida, ancien révolutionnaire, le projet de la nouvelle équipe municipale est une bonne chose, voire primordial pour la lisibilité et la visibilité des lieux de mémoire de la Révolution pour les touristes qui, sans connaissance préalable, ne peuvent pas les identifier selon lui (entretien du 1er avril 2021). Avec cette route de la Révolution, les guides mais également les professeurs pourront s'appuyer sur les aménagements pour présenter les événements aux touristes ou aux écoliers (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021). Pour Simona Fiţ, la route de la Révolution est donc conçue « pour les touristes mais pas seulement, aussi pour nos citoyens, principalement la jeune génération […], pour mieux comprendre comment ça a commencé, d'où et comment les événements se sont développés pendant ces jours »[107]. Dans les discours et les projets des acteurs institutionnels, la valorisation de la Révolution se fait donc souvent dans une dialectique entre identité et image : les projets s'adressent à la fois aux habitants et aux touristes, et cette dialectique est reprise par les acteurs culturels et touristiques dominants comme l'Association TM2021.

4.3.B. Une dialectique entre image et identité : la mise en tourisme de la Révolution au service de la perpétuation de la mémoire à travers l'exemple du street art

Dans le cadre du programme *Mémoires de la citadelle* et en particulier ses éditions 2019 et 2020, la Révolution est perçue et promue par l'Association TM2021 à la fois comme une composante de l'identité locale et comme le support de l'attractivité touristique de la ville, en particulier lorsqu'elle sert de thème à des œuvres de street art qui seront intégrées à une route du street art en projet pour 2023 (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021). Le street art participe en effet à la promotion, la valorisation et la médiatisation des territoires (Guinard et al., 2018), d'autant plus en contexte d'institutionnalisation de celui-ci : dans le cas de *Mémoires de la citadelle*, les fresques ont été commandées par l'Association TM2021 sur des thèmes prédéfinis – la Révolution en 2019, l'identité de la ville en 2020 – et réalisées en toute légalité après avoir obtenu un accord des propriétaires et de la municipalité pour leur emplacement. Dans la pratique du street art, on peut donc distinguer les œuvres légales des œuvres illégales, les pochoirs, les stickers et les graffitis sur

107 « For tourists but not only, also for our citizens, mainly the young generation […], to understand more how it's started from where and how in those days developed the events » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

la Révolution présentés précédemment (Photographies 78 à 83) étant des exemples de réalisations auto-autorisées souvent considérées comme vandales par les acteurs institutionnels (Mrsevic, 2014 ; Guinard et al., 2018). Le street art ne se résume donc pas à des fresques monumentales, même dans les projets institutionnalisés et autorisés : par exemple, dans le cadre du programme *Mémoires de la citadelle* de 2019, trois planches de bande dessinée ont été réalisées par une artiste locale, Sorina Vazelina, à partir de témoignages sur la Révolution et ont été affichées sur une trentaine d'arrêts de bus et de tramway. Le street art participe alors à l'esthétisation des espaces urbains (Guinard et al., 2018), ici le mobilier urbain. De plus, dans une logique de marketing urbain, il participe à construire l'image d'une ville créative, innovante et compétitive. Ainsi, au moment de sa réalisation en 2019, la fresque réalisée sur le silo de Cerealcom le long de la Bega était la plus grande peinture murale de Roumanie (Photographie 86).



Photographie 86 : Fresque sur la Révolution réalisée sur un silo de Cerealcom à l'occasion de l'édition 2019 de *Mémoires de la citadelle* en partenariat avec FISART
Source : Amandine Dargaud (2 avril 2021)

Cette fresque a été réalisée en partenariat avec FISART, le Festival international de street art de Timişoara organisé par Corina Nani et Sergio Morariu qui m'ont emmenée en voiture le 2 avril 2021 voir les différentes œuvres réalisées dans le cadre du festival depuis sa création en 2015, dont cette œuvre monumentale. Sur une surface de 500m², quatre artistes ont composé un tableau en trois parties représentant le passé (à gauche), le présent (au centre) et le futur (à droite), tandis que le soleil surplombant l'œuvre représente l'espoir (Association TM2021, 23 octobre 2019). Au centre, le personnage féminin fait une minute de silence en hommage aux victimes de la Révolution. Cette œuvre témoigne bien de l'articulation entre identité et image : par sa monumentalité, elle est vectrice de compétition entre les villes – quelques mois plus tard, une plus grande fresque a été

réalisée à Sibiu (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021) – et un argument de marketing urbain, mais le contenu de l'œuvre s'appuie sur des éléments représentatifs et constitutifs de l'identité locale, ici la Révolution, faisant du street art un potentiel outil pour perpétuer la mémoire et renforcer l'identité locale, notamment par le regard touristique (Urry, 1990). En effet, selon Olivier Lazzarotti (2011), « le regard des touristes est investi d'un véritable pouvoir : mettre en lumière ce qui est vu, le dégager de l'invisible et de l'oubli » (p. 46). Par conséquent, « la mémoire n'est plus seulement dite, elle est vue et, par ce fait, transmise. Les touristes, à leur manière, en sont donc aussi les producteurs » (Lazzarotti, 2011, p. 49). Dans le cas de la Révolution, les projets sont en effet motivés et légitimés à la fois par l'attachement interne et la reconnaissance extérieure (Popa, 2019). Dans cette optique, la création du musée national de la Révolution est très attendue par la population et les décideurs locaux.

4.3.C. La muséification de la Révolution : un musée national en projet *versus* un mémorial associatif existant depuis 1990

Annoncée en 2012, la création d'un musée national de la Révolution à Timişoara a d'abord nécessité une longue négociation entre le ministère de la Défense et le ministère de la Culture pour que l'ancienne garnison actuellement inutilisée et située place de la Liberté soit cédée au ministère de la Culture afin d'accueillir le musée (Photographie 87). Désormais, l'appel d'offres est en cours pour la réhabilitation du bâtiment et la construction d'un nouvel édifice dans la cour, l'objectif étant que les travaux commencent cette année (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021). Pour Sorin Predescu, initiateur du projet en tant que directeur de la Direction départementale de la culture, le musée n'a pas pour but de porter sur la période socialiste à proprement parler mais uniquement sur la Révolution :



Photographie 87 : Ancienne garnison militaire à l'abandon cédée au Ministère de la Culture pour le projet de musée de la Révolution Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)

> « Il y a eu l'idée de faire un musée de la Révolution et de l'anticommunisme mais je n'étais pas, je n'étais pas très heureux avec parce que la Révolution était une Révolution et un événement, c'était, c'est un récit de notre communauté et de notre pays. Mais le communisme est une période longue avec des choses très différentes dedans, avec des périodes différentes et des souvenirs différents et je, ce que je veux à Timişoara c'est une discussion sur comment la société change, comment il est possible de dépasser un totalitarisme et ainsi de suite. Mais une discussion idéologique sur si la gauche ou la droite, si le communisme était un vrai communisme, quel était le bon côté et quel était le mauvais côté du communisme c'est, je suppose, dans un autre endroit »[108] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

108 « Was an idea to make a Revolution and anti-communist museum, but I wasn't, I wasn't very happy with, because the Revolution it was a Revolution and was an event, was, it's a narrative of our community and our country. But the communism it's a long period of time with very different things in, with different periods and different memories and I, what I want in Timişoara it's a discussion about how the society changes, how is possible to overcome a totalitarism and so on… But an ideological discussion about if the left or right, if communism was real communism, and what was the good part and what was the bad part of communism, it's, I suppose in another

Pourtant, la Roumanie est un des seuls pays postsocialistes à ne pas avoir de musée spécifiquement dédié à la période socialiste, alors que Marie Le Devehat (2019) note que « la muséification du communisme est un phénomène qui s'est largement développé en Europe de l'Est et centrale depuis le début des années 2000 ». En effet,

> « dans un contexte d'élargissement de l'Union européenne, la mise en place de telles institutions dans les anciens pays du bloc communiste peut être motivée à plusieurs niveaux. Du point de vue de la communauté internationale, la présence de musées du communisme dans de grandes villes européennes peut envoyer un message fort aux visiteurs étrangers. Notamment lorsqu'un parcours muséal présente le communisme dans ses aspects les plus sombres, il promeut la négation de cette partie de l'histoire et, par conséquent, détache le passé totalitaire du régime démocratique nouvellement installé – ou une forme de *never again* à visée d'intégration européenne (Losonczy, 2006 : 100). Au niveau de la politique interne, la muséification s'inscrit aussi dans la redéfinition des identités des pays anciennement dirigés par un régime répressif » (Le Devehat, 2019).

Par conséquent, pour Marie Le Devehat (2019), « le phénomène de muséification du "passé" communiste reste avant tout un outil politique », dont témoigne l'intérêt récent de l'État roumain avec ce projet de musée national de la Révolution à Timişoara. Mais depuis plus de trois décennies, la présentation de la Révolution aux visiteurs et aux habitants était monopolisée par une association privée, le Mémorial de la Révolution. Même si ses activités ne se limitent pas aux espaces d'exposition, le musée national de la Révolution fera certainement concurrence au Mémorial dont le directeur ne souhaite pas collaborer à ce nouveau projet (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021), malgré la proposition de Sorin Predescu (entretien du 19 mars 2021). En effet, selon Simona Fiţ, « ils veulent rester un mémorial, c'est très important pour eux, de ne pas être transformé en musée, mais rester un mémorial parce qu'ils disent que c'est plus important de se souvenir des gens qui sont morts » (entretien du 9 avril 2021). Dès lors, la volonté et la nécessité de différencier le Mémorial du projet de musée national explique peut-être pourquoi Gino Rado a insisté lors de notre entretien sur le fait que le Mémorial n'était pas un musée (j'avais fait l'association), ses activités ne se réduisant pas à l'exposition. Pour lui, ce projet national est un moyen de contrôler la mémoire de la Révolution. En effet, alors que je lui demande si une consultation avec le Mémorial a été faite, il me répond :

> « Non, non. C'est le projet du ministère de la Culture et ce projet vise à donner une vision nationale de ce qu'il s'est passé, pas seulement à Timişoara, pas seulement pendant la Révolution […]. Nous sommes une petite ONG et ils veulent faire quelque chose de très grand, et ils veulent avoir le contrôle sur ce qui est dans ce musée. Ils n'ont pas le contrôle, nous l'avons et nous voulons, nous nous battons pour la vérité »[109] (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021).

place » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

109 « No, no. This is Culture Minister's project and this project is for a national view of what happen, not only in Timişoara, not only in Revolution […]. We are a little ONG and they want something very big, and they want to have control on what is in this museum. They not control, we have and we want, we fight, for truth » (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021)

Dans ce contexte, l'Association du Mémorial de la Révolution est actuellement en désaccord avec les acteurs institutionnels qui promeuvent le projet de musée national. En fait, si la Révolution est présentée comme un événement unificateur et fondateur de la société roumaine postsocialiste, les mémoires de la Révolution sont en réalité très conflictuelles et divergentes. Aujourd'hui, à Timişoara et plus largement en Roumanie, de nombreuses questions sur le déroulement des événements et le passé socialiste restent en suspens, faisant de la recherche de vérité un enjeu majeur, défendu par Gino Rado. A la chute de Nicolae Ceauşescu, Ion Iliescu, un ancien membre de la *nomenklatura*, ayant été élu président, l'intérêt au niveau étatique n'était pas de faire la lumière sur le régime socialiste. En effet, « pour les gouvernements dirigés par le président Ion Ilescu, les raisons [qui ont retardé la réévaluation du passé communiste] étaient plus ou moins claires : une telle évaluation aurait révélé les squelettes de l'élite dirigeante dans les placards »[110] (Popescu-Sandu, 2010, p. 120). Mais même entre 1996 et 2000, quand Emil Constantinescu est au pouvoir, « l'alliance d'opposition elle-même n'a pas pu parvenir à un consensus sur la manière dont [l']évaluation du passé communiste devait être effectuée »[111] (Popescu-Sandu, 2010, p. 120). Cette situation explique que des associations privées comme le Mémorial de la Révolution à Timişoara se soient saisies « non plus seulement d'un devoir (comme c'était le cas pour la Shoah dans la période de l'après-guerre européen) mais bien, et c'est nouveau, d'un droit à la mémoire » (Didier, 2018) en réponse à la négation, l'occultation ou la transformation du passé problématique (Kattan, 2002) par le gouvernement roumain dans l'immédiat post-socialisme.

110 « For the governments under President Ion Iliescu the reasons were more or less clear: such an evaluation would have exposed the ruling elite's skeletons in the closets » (Popescu-Sandu, 2010, p. 120)

111 « More surprising was the failure of the opposition to fulfill its own promises, when they finally did come to power in 1996. The opposition alliance itself could not come to a consensus of how this evaluation of the Communist past was to be performed » (Popescu-Sandu, 2010, p. 120)

CHAPITRE 5

VOIX CONTRADICTOIRES, SURVISIBILISATION ET OUBLI : AU-DELÀ DE LA MÉMOIRE OFFICIELLE DE LA RÉVOLUTION, DES MÉMOIRES PLURIELLES VOIRE CONCURRENTES

> « La crise que la Révolution a déclenchée – l'hyperproduction de la mémoire post-révolutionnaire en étant en quelque sorte le symptôme – est aussi une crise d'ordre moral, survenant dans une société qui a longtemps vécu sous la tyrannie, a été soumise en permanence à la censure et au pacte du mensonge et de la duplicité. Sur la scène de la mémoire de la Révolution, ceux qui espèrent connaître la vérité sont aujourd'hui confrontés à ceux qui ont intérêt à la cacher, ceux qui croient la détenir et ceux qui ne cessent de douter […]. En suivant l'histoire de cette mémoire, on assiste d'une part à un décadrage progressif du récit, qui reconfigure la frontière entre ce qui peut et ne peut pas être dit, et d'autre part à la concurrence des opinions et à l'activation de l'imaginaire investi dans les événements par les différents groupes impliqués dans leur déroulement »[112] (Vultur, 2011, p. 49).

5.1. DE LA MÉMOIRE INDIVIDUELLE À LA MÉMOIRE OFFICIELLE : SÉLECTION, OUBLI ET INSTRUMENTALISATION DE LA RÉVOLUTION EN ROUMANIE. UNE MÉMOIRE UNIFIÉE ?

5.1.A. L'enjeu du droit à la mémoire dans la Roumanie postsocialiste

- *Une stratégie de l'oubli à l'échelle nationale jusqu'au milieu des années 2000*

En Roumanie, « la gestion du passé communiste s'avère plus problématique et ce à cause des spécificités de la transition roumaine. La Roumanie est le dernier pays d'Europe de l'Est à se débarrasser du communisme et le seul à vivre des événements violents en décembre 1989 […]. De plus, la démocratisation a été ralentie par les ex-communistes qui sont restés au pouvoir jusqu'à la véritable alternance de 2004 » (Rigaux, 2008, p. 64). En effet, Ion Iliescu a été président de la Roumanie de 1989 à 1996 puis de 2000 à 2004 après avoir créé le Front démocratique de salut national (FDSN), principal parti des anciens bureaucrates communistes (Annexe 1). Par conséquent, beaucoup de citoyens roumains ont aujourd'hui le sentiment d'une Révolution inachevée voire confisquée et s'interrogent sur sa nature même : s'agissait-il d'un soulèvement populaire spontané ou bien d'un coup d'État planifié (entretiens et discussions informelles) ? Avec le recul, plusieurs personnes que j'ai rencontrées m'ont alors exprimé leur déception et leurs questionnements. Une anecdote que m'a racontée Sorina Jecza le 31 mars 2021 en témoigne : l'installation des monuments commémoratifs ayant pris un peu de temps après la commande faite par le Mémorial de la Révolution, Peter Jecza, son mari sculpteur défunt, a changé d'avis sur l'œuvre dont il a fait don en 1998, remplaçant son choix initial, une sculpture représentant une foule debout, solidaire et enthousiaste, par *Martyrs*, la sculpture des corps allongés, car son point de vue a évolué entre temps

112 « Criza pe care Revoluţia a declanşat – hiperproducţia memorială post revoluţionară fiind într-o anume măsură un simptom al acesteia - e şi o criză de ordin moral, ea apărând într-o societate care a trăit mult timp sub tiranie, a fost permanent supusă cenzurii şi unui pact al minciunii şi duplicităţii. Pe scena memoriei Revoluţiei se confruntă azi cei care speră să afle adevărul cu cei care au interesul să-l ascundă, cei care cred că îl deţin, cu cei care nu încetează să se îndoiască […]. Urmărind istoria acestei memorii, asistăm pe de o parte la o decenzurare treptată a spunerii, ce reconfigurează frontierea dintre ce poate şi fi ce nu poate fi spus, pe de alta, la concurenţa opiniilor şi la activarea imaginarului investit în evenimente de diferitele grupuri implicate în desfăşurarea lor » (Vultur, 2011, p. 49)

sur la Révolution selon sa femme. De même, Gino Rado, directeur du Mémorial de la Révolution, m'a exprimé la déception engendrée par la (non) transition politique :

> « Après le 28 décembre 1989, le pouvoir est revenu à Iliescu. Nous voulions en finir avec le communisme et qui vient ? Et après le 22 décembre 1989, beaucoup de gens sont morts. Pourquoi ? Pourquoi il était nécessaire de tuer ces gens ? Hein ? Et qui est coupable de cela ? Qui est coupable ? Après trente ans, ils ont un pouvoir. Et bien sûr, il ne veut pas que les gens sachent ce qu'est la vérité ou ce qu'il s'est passé en 1989 »[113] (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021).

Au-delà de la déception, de nombreuses questions restent donc en suspens sur la Révolution, parmi lesquelles : qui a tiré sur la population ? Était-ce un mouvement spontané ou une action provoquée pour apporter une caution révolutionnaire au nouveau régime ? Qu'est-il arrivé aux victimes disparues ? Quel est le nombre exact de victimes ? Les terroristes ont-ils vraiment existé après le départ des époux Ceauşescu ? Qui étaient les vraies figures révolutionnaires ? (Vultur, 2011 ; Szabo, 2015 ; Popa, 2019). Selon Lucian-Vasile Szabo (2015), ces questions sont insolubles en raison de l'absence de preuves et de vérification des faits rapportés au moment de la Révolution, notamment par les médias internationaux – en témoigne l'affaire des faux charniers de Timişoara. *A contrario*, l'histoire orale joue un rôle de premier plan dans la sauvegarde de la mémoire du communisme (Herlea, 2018). Mais malgré l'important recueil de témoignages, des questions persistent pour les chercheurs comme Smaranda Vultur. Par exemple :

> « Qui a fait sortir les ouvriers des usines ? On les a obligés de sortir ? C'était leur initiative ? Pourquoi on a mobilisé les... Quelques fois, ils ont enfermé leur directeur et toute la, tu sais, c'est comme une révolte interne, ou d'autres où le directeur a été plus intelligent, s'est mis comme chef des révolutionnaires *(rires)*. Bon peut-être c'est… Donc j'ai aucune idée comment les choses se passaient à l'intérieur tu sais, il y a des gens qui peuvent, j'ai discuté avec des officiers, des militaires qui étaient ici près de la ville, qui étaient mobilisés à une dizaine de kilomètres et ils savaient qu'ils devaient attaquer la ville, ils avaient leur famille dans la ville, tu sais, ils étaient très inquiets, ils savaient qu'il y avait des morts, donc t'imagines qu'il y avait toutes les sortes de conflits. Il y avait des victimes parmi les jeunes soldats qui étaient en service militaire temporaire, tu sais, qui avaient 18 ans, et on pense : qui les a tués ? Leur chef ? Leur officier ? Parce qu'ils ont pas voulu tirer ? Il y a des endroits où l'armée n'a pas tiré tu sais, ou a essayé de temporiser les choses, d'autres où sans aucune prévention tu sais ils ont tiré » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Dans un contexte d'incertitude auquel se rajoute le contexte politique avec l'élection d'Ion Iliescu, « les institutions de l'État roumain n'étaient pas vraiment contentes de connaître la vérité »[114] (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021) quand l'Association du Mémorial de la Révolution a été créée à Timişoara et que le travail de documentation a commencé. En effet, « les néo-communistes roumains ont fait de leur mieux pour cacher la vérité sur le passé récent (et tout

113 « After 28th December 1989, the power get Iliescu. We want done of communism and who come? And after 22th December 1989 died many people. Why? Why it was necessary to die this people? Yes? And who is guilty for this? Who was guilty in? After 30 years, they have a power. And of course he doesn't want to people know what is the truth, or what happened in 1989 » (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021)

114 « Romanian state institutions not was really glad to know the truth » (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021)

d'abord sur leur passé récent). Les traces matérielles des années communistes ont été détruites, réutilisées, et/ou réinterprétées »[115] (Dobre, 2015, p. 5). Ainsi, alors que l'on parlait du projet de musée national de la Révolution à Timişoara, Tudor regrette la destruction de certains matériaux qui auraient pu être exposés au musée et attend l'ouverture des archives (entretien du 17 mars 2021) :

> TUDOR – Ils ont effacé beaucoup de preuves, même des documents ou, heu, des uniformes militaires et tout ce qu'ils pouvaient et je pense que c'est une honte qu'il y ait si peu d'objets ou de choses à exposer dans le musée, dans un musée aussi important. Il y avait des sortes de matériaux provenant des victimes et des documents mais ils les ont pris, ils les ont brûlés. Personne ne sait rien, c'est très ennuyeux. Donc le système… Après la Révolution, même dans les services secrets, ce genre d'organisations, à ce niveau, ils étaient dirigés par les communistes qui étaient avant les forces de sécurité et… Qui peut prendre la place des services secrets après la Révolution ? Les mêmes gars, c'était le monde d'après la Révolution et ils nous ont volé les temps nouveaux.
>
> AMANDINE – Parce que tu veux essayer de comprendre ce qu'il s'est passé ?
>
> TUDOR – Exactement, et nous ne savons toujours pas après 31 ans, c'est très triste. Ils ont dit que c'était des terroristes qui avaient tiré sur les gens après que Ceauşescu s'est enfui et qu'on l'a fusillé, mais c'était Iliescu et les forces de sécurité qui ont tiré des bâtiments juste pour que les gens aient peur et ils ont dit à la télévision : "ok, restez chez vous, les communistes sont partis, le dictateur est mort, nous avons gagné, restez chez vous parce qu'il y a des terroristes dans le pays et qu'ils tirent" et tout le monde… Alors ils peuvent le mettre, Iliescu, ils peuvent le mettre au pouvoir.
>
> AMANDINE – Donc le travail de mémoire est toujours en cours ?
>
> TUDOR – Oui, oui, mais ils ne sont pas autorisés ou ils ne peuvent pas ouvrir les dossiers, même les dossiers de la Révolution, c'est un grand processus et il y a des dossiers à Bucarest et des déclarations et des preuves, et personne ne les ouvre après 31 ans, juste pour voir quel est le niveau de corruption dans ce pays, et je pense que toutes ces preuves et heu, ces dossiers seront révélés après la mort d'Iliescu.
>
> AMANDINE – Ok. Il a quel âge ?
>
> TUDOR – 91, 91 ans et tout le monde attend qu'il meure depuis 15 ans je pense et rien ne s'est passé *(rires)*, et il y a beaucoup de blagues à ce sujet : "nous allons mourir avant lui", "putain, il ne meurt pas, putain de bolchevique et de communiste"[116].

115 « The Romanian neo-communists did their best to hide the truth about the recent past (and first of all about their recent past). The material traces of the communist years were destroyed, reused, and/or reinterpreted » (Dobre, 2015, p. 5)

116 TUDOR – They erased many of the proofs, even documents or, heu, military uniforms and everything they could and I think it's a shame that are so little objects and things to expose in the museum, in such an important museum […]. There were some kind of materials from the victims and documents, but they took them, they burned them. Nobody knows anything, it's very annoying. So the system… After the Revolution, even in the secret services, this kind of organization, at that level, were ruled by the Communists that have been before, the Security forces, and... who can take the place to the secret services after the Revolution? The same guys, it was a world after the Revolution and the new times steal us.
AMANDINE – Because you are interested to try to understand what happened?
TUDOR – Exactly, and we still don't know after 31 years, it's very sad. They said that were terrorists who shot the people after Ceausescu run and was shooted, but it was Iliescu and the Security forces that shooted from buildings

Même si en réalité les archives de la *Securitate* sont devenues accessibles en 2000 avec la création du Centre national d'études des archives de la *Securitate* (CNSAS) (Herlea, 2018 ; Constantin, 2019), cet extrait d'entretien avec Tudor montre que le procès de la Révolution roumaine qui s'est finalement tenu en 2019 est inachevé, comme l'explique Anemona Constantin (2019) : « dans le dossier de la "Révolution", plusieurs dizaines de personnes ont été inculpées depuis 1990, mais la plupart ont été libérées aussitôt soit par décrets de grâce successifs accordés par le président de la République, soit en raison de leur âge avancé, soit parce que le réquisitoire s'est avéré souvent incomplet » (p. 131). De plus, Smaranda Vultur m'a expliqué que pendant longtemps, les acteurs institutionnels au niveau étatique n'ont pas associé la Révolution à l'anticommunisme afin de s'assurer une légitimité : « ils ont voulu dire que c'était un mouvement populaire contre Ceauşescu, même si très vite […] ici ceux qui ont crié dans la rue ont changé de Ceauşescu aux choses communistes, "à bas le communisme", donc le système » (entretien du 6 avril 2021). Mais selon Paul Ricœur (2000), « la fonction sélective du récit […] offre à la manipulation l'occasion et les moyens d'une stratégie rusée qui consiste d'emblée en une stratégie de l'oubli autant que de la remémoration » (p. 103). En effet, « les communistes, convertis en "démocrates", ont plaidé pour l'amnésie et ultérieurement ont conçu une habile stratégie de récupération des crimes et des souffrances dont ils étaient eux-mêmes responsables pour s'ériger, sans le moindre scrupule, en vaillants combattants anticommunistes » (Herlea, 2018, p. 192). La Révolution est donc un moyen de légitimer les néo-communistes pour faire rupture avec le régime précédent (Dobre, 2015). Dès lors, la commémoration des victimes et des héros de la Révolution a aussi été intégrée à la stratégie étatique, conduisant Sidonia Grama (2005) à parler d'instrumentalisation politique de la commémoration. L'exemple le plus représentatif est la loi de la gratitude qui donne des avantages aux anciens révolutionnaires (voir 5.2.A) : promulguée en 2004 à la fin du second mandat d'Ion Iliescu, pour Corneliu Vaida (entretien du 1er avril 2021) comme pour Smaranda Vultur (entretien du 6 avril 2021), il est clair que cette loi avait pour but de gagner du crédit politique à la veille de la campagne présidentielle « parce que parmi les révolutionnaires […], il ne pouvait qu'être contesté […] parce que les gens se posaient des questions, pourquoi il a pas laissé le procès au terme etc. » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Ainsi, la fabrication de la mémoire officielle du passé socialiste et de la Révolution est passée par une double stratégie étatique, l'une visant à capitaliser sur la Révolution pour donner une légitimité au nouveau gouvernement, l'autre à sélectionner certains épisodes et certains aspects de la mémoire au détriment d'autres (Kattan, 2002), voire à limiter strictement la liberté d'expression. Par exemple, le film *Requiem for Dominic* réalisé par Robert Dornhelm en 1991 a été censuré : fondé sur une histoire vraie et comprenant des séquences vidéo documentaires, le film retrace les événements de la Révolution à Timişoara, leurs mystères et montre les rumeurs qui ont circulé à

just to the people to be scared, and they said in the television : "ok, stay home, the communists are gone, the dictator is dead, we won, stay at home because are terrorists in the country and shoot", and everybody… So he can put him in the, Iliescu, he can put him there in charge of the country.
AMANDINE – So the work of memory is still going?
TUDOR – Yes, yes, but they are not allowed or they can't open the files, even the Revolution files, it's a big process and there are files in Bucharest, and declarations, and proofs, and nobody open them after 31 years, just to see how high is the level of corruption in this country, and I think all of these... proofs and heu… files will be revealed after Iliescu will die.
AMANDINE – Ok. How old is he?
TUDOR – 91, 91, and everybody wait him to die I think for 15 years ago, and nothing happened (rires), and there are many jokes about it : "we will die before him", "fuck he is not dying, fucking bolshevik and communist" (entretien du 17 mars 2021)

Portrait de Corneliu Vaida

Ancien révolutionnaire et citoyen d'honneur de Timişoara, Corneliu Vaida a participé aux manifestations anticommunistes de décembre 1989 dans la ville. Il avait alors 27 ans et travaillait dans une usine. A partir du 22 décembre, il est devenu porte parole de l'armée et des révolutionnaires auprès des journalistes étrangers grâce à ses compétences en langues étrangères. Aujourd'hui, bénéficiant de sa notoriété locale, Corneliu Vaida s'engage sur de nombreux sujets en faisant régulièrement des réclamations auprès de la municipalité de Timişoara, qu'il partage publiquement sur sa page officielle Facebook ou sur son blog. Par exemple, il milite en ce moment pour la conservation des traces de balles sur les palais en cours de ravalement sur la place de la Victoire. Ainsi, lors de notre entretien le 1er avril 2021, il s'est défini comme quelqu'un de très « vocal » et « engagé dans le mouvement civique de Timişoara ».

travers l'histoire de Dominic Paraschiv accusé de terrorisme. Corneliu Vaida ayant été consultant pour le film (voir son portrait), il m'a raconté que lors de sa première projection au Festival de Venise, un représentant du gouvernement d'Ion Iliescu était présent et s'est insurgé à la fin contre le film qui « jetterait de la boue sur la Révolution », ce à quoi Corneliu Vaida a rétorqué que tous les faits étaient vrais puisqu'il a été présent tous les jours aux manifestations à Timişoara et que le film a été fait en grande partie conformément à ses indications (entretien du 1er avril 2021). Mais *Requiem for Dominic* a été interdit pendant 25 ans en Roumanie. Dans ce contexte, dans l'immédiat post-socialisme en Roumanie, le devoir de mémoire se heurte à une stratégie de l'oubli et de surveillance de la mémoire mise en place au niveau étatique. En réaction, ce sont des chercheurs, des intellectuels ou des associations qui se sont engagés dans un travail de documentation sur le passé socialiste et dans la revendication d'un droit à la mémoire.

• Un travail de mémoire assuré par des associations et des intellectuels devenus ensuite des représentants de l'opposition politique

Dominique Chevalier et Anne Hertzog (2018) invitant à s'intéresser aux échelles du travail de mémoire, il semble qu'en Roumanie, ce travail se fait davantage à échelle locale qu'à échelle nationale, comme en témoigne Gino Rado, directeur du Mémorial de la Révolution : « c'est leur travail, pas le mien. Mais le gouvernement ne faisant rien, nous avons dû le faire »[117] (entretien du 2 mars 2021). Pour Ovidiu Mihăiţă, un des fondateurs du Musée du consommateur communiste à Timişoara, les initiatives privées jouent alors un rôle important face aux « manques » de la politique mémorielle institutionnelle :

> « Les gens savent que nous avons eu cette Révolution en 1989 et que nous nous sommes libérés des communistes, du régime communiste juste ici à Timişoara, et les autorités ne préparent pas de Musée de la Révolution, ce qui est assez nécessaire… J'ai bien peur qu'il se passe beaucoup de temps avant qu'elles commencent. Mais nous, en tant que communauté, nous n'avons pas le droit d'oublier ce passé, de les laisser le réduire en poussière, l'abandonner, nous devons le présenter à nos… visiteurs ! Parce que quand tu viens dans notre ville je me considère comme un hôte, et je dois te montrer ce que nous avons fait dans le passé et ce que nous ferons, et je veux te présenter le passé, et je l'ai dans une toute petite quantité d'informations et d'objets ici dans notre musée, et je pense que cela devrait être le problème de la ville ou de la municipalité je ne sais pas… Hum, oui […] nous avons ce manque, appelons-le ainsi »[118] (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020).

117 « This is their job, not my job. But not do nothing, the government, so we must made it » (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021)

Par conséquent, selon Remus Creţan, professeur de géographie à l'Université de l'Ouest (entretien du 5 mars 2021), la plupart des initiatives mémorielles concernant le passé socialiste sont liées à des ONG, des intellectuels ou des acteurs privés, éventuellement aux municipalités, mais jamais à l'État central, en tout cas jusqu'au milieu des années 2000. En effet,

> « à partir du début des années 1990, les intellectuels publics et les représentants de l'opposition politique légitimés par la dissidence anticommuniste ou la participation active aux événements de 1989 ont été les premiers à invoquer l'impératif d'assumer la responsabilité et de faire face au passé communiste et à son héritage. Leurs injonctions à une mémoire précise et appropriée ont insisté sur la nécessité de faire face au passé en distinguant les victimes des auteurs, tout en reconnaissant l'existence de zones grises de responsabilité »[119] (Georgescu, 2010, p. 159).

L'initiative mémorielle la plus importante en Roumanie vient donc de la société civile : le Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet est devenu en quelques années un haut lieu de production d'une mémoire de la répression socialiste (Herlea, 2018 ; Constantin, 2019 ; Smaranda Vultur, entretien du 1er avril 2021 ; Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021). A l'instar du Mémorial de la Révolution à Timişoara, le Mémorial de Sighet comprend des espaces d'exposition, des espaces de commémoration et un centre d'études sur la période socialiste où travaillent des chercheurs affiliés. Situé dans l'ancienne prison de Sighet, il a été fondé en 1993 par un couple d'écrivains anticommunistes, Ana Blandiana et Romulus Rusan, dans le cadre d'une ONG, la Fondation Académie civique. Bénéficiant du soutien du Conseil de l'Europe, il a été inscrit en 1998 sur la liste des principaux lieux de conservation de la mémoire en Europe aux côtés du Mémorial d'Auschwitz et du Mémorial de la Paix de Caen. Dès l'ouverture du musée en 1997, le Mémorial de Sighet est également déclaré ensemble d'intérêt national par le gouvernement de la Convention démocratique roumaine présidé par Emil Constantinescu. Ceci témoigne d'avancées dans la politique mémorielle étatique entre les deux mandats d'Ion Iliescu mais aussi des liens importants entre le projet du Mémorial de Sighet et la sphère politique. En effet, au-delà de ses activités civiques, Ana Blandiana était une figure politique importante après la Révolution (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021), en particulier par son engagement dans l'Alliance civique, groupe d'intellectuels dissidents dont dérive ensuite un parti politique du même nom créé en réaction à la montée du Front démocratique de salut national (Annexe 1). Le parti de l'Alliance civique rejoint alors l'alliance de la Convention démocratique roumaine en 1992. Par conséquent,

118 « People they know that we have this revolution in 1989 and we got free from the communists, the communist regime just here in Timişoara, and the autorities are not preparing the Museum of Revolution which is quite necessary, I'm afraid it will last too long for they will start doing it. But we, as a community, we are not allowed to forget about this or to let them dust, lay upon it, but we have to present it to our... visitors ! Because when you come in our town I consider myself as a guest, and I have to show you what we did in the past and what we will do, and I want to present you the past and I have it in a very small amount of informations and objects here in our Museum, and I think this should be a matter of the town or the city hall I don't know. Hum, yeah […], we have this lack, let's call it like this » (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020)

119 « Starting with the early 1990s, public intellectuals and representatives of the political opposition legitimated by anti-Communist dissidence or active participation in the 1989 events have been prominent in invoking the imperative of assuming responsibility and of facing the Communist past and its legacy. Their injunctions for accurate and appropriate remembrance insisted on the necessity to come to terms with the past by distinguishing between victims and perpetrators even while acknowledging the existence of gray zones of responsibility » (Georgescu, 2010, p. 159)

« créé en même temps que l'Alliance Civique et son antenne politique, le Parti de l'Alliance Civique (PAC), le Mémorial de Sighet n'est indépendant ni dans sa fonction, ni dans ses intentions des luttes menées par les intellectuels au début des années 1990 pour construire une opposition viable au Front du Salut National (FSN) » (Constantin, 2019, p. 188). Bien que ce soit une « initiative qui s'est développée d'elle-même » (Corina Şuteu, entretien du 22 mars 2021), elle n'est donc pas sans visée politique selon Diana Georgescu (2010) :

> « s'appuyant sur la perception dominante des événements de décembre 1989 comme une rupture révolutionnaire avec le passé communiste, les intellectuels publics et les journalistes ont invoqué un sens de la mission et de la responsabilité pour mener une nation traumatisée sur la voie d'une société saine. Il va sans dire que ce devoir national auto-attribué a permis aux élites intellectuelles et politiques de jouir du "capital moral" que des chercheurs comme Katherine Verdery considèrent comme "un type de capital politique ayant une valeur particulière en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique" (1996:106). Étant donné le sentiment omniprésent de victimisation du peuple roumain sous le régime communiste au début des années 1990, le "capital moral" dérivé de la résistance au parti et de la souffrance sous le communisme était un atout politique inestimable. Les appels de l'opposition politique étaient également destinés à contrer les revendications concurrentes de légitimité révolutionnaire du Front démocratique de salut national, récemment créé, le principal parti des anciens bureaucrates communistes. Capitalisant sur la visibilité de son leader – Ion Iliescu – pendant les événements, le Front s'est présenté comme le libérateur du peuple de la dictature communiste et la seule garantie de stabilité future, de normalisation et de solidarité nationale. L'opposition politique et intellectuelle a répondu en déchargeant que le Front avait "volé" la révolution et trahi l'esprit révolutionnaire de 1989 »[120] (Georgescu, 2010, pp. 159-160).

Dans ce contexte, selon Marianne Rigaux (2008), « la mémoire du passé communiste a subi un détournement politique exercé par les élites postcommunistes en quête de légitimation » (p. 64) pour passer de la sphère intellectuelle à la sphère politique (Constantin, 2019). De plus, en criminalisant le passé socialiste, il s'agit aussi d'attester du fonctionnement démocratique du régime postsocialiste roumain et de légitimer l'intégration du pays à l'Union européenne qui s'est concrétisée en 2007.

120 « Drawing on the dominant perception of the December 1989 events as a revolutionary break with the Communist past, public intellectuals and journalists invoked a sense of mission and responsibility in leading a traumatized nation on the way to becoming a healthy society. Needless to say, this self-assigned national duty ensured that intellectual and political elites enjoy the "moral capital" that scholars such as Katherine Verdery consider to be "a type of political capital having special currency in Eastern Europe and the formet Soviet Union" (1996:106). Given the pervasive sense of victimization of the Romanian people under the Communist regime in the early 1990s, the "moral capital" derived from resitance to the party and suffering under communism was an invaluable political asset. The appeals of the political opposition were also meant to counter competing claims to revolutionary legitimacy by the recently created Democratic National Salvation Front, the chief party of former Communist bureaucrats. Capitalizing on the visibility of its leader - Ion Iliescu - during the events, the Front presented itself as the liberator of the people from Communist dictatorship and the only guarantee of future stability, normalization, and national solidarity. The political and intellectual opposition responded by discharging that the Front "stole" the revolution and betrayed the revolutionary spirit of 1989 » (Georgescu, 2010, pp. 159-160)

- *Une mise à l'agenda politique du passé socialiste dans le contexte de l'intégration à l'Union européenne à partir du milieu des années 2000*

Selon Marianne Rigaux (2008), face à la « demande sociale d'un procès du communisme », « à la politique du silence menée par Ion Iliescu succède en 2004 une politique de décommunisation plus volontariste à l'initiative de Traian Băsescu » (p. 64), président de la Roumanie de 2004 à 2014. En effet,

> « au début des années 2000, un autre régime mémoriel a été forgé par le nouveau contexte politique, à savoir l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN et la volonté de rejoindre l'Union européenne. Cette nouvelle situation a déterminé les autorités roumaines à reconnaître l'Holocauste roumain et à indemniser ses victimes, ainsi qu'à condamner le régime communiste. Le 18 décembre 2006, le président roumain de l'époque, Traian Băsescu, a proclamé que le communisme était "criminel et illégitime" dans une déclaration faite lors d'une session commune du Parlement roumain[121] » (Dobre, 2017, p. 130).

Après l'ouverture des archives de la *Securitate* en 2000, un Institut de la Révolution roumaine (2004), un Institut pour l'investigation des crimes du communisme (2005) et une Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie (2006) sont créés. A l'issue de cette commission présidentielle, un rapport a été publié en 2007 auquel Smaranda Vultur a participé en rédigeant le chapitre sur la déportation et l'assignation à domicile : c'est la première fois qu'elle a pu confronter sa collection de témoignages aux archives (entretien du 1er avril 2021).

Des avancées ont donc eu lieu, mais elles sont tardives par rapport aux autres pays postsocialistes où, par exemple, l'ouverture des archives de la police politique a eu lieu dès le début des années 1990 (1990 en Allemagne, 1992 en Bulgarie, 1994 en Hongrie...) (Constantin, 2019). De plus, « le dossier de la "Révolution" de décembre 1989 est finalisé [seulement] en 2019, 30 ans après les faits. Trois personnes sont inculpées pour "crimes contre l'humanité" : Ion Iliescu, président du FSN, Gelu Voican Voiculescu, vice-Premier ministre et le général Iosif Rus, chef de l'aviation militaire (au moment des faits) » (Constantin, 2019, p. 131). Enfin, les mesures restent incomplètes. La Roumanie n'a pas eu de loi de lustration qui aurait empêché les anciens dirigeants du régime socialiste de garder leurs privilèges ou d'accéder au pouvoir, alors que c'était une des principales revendications des révolutionnaires. A ce titre, la Proclamation de Timişoara (11 mars 1990) est un document symbolique très important pour les habitants de la ville et les anciens révolutionnaires, dont le texte est affiché sur la place de la Liberté ou à proximité du château Huniade (Photographie 88). Il s'agit d'un document programmatique qui n'a pas été adopté dans



Photographie 88 : Borne avec la *Proclamation de Timişoara* devant le château Huniade
Source : Amandine Dargaud (4 mars 2021)

121 « At the beginning of 2000s another memorial regime was forged by a new political context, namely the adhesion of Romania to NATO and the desire to join the European Union. The new situation determined the Romanian authorities to acknowledge the Romanian Holocaust and to compensate its victims as well as to condemn the communist regime. On 18 December 2006, the then-president of Romania, Traian Băsescu proclaimed communism "criminal and illegitimate" in a statement made during a common session of the Romanian parliament » (Dobre, 2017, p. 130)

l'immédiat post-socialisme, en particulier en raison du point 8 qui visait précisément la lustration : il exigeait que les anciens membres de la *nomenklatura*, de la police politique, de la milice ou de l'armée nationale ne puissent pas accéder à la fonction publique pendant trois sessions électorales consécutives (Georgescu, 2010 ; Herlea, 2018). Mais c'est seulement en 2010 que le Parlement a voté en faveur de cette demande (Dobre, 2015). Trop tardive et inachevée, la lustration était pourtant « nécessaire, non seulement du point de vue moral, mais aussi pour des raisons pragmatiques, la lutte contre la corruption lui étant étroitement liée » (Herlea, 2018, p. 192).

Aujourd'hui, la Roumanie est donc un pays où la corruption est endémique et où les héritages du socialisme sont prégnants dans la sphère politique et institutionnelle, ce qui crée un décalage entre les attentes révolutionnaires et la réalité de la (non) transition politique : « par rapport à l'avenir tel qu'il était imaginé à l'époque, l'image rétrospective de la société roumaine des […] dernières années est discordante »[122] (Grama, 2005). Ainsi pour Tudor, « en Roumanie, il y a une forte et laide mémoire du communisme qui est le parti PSD […]. Ils ont les mêmes idéologies je pense, et je ne comprends pas comment les gens peuvent voter pour eux, même après 30 ans »[123] (entretien du 17 mars 2021). En effet, héritier du Front démocratique de salut national, le Parti social démocrate est souvent critiqué pour la présence d'anciens responsables du Parti communiste parmi ses membres mais aussi pour des scandales de corruption. A Timişoara, dans les rues, j'ai pu en effet observer des graffitis qui font le rapprochement entre le PSD et le PCR (Photographies 89 et 90) mais aussi des stickers anticommunistes (Photographie 91) et des pochoirs critiques ou ironiques à l'égard de l'aveuglement collectif concernant, j'en fais l'hypothèse, la situation politique actuelle en Roumanie (Photographies 92 et 93).



Photographie 89 : Tag « PSD = PCR » situé Boulevardul 3 August 1919 (Fabric)
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)



Photographie 90 : Pochoir « PSD Peste rouge » situé Boulevardul 3 August 1919 (Fabric)
Source : Amandine Dargaud (13 avril 2021)



Photographie 91 : Sticker « Mieux vaut mort que communiste » sur une borne électrique du parc Regina (Fabric) Source : Amandine Dargaud (12 avril 2021)



Photographie 92 : Pochoir « Idiot nation » situé Strada Feldioara (Elisabetin)
Source : Amandine Dargaud (31 mars 2021)

122 « Compared to the future as it was imagined then, the retrospective image of Romanian society of the past […] years is discordant » (Grama, 2005)

123 « In Romania it is a strong and ugly memory about communism that is the PSD party […]. They have the same ideologies I think, and I don't understand how people can vote them, even after 30 years » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)



Photographie 93 : Pochoir « Que la Roumanie vive bien » situé Splaiul Protopop Meleţie Drăghici
Source : Amandine Dargaud (13 avril 2021)

Dès lors, la perpétuation de la mémoire de la Révolution ayant notamment pour but de ne pas répéter les erreurs du passé (voir 4.2.B), « la commémoration de la Révolution de 1989 est [aussi] un moment de réflexion critique sur le présent »[124] (Grama, 2005) à Timişoara. En ce sens, « la mémoire de la Révolution n'a pas seulement une valeur rétrospective, mais aussi une valeur projective »[125] (Vultur, 2011, p. 55).

5.1.B. La mémoire projective et cathartique de la Révolution à Timişoara

Selon Sidonia Grama (2005), « le temps de la commémoration de la Révolution de 1989 est un temps de réflexion critique sur le présent, dans la perspective de l'événement fondateur commémoré. Une force projective persiste dans son aura exemplaire ». La Révolution est précisément conçue ainsi dans le dossier de candidature au label Capitale européenne de la culture d'après Simona Fiţ qui a participé à sa conception :

> « C'était perçu comme une façon de la repenser, dans le, dans le contexte actuel et de la comparer avec d'autres mouvements dans d'autres États d'Europe de l'Est, et de souligner cette, cette particularité des personnes qui sont très actives et impliquées dans la, comme la communauté, comme ceux qui sont actifs et qui passent à l'action, afin d'inspirer les jeunes générations. Ainsi, il y a cette dimension mémorielle, mais aussi cette perspective d'inspirer, d'être vraiment impliqué et d'agir, pas seulement de parler et de donner des idées et des recommandations, mais de faire des choses »[126] (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021).

On retrouve là l'association entre mémoire de la Révolution et objectif de participation citoyenne promue dans le slogan de l'événement, mais il s'agit aussi de réfléchir sur la Révolution, la « repenser » selon Simona Fiţ ou même la « questionner » selon Tibor Novak qui travaille pour le programme bénévolat de l'Association TM2021. En effet, selon lui, la métaphore de la lumière et plus spécifiquement la Révolution sont « à la fois inspirants et discutables » :

> « C'est discutable à cause de toutes ces périodes difficiles que la Roumanie a traversées et soudainement tout était à nouveau libre mais les gens ne savaient pas comment faire, comment mettre en action les attentes […]. Donc l'un des aspects, l'un des axes centraux, appelons-le comme ça, du dossier de candidature, de notre dossier de candidature en tout cas, c'est de regarder clairement autour de soi et de voir que les choses ne vont pas très bien et que

124 « The commemoration of the 1989 revolution is a time of critical reflection on the present » (Grama, 2005)
125 « Memoria Revoluţiei are nu doar o valoare retrospectivă, ci şi una proiectivă » (Vultur, 2011, p. 55)
126 « It was seen like a way of rethinking it, in the, in the present context and compare with other movements in other states from the East Europe, and to emphasize this, this feature of the people that are very active and involved in the, like the community, like the ones that are active and take actions, so in order to inspire the young generations. So it, it was, it has this memorial dimension but also this perspective of inspiring, to, to be really involved and really taking actions, not only just talking and giving ideas and recommendations, but doing things » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

nous devons faire quelque chose pour y remédier »[127] (Tibor Novak, entretien du 27 juillet 2018).

Ainsi, si la mémoire de la Révolution est intégrée aux politiques de marketing urbain comme constitutive d'une identité et d'une image urbaines prestigieuses et unifiées, certains projets culturels et artistiques sont aussi l'occasion d'aborder les questions et les doutes qui persistent sur le déroulement et l'issue des événements. A titre d'exemples, dans le cadre du programme *Mémoires de la citadelle* de 2019, une des trois planches de bande dessinée affichée sur les arrêts de bus pose la question de la « révolution perdue » (Photographie 94) tandis que le roman de George Orwell, *La Ferme des animaux*, est réinterprété dans une fresque (Photographie 95) et une pièce de théâtre comme une métaphore pour faire référence à la Révolution de 1989 et pour interroger son issue. En effet, le spectacle inspiré du roman joué en octobre 2019 par la compagnie de théâtre Auăleu au Centre de jeunesse de Calea Martirilor rappelle, par la satire, les correspondances entre la période socialiste et le présent, entre autres à travers la persistance de la corruption, et dénonce le fait que la Révolution roumaine ait principalement profité à l'élite politique et économique.



Photographie 94 : Planche *La Révolution perdue (Revolutia rătăcită)* de Sorina Vazelina installée sur un arrêt de bus du quartier Calea Martirilor par l'Association TM2021
Source : Amandine Dargaud (7 mars 2021)



Photographie 95 : Fresque *La Ferme des animaux* de KSELEQOQYNQYSHY commandée par l'Association TM2021 et réalisée à l'arrière du Centre de jeunesse de Calea Martirilor
Source : Amandine Dargaud (7 mars 2021)

Par conséquent, « à l'instar de ses monuments, les gestes commémoratifs de la Révolution de Timişoara n'expriment pas seulement un sens commun des événements, comme c'est le but habituel des commémorations politiques, mais ils enregistrent avant tout une question et une protestation »[128] (Grama, 2005). En ce sens, la mémoire de la Révolution est à la fois projective mais aussi cathartique : à travers la commémoration d'événements injustifiables et injustifiés, les pratiques commémoratives jouent un rôle dans le dépassement du traumatisme culturel (Dobre, 2015). La déportation au Bărăgan, la mort d'enfants sur le parvis de la Cathédrale métropolitaine ou la disparition de 43 cadavres incinérés en secret à Bucarest sont parmi les événements les plus

127 « It's kind of inspiring and questionable in the same time. It's questionable because of all these hard periods that Romania went through and suddenly everything was free again but the people didn't know how to get, to put expect to work […]. So one of the aspect, one of the key notes, let's call it like that, of the bidbook, of our bidbook at least, is to clearly take a look around you and see that things are not very well and we must do something about » (Tibor Novak, entretien du 24 juillet 2018)

128 « Similarly to its monuments, the commemorative gestures of the revolution from Timişoara not only express a common sense of the events, as the usual aim of political commemorations, but it first of all records a question and a protest » (Grama, 2005)

traumatisants et inexplicables pour les habitants de Timişoara. Par exemple, Smaranda Vultur a essayé de comprendre qui avait tiré sur les enfants devant la Cathédrale (la police secrète ? l'armée ?) en recueillant notamment le témoignage d'une habitante de la place qui a pu observer la scène, mais cela reste flou :

> « Les gens ne pouvaient pas interpréter les uniformes dans cette situation. Chacun a vu ce qu'il avait dans la tête. D'ailleurs je suis sûre en partie qu'on voit ce qu'on croit voir, parce que quand les choses sont difficiles à rapporter à quelque chose de connu, cette chose se produit, tu sais, qu'on voit ce qu'on pense à ce moment-là, tu sais. Mais moi j'ai réinterprété beaucoup, tout ce qu'il s'est passé dans différents endroits, par rapport à ce que les autres ont raconté, j'ai essayé de m'expliquer certaines choses qui sont inexplicables, qui me restaient inexplicables » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Certains monuments commémoratifs portent alors spécifiquement sur ces événements, comme *Ouverture* d'Ingo Glaas. Situé en face de la Maison de la jeunesse, il se compose de deux panneaux verticaux en acier : « le panneau frontal […] contient les noms des 43 personnes dont les corps inanimés ont été volés à l'hôpital départemental et brûlés au crématorium de Bucarest, gravés sur le côté intérieur, entre deux croix » tandis que « l'autre panneau est divisé par une fente verticale de lumière, ouverte vers l'ouest » (Grama, 2005). Ainsi, « par ses multiples significations, le monument est […] une tombe symbolique avec une présentation verticale, pour ceux qui ne reposent pas dans la terre. Ici, une petite urne contient une partie des cendres des personnes brûlées à Bucarest […]. Le monument est sanctifié, les morts sans sépulture ont trouvé une place pour l'instant »[129] (Grama, 2005). Ces exemples remettent en cause l'« accaparement de l'espace public par la mémoire officielle » (Vultur, 2011), que j'ai montré à l'échelle de Timişoara dans le chapitre précédent à travers les lieux de mémoire de la Révolution et dans la partie précédente à l'échelle de la Roumanie à travers le contrôle institutionnel. Cette mémoire officielle unifiée, fondée sur la sacralisation et l'héroïsation des victimes d'une part et sur l'instrumentalisation de la Révolution comme « fondement commun de la société roumaine » postsocialiste (Lazea, 2007) d'autre part, est remise en cause non seulement par les doutes qui perdurent sur les événements de décembre 1989 et le passé socialiste en Roumanie mais aussi par la cohabitation de mémoires divergentes dans l'espace public. « L'étude de la spatialité des mémoires conduit alors […] à explorer le rôle des mémoires dans les modalités d'appropriation, de production et de contrôle des espaces » (Chevalier et Hertzog, 2018).

5.1.C. La cohabitation de mémoires divergentes dans l'espace à Timişoara

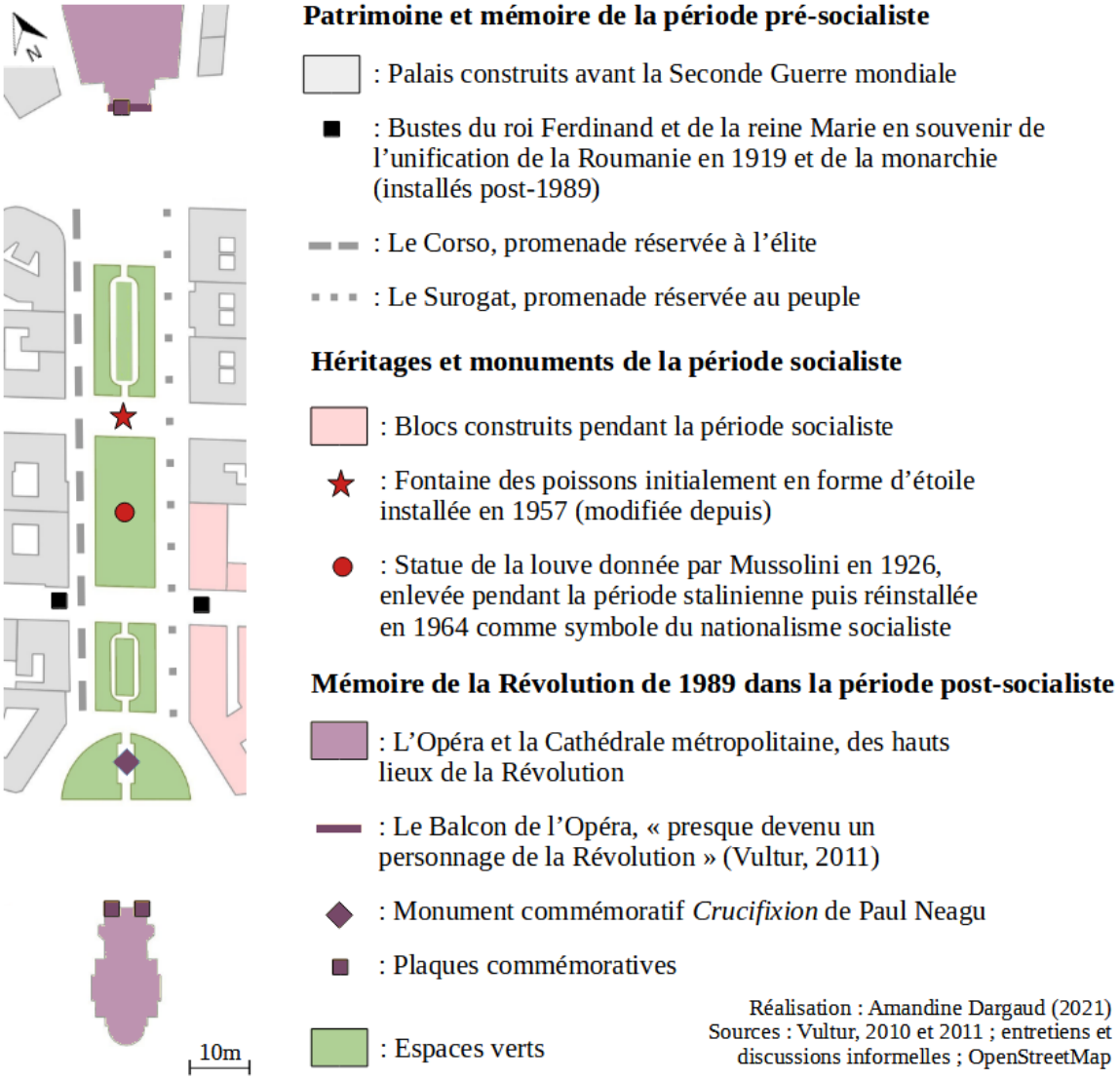
A Timişoara, certains lieux accumulent les traces et les mémoires de différentes époques, rappelant la métaphore de la ville palimpseste (voir 1.3). Dès lors, le « dialogue des mémoires ne s'inscrit pas dans un espace vide, mais dans un espace qui est déjà l'espace de production d'autres mémoires » (Vultur, 2010). Selon Smaranda Vultur (2010), le lieu le plus représentatif de cette

129 « The front panel […] contains the names of all the 43 persons whose inanimate bodies were stolen from the County Hospital and burnt at the Crematorium in Bucharest engraved on the inner side, between two crosses. The other panel is divided by a vertical slot of light, opened to the west […]. By its manifold meanings the monument is […] a symbolic grave with a vertical presentation, for those who do not rest in the ground. Here a small urn contains part of the ashes of those burnt in Bucharest […]. By its placement, the monument is sanctified, the dead without a grave have found themselves a place for the time being » (Grama, 2005)

superposition des mémoires est la place de la Victoire : espace de représentation sociale pendant l'entre-deux-guerres, elle est aujourd'hui un lieu symbolique de la Révolution de 1989 mais ses monuments et ses héritages bâtis permettent en réalité de retracer l'histoire de Timişoara depuis le début du XX^{ème} siècle (Carte 15), ce qui donne lieu à la cohabitation de mémoires potentiellement divergentes – la proximité de symboles du nationalisme socialiste et de ceux de la Révolution anticommuniste de 1989 en témoigne. Ainsi, « ce dialogue des mémoires fait que la place, au lieu de se transformer en un lieu de mémoire, laisse entrevoir le travail même par lequel son espace est produit comme une négociation, à multiples paliers, d'une relation, toujours remise en cause, entre le passé et le présent » (Vultur, 2010).

Carte 15 : La place de la Victoire, un palimpseste d'héritages et de mémoires à Timişoara

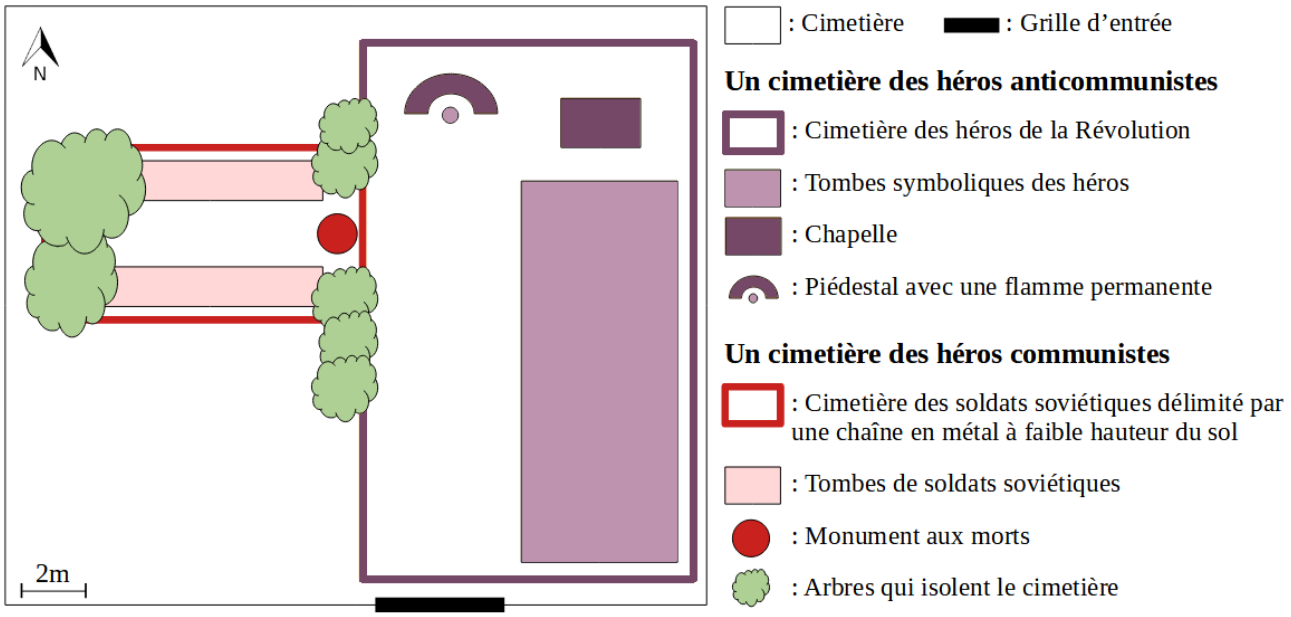
Source : Amandine Dargaud (2021)



Alors que la mémoire officielle de la Révolution promeut une mémoire unifiée, les traces du passé préexistantes dans l'espace dans lequel les lieux de mémoire s'insèrent rendent potentiellement conflictuelle leur cohabitation, en particulier lorsque ce sont les marques du passé socialiste qui demeurent. Ainsi un des lieux de mémoire les plus importants créés à l'initiative du Mémorial de la Révolution, le cimetière des héros, a été installé à proximité immédiate du cimetière des soldats soviétiques. Cet exemple « exprime implicitement le potentiel de cohabitation de significations contradictoires dans un lieu symbolique »[130] (Grama, 2005) et suscite des réactions de la part de la société civile ou d'anciens révolutionnaires comme Corneliu Vaida. Pour lui, « c'est la plus importante relique du communisme à Timişoara »[131] et en 1995, il a suggéré aux acteurs institutionnels de la déplacer mais les tombes des soldats tombés dans un pays étranger sont protégées par une loi internationale, donc cela nécessite une négociation diplomatique lourde (entretien du 1er avril 2021). C'est d'ailleurs Corneliu Vaida qui m'a informée de l'existence de ce lieu de mémoire soviétique, alors que je m'étais déjà rendue au cimetière des héros. Concentrée sur ce dernier, je n'ai pas vu le monument aux morts avec l'étoile rouge sur la gauche – j'y suis donc retournée. Les deux ensembles commémoratifs sont séparés par une allée qui relie une des entrées du cimetière à la flamme éternelle dédiée aux héros de la Révolution tandis qu'une haie et une chaîne isolent le cimetière des soldats soviétiques du reste de l'espace (Figure 18 et Photographie 96). Finalement, il faut passer derrière le monument aux morts pour que s'ouvre l'enchaînement des tombes marquées d'une étoile rouge, ce qui a été assez saisissant pour moi (Photographies 98 et 99).

Figure 18 : La cohabitation de deux lieux de mémoire divergents

Source : Amandine Dargaud (2021)



130 « implicitly expresses the potential of cohabitation of contradictory meanings in a symbolic place » (Grama, 2005)
131 « That is the most important relique of the communism in Timişoara » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021)



Photographie 96 : Deux cimetières qui cohabitent Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)
Au premier plan, les tombes symboliques des héros de la Révolution. Au second plan à droite, la chapelle et le piédestal de la flamme éternelle en hommage aux héros de la Révolution. A l'arrière plan à gauche, le monument aux morts soviétique avec son étoile rouge qui marque l'entrée dans le cimetière des soldats soviétiques.



Photographie 97 : Tombes des héros inconnus transportés et incinérés à Bucarest
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)



Photographie 98 : Tombes des soldats soviétiques
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)



Photographie 99 : Monument aux morts soviétique
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)

La relative dissimulation du cimetière des soldats soviétiques peut être interprétée comme une stratégie d'invisibilisation de cette « relique » socialiste. Dans la même logique, le recyclage d'anciens monuments socialistes permet leur réappropriation et une « décommunisation symbolique » (Coudroy de Lille, 2011). Ainsi le monument en hommage au soldat roumain érigé en 1962 dans le parc Staline (actuel parc Central) (Photographie 100) est devenu un monument « anti-bolchevique » par un ajout sur l'inscription à l'avant du socle, permettant une prise de distance avec son contexte d'érection : « gloire au soldat roumain […] qui a combattu héroïquement contre le fascisme, pour la liberté et l'indépendance de la patrie » a été changé en « gloire au soldat roumain […] qui a combattu héroïquement *contre le bolchevisme* et le fascisme pour la liberté et l'indépendance de la patrie ». A nouveau, Corneliu Vaida a protesté quand la municipalité a changé la plaque, reconnaissant la valeur artistique de la statue mais demandant son déplacement pour une question d'éthique : « ces soldats, ils ont emmené le communisme ici »[132] (entretien du 1er avril 2021). Même si peu de gens sont au courant du recyclage de ce monument – par exemple, une personne avec qui je me baladais qui souhaitait me le montrer comme un héritage du socialisme a été surprise du changement de la plaque – Smaranda Vultur considère que dans le contexte postsocialiste, le « dialogue des mémoires » entraîne une amplification des contradictions et une destructuration de la mémoire, la crise sanitaire étant révélatrice des névroses actuelles :



Photographie 100 : Le monument du soldat roumain dans le parc Central (*Monumentul Ostaşului Român*)
Source : Amandine Dargaud (25 février 2021)

> « ça c'est l'aspect important à mon avis de cette mémoire : dans quelle mesure, quel est l'impact collectif, quel est le pouvoir de solidariser les gens, tu sais ? Et malheureusement au niveau politique on travaille maintenant pour destructurer aussi cette… Peu à peu s'est constitué une sorte de consensus sur les, sur la partie des morts, ceux qui ont été victimes, l'implication de l'armée qui a été niée jusqu'au bout du monde, jusqu'au bout de tous ces événements, tu sais, et comment on a fait pour, plutôt pour créer un lien tu sais, pour faire les gens aller au musée, voir ce qu'il se passe. Chacun préférait croire, comme pour l'épidémie, tout ce qu'il veut croire […]. Je crois que maintenant dans l'épidémie ça joue aussi un rôle très important dans l'amplification de la peur, des névroses, des, parce qu'il y a ces discours contradictoires et les gens ne supportent pas, doivent avoir une seule source de vérité, tu sais » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

132 « These soldiers, they bring communism here » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021)

Dans le contexte postsocialiste, la multiplicité des opinions et des témoignages est une rupture par rapport à l'époque du régime de Nicolae Ceauşescu : à la mémoire historique unifiée véhiculée par la propagande succède désormais la mémoire collective portée par des souvenirs individuels (Halbwachs, 1950). En effet, « au début pour les témoins victimes […], c'était un discours contre le discours officiel et contre le discours du parti communiste et du parti unique, bon donc l'idée d'unicité de la vérité, ils voulaient affirmer leur propre vérité qui était [celle] des témoins » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021). Mais les expériences personnelles étant tellement diverses, comme en témoigne Corneliu Vaida qui reconnaît que « s'il y a dix personnes là-bas, tout le monde dira sa façon, son point de vue à ce sujet »[133], les témoignages sont devenus de plus en plus contradictoires, en tout cas pluriels. Dans ce contexte, pour Smaranda Vultur (entretien du 6 avril 2021) comme pour Nicolae Popa (2019), la capacité de la société roumaine à faire de la Révolution le support d'une solidarité et d'une fierté communes est alors à questionner, d'autant plus à Timişoara où les associations de révolutionnaires se battent pour des intérêts économiques et symboliques. On assiste alors une survisibilisation des conflits et « une sorte d'inflation médiatique [qui] empêche aussi bien l'acte de mémoire et de commémoration des victimes que les célébrations de la victoire »[134] (Vultur, 2011, p. 64).

5.2. DES MÉMOIRES INDIVIDUELLES EN CONCURRENCE POUR DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET SYMBOLIQUES

5.2.A. Avoir été, être ou devenir révolutionnaire : les bénéfices d'un statut

Après la promulgation de la loi de gratitude par Ion Iliescu en 2004, de plus en plus de personnes se sont déclarées comme révolutionnaires. En effet, Corneliu Vaida m'explique :

> « Surtout à Bucarest mais aussi ici à Timişoara et dans les autres villes, ont commencé à arriver de plus en plus de révolutionnaires […]. Par exemple en avril 1990, nous [étions] à Timişoara, je sais pas, 300 révolutionnaires, maintenant nous sommes 2000. A Bucarest [ils étaient] 1000, maintenant ils sont 15 000 » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021, partie en français non traduite).

Dans un contexte de campagne électorale, « Iliescu a donné des cartes, des cartes d'identité de révolutionnaires, un nombre énorme. Parmi eux des policiers qui ont été dans la rue, des gens très… donc ça a été la politique de, heu, je crois, d'après 1989, de créer tout le temps des confusions, tu sais, et le héros, et le martyr est devenu très vite […] celui qui fait des affaires dans la rue, celui qui fait du négoce illicite » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril). Ainsi une « industrie des faux révolutionnaires » (Aznárez, 7 février 2012) s'est développée, l'inflation du nombre de révolutionnaires s'expliquant par les avantages donnés par la loi de gratitude : pensions, acquisition de foncier ou d'un logement à conditions préférentielles, droit à la retraite 5 ans plus tôt, crédits sans intérêts, exonération d'impôts… Par exemple, Corneliu Vaida bénéficie d'une pension de 400€

133 « there are 10 people there, everybody will tell you their way, their point of view about that » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021)

134 « un soi de inflaţie mediatică e împiedicat deopotrivă actul de reculegere şi comemorare a victimelor, ca şi cel de celebrare a victoriei » (Vultur, 2011, p. 64)

par mois mais n'a jamais obtenu la terre qu'il lui était octroyée car il a refusé que l'association dont il était membre s'occupe de la procédure :

> « J'ai pas refusé [la terre], j'ai dit je vais tout seul pour prendre ça, pas avec l'association parce que dans l'association, le président, ils ont fait des affaires. Ils ont dit : "donnez-moi, signez-moi le papier que je *gestionne* cette affaire" et j'ai dit : "je signe rien, s'il est mon droit, je le conserve pour moi, je le mets pas en commun avec les autres", parce qu'ils ont pris le terrain, ils ont donné à chacun qui a eu le droit d'avoir le terrain moitié de la valeur, moitié ils ont mis dans la poche. Ça fonctionnait comme ça ! Et pour ça j'ai pas reçu le terrain jusqu'à aujourd'hui ! » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021, partie en français non traduite).

En effet, les présidents des associations ont versé des pots-de-vin pour récupérer des certificats ou des biens (Aznarèz, 7 février 2012). Selon Tudor, « beaucoup de gens en ont tiré bénéfice […], ont demandé et ont reçu un certificat de révolutionnaire alors qu'ils ne sont pas allés dans la rue, même un jour ou… Certains d'entre eux ! Il y a des personnes qui ont des avantages et ils étaient communistes à l'époque, ils étaient membres du Parti et après cela, ils ont pris le certificat »[135]. *A contrario*, il ajoute : « beaucoup de vrais héros, ils n'ont même pas de certificat, de certificat de révolutionnaire, comme mon père. Il a refusé et beaucoup de gens qui se sont battus dans la rue pendant la Révolution n'ont pas voulu accepter parce qu'ils ont vu qui gagnait le, certains de ces certificats et bénéfices, et il y a des conflits »[136] (Tudor, entretien du 17 mars 2021). Ainsi Corneliu Vaida a en effet préféré ne pas recevoir de terre.

A Timişoara, on assiste alors à une « instrumentalisation de la mémoire des victimes du passé par ceux qui s'en revendiquent les héritiers à des fins de promotion sociale ou de légitimation politique » (Veschambre, 2009). En effet, dans les associations, « tout le monde veut être le chef » selon Corneliu Vaida (entretien du 1er avril). Pour lui, c'est même pour cela qu'il y en a autant – neuf organisations à Timişoara. En décembre, elles se battent pour s'accaparer les anniversaires commémoratifs (Grama, 2005 ; Popa, 2019). Tudor qui organise la Marche des héros avec les supporters de Peluza Sud, l'événement qui rassemble le plus de participants, en témoigne :

> « Comme je l'ai dit tout le monde est convié à nous joindre dans cette action et certaines organisations révolutionnaires sont venues certaines années. D'autres ont essayé de parler avec nous et nous convaincre d'aller à leur manifestation parce qu'ils étaient trop peu et ils veulent […] une bonne image dans la presse, dans les journaux pour leur organisation, et essayer de nous attirer avec eux »[137] (Tudor, entretien du 17 mars 2021).

135 « Many of the people took benefits […], they asked and they received a revolutionary certificate and they haven't been on the streets even a day or… Some of them! They are some persons that have benefits and they were communists in that time, and were Party members, and after this they took the certificate » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

136 « Many of true heroes, they didn't even have a certificate, revolutionary certificate, like my father, he refused, and many of the people that fought on the streets in that days didn't want to accept, because they saw who gain the, some of that certificates and benefits, and there are fights » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

137 « As I said everybody is welcome to join us in this action and some of the revolutionary organizations came in other years, other of them tried to talk with us and to convince us to go to their manifestation because they were too few and they want [...] a good image in the press, in the papers for their organization, and try to bring us with them » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

Mais pour respecter la logique de leur action qui se veut une alternative fédératrice en réponse aux conflits entre les associations de révolutionnaires, Tudor a toujours refusé leurs propositions. Par conséquent, pour Corneliu Vaida, c'est la marche la plus honnête qui est organisée à Timişoara et la seule à laquelle il participe : « j'attache plus d'importance au fait que les jeunes chérissent la mémoire de la Révolution qu'au fait d'être avec de faux révolutionnaires, qui sont avec de vrais révolutionnaires, et… Je ne me tiens pas aux côtés de tout le monde, je n'aime pas ça […], je ne veux pas être comparé à qui que ce soit »[138] (entretien du 1er avril 2021). Et puisque les conflits prédominent, Corneliu Vaida s'est opposé à la volonté du ministère de la Culture de consulter les associations de révolutionnaires pour créer le musée national de la Révolution :

> « Le ministre de la Culture, il voulait venir ici avec un sénateur et réunir les neuf organisations de révolutionnaires pour les consulter, et j'ai dit : "je pense que c'est très stupide, vous savez pourquoi ? Parce que ces neufs associations, il n'y a pas, elles ne peuvent pas se mettre, elles ne peuvent jamais être d'accord les unes avec les autres, et ce sera comme d'habitude un scandale ! Alors, prenez la responsabilité, et faites-le ! Et faites-le ! Vous avez des gens, des historiens comme Kali et d'autres, qui..." (Kali je crois a écrit neuf ou douze livres sur la Révolution) "Parlez avec lui ! Prenez-le comme consultant !" […] Pas avec les associations parce que ce sera un scandale permanent, tout le monde veut être le chef. Tu sais, par exemple à Bucarest, il y a encore, malheureusement il y a l'Institut de la Révolution roumaine, qui est une pure connerie, parce que chaque… Ils ont fait aussi le *Dictionnaire de la Révolution*, à l'intérieur vous pouvez trouver des gens qui n'ont rien à voir avec la Révolution. Je ne dis pas que je ne suis pas à l'intérieur, parce que ça ne m'intéresse pas d'y être, mais je ne suis pas à l'intérieur et j'étais une des personnes très connues à l'époque, et pas seulement à l'époque. Si vous mettez mon nom sur Google, vous verrez que je suis quelqu'un. Mais comme moi, il y en a d'autres aussi ! Ils ne sont pas là-dedans ! »[139] (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021).

Finalement, selon Corneliu Vaida, les organisations institutionnelles sur la Révolution ou même les associations « ont caché des millions de héros depuis trente ans »[140]. Il s'attaque en particulier au Mémorial de la Révolution car il considère que ses membres sont de faux révolutionnaires (entretien du 1er avril 2021).

---

138 « I value more the fact that the young people is cherishing the memory of the Revolution than to be together with some fake revolutionaries, which are together with some real revolutionaries, and… I don't stand near everybody, I don't like this » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021)

139 « This Minister of Culture because it depends on him, I tried to speak with him and for example we wanted to come, the Minister of Culture, he wanted to come here together with a senator, and to get together all the 9 revolutionary organizations to consult them, and I said I think it's very stupid, you know why? Because all these 9 associations, there are not, they cannot put, they cannot be never agree one with other, and it will be as usual a scandal! So, take the responsibility, and do it! And do it! You have people, historians like Kali like others, who… Kali I think wrote 9 or 12 books about the Revolution. Speak with him! Take him consultant! You have also in Bucharest, there are I don't know how many associations, it's, it's tremendous. Not with the associations because it will be a permanent scandal, everybody wants to be the chief. You know, for example, in Bucharest, it is still, unfortunately it is, the Institute of the Romanian Revolution, which is a pure bullshit, because every, they made also the dictionary of the Revolution, inside you can find people which have nothing to do with the Revolution. I'm not saying that I'm not inside, because I'm not interested to be there, but I am not inside and I was one of the very known persons in those days, and not only in those days. If you put, if you google my name, you will see that I am somebody. But like me there are also others! There are not in there! » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021)

140 « 30 years since is that institute, they have been hiding millions of heroes » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021)

5.2.B. Des conflits de légitimité : les « vrais » et les « faux » révolutionnaires

Les intérêts économiques assurés par la loi de gratitude mais aussi le crédit symbolique qu'apporte le statut d'ancien révolutionnaire engendrent d'importants conflits de légitimité entre ceux qui se revendiquent comme « vrais » révolutionnaires et ceux qui sont considérés comme « faux » révolutionnaires. Ainsi selon Corneliu Vaida, les membres du Mémorial de la Révolution ne se sont pas vraiment battus dans la rue en décembre 1989 :

> « Premièrement, ceux qui sont là-bas au Mémorial de la Révolution, de mon point de vue, ce sont des faux révolutionnaires. L'ancien président et directeur, il a été blessé, mais je ne suis pas sûr qu'il ait été blessé en se battant contre le régime. Tu sais, c'est une affaire très sensible dans cette Révolution et pas seulement dans la nôtre, partout, parce que par exemple les blessés, ils ont tout mon respect, Adrian Kali a été blessé, il avait deux balles dans les jambes, il manifestait et protestait quand on lui a tiré dessus, mais d'autres personnes se sont fait tirer dessus en sortant du restaurant saouls, et je connais des révolutionnaires parce qu'ils ont été blessés en étant ivres dans la rue »[141] (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021).

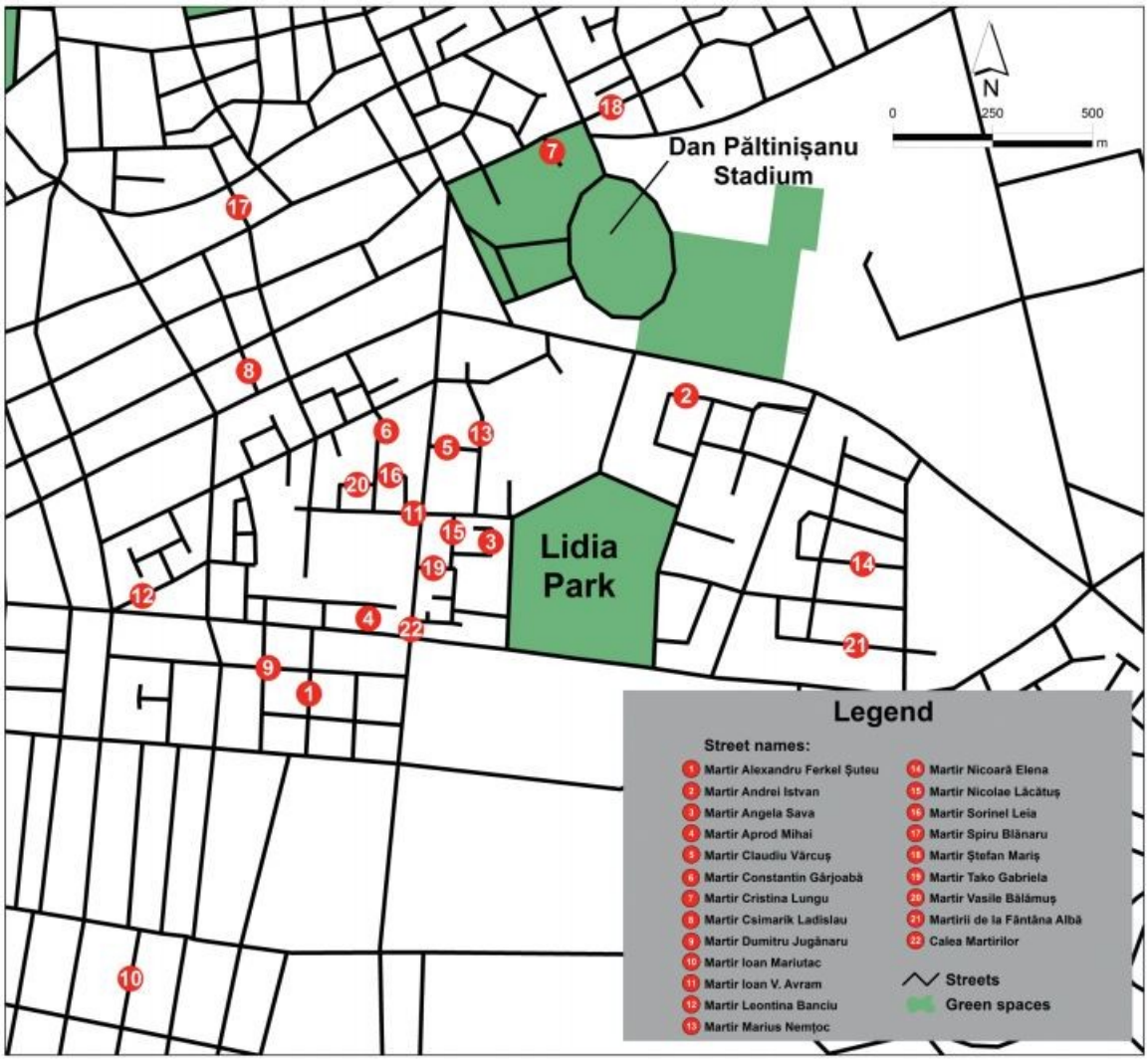
Pour ceux qui considèrent s'être vraiment battus pendant la Révolution, certains « révolutionnaires » ne sont donc pas légitimes. Les habitants aussi sont partagés, comme le montre l'enquête empirique de Remus Creţan et Philip W. Matthews (2016) auprès des habitants du quartier Calea Martirilor, un des quartiers de Timişoara où le plus de rues ont été renommées avec des noms de martyrs de la Révolution (Photographie 101 et Carte 16). Les chercheurs s'interrogent sur les modalités d'appropriation des nouveaux toponymes. S'il est clair que les coûts engendrés par la nécessité de changer les documents officiels à la suite du changement d'adresse ont posé problème aux habitants, de même qu'utiliser les nouveaux noms est une habitude à prendre qui nécessite du temps, la question de la valeur culturelle, mémorielle et de la nécessité commémorative des martyrs est



Photographie 101 : Entrée d'un bloc situé Strada Martir Dumitru Juganaru (nom inscrit sur la porte), anciennement Strada Albac (ancienne plaque conservée sur la façade)
Source : Amandine Dargaud (7 mars 2021)

141 « First of all, who is there at the Memorial of the Revolution, from my point of view, there are fake revolutionaries. The ex president and director, he was wounded, but I'm not sure that he was wounded fighting against the regime. You know, it's a very tricky business in this Revolution and not only in ours, everywhere, because for example the woundeds, I have all my respect, Adrian Kali was wounded, he had 2 bullets in his legs, he was demonstrating and protesting when we was shot, but other people were shot when they get out from the restaurant drunk, and I know persons which are revolutionaries because they were wounded being drunk on the street » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021)

plus complexe et nuancée. La majorité des habitants interrogés ne sont pas contre les noms de martyrs pour leurs rues en soi, mais certains estiment qu'il y en a trop et que certains martyrs ne sont pas « légitimes » car ils sont devenus martyrs *a posteriori* « juste » parce qu'ils sont morts pendant la Révolution sans y avoir participé activement, presque par accident. Pour un homme de 55 ans, « ce n'est pas juste » (Creţan et Matthews, 2016).



Carte 16 : Rues qui ont été renommées avec des noms de martyrs de la Révolution dans le quartier Calea Martirilor au sud de Timişoara
Source : Cretan et Matthews, 2016, p. 97

Selon Smaranda Vultur (2011), on assiste alors à une « bataille silencieuse » à travers les toponymes mais aussi les plaques commémoratives, gages de légitimité et outils de légitimation pour les particuliers, les associations, les institutions, les partis politiques qui les installent. Par exemple, pour la communauté hongroise, la Révolution débute le 15 décembre, premier jour de rassemblement contre l'expulsion du pasteur László Tőkés, au lieu du 16 décembre officiellement reconnu, pour insister sur l'origine du soulèvement anticommuniste.



Photographie 102 : Plaques en hongrois et en roumain installées sur la façade de l'Église réformée hongroise où il est inscrit que la Révolution a commencé le 15 décembre 1989 à Timişoara
Source : Amandine Dargaud (27 février 2021)

Dans cette logique, sur les plaques apposées sur la façade de l'Église réformée hongroise, la Révolution commence le 15 décembre (Photographie 102), de même dans l'œuvre *Martyrs* de Peter Jecza. Autour de la sculpture principale, Smaranda Vultur me demande :

> « Tu as vu qu'il y a cinq chaises ? Il a introduit le jour de 15, parce que ça aussi le calendrier est très… Si tu vas à la maison de Tőkés, c'est écrit 15 jusqu'à, jusqu'au 20 quand Timişoara a été libérée, bon au moins théoriquement parce que Nicolae Ceauşescu est parti plus tard, le 22, non ? Donc il y a cette tension, si je peux dire, entre la façon aussi de symboliser les choses, de le resymboliser d'ailleurs dans les monuments, et puis de le… Peter Jecza était hongrois et je crois qu'aussi à cause de cela, donc parce que certains disent "non, c'est le 16 que tout a commencé", quand les gens qui se sont ramassés devant Tőkés, donc ils veulent séparer les deux choses, parce qu'au début c'était un soutien pour Tőkés d'une partie de sa communauté, qui a évolué et je sais pas si c'est par hasard ou non parce que personne ne le sait… » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Ainsi Corneliu Vaida reproche par exemple au Mémorial de la Révolution de donner trop d'importance au pasteur dans le film présenté aux visiteurs, alors qu'il n'a eu aucun rôle dans la Révolution à proprement parler selon lui (entretien du 1er avril 2021). Par conséquent, selon Smaranda Vultur, « on voit très bien les contradictions et les conflits de la mémoire, parce que moi je trouve que la mémoire est toujours conflictuelle et plurielle et qu'il y a des groupes qui portent des mémoires différentes » (entretien du 6 avril 2021). Elle envisage alors la mémoire comme une

« forme d'action », c'est-à-dire que les différents acteurs qui portent la mémoire se considèrent comme « des "passeurs de mémoire", des individus, des groupes, qui se sentent dépositaires de cette mémoire » (Veschambre, 2009). Plus que des « passeurs de mémoire », les témoins peuvent même être considérés comme des « entrepreneurs de mémoire », définis par Michaël Pollak comme « ceux qui créent les références » sur le passé et « ceux qui veillent à leur respect » (Constantin, 2019) et qui, en ce sens, défendent et revendiquent chacun son propre point de vue.

5.2.C. La mémoire comme « forme d'action » (Vultur, 2011)

Selon Smaranda Vultur (2011), la mémoire comme « forme d'action » se réfère « non seulement à l'acte de témoigner, c'est-à-dire de faire partie d'une mémoire collective en cours de production, mais aussi à une position qui implique une responsabilité vis-à-vis des victimes de la révolution et de leurs proches et, de manière plus générale, des choix politiques »[142] (pp. 48-49). Dès lors, elle observe que les témoins interrogés ont le sentiment d'avoir un devoir de transmission et de clarification des événements de décembre 1989. En effet, les personnes que j'ai moi-même rencontrées avaient à cœur de démêler le vrai du faux avec moi, Smaranda Vultur m'ayant dit elle-même à la fin de notre second entretien, alors que je la remerciais, qu'il était important que nous ayons eu ces discussions pour m'aider à comprendre les faits passés et la situation actuelle. Selon elle, « le travail de production de la mémoire s'apparente donc à une véritable herméneutique, à une activité intense d'interprétation de ce qu'il s'est passé »[143] (Vultur, 2011, p. 48). A travers le « souci des détails, de la fixation de la mémoire dans l'espace de la ville »[144] (Vultur, 2011, p. 50) dans les témoignages, elle m'explique :

> « Ce qui était évident, les gens voulaient me, la mémoire était très enracinée dans l'espace, donc ils disaient : "j'étais dans tel coin, à tel point", et le temps, et donc tout était écrit : "à 6h moins le quart, je me trouvais là" […]. C'est comme pour démontrer, c'était comme, parce qu'on, on faisait témoigner les gens devant la *procurature* militaire, devant les institutions, et […] ils voulaient confirmer que ces choses se sont passées, tu sais, que c'est vrai, que c'est vrai […]. Ce qui était clair, c'était qu'ils décrivaient avec des détails temporels et spatiaux très importants, c'était comme pour une étude de cas sur le livre, peut-être tu connais, de Halbwachs, […] *Les Cadres sociaux de la mémoire*. L'idée principale c'est que notre mémoire, notre propre mémoire individuelle, s'élabore dans un cadre d'une mémoire préexistante, que nous faisons appel à quelque chose qui préexiste à notre propre mémoire pour faire intelligible le, les inédits des faits qui surviennent, et pour les faire un peu, les aligner et les encadrer dans quelque chose de connu. Et ça c'est, c'est très clair pour la Révolution » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Motivée par un sentiment d'urgence avant que les témoins disparaissent, Smaranda Vultur a donc pu « analyser comme fait de mémoire un événement duquel [elle a] été témoin », chose rare selon elle, et observer, avec une distance de plus de trente ans désormais, que « la mémoire c'est

142 « Mă refer aici nu doar la actul de a depune mărturie, deci la acela de a te constitui în parte a unei memorii colective în curs de producere, ci şi la o situare ce presupune responsabilitatea în raport cu victimele revoluţiei şi rudele lor şi, la modul mai general, opţiuni politice » (Vultur, 2011, pp. 48-49)

143 « Activitatea de producere a memoriei echivalează din aceste cauze cu o adevărată hermeneutică, cu o intensă activitate de interpretare a ceea ce s-a întâmplat » (Vultur, 2011, p. 48)

144 « preocuparea pentru detalii, pentru fixarea memoriei în spaţiul oraşului » (Vultur, 2011, p. 50)

une reconstruction permanente. On exclut des choses, on oublie des choses, on ajoute des choses qu'on a apprises d'un autre » (entretien du 6 avril 2021). Ainsi, ayant eu la possibilité de renouveler des entretiens avec les mêmes personnes des années plus tard, elle observe :

> « Ce que j'ai vu, le discours devient plus général, et ils parlent de la liberté, si ça a mérité ou non de sortir, d'être blessé […]. Maintenant c'est plutôt la question de la liberté, c'est plus philosophique le discours, plus réflexif. Plus réflexif, moins concret, et on cherche des symboles, même au niveau individuel. On fait des bilans de sa propre vie, comment a changé sa vie avec ça. Donc il y a […] aussi ce côté qui au niveau de, qui concerne chaque habitant de la ville, dans quelle mesure sa vie est devenue meilleure ou il trouve qu'elle est bonne et… Tu sais même pour les nouvelles générations, ça dépend des générations, qu'est-ce qu'ils attendaient de leur vie... » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Smaranda Vultur envisage donc la construction de la mémoire comme un processus social situé dans la position, la trajectoire et l'expérience des porteurs de cette mémoire (entretien du 6 avril 2021). Par conséquent, « les discours sur le socialisme dépendent de la dynamique des rapports de pouvoir dans les sociétés de l'Est et s'inscrivent dans l'expérience spécifique qu'en font les acteurs » (Stan, 2005, p. 83). Autrement dit, « la mémoire du socialisme n'est pas une, mais multiple » (Stan, 2005, p. 82).

5.3. DES MÉMOIRES PLURIELLES : AU-DELÀ DE LA MÉMOIRE TRAUMATIQUE, (N)OSTALGIE ET OUBLI

5.3.A. Une survisibilisation des héros et des conflits : un trop plein de mémoire ?

> « "Abus", "folie" (Jeudy, 1990), "hypertrophie", "obésité", "excroissance monstrueuse" (Guillaume, 1990), "inflation", "prolifération", "embonpoint" (Hartog, 2002), c'est tout un registre lexical de l'excès qui est employé pour mettre en garde nos contemporains contre la tentation du "tout patrimoine". Pour de nombreux auteurs, l'augmentation du nombre de revendications mémorielles est toute aussi suspecte, voire même plus dangereuse encore. Nora (1997), Todorov (1995) ou Terray (2006) nous ont mis en garde en des termes très proches ("abus de mémoire") contre ce "culte de la mémoire" […]. Ce type de critique a débouché sur la commande d'un rapport à l'historien A. Kaspi (2008). Ce rapport fait le lien entre "l'inflation commémorative" et "l'affaiblissement de la mémoire collective" » (Veschambre, 2009).

A Timişoara, la mémoire collective dominante fondée sur la commémoration et l'héroïsation des révolutionnaires est en effet affaiblie par la multiplication des acteurs revendiquant le devoir de mémoire, par leurs contradictions et leurs conflits. Ainsi « le problème de la détérioration constante de l'image publique de ceux qui ont eu "le courage fou en 89 de sortir dans la rue" est l'effet, d'une part, des dissensions internes entre les "vrais" et les "faux révolutionnaires", et d'autre part, du discours négatif de la presse »[145] (Grama, 2005). Régulièrement, les cérémonies commémoratives

145 « The problem of the constant deterioration of the public image of those who had "the mad courage in '89 to go out in the streets" is the effect, on the one hand, of the internal dissensions between the "true" and "false

de décembre font l'objet de scandales médiatiques, comme en 2020 quand George Simion s'est invité à la Marche des héros du 17 décembre. Leader de l'Alliance pour l'Union des Roumains (AUR), un parti d'extrême droite qui a émergé rapidement en Roumanie depuis sa fondation en 2019 (Annexe 1), George Simion a été reçu par des huées de la part des anciens révolutionnaires – notamment Vasile Popovici et Corneliu Vaida que j'ai rencontrés. Ces derniers se sont alors opposés, sous surveillance des gendarmes pour éviter les débordements, à ce que George Simion dépose des bougies sur les marches de la Cathédrale en signe de deuil. Quand je lui demande de me raconter ce qu'il s'est passé, Corneliu Vaida justifie son opposition : « ça n'a rien à faire, un anniversaire révolutionnaire, avec un parti. Peu importe le type de parti que c'est, parce que la Révolution n'a pas été faite par des partis, elle a été faite par des gens »[146] (entretien du 1er avril 2021). Mais les tentatives de récupération politique ou militante de la mémoire de la Révolution sont fréquentes et augmentent la confusion selon Smaranda Vultur, qui fait référence aux protestations qui ont eu lieu dans la nuit du 28 au 29 mars devant le domicile du maire de Timişoara contre la prolongation du confinement pour lutter contre la propagation de la covid-19 : « ce qu'il se passe avec ces *protest* c'est, pour moi c'est incroyable, parce qu'ils utilisent la rhétorique de la Révolution pour les masques et pour la pandémie, tu sais, ils *bagatélisent* tout, "liberté" et tout ça, ils disent même "venez avec nous" comme ils disaient "sortez des maisons" » (entretien du 6 avril 2021). Nicolae Popa considère en effet que l'on assiste à un « vacarme des opinions » et une « souillure des idéaux révolutionnaires » (2019). Pour Smaranda Vultur, cela est dû en partie à la multiplication des « entrepreneurs de la mémoire » et des projets commémoratifs, notamment dans le contexte de l'événement Capitale européenne de la culture dans lequel la Révolution est centrale :

> « Tous ces projets pour la mémoire à mon avis c'est juste aussi parce qu'ils sont trop nombreux. La mémoire qui était niée et repoussée maintenant à cause du succès de l'idée de patrimoine […], tu sais ça a créé des choses qui n'existaient pas avant, des acteurs neufs […] qui imitent un peu ce qui se fait ailleurs, tu vois, comme type de discours, comment transmettre aux enfants, aux jeunes, aux personnes âgées, bon » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Ainsi, « Rousso fait implicitement l'hypothèse d'une diffusion mondialisée des modèles de traitement des mémoires traumatiques » (Didier, 2018). Mais l'injonction au devoir de mémoire, en particulier à destination des jeunes, se heurte à une indifférence croissante, que Nicolae Popa (2019) justifie précisément par la lassitude de la population face aux conflits entre les groupes de révolutionnaires mais aussi par un désenchantement sur les perspectives de la Révolution.

revolutionaries", and on the other, of the negative discourse of the press » (Grama, 2005)

146 « Has nothing to do, a revolutionary anniversary, with a party, it doesn't mean what kind of party is this, because the Revolution was not made by parties, was made by people » (Corneliu Vaida, entretien du 1er avril 2021)

5.3.B. Les jeunes : du devoir de mémoire au droit à l'oubli ?

- *L'identification d'un besoin urgent face à l'oubli et la méconnaissance des jeunes*

Lors des différents entretiens que j'ai eus avec des personnes de plus de 40 ans, en particulier lorsqu'elles étaient mères, l'oubli des jeunes était une préoccupation récurrente, de même le regret que la population ne se souvienne de la Révolution qu'en décembre. A titre d'exemple, Lavinia Simion qui travaille à la Direction municipale de la culture explique :

> « Les gens, les jeunes générations, ne savent plus grand-chose de la Révolution. Je veux dire oui, en décembre chaque année, ils se souviennent de ce qu'il s'est passé en 1989 mais c'est tout et beaucoup d'entre eux ne reconnaissent pas ce qu'il s'est passé et l'importance de cet événement pour, pour notre histoire nationale et ainsi de suite. Donc je pense que oui, ils apprennent à l'école, bien sûr, comme tout le monde, bien sûr, chaque décembre, toutes les télévisions nationales discutent du sujet et des choses comme ça, mais ce n'est pas comme pour nous. Nous l'avons vécu, j'avais 14 ans à l'époque, donc j'ai encore les images dans ma tête, donc c'est un souvenir que je vais, que j'ai transmis à mon enfant, mais mon enfant a 14 ans maintenant, et il n'a pas la représentation de ce qu'il se passait, donc c'est difficile de... C'est comme une histoire, comme une histoire racontée, ce n'est pas quelque chose, je veux dire qu'il ne peut pas, oui, il voit quelques traces dans les bâtiments, il a vu quelques vidéos... Peut-être je pense que dans les écoles ils montrent aux étudiants, aux élèves, quelques vidéos sur ce qu'il se passait et les gens qui chantaient "*Libertate*" et des choses comme ça, mais je pense que c'est tout »[147] (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021).

En effet, à l'école, la Révolution est un sujet peu enseigné :

> « La ville se rappelle de la Révolution en décembre, 3-4 jours, les jours qui ont été les plus intenses à Timişoara, et puis rien. Mais cette mémoire doit être permanente, il faut discuter dans l'école, il faut faire peut-être l'histoire locale une matière, une discipline dans les écoles parce que les enfants ne savent rien de ce sujet. Moi j'ai une fille de lycée qui étudie maintenant dans le 10ème et si je n'avais pas discuté avec de la Révolution, ou mon mari… A l'école le sujet est trop vite discuté, donc 2-3 phrases et rien d'autre » (Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021).

Pour Nicolae Popa (2019), cela s'explique notamment par la rupture postsocialiste dans la manière d'enseigner l'histoire à l'école : pendant la période socialiste, la vision de l'histoire était très patriotique, insistant sur les traditions et les événements nationaux, tandis que désormais,

147 « People, younger generations, they don't know much about Revolution anymore, I mean yeah in December each year, they reminded of what happened in 1989 but that's it and a lot of them are not acknowledge what was going on and how important was this event for, for our national history and so on. So I think that yeah they are learning in school of course, like everybody else, of course, each December all the national televisions are discussing the topic and things like that, but it's not like for us, we lived it, I was 14 years old back then, so I still have the images in my head so it's a memory that I will, I passed to my child but my child is 14 now, and he does not have the representation of what was going on, so it's hard to… It's like a story, like a story telling, it's not something, I mean he cannot, yeah, he sees some traces in the buildings, he saw some videos… Maybe I think in schools they are showing students, pupils, some videos about what was going on and people who sang "libertate" and things like that, but I think that's all » (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021)

l'accent est mis sur les relations internationales, « l'histoire des autres ». De plus, selon Simona Fiţ, les programmes nationaux laissent peu de place à l'histoire locale ou régionale :

> « La jeune génération ne sait pas ce qu'est la Révolution parce que... Parce que dans les écoles, le programme est national, donc ils n'apprennent pas grand chose sur les histoires locales ou régionales, et donc ils connaissent d'une certaine manière la Révolution mais en termes très très généraux parce que le programme n'est pas seulement national, le programme n'est pas adapté aux nouvelles attentes. Je veux dire que les enseignants arrivent avec ces papiers et ces images et puis les élèves s'ennuient et... Si vous, si vous n'utilisez pas de vidéos, si vous n'essayez pas de les emmener devant un film, si vous ne les emmenez pas sur le terrain pour… Et je pense que c'est un gros problème, le fait que ce soit un programme national et que les méthodes d'enseignement soient aussi anciennes, et aussi c'est à cause du manque de ce projet communautaire qui pourrait être une alternative aux écoles formelles. Je veux dire que si nous pouvions avoir des ONG plus impliquées dans ce domaine et faire des projets communautaires dans les écoles, peut-être que ce serait quelque chose pour compléter le programme officiel »[148] (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021).

En effet, quelques projets sont développés en ce sens, notamment sous le label Capitale européenne de la culture avec le soutien de l'Association TM2021.

- *Le devoir de mémoire : des projets éducatifs à destination de la jeunesse*

Le programme Capitale européenne de la culture comprend non seulement des projets culturels mais aussi éducatifs, en particulier dans le cadre de *Mémoires de la citadelle* en 2019 :

> « Nous avons organisé des spectacles dans les écoles et dans les lycées car nous avons aussi ce programme d'éducation, parce que nous voulions vraiment que les enfants deviennent familiers avec ce qu'il s'est passé trente ans plus tôt […]. Nous avons eu des acteurs de Bucarest qui sont venus ici, mais pas seulement de Bucarest, qui ont fait des ateliers dans les écoles avec les élèves et qui leur ont enseigné comment mettre une pièce de théâtre en scène, et le thème était aussi sur la Révolution. Ils ont construit des spectacles de zéro et nous avons fait ça dans trois écoles je crois, si je me souviens bien […]. Ces spectacles étaient remplis d'élèves et d'étudiants, nous ne nous y attentions pas parce que la plupart avaient lieu après la classe […]. Les artistes étaient très enthousiastes sur la façon dont ils, les enfants ont interagi avec eux, parce que les acteurs ont reçu beaucoup de questions des enfants sur la Révolution et ils étaient surpris de voir qu'ils ne connaissaient pas ces faits. Même dans les lycées des quartiers périphériques, de la périphérie de la ville, les artistes ont été impressionnés par le fait que les enfants n'étaient pas censés être très intéressés par l'éducation, faire n'importe quoi mais surtout pas aller à l'école […] et je pense que c'est la, c'est l'une des choses les plus

148 « The young generation don't know about the Revolution because… Because in the schools, the curriculum is a national one, so they don't learn so much about the local histories or regional histories, and so they do know in a way about Revolution but in very very general terms because the curriculum is not only national, the curriculum is not custom to the new expectations. I mean the teachers come with these papers and pictures and then there are bored and… If you, if you don't use videos, if you don't try to take them in front of a movie, if you don't take them out in the field to… And I think this is one big issue, the fact it's a national curriculum and the fact the teaching methods are also old, and also because the lack of this community project that could be an alternative to the formal schools. I mean if we could have NGOs more involved in this and doing community projects in schools maybe it would be something to complement, the, the, the formal curriculum » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

importantes que nous avons gagnée de ce programme. Nous voulions le poursuivre en 2020 dans les lycées et les écoles, mais tu sais ce qu'il s'est passé. Et c'est ainsi que nous avons eu en 2020 des activités uniquement liées au street art »[149] (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021).

Dans la même logique éducative, le projet *Remind Mapping 89* soumis par une équipe de géographes de l'Université de l'Ouest en partenariat avec le Mémorial de la Révolution a reçu le soutien de l'Association TM2021. Initié par Alina Satmari, professeure de SIG à l'université, le projet allie recueil de témoignages, cartographie et participation de lycéens et d'étudiants. Depuis, les jeunes qui ont participé font le lien entre les espaces de la ville et la mémoire des événements de 1989 (Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021).

Le projet *Remind Mapping 89*

En 2019, pour le trentenaire de la Révolution, Alina Satmari et son équipe ont eu l'idée de développer un projet visant à rappeler les événements de la Révolution aux habitants par la carte tout en impliquant des jeunes. Une école d'été de quatre jours a alors été organisée au Musée du consommateur communiste de Timişoara avec une quarantaine de lycéens : l'histoire de la période socialiste et de la Révolution a été abordée par des invités sélectionnés, puis des ateliers ont eu lieu pour enseigner aux élèves des techniques d'entretien et de montages vidéo. Le but était de recueillir des témoignages filmés de personnes ayant vécu la Révolution, parmi lesquels des extraits ont ensuite été choisis et associés à des lieux sur une carte disponible en ligne. Enfin, les lycéens et les étudiants ont récolté environ 2000 réponses à des questionnaires posés dans la rue dans les lieux où il y a eu le plus d'arrestations pendant la Révolution. Avec la question « que sens-tu précisément ici quand tu penses à la Révolution ? », cette enquête a permis la réalisation d'une carte des émotions (Carte 17). Désormais, une deuxième édition est en cours, cette fois financée par le Ministère de la culture : Alina Satmari souhaite maintenant aller dans cinq villes « qui ont été construites par le communisme et où les habitants sont paradoxalement parmi les premiers à s'être révoltés ». Elle a aussi pour ambition de faire une école d'été tous les ans à destination de lycéens ou d'étudiants.



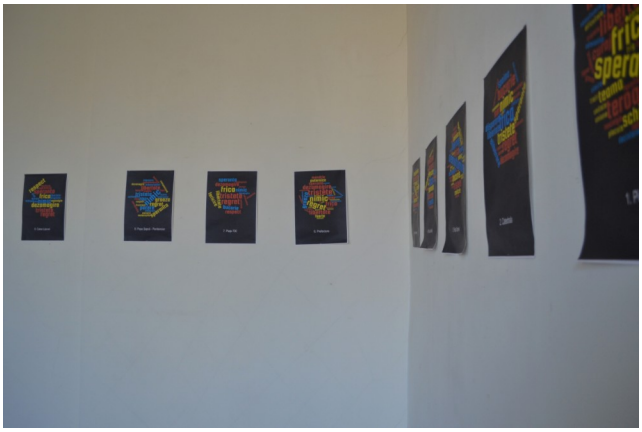
Carte 17 : Extrait de la carte des émotions
Source : https://www.gistm.ro

Sources : Alina Satmari (entretien du 16 mars 2021), Association TM2021, https://www.gistm.ro/revolutie/

149 « We performed them basically in schools and in high schools because we also have this educational program, because we wanted very much for the children to get familiar with what happened 30 years ago […]. We had some actors from Bucharest who came here, but not only from Bucharest, and had some workshops in schools with the pupils, and they taught them how to put a theater play to stage, and the theme was also about the Revolution. They constructed some performances from zero, and we did this like in 3 schools I think, as far as I remember […]. These performances were full of pupils and of students, we didn't expect that, because most of the place happened after the class […]. The artists were very enthusiastic about the way that they, the children interacted with them, because the actors received a lot of questions from the children about the Revolution and they were surprised to see that children didn't know those facts about the Revolution. So even in the high schools from the peripheric neighborhoods, from the outskirts of the city, the artists were impressed that the children were not supposed to be very interested in education, doing anything else but not going to school [...] and I think this is the, one of the most important thing that we gained from this program, and we wanted to continue it in 2020 in the high schools and in schools, but you know what happened. And this is how we got in 2020 only this kind of activities connected to street art » (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021)



Photographie 103 : Au sol, une carte de Timişoara avec des cubes posés sur les lieux d'enquête de *Remind Mapping 89* et sur les murs, les émotions recueillies
Exposition du Mémorial de la Révolution
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 104 : Affiches avec les nuages de mots des émotions recueillies par les lycéens et étudiants dans les différents lieux d'enquête de *Remind Mapping 89*
Exposition du Mémorial de la Révolution
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)

La carte des émotions de *Remind Mapping 89* est disponible en ligne (Carte 17) et est également exposée au Mémorial de la Révolution (Photographies 103 et 104). En réponse aux manques des programmes nationaux d'histoire, les musées sont alors une alternative intéressante pour l'éducation des jeunes à Timişoara selon mes interlocuteurs, notamment le Mémorial de la Révolution et le Musée du consommateur communiste où Simona Fiţ et Lavinia Simion ont emmené leurs enfants. Dès lors, le musée national de la Révolution en projet se fait attendre :

> « J'ai visité le Musée [du consommateur communiste] avec mon fils, mais c'est une sorte de, c'est la famille qui est intéressée, qui pourrait faire quelque chose pour que les enfants sachent ce qu'il se passait et des choses comme ça. Ce n'est pas quelque chose que l'État, les autorités locales ou les autorités du comté veulent faire, je veux dire mettre de l'argent pour développer une telle structure. C'est assez, de nos jours c'est assez difficile de commencer une nouvelle structure comme ça, c'est assez difficile, même avant la covid : c'est difficile de trouver l'endroit, de trouver l'argent pour payer les gens qui y travaillent, pour, pour, pour aménager l'espace, c'est un gros investissement. C'est un investissement important mais, vous savez, trente ans ont passé et rien ne s'est vraiment passé. Juste quelques petits événements, des concerts, des bougies et des choses comme ça […]. Ce serait bien si... Au moins mes petits-enfants verront et je serai là en tant que grand-mère pour leur expliquer ce qu'était ça, ça et ça. Mais vous savez, deux générations vont arriver jusqu'à ce que nous ayons quelque chose. Cela prend beaucoup de temps ici, à cause du manque d'argent et de toutes les autres raisons, la construction et ainsi de suite. Heureusement pour ce projet, j'espère qu'il sera bientôt ou le plus tôt possible une réalité »[150] (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021).

150 « I was visiting the Museum with my son but it's kind of, it relates or it's the family who is interested, could do something for the kids to know what was going and things like that, it's not something that the State, the local authorities or the County authorities willing to do, I mean putting money to it and to develop such a structure. It's quite, these days it's quite hard to start a new structure like this, it's quite difficult, even before the covid: it's difficult to find the place, to find the money to pay the people working there, to, to, to accommodate the space, it's a big investment. It's an important investment but, you know, 30 years passed and nothing really happened. Just some small events, concerts, candles and things like that. It will be great if... At least my grandchildren will see and I will be there as a grandmother to explain them what was, and what's that and that and that. But you know, two generations will come until we will have something. It takes a lot of times here, because of the lack of the money and all the other reasons, building and so on. Fortunately for this project I hope it will come soon or sooner reality »

> « Avec le musée national, je suis sûr que les écoles seront plus ouvertes, oui, et elles, elles ont besoin, je veux dire si dans ce musée national vous avez ces toutes nouvelles technologies, elles attireront la jeune génération »[151] (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021).

Ces discussions m'ont fait prendre conscience de la pertinence d'un des arguments de Pierre Nora (1984) qui postule que l'émergence des lieux de mémoire est liée à la disparition de celle-ci. Ainsi, l'intérêt que représenterait le musée national de la Révolution pour les jeunes peut être interprété comme révélateur d'une forme d'oubli et de l'éloignement de la « mémoire vivante » (Vultur, 2011). En effet, il y a un décalage croissant entre les gens qui ont vécu la Révolution et la jeune génération. Lavinia Simion me raconte par exemple la visite du Musée du consommateur communiste avec son fils. Il s'agit d'un petit musée privé qui expose une collection d'objets du quotidien de l'époque socialiste (voir 6.1) :

> LAVINIA SIMION – J'y suis allée avec une amie qui vit en Allemagne maintenant avec son garçon et nous étions comme « oh, vous savez, j'ai eu ceci, j'ai eu cela, venez voir, venez voir » et en essayant d'expliquer aux garçons parce que nous avons toutes les deux deux garçons, et ils faisaient « hum, ouais, super, hum, hum, hum, sympa, hum ». C'était pas attirant pour eux, c'est, c'est…
>
> AMANDINE – Même les objets ?
>
> LAVINIA SIMION – Le monde d'aujourd'hui est tellement différent, ils le voient comme une chose moderne, comme une chose étrange, comme quelque chose « hum, ouais, bien, super » mais pour nous c'est complètement autre chose. C'est… Il y a beaucoup d'objets de la maison de ma grand-mère ou…
>
> AMANDINE – Des jouets…
>
> LAVINIA SIMION – Oui, des jouets, *nos* jouets, *nos* jeux, *nos* meubles, *nos* objets pour l'école. Pour nous c'est quelque chose, c'est comme un retour en arrière, un retour en enfance, à nos jeunes années, mais pour eux c'est quelque chose « hum »…
>
> […]
>
> AMANDINE – C'est intéressant parce que vous me faites réaliser que peut-être parce que la jeune génération oublie, alors…
>
> LAVINIA SIMION – Ils n'oublient pas, je veux dire, parce qu'ils n'imaginent pas comment c'était.
>
> AMANDINE - …alors maintenant, il y a l'initiative nationale d'ouvrir un musée[152].

(Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021)

151 « With the National museum I'm sure that the schools will be more opened, yeah, and they, they need, I mean if in this National museum you have these all new technologies, these will attract the young generation » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

152 LAVINIA SIMION – I went there with a friend living in Germany now with her boy, and we were like "oh, you know, I had this, I had that and see, and see", and trying to explain to the boys because we both have two boys, and there were "hum, yeah, great, hum hum, nice, hum". It's not appealing to them, it's, it's...
AMANDINE – Even the objects?

Lavinia Simion, compréhensive, considère donc que les jeunes n'oublient pas tout à fait, puisqu'ils n'ont pas connu la période socialiste. Dès lors, l'injonction au devoir de mémoire adressée à la jeunesse pose la question, *a contrario*, du droit à l'oubli.

- *Le droit à l'oubli ?*

Si certains jeunes comme Tudor font de la Révolution un élément central de l'identité et de la fierté locales tout en revendiquant un droit à la mémoire, en réalité, la plupart des jeunes témoigne plutôt d'une indifférence ou d'une méconnaissance à l'égard de ce passé récent. La brève enquête que j'ai réalisée dans le parc Dacia devant une fresque de street art qui porte sur la Révolution (Photographie 105) m'a permis de le comprendre.

Enquête sur la fresque de street art *Mira 1989* à Dacia

Situé dans le quartier résidentiel de blocs Circumvalatiunii, l'îlot Dacia se compose de deux espaces publics distincts, l'un bitumé avec parkings et commerces au rez-de-chaussée des tours, l'autre plus végétal qui correspond au parc Dacia avec aires de jeux, bancs, tables de pique-nique, fontaine et une église. Le parc Dacia est très fréquenté : je m'y suis rendue trois fois lors de mon séjour, dont une fois pendant le confinement, et les aires de jeux et les bancs étaient toujours pleins. Des parents et grands-parents y emmènent leurs enfants, des jeunes s'y retrouvent en groupe, des personnes âgées viennent profiter de l'extérieur sur les bancs. C'est à la fois un espace de détente et de rencontre. En 2019, dans le cadre du programme *Mémoires de la citadelle* de l'Association TM2021, une fresque sur la Révolution a été réalisée par Lost.Optics sur la façade latérale d'un bloc, visible depuis le parc. Faire une enquête dans le parc Dacia m'a alors semblé une occasion idéale pour parler à la fois de la Révolution et de la perception des blocs. Posées en anglais, mes principales questions étaient : que pensez-vous de cette fresque de street art ? De quoi ça parle ? Que représente la Révolution pour vous ? Est-ce que vous appréciez les fresques sur les blocs ? Pourquoi ? Voudriez-vous en voir plus ? Vivez-vous dans le quartier ? Malheureusement, je n'ai interrogé que six personnes : le confinement a été annoncé quelques jours après ma décision de faire cette enquête et j'ai eu peu de temps ensuite pour la réaliser. De plus, c'est un espace très fréquenté certes, mais où les gens restent longtemps : ainsi, une fois que j'avais interrogé les personnes présentes, peu de nouvelles personnes arrivaient. Il aurait donc fallu consacrer plusieurs créneaux assez courts, alors que j'avais prévu un après-midi entier le 9 avril 2021.

Même si cette enquête n'est pas représentative puisque je n'ai interrogé que six personnes dont deux de moins de 20 ans, le décalage de connaissance entre les plus jeunes et les plus vieux a été frappant : à la question « sur quoi porte la fresque ? », les deux adolescents ne savaient pas répondre. Malgré ses difficultés en anglais – il traduisait presque toutes ses phrases sur son téléphone, la limite de la langue étant alors évidente – l'un d'eux avait vraiment la volonté d'échanger avec moi et de m'aider : il a beaucoup réfléchi pour interpréter la fresque puis a fini par

LAVINIA SIMION – Nowadays world is so completely different, they see it like a modern, like a strange thing, like something "hum, yeah, great, super"… But for us it's compliantly something else. It's about… There are a lot of objects from my grandmother's house, or...
AMANDINE – Toys…
LAVINIA SIMION – Yes, toys, our toys, our games, our furnitures, our objects for school. For us it's something, it's like back to memory, it's like going back to our childhood, young years, but for them it's something « hum »… [...]
AMANDINE – It's interesting because you make me realized… So maybe because the young generation is forgetting, so...
LAVINIA SIMION – They are not forgetting, I mean, because they don't imagine how it was.
AMANDINE – … so now, there is the national initiative to open a museum.

supposer qu'il s'agissait d'une œuvre en faveur des LGBT, en raison des couleurs. Souhaitant ouvrir une discussion sur la Révolution, je leur ai alors montré l'enchaînement des « 1989 » et leur ai demandé « que s'est-il passé en 1989 ? ». L'un a répondu « je ne sais pas », et l'autre, de manière vague, « il y a eu un événement ».



Photographie 105 : Fresque *Mira 1989* de Lost.Optics réalisée dans le cadre de l'édition 2019 de *Mémoires de la citadelle* sur la façade latérale d'un bloc qui donne sur le parc Dacia (Circumvalatiunii)
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)

En fait, dans toutes les réponses, quel que soit l'âge des personnes, la mention de la Révolution était rare : la fresque porte sur la « liberté », le « monde moderne et le monde nouveau », les « erreurs du passé à ne pas répéter »… Comme l'a remarqué Smaranda Vultur en renouvelant ses entretiens avec des témoins de la Révolution (voir 5.2.C), le discours sur la Révolution – en supposant que les personnes, même sans le dire explicitement, ont compris qu'il s'agissait de cela, vu leurs réponses – est général, peu concret et réflexif. Une enquête de plus grande envergure aurait été intéressante pour confirmer ces perceptions et le décalage entre jeunes et anciennes générations. Néanmoins, Nicolae Popa (2019) le note : les jeunes semblent tomber dans l'oubli et dans l'indifférence, et ils participent de moins en moins aux commémorations, démotivés par le froid de décembre et les conflits entre associations. Ainsi pour Sidonia Grama (2005), « la participation du public, qui se réduit d'année en année, est un symptôme inquiétant du désintérêt et de l'épuisement prématuré de l'énergie mobilisatrice pour célébrer l'événement fondateur de la démocratie roumaine post-communiste »[153]. Smaranda Vultur en témoigne :

> « La place entre la Cathédrale et l'Opéra est devenue quelques années après la Révolution, était complètement occupée pendant les commémorations, et puis peu à peu le… Toi qui es géographe et qui t'occupes de l'espace, tu sais, comment cet espace s'est restreint peu à peu devant l'Opéra […], il y a des gens qui viennent, mais au début c'était des vraies manifestations, tu sais » (Smaranda Vultur, entretien du 6 avril 2021).

Le désintérêt ne concerne donc sûrement pas que les jeunes. En effet, Christine Cizmaş, fondatrice du Musée du consommateur communiste aux côtés d'Ovidiu Mihăiţă, m'a dit un jour que les gens de sa génération aussi étaient un peu lassés du thème de la Révolution – elle avait une dizaine d'années au moment des événements. Néanmoins, cela ne l'a pas empêchée un 17 décembre de rappeler à un groupe de jeunes un peu trop exubérants qui venait passer du bon temps dans son bar,

153 « Public participation, which becomes more reduced every year, is a worrying symptom of disinterest and the premature exhaustion of the mobilizing energy to celebrate the founding event of post-communist Romanian democracy » (Grama, 2005)

Scârţ, que ce jour était un jour de deuil en hommage aux victimes de la Révolution (discussion informelle du 7 avril 2021). Il ne s'agit donc pas seulement d'une méconnaissance des jeunes, mais aussi d'un oubli et d'un changement d'attitude à l'égard de la mémoire de la Révolution qui peut sembler provocateur et déplacé. Ainsi Smaranda Vultur me raconte la visite du Mémorial de la Révolution avec ses étudiants environ sept ans plus tôt : « ils ont fait des photos, c'est très significatif qu'ils ont, je laissais faire tu sais, j'ai pas… » (entretien du 6 avril 2021). Elle ne m'en dit pas plus, mais je comprends que cet acte l'a dérangée, rappelant les débats sur la pratique du selfie par les touristes à Auschwitz (Chevalier et Lefort, 2016). D'une certaine manière, on assiste donc à une désacralisation de la mémoire de la Révolution, le deuil et le respect à l'égard des héros étant peu à peu remplacés par la fête et des pratiques mémorielles moins solennelles.

Selon Smaranda Vultur, cette désacralisation de la mémoire est visible à travers les pratiques de street art sur le thème de la Révolution auxquelles se livrent les jeunes supporters de Peluza Sud : « j'ai interprété que c'est un contrepoint à cette mémoire officielle, solennelle officielle, qui essaient de se détacher de ce que, du concret et des victimes, du sang, des pleurs, des souffrances, pour installer une commémoration comme pour toutes les autres commémorations. On a les héros de la guerre, les héros de la Révolution, on en a de toutes sortes » (entretien du 6 avril 2021). Ainsi les stickers et les graffitis se trouvent dans des endroits moins significatifs et solennels que les traditionnels lieux de mémoire, par exemple sur le mobilier urbain (poubelles, poteaux de lampadaire…) ou sur ces carreaux de mosaïque sur la façade latérale d'un bloc du quartier Tipografilor (Photographie 106). A cet emplacement, les stickers « Les héros ne meurent jamais » et « Mieux vaut mort que communiste » se mêlent à d'autres stickers et graffitis artistiques, politiques (sur Nicolae Robu, l'ancien maire) ou publicitaires (Lucu Food, un restaurant) dans une logique probablement plus esthétique et ludique que mémorielle. Par conséquent, à travers les pratiques des jeunes, une mémoire alternative émerge au-delà de la mémoire traumatique et commémorative, plus festive, plus oubliante de la souffrance et des souvenirs douloureux de la période socialiste, voire nostalgique. En effet, pour certains, les désillusions postsocialistes justifient des discours positifs sur la période socialiste : la mémoire traumatique et la criminalisation du régime socialiste ne sont donc pas les seules voix qui existent.



Photographie 106 : Stickers et graffitis sur la façade d'un bloc situé Intrarea Doinei et Strada Oituz (Tipografilor)
Source : Amandine Dargaud (8 avril 2021)

5.3.C. Envisager une pluralité de voix possibles : l'ostalgie et le « communisme rose » (Smaranda Vultur[154])

Dans un contexte de renouvellement de l'approche scientifique de la nostalgie revendiquant « l'importance de l'analyse des émotions pour comprendre les faits et les objets sociaux » (Colin et al., 2019), l'intérêt pour les mémoires positives du socialisme se développe (Stan, 2005), mais se fait encore rare et moralisant (Todorova, 2010 ; Georgescu, 2010 ; Colin et al., 2019). En effet,

> « la nostalgie a été pendant longtemps considérée comme une pathologie psychologique […], comme émotionnelle donc "irrationnelle" et sans utilité pour l'analyse des relations de pouvoir dans l'usage social et politique des passés (Watson et Wells, 2005). Dans ce sens, la nostalgie ne serait qu'idéalisation du passé (Lowenthal, 1998), falsification de l'histoire (Huyssen, 2003 ; Todorov, 2004) » (Colin et al., 2019).

Ainsi les interprétations et les discours dominants sont résolument négatifs, en particulier concernant le cas spécifique de la nostalgie postsocialiste selon Maria Todorova (2010) qui note l'association récurrente du communisme, du fascisme et du nazisme. Dans ce contexte, en Roumanie,

> « les chercheurs étrangers se font l'écho de la presse nationale, considérant le phénomène de la "nostalgie de Ceauşescu" comme l'expression essentiellement antidémocratique de "solides enseignements paternalistes tout au long de l'histoire de la Roumanie", renforcée par le déclin économique post-socialiste, la corruption politique et une crise d'identité intense dans un monde en voie de globalisation rapide (Kideckel 2004 : 123-147) […]. Il est juste de dire que, renforcés par les préoccupations liées à l'image de la Roumanie dans le monde et les défis posés à son identité européenne, les débats publics sur les pratiques mémorielles jugées nostalgiques du communisme sont menés dans un registre d'humiliation nationale »[155] (Georgescu, 2010, p. 155-156).

Pourtant, la nostalgie postsocialiste est un phénomène répandu en Roumanie et en Europe de l'Est (Todorova, 2010). Par conséquent, pour Clément Colin et al. (2019), il faut « dépasser l'analyse des discours sur le passé pour en comprendre les fondements émotionnels » : « la nostalgie comprise comme émotion et produit social ne se limite pas à une relation active et directe avec un passé pour compenser une perte, puisqu'elle se fonde sur des imaginaires qui se déploient dans le temps présent (Pickering et Keightley, 2006) ». En effet, pour bon nombre de chercheurs, la principale explication du sentiment de nostalgie postsocialiste réside dans le présent et les effets de la transition. Ainsi en Roumanie, la nostalgie est encouragée par le sentiment d'échec de la Révolution et de la transition politique mais aussi par les difficultés économiques : désindustrialisation, chômage, augmentation des inégalités... Dans un sens, la nostalgie

154 Entretiens du 1er et du 6 avril 2021

155 « Foreign scholars echo the domestic press, considering the phenomenon fo "Ceaucescu nostalgia" an essentially antidemocratic expression of "strong paternalist learnings throughout Romanian history" enhanced by post-Socialist economic decline, political corruption and an intense identity crisis in rapidly globalizing world (Kideckel 2004: 123-147). It is fair to say that, complicated by concerns with Romania's image in the world and the challenges to its European identity, public debates about memory practices deemed nostalgic of communism are conducted in a register of national humiliation » (Georgescu, 2010, p. 155-156)

postsocialiste peut aussi être comprise comme une « forme d'action » (Vultur, 2011), une façon de s'opposer aux principes de la transition vers l'économie de marché (Todorova, 2010). Par conséquent, « lorsque les gens évoquent le "bon" passé socialiste, ils ne nient pas la corruption, les pénuries, les files d'attente et les intrusions et infractions sans fin de l'État ; ils choisissent plutôt d'insister sur d'autres aspects : la sécurité économique, le plein emploi, les soins de santé et l'éducation universels... »[156] (Todorova, 2010, p. 6).

Remus Creţan en témoigne : « certaines personnes ont de bons [souvenirs], c'est une nostalgie du communisme. Ils avaient un travail sûr, ils n'avaient pas d'argent à donner aux banques, donc même si vous n'aviez pas de voiture ou quelque chose comme ça, vous aviez un appartement, vous aviez un travail sûr, donc les gens étaient heureux d'avoir ça »[157] (entretien du 5 mars 2021). De même, après que j'ai coupé l'enregistrement de l'entretien, Vlad Garboni, directeur de la Maison de la culture étudiante, m'explique que ses parents et grands-parents regrettent la période socialiste. Même s'il considère que l'on ne peut pas leur en vouloir car ils n'avaient pas connaissance de ce qu'il se passait ailleurs au même moment et parce qu'ils ont été désœuvrés par les nouveautés à la chute de Nicolae Ceauşescu (droit de vote, démocratie…), Vlad Garboni pense qu'ils oublient qu'ils n'avaient pas suffisamment de nourriture et qu'ils n'avaient qu'une seule chaîne de télévision (entretien du 25 mars 2021). Dès lors, « la mémoire sociale est sélective et contextuelle »[158] (Todorova, 2010, p. 6), donc relative. Smaranda Vultur note par exemple concernant les souvenirs d'enfance :

> « J'ai remarqué dans tous les discours, l'enfance et la jeunesse est investie d'une façon soit dit "optimisme mémoriel", donc il y a l'illusion rétrospective. Tout le passé s'améliore parce qu'on était jeune, parce qu'on était plus, tu sais donc c'est, c'est, faut faire attention parce que souvent c'est attaché aussi à ça, à certaines révisions de, du, de son propre passé » (Smaranda Vultur, entretien du 1er avril 2021).

Elle insiste alors sur l'importance de l'effet du temps : « c'est une mémoire à mon avis à plusieurs échelles et à plusieurs vitesses, je dis toujours, parce qu'il y a, c'est par rapport à la distance temporelle » (Smaranda Vultur, entretien du 1er avril 2021).

Pour désigner cette mémoire positive, elle emploie l'expression de « communisme rose » qu'elle oppose à la mémoire traumatique – les deux types de mémoire de la période socialiste selon elle – en s'inspirant peut-être du *Livre rose du communisme* (2004) de Gabriel H. Decuble qui recueille des témoignages sur l'enfance et l'adolescence au temps du socialisme, illustrant la nostalgie d'un âge d'or. Mais cette dernière n'est pas unanime et Remus Creţan insiste sur le contexte familial :

> « Les jeunes, ça dépend de quelle famille ils… Si tu avais dans ta famille des parents qui avaient de bons emplois pendant le communisme ou qui étaient dans la police ou la *Securitate*, bien sûr tu loues le communisme parce que ta famille dit que c'est bien. Mais si tes

156 « When people evoked the 'good' socialist past, they were not denying the corruption, the shortages, the queues and the endless intrusions and infringements of the state; rather, they were choosing to emphasize other aspects: economic secutity, full employment, universal healthcare and education » (Todorova, 2010, p. 6)

157 « Some had good [remembrances], it is a nostalgia for communism for some people. They had safe works, they had no money for banks, to pay to banks, so even if you don't have a car or something like that, but you have an apartment, you have safe work, so people were happy they have » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

158 « Social memory is selective and contextual » (Todorova, 2010, p. 6)

> aînés ont dû aller en prison pendant le communisme ou d'autres choses, non. Bien sûr, tu hérites de leurs opinions, ça dépend »[159] (entretien du 5 mars 2021).

Par conséquent, selon Smaranda Vultur, « il faut analyser cette société très stratifiée du point social, du point de vue d'une histoire familiale, personnelle, des générations » (entretien du 1er avril 2021). C'est pour cette raison qu'elle apprécie tant les entretiens et qu'elle s'est consacrée à l'histoire orale : « on découvre les fissures dans ces discours de bloc » (entretien du 1er avril 2021). Elle poursuit :

> « Pour moi la mémoire c'est une construction discursive, c'est un discours, et un discours par le langage, les gestes, l'expression du visage, les, la voix, les émotions qui sont dans la voix et il y a un discours commémoratif. Moi j'ai toujours enseigné comme ça la mémoire, comme différentes pratiques qui peuvent dire des, des histoires différentes sur le même fait, parce qu'évidemment la mémoire collective est différente d'une mémoire individuelle » (Smaranda Vultur, entretien du 1er avril 2021).

Émerge alors la possibilité de penser des mémoires autonomes (Veschambre, 2009) du socialisme, d'autant plus dans un contexte de glissement d'échelle et d'effacement progressif de l'État nation comme seul producteur de mémoire (Didier, 2018).

Plus spécifiquement, dans le cas de la Roumanie et de Timişoara, on observe un effacement progressif des acteurs dominants qui portent la mémoire de la Révolution depuis 1989, à savoir les acteurs publics mais aussi les associations, voire une contestation de ceux-ci. Certaines mémoires autonomes pourraient alors être considérées comme des contre-mémoires (Georgescu, 2010) qui se veulent explicitement en rupture par rapport à la mémoire dominante acceptée collectivement. Le cas des pratiques mémorielles alternatives des jeunes par le street art en est un exemple, de même la nostalgie postsocialiste qui est, je l'ai dit, très peu acceptée et considérée. Pour cette raison, la nostalgie est rarement « performée » :

> « Aucun des sujets de la nostalgie, ceux qui produisent ses artefacts et qui sont identifiés comme ses agents, ne la définit comme une nostalgie. La nostalgie ou la nostalgie "post-communiste" est un terme attribué/imposé, et lorsqu'il a été utilisé pour la première fois, principalement dans des comptes rendus journalistiques, il était fortement teinté de censure. Il continue d'être évité en tant qu'auto-description »[160] (Todorova, 2010, p. 7).

Ainsi lors des entretiens, on m'a par exemple désigné l'initiative du Musée du consommateur communiste comme nostalgique : « ici c'est de la nostalgie typique, de la nostalgie du communisme »[161] (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021) ou « oui je connais le musée, et oui

159 « The young people it depends on what family they… if you had in your family parents who had good jobs in communism or who were in the police or Securitate and so, of course you praise communism because your family say it's good. But if your elderly had to be in jail in communism or other things no. Of course you inherite there opinions, it depends » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

160 « Who is speaking or performing nostalgia? After all, none of the subjects of nostalgia, the ones who are producing its artifacts and who are identified as its agents, define it as nostalgia. Nostalgia or 'post-Communist' nostalgia is an ascriptive term, and when it was first used, mostly in journalistic accounts, it had a strong tinge of censure. It continues to be avoided as a self-description » (Todorova, 2010, p. 7)

161 « Here is a typical nostalgia, nostalgia of communism » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

c’est une nostalgie de la période communiste »[162] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021). Christine Cizmaş elle-même, lors de notre première rencontre le 6 mars 2021, m’explique l’origine du projet en désignant son co-fondateur, Ovidiu Mihăiţă, comme quelqu’un de nostalgique, en précisant que l’idée du musée vient de lui. L’Autre peut donc être nostalgique, mais pas soi. Pourtant, la majorité des personnes qui m’ont raconté leur expérience de visite du Musée du consommateur communiste ont, sans mettre un mot dessus, éprouvé un sentiment de nostalgie, évoquant des souvenirs d’enfance et s’appropriant les objets avec l’utilisation du pronom possessif « nos », en témoigne l’extrait d’entretien avec Lavinia Simion lorsqu’elle y a emmené son fils (voir 5.3.B). Au-delà de la mémoire traumatique qui domine l’espace public à Timişoara, ce lieu de mémoire alternatif propose alors de décentrer le regard et de s’intéresser aux héritages ordinaires du socialisme, faisant potentiellement émerger une mémoire alternative de cette période.

162 « Yes I know the museum and yes it’s a nostalgia about communist time » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

CHAPITRE 6

L’ÉMERGENCE D’INITIATIVES DE VALORISATION DE LA MÉMOIRE ET DES HÉRITAGES ORDINAIRES DU SOCIALISME À TIMIŞOARA

6.1. LE MUSÉE DU CONSOMMATEUR COMMUNISTE : DE LA MÉMOIRE TRAUMATIQUE À LA MÉMOIRE ORDINAIRE, DU TOURISME MÉMORIEL AU TOURISME PATRIMONIAL SOCIALISTE

6.1.A. Montrer les héritages ordinaires du socialisme sans visée politique ? Présentation du projet

Le Musée du consommateur communiste de Timişoara est un musée alternatif, indépendant et autofinancé fondé en 2015 à l'initiative de Christine Cizmaş et d'Ovidiu Mihăiţă. Il se situe au sous-sol d'une villa du quartier historique Elisabetin qui accueille aussi un bar nommé Scârţ et une salle de représentation pour la compagnie de théâtre indépendante Auăleu, tous deux fondés par les mêmes personnes quelques années plus tôt. Ainsi, l'ouverture du Musée du consommateur communiste a été la dernière étape d'un projet culturel, artistique et entrepreneurial plus large. L'emplacement du musée n'a donc pas été réellement pensé en amont, il s'agit plutôt d'une opportunité d'utilisation de l'espace disponible au sous-sol qui n'était pas nécessaire au bar ni au théâtre (Oancea, 2020). En effet, selon Christine Cizmaş, l'objectif premier était de créer une compagnie de théâtre, mais les artistes indépendants ne bénéficiant pas de statut en Roumanie, la création du bar et du musée a été un moyen d'avoir une existence légale, et en ce sens leur projet est unique et pionnier en Roumanie (discussion informelle du 7 avril 2021). Par conséquent, en plus de se partager le service et l'accueil des clients les jours d'ouverture de l'établissement, Ovidiu Mihăiţă est d'abord metteur en scène et dramaturge, et Christine Cizmaş actrice dans leur compagnie Auăleu.



Photographie 107 : La cuisine du Musée du consommateur communiste
Source : Amandine Dargaud (6 mars 2021)

Le Musée du consommateur communiste se présente comme un appartement avec une entrée, un séjour, une cuisine et une chambre (Photographies 107 à 109). Il regroupe une grande quantité d'objets donnés, trouvés dans la rue ou chinés par les fondateurs (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020), correspondant à des objets produits en Roumanie à l'époque socialiste mais aussi à des marchandises de contrebande très répandues à Timişoara en raison de sa position frontalière (Oancea, 2020). L'entrée du musée est gratuite, avec la possibilité de faire des donations dans une tirelire laissée à disposition. Il ressemble peu aux musées traditionnels : mélange disparate des objets (ils sont regroupés par thème et par pièce, sans autre volonté de classement), peu de signalétique, cadre non authentique dans une villa construite en 1934, invitation à toucher les objets et ouvrir les placards… Un panneau incite même le visiteur à éteindre la lumière quand il quitte le sous-sol s'il y



Photographie 108 : Le séjour du Musée du consommateur communiste
Source : Amandine Dargaud (6 mars 2021)



Photographie 109 : La chambre du Musée du consommateur communiste
Source : Amandine Dargaud (6 mars 2021)

était seul, pour économiser l'électricité. Alternatif, ce lieu présente aussi une mémoire alternative du socialisme au regard de la mémoire traumatique et héroïque dominante : les objets présentés apparaissent comme des « reliques d'un système économique non capitaliste, avec ses pratiques de consommation spécifiques » permettant aux visiteurs d'« approcher le quotidien soviétique du point de vue du citoyen ordinaire, dans le contexte matériel concret de sa vie » (Vasilyeva, 2013, p. 54). Selon Lydia Coudroy de Lille (2011), la représentation consumériste participe alors à la banalisation et la dédramatisation des héritages socialistes alors que la plupart des entreprises de muséification en Europe de l'Est mettent l'accent sur la dimension idéologique et politique du régime socialiste et sur la mémoire traumatique, ce qui tend à promouvoir la négation de cette partie de l'histoire selon Marie Le Devehat (2019). Ovidiu Mihăiţă défend alors sa démarche en m'expliquant au contraire que pour lui, « il est de [leur] devoir de ne pas oublier, donc même si [ils] pensent que ça n'a pas eu un impact positif sur [leur] peuple, sur [leur] nation, [ils] ne [sont] pas censés l'oublier »[163] (entretien du 3 décembre 2020). L'originalité de la démarche par rapport aux initiatives culturelles, mémorielles et touristiques dominantes est perçue par les personnes avec qui je me suis entretenue et à qui j'ai demandé leur avis sur le musée :

> « Je pense que les expositions de Scârţ ne sont pas si tristes et effrayantes, c'est plus amusant ou plus drôle je pense, parce que tu peux y avoir ce genre d'objets et de choses, et j'étais amusé : "oooooh, j'avais oublié ça, j'en avais un quand j'étais jeune", le vieux téléphone qu'il faut faire pivoter »[164] (Tudor, entretien du 17 mars 2021).

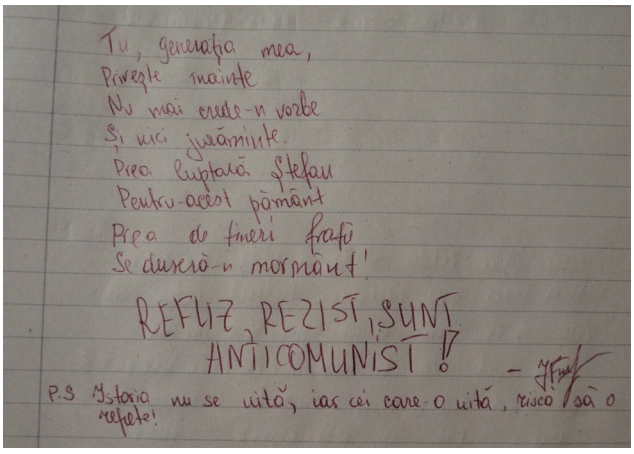
> « C'est intéressant de retrouver ton genre de vie avant le communisme […]. Un certain intérêt pour le design communiste, les produits communistes, la publicité communiste et aussi l'architecture communiste […], ce n'est pas, ce n'est plus un sujet tabou »[165] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

163 « It is our duty not to forget, so even thought it don't have a positive touch on our people, on our nation, we are not supposed to forget about it » (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020)

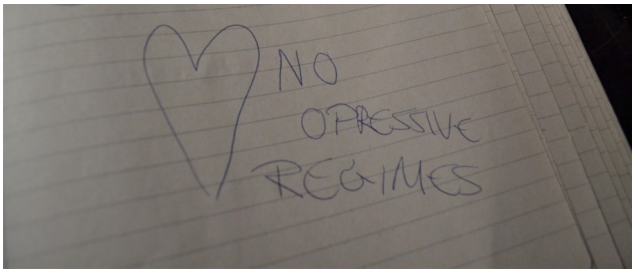
164 « I think the expositions from Scârţ it's not so sad and scary, it's more amusing or it's more funny I think, because you can see there this kind of objects and things and I was amused "oooh I forget about this, I had one when I was young", the old telephone that you should rotate » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

165 « It's interesting to re-meet with, with your kind of life before communism […]. Some interest about the communist design, communist products, communist advertising and also communist architecture […], it's not, it's not a taboo subject anymore » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

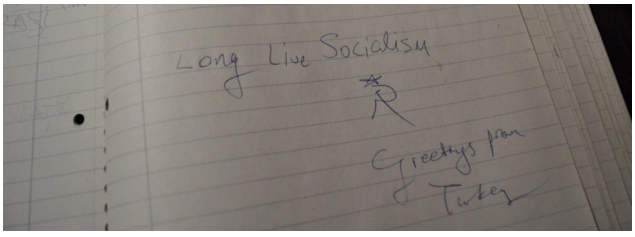
En effet, presque toutes les personnes que j'ai rencontrées étaient favorables à l'initiative de Christine Cizmaş et d'Ovidiu Mihăiţă – sauf un homme qui m'a dit que quand il y réfléchissait vraiment, c'était une triste blague et malheureusement, notre discussion n'est pas allée plus loin (discussion informelle du 25 février 2021). A travers les objets, le Musée du Consommateur communiste propose une mémoire du quotidien socialiste au-delà de l'histoire du pouvoir, de l'idéologie, de la politique (Vasilyeva, 2013). Dans cette logique, en plus du devoir de mémoire exprimé par Ovidiu Mihăiţă, une des particularités du Musée du consommateur communiste est que le projet a été pensé par les fondateurs comme non politique (Oancea, 2020) – ce qui est en soi une forme de politisation et d'engagement, puisque leur discours et leur démarche se positionnent « au-delà des frontières établies par les discours publics dominants »[166] (Oancea, 2020, p. 16). Dès lors, l'absence de parti pris idéologique est une revendication centrale des fondateurs du projet et l'analyse du livre d'or du musée par Constantin Claudiu Oancea (2020) montre que cet objectif est un succès auprès des visiteurs car « les commentaires [...] ne contiennent pas d'évaluations générales du communisme en tant qu'idéologie, ou de comparaisons entre le régime passé et le régime présent »[167] (p. 15). Néanmoins, j'ai rapidement feuilleté ce livre d'or et malgré ma difficile compréhension de la langue roumaine, j'y ai tout de même trouvé des commentaires positifs ou négatifs sur le régime, voire des commentaires explicitement anticommunistes (Photographies 110 à 112).



Photographie 110 : Extrait d'une chanson
« Vous, ma génération, regardez devant vous,
ne croyez pas les mots ni les serments.
Stefan s'est beaucoup battu pour cette terre,
nos jeunes frères sont partis trop tôt dans leurs tombes. JE REFUSE, JE RÉSISTE, JE SUIS ANTICOMMUNISTE ! »
et ajout personnel « PS : l'histoire ne se nie pas, et ceux qui la nient risquent de la répéter »
Source : Amandine Dargaud (6 mars 2021)



Photographie 111 : Message pacifique « Non aux régimes oppressifs »
Source : Amandine Dargaud (6 mars 2021)



Photographie 112 : « Longue vie au socialisme » avec un dessin des symboles communistes (l'étoile, la faucille et le marteau)
Source : Amandine Dargaud (6 mars 2021)

166 « beyond the boundaries set by dominant publics discourses » (Oancea, 2020, p. 16)
167 « The fact that the comments in the book of impressions do not contain any general evaluations of communism as an ideology, or any comparisons between past and present regimes confirms Ovidiu Mihăiţă's claim regarding the Museum's lack of ideological bias » (Oancea, 2020, p. 15)

Une enquête auprès des visiteurs aurait pu être intéressante pour approfondir la réception et l'interprétation de l'offre proposée par le Musée du consommateur communiste, mais n'était pas possible en raison du contexte sanitaire (musée fermé deux semaines et demi pendant mon séjour, visiteurs très peu nombreux). Cependant, il est vrai que lors des entretiens, le projet n'était pas relié à des considérations idéologiques ou politiques sur le système socialiste. Dès lors, porté par des acteurs culturels indépendants, ce musée est un projet entrepreneurial et mémoriel alternatif qui permet de « mettre en évidence une mémoire collective qui est restée principalement ignorée par les médias de masse traditionnels et les institutions officielles »[168] (Oancea, 2020, p. 16) à Timişoara et plus largement en Roumanie et en Europe de l'Est. En effet, « bien qu'ils n'articulent pas un discours essentiellement subversif ou radicalement différent sur le passé communiste, ils s'appuient fortement sur la "défamiliarisation", en recadrant les symboles et les expériences puissants associés à Ceauşescu et évocateurs de la vie sous le communisme »[169] (Georgescu, 2010, p. 161).

Le concept de défamiliarisation développé par Victor Shklovsky en 1917 et repris par Diana Georgescu dans son article en 2010 est pertinent pour analyser le projet du Musée du consommateur communiste car « la stratégie de défamiliarisation implique la représentation d'objets familiers de manières inhabituelles »[170] (Georgescu, 2010, p. 161). Dès lors, par leur muséification, les objets hérités de l'époque socialiste sont transformés en lieux de mémoire, au sens large de Pierre Nora (1984), et sont le support d'une pratique mémorielle alternative voire d'une contre mémoire (Georgescu, 2010) par rapport à la mémoire traumatique dominante. De plus, dans une perspective projective (Grama, 2005 ; voir 5.1.B), le Musée du consommateur communiste et plus généralement les projets culturels de la compagnie Auăleu sont aussi des commentaires critiques sur la transition postsocialiste en Roumanie, dont témoigne l'adaptation théâtrale de *La Ferme des animaux*, une de leurs pièces phares jouées de nombreuses fois. A travers cette pièce, la satire et l'ironie permettent de « contourner l'hégémonie des récits de l'État sur le passé communiste récent et le présent transitoire »[171] (Georgescu, 2010, p. 172). Diana Georgescu (2010) invite alors à s'intéresser au potentiel critique de l'ironie dans la remise en cause des discours mémoriels dominants. Le Musée du consommateur communiste et l'abondance des objets présentés sont eux-mêmes une forme d'ironie selon Ovidiu Mihăiţă :

> « Le titre du musée, le Musée du consommateur communiste, c'est un peu ironique, parce qu'il n'y avait pas trop de choses à consommer tu sais, donc on montre un million d'objets que les gens avaient dans leurs maisons ? Non ! Ils en avaient quelques centaines peut-être, ou peut-être quelques milliers en tout et pour tout, donc c'est un peu ironique […]. L'héritage socialiste est assez pauvre, c'est plus que tu, tu n'as pas hérité d'une fortune, d'argent ou

168 « unearth a collective memory, which has mainly remained ignored by mainstream mass-media and official institutions » (Oancea, 2020, p. 16)

169 « Although they do not articulate an essentially subversive or radically different discourse about the Communist past, they rely heavily on "defamiliarization", reframing potent symbols and experiences associated with Ceausescu and evocative of life under communism » (Georgescu, 2010, p. 161)

170 « The strategy of defamiliarization involves the representation of familiar objects in uncommon ways » (Georgescu, 2010, p. 161)

171 « circumventing the hegemony of state narratives about the recent Communist past and the transitional present » (Georgescu, 2010, p. 172)

autre, tu as hérité de quelques dettes *(rires)*, tu sais... »[172] (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020).

En comparaison de l'offre de tourisme mémoriel autour de la Révolution, le Musée du consommateur communiste propose donc une autre approche de l'histoire socialiste et un autre type d'offre que l'on pourrait qualifier de tourisme patrimonial socialiste (Light, 2000a et 2000b ; Caraba, 2011 ; Sima, 2017). Ce dernier répond notamment aux attentes du touriste post-moderne (Oancea, 2020 ; Simionescu et Rădoi, 2020), c'est-à-dire la recherche d'expériences originales et plus spécifiquement de l'expérience de l'Autre et de la différence, en particulier des cultures non occidentales. Ainsi Ovidiu Mihăiţă m'explique que pour les touristes internationaux ayant une culture totalement différente de la leur, les Roumains sont des « aliens » et le régime socialiste une « curiosité » (entretien du 3 décembre 2020). Ces visiteurs sont alors fascinés par la culture matérielle communiste qui leur semble exotique (Oancea, 2020). L'attrait particulier du musée pour les touristes internationaux invite à s'interroger sur la manière dont cette offre touristique est construite, et notamment pour qui. Plus généralement, le tourisme patrimonial socialiste est-t-il un type d'offre à destination des touristes occidentaux en quête d'exotisme et d'altérité ?

6.1.B. Du tourisme mémoriel au tourisme patrimonial socialiste : public visé

Plus connue, l'appellation « tourisme rouge » est néanmoins à différencier du « tourisme patrimonial socialiste ». Selon Cosmin-Ciprian Caraba (2011), le tourisme rouge est principalement concentré en Asie de l'Est et plus particulièrement en Chine. Il glorifie le communisme dans un discours patriotique et nationaliste tandis que le second est précisément l'inverse, mettant en avant les souvenirs douloureux et opérant une criminalisation du régime, et il concerne plutôt l'Europe de l'Est. De plus, selon Duncan Light (2000b), le tourisme patrimonial socialiste attire principalement les touristes étrangers ou éventuellement les nostalgiques locaux, mais ne répond pas vraiment à une demande locale. En effet, si cette offre émerge dans les pays européens de l'Est à partir des années 1990, elle s'est d'autant plus développée dans le contexte de l'intégration à l'Union européenne dans les années 2000, permettant des facilités de voyage pour les touristes de l'Ouest (Light, 2000a et 2000b ; Caraba, 2011). C'est pourquoi selon Duncan Light (2000b), le tourisme patrimonial socialiste est une forme particulière de tourisme culturel et patrimonial qui a été développée pour l'intérêt spécifique des touristes occidentaux, et il considère alors que le patrimoine socialiste est en partie construit et défini par et pour des acteurs en dehors de la Roumanie – il étudie le cas de Bucarest.

Mais dans le cas du Musée du consommateur communiste de Timişoara, il me semble que l'intention des fondateurs est précisément de s'adresser autant aux touristes internationaux qu'aux touristes roumains et aux habitants de Timişoara – les témoignages d'Ovidiu Mihăiţă sur le devoir de mémoire en témoignent. Plus qu'un lieu touristique, la villa où se trouve le musée est un lieu de culture et de socialisation grâce au théâtre et au bar, ce qui peut expliquer que le public du musée

172 « The tittle of the museum, the Museum of communist consumer, it's a little bit ironic, because there was not too much to consume you know, so we are showing one million objects people used to have in their homes ? No ! They had a few hundred maybe, or maybe a few thousand all in all, so it's a little bit an irony […]. The socialist heritage is quite a poor one, it's more rather than you, you didn't heritate fortunes or money or something, you heritate some debts *(laughs)*, you know » (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020)

soit très divers et les visiteurs nombreux – le théâtre et le bar pouvant être un prétexte pour se rendre au musée, qui se trouve au sous-sol :

> « Je pense que nous avons un public large, allant des enfants aux vieux hommes que tu peux imaginer […]. Ce n'est pas comme si tu proposais un musée du rock'n'roll ou du funk ou autre, qui intéresse seulement les adolescents. Non, c'est un public large »[173] (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020).

Christine Cizmaş me confirme par exemple qu'elle voit souvent des parents et des enfants venir au musée, mais aussi des professeurs avec leurs élèves (conversation écrite du 2 mai 2021). Dès lors, même si le livre d'or du musée contient beaucoup de commentaires de touristes étrangers (observation du 6 mars 2021), l'expérience des fondateurs du musée ainsi que les témoignages des habitants me conduisent à nuancer le constat de Duncan Light d'une offre principalement à destination des touristes occidentaux. Cela s'explique aussi peut-être par le biais induit par le contexte sanitaire de mon séjour, les visiteurs étrangers étant peu nombreux, mais surtout parce que la majorité des habitants que j'ai rencontrés ont déjà visité le musée et qu'il a, pour eux, un rôle important pour la population locale, notamment un rôle éducatif pour les jeunes, justifiant le désir d'un projet de plus grande envergure. Par exemple, Alina Satmari, qui fait référence à l'école d'été pour *Remind Mapping 89* qui s'est précisément tenue dans ce lieu, déclare :

> « Il est nécessaire ce musée, mais je crois qu'il a besoin d'un espace plus grand, plus ouvert aux touristes. Même des voisins je crois de la maison ne savent pas que c'est un musée. Comme toujours ils ne font pas des choses au but économique, notre école aussi c'était une école avec un nombre réduit de participants, nous voulions faire des petites choses mais des choses vraiment valables, pas une grande école » (Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021).

D'autres corroborent :

> « Mais tu vois, c'est aussi une initiative privée, une petite initiative, une très… Oui, ils sont assez connus, je veux dire, il y a un besoin d'aller là-bas »[174] (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021).

> « C'est un bon projet. C'est bien pour les jeunes qui n'ont pas vécu à cette époque, oui, et […] c'est très bien pour les étudiants, ce type d'informations »[175] (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021).

Smaranda Vultur est ainsi allée plusieurs fois au Musée du consommateur communiste avec ses étudiants. Selon elle, cette présentation du « communisme rose » peut être assez troublante pour les jeunes, tandis que les personnes plus âgées s'amusent des objets présentés et se souviennent de

173 « I think we have a general audience, from children to the old men you can imagine […]. It's not like you do the museum of rock'n'roll or funk or whatever, you have only teenagers interested. No, it's a general audience » (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020)

174 « But you see, it's also a private initiative, a small one, a very… Yeah, they are quite famous, I mean, there is the need to go there » (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021)

175 « It's a good project. It's good for young people who not lived in those days, yes, and […] it's very good for students, this typology of informations » (Gino Rado, entretien du 2 mars 2021)

leurs souvenirs d'enfance (entretien du 1er avril 2021). Par rapport à la mémoire traumatique dominante, le Musée du consommateur communiste est donc l'occasion de faire émerger une autre mémoire du socialisme entre nostalgie, fascination et amusement (Oancea, 2020). En témoignent les extraits d'entretien :

> « C'est un endroit très spécial parce qu'il y a de très vieilles choses, je veux dire pas très vieilles, 30, environ 30-40 ans mais ces objets étaient des objets que les gens avaient dans leurs maisons, plus ou moins les mêmes choses : la même télévision, les mêmes meubles, les mêmes jouets, d'autres objets... Et les gens apportent, apportent encore aujourd'hui de vieilles choses à la collection, mais d'autres personnes qui n'ont jamais vu de telles choses sont intéressées pour comprendre comment les gens vivaient, ou d'autres personnes sont très nostalgiques parce qu'elles voient encore certains jouets. Les personnes plus âgées voient des choses qu'elles connaissaient très bien, les mêmes bouteilles pour l'eau minérale ou pour le vin ou pour quelque chose, ou les petits jouets auxquels elles jouaient quand elles étaient enfants. Et même les touristes d'autres continents sont très impressionnés lorsqu'ils visitent ce musée »[176] (employée de l'Office du tourisme municipal, entretien du 26 mars 2021).

> « Tu peux trouver, *nous* pouvons trouver là quelques vieux objets de notre maison que j'ai déjà oubliés, mais nous les avions, nous les avons vus, nous avons joué avec eux, avec les jouets ou tout autres vieux objets de nos maisons »[177] (Tudor, entretien du 17 mars 2021).

Comme dans l'extrait d'entretien de Lavinia Simion (voir 5.3.B), ces témoignages montrent que la visite du Musée du consommateur communiste suscite émotions et nostalgie pour les habitants : « les objets matériels, en tant que lieux de mémoire (Nora, 1984) fortement liés aux expériences personnelles, semblent constituer des médiums efficaces, capables de recueillir en un bouquet les sens sociaux, les émotions et les associations. Cependant, le manque de consensus social à propos du passé récent en montre l'ambivalence et les fait parfois travailler de manières contradictoires » (Vasilyeva, 2013, p. 66). En effet, selon Tudor, ce musée ne fait pas seulement émerger un sentiment de nostalgie unanimement positif :

> « Ça dépend de chaque personne. Cela peut te rappeler des souvenirs tristes. Maintenant c'est drôle mais quand tu avais cet objet, même dans les années 90, parce que j'étais enfant dans les années 90, nous avions encore beaucoup de ces objets dans notre maison, j'ai vu à la télévision à quoi ressemblaient les maisons et les appartements dans la partie occidentale de l'Europe, nous nous disons aussi que nous étions des années et des années en retard par rapport à des pays comme l'Allemagne […]. J'avais, j'ai toujours une tante et un oncle en Allemagne et ils nous envoyaient des bonbons et des jouets et des magazines, et nous les

176 « It is a very special place because there are very old things, I mean not very old, 30, around 30-40 years old but those objects were objects which people had in their houses, more or less the same things: the same TV, the same furnitures, the same toys, other objects… And people bring, still bring today old things to the collection, but other people who never saw such a thing they are interesting to understand how people lived, or some other people are very nostalgic because they still see some toys. Older people they see things which they knew very good, the same bottles for mineral water or for wine or for something, or the small toys which they played as they were small. And even tourists from other continents are very impressioned when they, they visit this museum » (employée de l'Office du tourisme municipal, entretien du 26 mars 2021)

177 « You can find, we can find there some old objects from our home that I already forget, but we had them, we have seen them, we play with them, with toys or any other old objects from our homes » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

> regardions et “woow”, et même cela c'est un peu triste si tu y penses, de ne pas avoir accès à tout ce que tu peux, tout ce dont tu as besoin. C'était une chose étrange après la Révolution pour ma mère d'utiliser des *Pampers* parce qu'ils avaient des couches, celles en textile, on les faisait bouillir et on les réutilisait. On les lavait, on les faisait bouillir et on les réutilisait, c'était tout un processus *(rires)* »[178] (Tudor, entretien du 17 mars 2021).

Bodgan Şoflău, employé à l’Office du tourisme régional, lui aussi suggère une interprétation différente de l’expérience de visite du Musée du consommateur communiste au-delà des souvenirs positifs :

> « Nous avons un musée privé qui s’appelle le Musée du consommateur communiste, qui interroge sur la période avant 1989. Dans ce musée, il y a en quelque sorte l’explication du pourquoi les gens ont ressenti le besoin de se révolter, parce qu’ils avaient une vie industrielle, les mêmes produits, les mêmes vêtements, les même tout, comme un robot dans le système et ils se sont révoltés contre le système »[179] (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021).

Nostalgie, amusement, curiosité, regret rétrospectif, illustration du système autoritaire… Les objets et les héritages ordinaires du socialisme sont donc potentiellement révélateurs et porteurs de plusieurs facettes de la mémoire de l’époque socialiste, ouvrant la possibilité d’interprétations et de sentiments ambivalents alors que la mémoire officielle, elle, se veut unifiée (Smaranda Vultur, entretiens du 1er et du 6 avril 2021). Mais que cela révèle les aspects positifs ou négatifs du passé socialiste, ce qui est ressorti de mon séjour de terrain, c’est que le Musée du consommateur communiste est un lieu apprécié tant par les touristes que la population locale pour sa valeur récréative, symbolique voire identitaire. Ainsi selon Constantin Claudiu Oancea (2020), l’espace même dans lequel se trouve le musée a gagné en valeur symbolique, en témoigne la dynamique de gentrification du quartier Elisabetin qui se traduit mais passe aussi par l’ouverture de ce type de lieux alternatifs (voir 1.3.C). De plus, selon Ovidiu Mihăiţă, le quartier gagne également en valeur touristique :

> « Le quartier n’est pas touristique mais il est devenu touristique […] parce que beaucoup de gens viennent au musée et d’une certaine manière, c’est une étape. Sinon il n’y a pas grand-chose à voir dans le quartier, même si c’est un quartier ancien avec une vieille église catholique et des vieilles maisons et des choses de ce genre. Mais on est proche du centre de la ville, ce n’est pas compliqué ou long de venir ici »[180] (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020).

178 « It depends from person to person. It can bring you sad memories, now it’s funny but when you had that object in, even in 90’s, because I was a child in the 90’s, we still have many of that objects in our home, I’ve seen on the television how looks the home and all apartments in the West part of the Europe, we also say we are years and years after them, countries like Germany […]. I had, I still have an aunt and an uncle in Germany and they sent us sweets and toys and magazines, and we looked at them and “woow”, and even this it’s a little bit sad if you think, to don’t have access all you can, all you need. It was a strange thing after the Revolution for my mother to use Pampers because they had the underwear, the textile type, boiled them and used it them again. Washed them, boiled them and used it them again, it was an entire process there *(laughs)* » (Tudor, entretien du 17 mars 2021)

179 « We have a private museum which is called the Communist Consumer Museum, which is asking about the period before 1989 and into this, there is some how the explanation why people felt the need to revolt, because they had an industrial life, having the same products, the same clothes, the same everything, being like a robot in the system and they revolted against the system » (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)

Devenu en effet le deuxième site touristique le plus fréquenté de la ville derrière la Cathédrale métropolitaine (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020), le Musée du consommateur communiste et plus largement l'initiative de la compagnie Auăleu rencontrent un tel succès auprès des visiteurs et des habitants que cela suscite l'intérêt des acteurs institutionnels, économiques et culturels dominants, en particulier l'Association TM2021.

6.1.C. Une potentielle récupération et normalisation d'un projet alternatif et indépendant ?

Premièrement, le Musée du consommateur communiste est de plus en plus intégré aux parcours touristiques de la ville, par exemple dans « Le Grand tour des âges communistes » proposé par un tour opérateur privé, *Timişoara City Tours*. De plus, l'Association TM2021 a sollicité la compagnie Auăleu pour collaborer dans plusieurs projets pour l'événement Capitale européenne de la culture, notamment le spectacle d'ouverture ou un programme appelé *Le théâtre comme résistance* (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020). Ce dernier s'inscrit à la fois dans le programme culturel de l'événement Capitale européenne de la culture à Timişoara et dans le projet européen *European Heritage Contact Zone* (EHCZ) qui invite les populations à s'intéresser à leur patrimoine « difficile » – on trouve des partenaires en Hongrie, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Grèce. Le programme porte alors une attention particulière au passé socialiste à Timişoara, le but étant de réfléchir à la manière dont le théâtre a pu encourager la pensée critique à cette époque (EHCZ, 2018).

Mais la participation de la compagnie Auăleu à des projets externes est principalement le fait et la volonté d'Ovidiu Mihăiţă, qui y voit une opportunité de gagner en visibilité et qui utilise alors la bannière d'Auăleu pour des projets dans lesquels son implication est en réalité assez personnelle. Ainsi quand j'ai demandé à Christine Cizmaş si elle pouvait me parler du *Théâtre comme résistance*, elle m'a répondu qu'il fallait que je m'adresse à son collègue (discussion informelle du 6 mars 2021). En fait, Christine Cizmaş, elle, était plutôt réticente à engager le nom d'Auăleu dans une collaboration avec l'Association TM2021 : elle a mis en garde Ovidiu Mihăiţă face au potentiel danger que leur compagnie soit associée à l'association, d'autant plus que les critiques relatives à l'organisation de l'événement sont importantes (voir 3.2). Elle revendique plutôt le principe d'indépendance de la compagnie, leurs projets culturels et artistiques ayant toujours été développés de manière autofinancée, et est méfiante envers les collaborations, craignant les dérives politiques (discussion informelle du 7 avril 2021). Néanmoins, le fait que l'Association TM2021 ait sollicité leur collaboration interroge sur la capacité des acteurs culturels, touristiques et mémoriels alternatifs à influencer les discours dominants. Dans le cas du *Théâtre comme résistance*, on assiste à un renouvellement de l'approche et des discours des acteurs institutionnels, touristiques et culturels dominants sur les héritages socialistes – ici l'Association TM2021 et la municipalité qui soutiennent le projet – tendant à aller au-delà des discours criminalisants ce passé. Peut-on voir là une stratégie de récupération pouvant conduire à la normalisation de l'alternatif et/ou, à travers l'intégration du musée à des parcours touristiques conventionnels, à la marchandisation des héritages socialistes, érigés en symbole urbain consommé par les touristes ? En réalité, selon Remus Creţan, la mise en

180 « It is not touristic but it became touristic […] because a lot of people are coming to the Museum and some how it's a stop. Otherwise we don't have much to see in the area, even thought it's an old neighborhood with an old catholic church and old houses and stuffs like this […]. But we are very close to the center of the town, it's not complicated or long to get here » (Ovidiu Mihăiţă, entretien du 3 décembre 2020)

tourisme des héritages ordinaires du socialisme au-delà de la Révolution n'est pas vraiment d'actualité :

> « C'est dommage mais très peu d'objets touristiques sont liés au communisme, donc dans… Si vous allez aux visites guidées, aux visites en bus, ils ne montrent que la zone centrale et quelques autres objectifs spécifiques mais très peu sont liés au communisme. Donc si nous pouvons dire que le zoo a été construit pendant le communisme ou des choses comme ça, ça n'est pas vraiment spécifique au communisme en tant que système […]. Ils pourraient faire beaucoup de choses. Ils pourraient faire des choses sur le communisme, sur les premières étapes du post-communisme, un musée des mineurs aussi, ou quelque chose liée aux ouvriers de Timişoara qui ont travaillé pendant le communisme. Donc il y a plein d'idées, il faut juste les développer. Ça dépend de la municipalité […]. Vous pouvez emmener les touristes uniquement dans ces quartiers communistes pour voir les anciennes entreprises du communisme »[181] (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021).

Par exemple, l'idée a traversé Ovidiu Mihăiţă et Christine Cizmaş d'installer le Musée du consommateur communiste dans une tour d'un quartier de blocs socialistes et de proposer une expérience immersive aux touristes en y ouvrant aussi un hôtel dans lequel l'eau et l'électricité seraient coupées à certaines heures, comme c'était le cas à l'époque. Mais pour des raisons de budget et de faisabilité, ce projet n'a pas abouti (Christine Cizmaş, discussion informelle du 6 mars 2021). Par conséquent, une des choses frappantes concernant les deux initiatives de valorisation des héritages socialistes que j'ai repérées – la mise en mémoire et en tourisme de la Révolution d'une part, le Musée du consommateur communiste d'autre part – est que toutes deux prennent place dans les quartiers historiques de la ville (Cetate, Iosefin, Elisabetin et Fabric) et non dans les quartiers hérités de l'époque socialiste. Une fois sur le terrain, je souhaitais donc partir à la recherche d'initiatives se déployant dans ces quartiers, pour voir dans quelle mesure l'émergence de discours ou de projets touristiques et culturels valorisant les héritages socialistes peuvent permettre d'attirer l'attention sur des espaces peu pris en compte dans les politiques d'aménagement, de marketing urbain et de patrimonialisation.

181 « It's a pity but very few touristic objects are connected to communism, so in… If you go to tours, bus tours, they only show the central area and some others specific objectives but very few connected to communism. So if we can say that the zoo was made in communism or something like that, but it's not really specific to communism as a system […]. They could a lot of things. They could do on communism, they could do on first stages of post-communism, museum of minors also, or something connected to the workers in Timişoara, who worked in communism. So there are many ideas, just to implement them. It depends on the municipality […]. you can take tourists only to this communist quarters to see and former enterprise of communism » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

6.2. PATRIMONIALISER LES HÉRITAGES BÂTIS CONSTRUITS PENDANT L'ÉPOQUE SOCIALISTE ? UNE RECONNAISSANCE TIMIDE DE LEUR VALEUR ARCHITECTURALE…

6.2.A. Les bâtiments hérités de l'époque socialiste, des oubliés de la politique de patrimonialisation

A Timişoara, il n'y a pas de bâtiments hérités de l'époque socialiste « "édifiants" au sens littéral du terme car chargés d'exprimer la magnificence et la grandeur du régime » (Coudroy de Lille, 2011, p. 37) (voir 4.1.C). La plupart des héritages bâtis sont des blocs d'habitation, des complexes industriels ou des bâtiments tertiaires, et sont en ce sens ordinaires mais aussi banalisés, ayant aujourd'hui gardé leur fonction initiale. Selon Lydia Coudroy de Lille (2011), la banalisation est un processus social et spatial qui passe tout d'abord par la mise à distance des héritages socialistes avec le contexte historique et idéologique de leur édification, et ensuite par leur invisibilisation, matérielle ou symbolique. Ainsi dans la stratégie culturelle de Timişoara pour la période 2014-2024, la municipalité fait le constat d'un manque d'attention accordée à l'architecture de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle et se propose d'être pionnière dans la reconnaissance de sa valeur architecturale à l'échelle de la Roumanie (PMT, 2014, pp. 41-42[182]). Néanmoins, dans les faits, les initiatives sont peu nombreuses, voire contradictoires avec cet objectif. En effet, Remus Creţan explique, alors qu'il suggère que les anciennes industries socialistes soient reconverties et mises en tourisme :

> « Certaines de ces entreprises sont maintenant des friches industrielles, vous savez, elles ont été détruites, et ils veulent construire d'autres blocs à cet endroit, donc si vous y allez avec des touristes, ce que vous verrez, c'est seulement des entreprises détruites... Donc il n'y a rien à changer en musée. Ils pourraient changer quelques... comme la Hongrie a fait, ils ont changé quelques entreprises communistes en musées. Et ici je ne vois aucune idée comme ça, ils préfèrent détruire l'entreprise et en construire une autre »[183] (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021).

Par exemple, le complexe de logements et de bureaux ISHO a été construit après destruction de l'ancienne usine textile ILSA. A Timişoara, les intérêts économiques primant souvent face à la préservation du patrimoine historique pré-socialiste dont la valeur est pourtant reconnue (voir 3.1.B), la situation est pire pour les héritages bâtis socialistes qui sont des oubliés de la politique de patrimonialisation. En effet, aucun bâtiment construit après la Seconde Guerre mondiale n'est

182 « « Patrimoniul construit al Timişoarei este demn de atenţie şi pentru vestigiile rămase din perioada otomană, dar şi pentru calitatea arhitecturii din anii '60-'80. Foarte puţină atenţie a fost acordată pentru acea perioadă până acum în România, iar Timişoara ar putea face pionierat în recunoaşterea valorii arhitecturale de secol XX. Descoperirile arheologice cu prilejul lucrărilor recente de reabilitare a infrastructurii edilitare şi de amenajare a spaţiilor publice din Cetate, au adus în atenţia publicului straturi ale istoriei care nu erau suficient cunoscute » (PMT, 2014, pp. 41-42)

183 « some of this enterprises now are brownfield, you know, there were destroyed, and they want to build other blocs in that place so if you go with tourists there, what to see, only destroyed… so it's nothing change into museum. They could change some… like Hungaria made, they change some communist enterprises into museums. And here I don't see any idea of this, they prefer to destroy enterprise and construct another one. So they could do something like that » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

inscrit en tant que monument historique dans la ville et protégé à ce titre (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021 ; Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021). Les rares cas, comme l'Institut national pour la recherche et le développement du soudage des matériaux (ISIM) surnommé le cornichon pour sa forme ronde (Vlad Cumpanas, entretien du 12 mars 2021), le sont par défaut, car ils font partie d'un ensemble historique pré-socialiste, ici Elisabetin (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021). En outre, selon Lydia Coudroy de Lille (2011), le contexte postsocialiste laisse peu de place aux considérations mémorielles et patrimoniales concernant l'architecture socialiste (métropolisation, néolibéralisation, rente foncière, densification des centres, faibles contraintes politiques et réglementaires…). Ordinaires et banalisés, les bâtiments socialistes « dépossédés de leur charge symbolique et idéologique [peuvent] ainsi disparaître dans le chantier de la "modernisation" urbaine sans émouvoir l'opinion » (Coudroy de Lille, 2011, p. 45).

Les cas de destructions mais aussi de transformations non respectueuses de l'architecture originelle des bâtiments socialistes sont alors nombreux à Timişoara. C'est ce qui est montré dans un documentaire de quinze minutes disponible sur YouTube pour lequel Victor Popovici a écrit le scénario (Tur de arhitectură, 29 avril 2020 ; Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021) : il porte sur les réalisations de Vasile Oprişan, architecte pour IPROTIM à l'époque socialiste, et développe les exemples du centre commercial Bega, des immeubles de bureaux de la place 700, des blocs d'habitation du boulevard Take Ionescu ou encore du lycée Grigorie Moisil sur la place Bălcescu dont Victor Popovici m'a parlé :

> « J'ai fréquenté cette école pendant deux ans […], j'étais aussi impressionné à l'époque par cette école parce qu'elle était extrêmement bien construite. Il y avait tellement de lumière à l'intérieur, c'était incroyable ! Elle était très moderne […], elle avait toutes sortes de laboratoires de biologie, de chimie, d'anglais, de physique... Il y avait une cafétéria donc c'était une école très, très moderne. Elle avait des espaces intérieurs vides, donc tu avais cours et ensuite tu avais des espaces vides où tous les enfants, quand il y avait une pause, pouvaient jouer. Et après la Révolution, parce que cette école est l'une des meilleures écoles de Timişoara, beaucoup d'enfants sont venus dans cette école, alors ils ont eu besoin de plus de classes, plus de classes, plus de classes et ils ont fermé l'aire de jeu, ils ont fait une classe et les laboratoires ont été transformés en classes normales et maintenant ils ont beaucoup de classes mais la qualité de l'espace... Elle se dégrade, complètement, et ils devraient se demander "est-ce que les enfants sont heureux dans cette école ?" : oui, ils sont dans une très bonne école, oui, ils apprennent beaucoup, mais qu'en est-il de leur vie, de la qualité du temps qu'ils passent là-bas ? Ils n'ont pas d'espaces pour passer leurs pauses, ils n'ont pas de laboratoires, ils sont surchargés, il y a beaucoup trop d'enfants dans cette école parce que quand elle a été construite, je pense qu'il y avait huit classes, c'était pour huit classes, le reste c'était juste d'autres espaces, mais maintenant ils ont je pense vingt classes ou quelque chose comme ça, donc c'est complètement hors d'échelle. Mais c'est aussi un problème en Roumanie, parce que tu as de très bonnes écoles et les autres sont considérées comme moins bonnes, alors tout le monde veut mettre ses enfants dans les bonnes écoles, alors il y a beaucoup de pression sur certaines écoles et elles se résignent à des mesures désespérées comme celles-ci, fermer, construire, agrandir, ce qui n'est pas normal. Donc, c'est, c'est ce qui m'attriste chez Vasile Oprişan. Mais il est maintenant retraité, semi-retraité, il travaille encore mais plus vraiment, il est vieux, et il voit de ses propres yeux que tout son travail est massacré

par des gens qui n'ont absolument aucune idée de ce qu'ils font »[184] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

Dans ce contexte, Victor Popovici éprouve de la compassion pour Vasile Oprişan avec qui il s'est entretenu pendant environ quatre heures pour réaliser le documentaire : « il nous a raconté des choses très intéressantes et malheureusement, ce qui me désole, c'est que Monsieur Oprişan avait d'excellentes œuvres pour l'époque : modernes, propres, très actuelles, très belles, et elles ont été massacrées après »[185] (entretien du 8 avril 2021). Le cas du centre commercial Bega est à ce titre représentatif, la façade originelle en béton, striée par des coursives, ayant été recouverte de panneaux métalliques (Photographies 113 et 114) : « elle a été massacrée comme ça, comme s'ils avaient juste mis du métal sur la façade sans aucune logique et je ne sais pas pourquoi parce que c'est clair que l'ancienne façade était bien mieux que ce qu'ils ont fait »[186] (entretien du 8 avril 2021).



Photographie 113 : Le centre commercial Bega en 1977
Source : Banatul Timisoarei, *Facebook*



Photographie 114 : Le centre commercial Bega en 2021
Source : Amandine Dargaud (19 mars 2021)

184 « I went to this school for two years […], I was also impressed at the time by that school because it was extremely well build. You had so much light in it, unbelievable! It was very modern […], it had all kind of laboraties of biology, chemistry, english, physics… You had a cafeteria so it was very, a very modern school. It had indoor blank spaces so you had the classes and then you had empty spaces where all the children, when there was a break, they could play. And after the Revolution, because that school is one of the best school in Timişoara, very many kids came to that school, so they needed more classes more classes more classes and they closed off the played area, they made a class and the laboratories were turn into also normal classes and now they have a lot of classes but the quality of space… It's going down, completely, and you have to ask yourself "are the kids happy in that school?" : yes, they are in a very good school, yes, they learn a lot but what about their life, the quality or their time there? They don't have spaces to spend their breaks, they don't have laboratories, they are crowded, they are much, too many kids in that school because, when it was build, I think there were 8 classes, it was for 8 classes, the rest was just other spaces, but now they have I think 20 classes or something, so it's absolutely out of the scale. But this is also a problem in Romania because you have so good schools and the rest are not considered so good so then everybody wants to bring their kids to the good schools so there is very much pressure on some schools and they are then resigned to desperate measures like this, to close up, to build, to extend, to… which is not normal. So this is, this is what sad me about Vasile Oprişan. But he is now retired, semi retired, he is working but not so much anymore, he is old, and he sees with his own eyes that all his work is being massacred by some people who have absolutely no ideas what they are doing » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

185 « He [Vasile Oprişan] told us very interesting things and unfortunately what I am feeling very sorry about is that Mister Oprişan had some excellent works for the period: modern, clean, very updates, very good looking, and they were massacred after » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

186 « It massacred like this, like they just put some metal on the facade with absolutely no logic and I don't know why because it's clear that the old facade looked much much better than what they did to it » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

Mais selon Lydia Coudroy de Lille (2011), ce sont précisément les destructions ou du moins, ici, les dénaturations de l'architecture socialiste qui permettent les conditions de sa possible patrimonialisation, en provoquant une réaction de la part d'architectes voire de la société civile. Ainsi, dans le cas de la Pologne :

> « On est entré aujourd'hui dans une phase de questionnement sur la légitimité morale, historique et esthétique des héritages socialistes, à travers une réflexion sur le sens et les conséquences de leur démolition. Après avoir été rabaissés au rang de simples objets posés sur des parcelles dont seule la valeur marchande comptait, ces édifices sont désormais considérés comme des témoins d'une époque de l'histoire urbaine. Des mouvements de réaction face aux destructions, venus du monde des architectes, relayés par la presse, et trouvant écho dans l'opinion publique et politique, cherchent à hisser une partie de ces héritages en patrimoine. Cette inflexion correspond en effet aux démolitions contestées car, comme l'a établi Françoise Choay, le patrimoine n'émerge que lorsqu'un objet, qu'il soit naturel ou social, est perçu comme menacé de disparition » (Coudroy de Lille, 2011, p. 47).

Ainsi, dans les pays postsocialistes, des mobilisations pour la préservation des héritages bâtis du socialisme se développent, en témoignent la base de données en ligne #SOSBRUTALISME qui vise à sauver les « monstres de béton bien-aimés » ou le mouvement civil et expert qui a émergé après le vote de la destruction du Palais de la République à Berlin par le Bundestag en 2002 (Hocquet, 2012). Mais à Timişoara où les habitants préfèrent valoriser les héritages pré-socialistes et s'y référer en tant que symboles de l'identité de la ville (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021 ; voir 2.2), la reconnaissance de la valeur des bâtiments socialistes est timide et encore marginale, principalement le fait d'architectes, d'acteurs institutionnels ou culturels, d'autant plus qu'une minorité de bâtiments présente un réel intérêt architectural selon eux.

6.2.B. Des héritages socialistes plus valorisables et valorisés que d'autres ? Le dilemme entre qualité et quantité dans la ville socialiste

Lors des entretiens, à la question « existe-t-il selon vous des héritages bâtis du socialisme à Timişoara ? », mes interlocuteurs ont fait une distinction presque systématique entre les bâtiments de l'époque socialiste selon leur caractère unique ou non mais aussi selon leur bonne ou mauvaise qualité et, de manière générale, selon leur valeur architecturale et esthétique :

> « Il y a une architecture intéressante et très unique, je parle des bâtiments dans différents styles, oui, pas les bâtiments très typiques de, ces bâtiments faits à partir de préfabriqué »[187] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

> « Il y a des bâtiments qui sont seulement héritage, comme celui dans lequel j'habite [un bloc d'habitation] […], c'est rien que de l'héritage, c'est presque au milieu de la ville mais rien d'esthétique, rien de valeur je sais pas, émotionnelle, c'est… Mais du patrimoine, si on parle de salles de spectacle ou de salles de sport » (Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021).

187 « Are some interesting and very unique architecture, speaking buildings in different styles, yes not the very typical of, buildings made by prefabricate » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

> « Je pense que certains bâtiments de qualité seraient un patrimoine positif et qu'aussi certains des quartiers dont nous avons parlé avec les blocs, ce serait le côté négatif, donc tu pourrais avoir un peu des deux côtés, oui […]. Donc nous avons des bâtiments de qualité qui sont de nos jours à regarder comme des modèles, et aussi nous avons le problème des, des quartiers dortoirs qui sont juste construits pour, pour accueillir des gens, pour qu'ils aient un toit sur leur tête. On ne se préoccupe pas de la qualité, on ne se préoccupe pas de leurs conditions de vie, on ne se préoccupe pas de savoir s'ils ont froid ou s'ils ont trop chaud […]. Tout cela faisait partie d'un plan d'industrialisation très élaboré : parce qu'ils voulaient développer l'industrie très rapidement et très fortement, ils avaient constamment besoin d'amener plus de travailleurs, plus de travailleurs […]. Je pense que pendant la période communiste ils construisaient beaucoup mais la qualité était très faible, probablement 5-10 % des constructions étaient de qualité. Le reste était constitué de blocs d'appartements produits en masse et de très faible qualité […]. Le dernier étage n'était pas habitable, personne ne voulait y vivre parce qu'ils n'étaient pas capables de faire le toit terrasse correctement et tout le temps, si tu vivais au dernier étage, tu avais de la pluie, en été il faisait trop chaud. Personne ne voulait y vivre. De même, au rez-de-chaussée, personne ne voulait vivre là parce qu'il y avait trop de bruit et que tu ne pouvais pas garder ta fenêtre ouverte. Donc il y a eu, il y a eu quelques blocs de qualité mais la plupart était juste produits en masse […]. Et aussi tu as, ils ont été construits à partir de dalles de béton préfabriquées, tu sais, qu'ils ont mis ensemble, et l'isolation entre les dalles était très mauvaise »[188] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

Ainsi, selon Radu Radoslav, ancien architecte à IPROTIM et architecte en chef de Timişoara de 1997 à 2006, la zone résidentielle n'a aucune valeur en elle-même : la valeur des héritages socialistes réside dans d'autres aménagements, comme les espaces verts et les espaces éducatifs (réponse écrite du 24 mars 2021). Mais Victor Popovici, également architecte, reconnaît qu'avec le temps, ces aménagements ont aussi été de moins en moins qualitatifs :

> « Schématiquement, ils ont juste construit les blocs de plus en plus près les uns des autres au fur et à mesure que le temps passait. Donc dans les années 70, ils ont construit des parcs avec de l'espace entre eux, ok, et dans les années 80, ils ont décidé de construire de plus en plus près et finalement, les dernières années, ils étaient juste, tu pouvais regarder ton voisin de ta fenêtre, parce qu'ils n'avaient plus de terrain, juste dense, dense, dense. Et heu, heu, donc c'est ça le problème »[189] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

188 « I would think some buildings of quality would be positive heritage and also some of the neighborhoods we talked about with blocs would be the negative side, so you could have kind of both side, yes […]. So we have buildings of quality which are also to this day something to look as models, and also we have the problem of the, the dormitory neighborhoods which are just build for, to host people, to have a roof over their heads. We don't care about the quality, we don't care about their living conditions, we don't care if they freeze or they are too hot […]. It was all part of a very elaborated industrialization plan : because they wanted to develop industry very fast and very much so they constantly needed to bring more workers more workers. I think during the communist period they used to build a lot but quality was very little, probably 5-10 % was quality. The rest was mass produced blocs of flats of very low quality […]. The top floor was inhabitable, nobody wanted to live there because they could not do the terrace roof properly and all the time if you lived on the last floor you had rain, in the summer it was too hot. Nobody wanted to live there. Also on the ground floor nobody wanted to live there because you had too noises and you could not keep your window open. So these were, there were some quality blocs but most of them were just mass produced […]. And also you have, there were built from concrete prefabricated slabs, you know, that they put together, and isolation between the slabs was very bad » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

189 « Basically, they were just building closer and closer together as time went on so in the 70's they built with parks with space between then, ok, and in the 80's they decided to build closer and closer and finally in the last year they were just, you could look at the other guy window from window, because they didn't have the land anymore, just

De même, les héritages industriels sont considérés par Bogdan Şoflău, employé à l'Office du tourisme régional, sans grande valeur car ils sont standardisés :

> « Les communistes ont créé des bâtiments industriels pas vraiment attractifs parce que c'était aussi une inspiration d'Asie, de Corée du Nord, mais on peut aussi trouver les mêmes bâtiments en Russie ou en Pologne ou partout, parce que c'était une tendance simple, fonctionnelle et c'est tout, sans intérêt pour l'art »[190] (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021).

Selon ces distinctions entre production de masse standardisée d'une part et architecture unique de qualité d'autre part, seuls quelques bâtiments sont potentiellement considérés comme des héritages bâtis importants du socialisme à Timişoara, principalement pour leur valeur esthétique et architecturale – seule Alina Satmari a suggéré l'existence d'une valeur « émotionnelle » (entretien du 16 mars 2021). Quelques noms de bâtiments sont alors revenus régulièrement :

Bâtiments de l'époque socialiste	**Architectes**	**Dates de construction**	**Occurrences lors des entretiens**
La Maison des jeunes	Ivan Stern	1972-1978	3 fois
Le centre commercial Bega	Vasile Oprişan	1970-1973	2 fois
L'Université de l'Ouest	Hans Fackelmann	1964	2 fois
L'hôtel Continental	Gheorghe Gîrleanu	1971	1 fois
La maison de la mode Modex	Ivan Stern	1971-1974	1 fois
La salle de sport Olimpia	Gavra Sorin	1967-1968	1 fois
Le lycée Grigorie Moisil	Vasile Oprişan	1972-1973	1 fois
La salle de concert Aula Magna	Hans Fackelmann	1964-1965	1 fois
La villa Ceauşescu (aujourd'hui à l'abandon après reconversion en hôtel)	*Information non trouvée*	1968	1 fois

De manière générale, sans forcément citer un lieu en particulier, les personnes que j'ai rencontrées ont fait référence à des salles de sport et de spectacle, des établissements scolaires, des hôpitaux et tout autre bâtiment abritant des services construits sous le socialisme à Timişoara. Tous ont une architecture qui correspond au style brutaliste : il se caractérise par l'utilisation de matériaux bruts (en particulier le béton ou les briques nues à Timişoara), la verticalité du bâti, des formes géométriques, la répétition de certains éléments sur les façades (comme les fenêtres) ou l'absence d'ornements (Boutard, 6 octobre 2020) (Photographies 115 à 118).

dense, dense, dense. And heu, heu, so this is the problem » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

190 « Communists created some industrial buildings, not so attractive because it was also an inspiration from Asia, from North Korea, but also we can find the same buildings in Russia or Poland or everywhere, because it was a trend like simple, functional and that's all, not having an interest for art » (Bodgan Şoflău, entretien du 26 mars 2021)



Photographie 115 : Modex d'Ivan Stern *La façade répétitive est rythmée par la corniche en arcs et les moulures d'encadrement des fenêtres en saillie. L'architecture ne correspond pas tout à fait au style brutaliste pur du fait de l'asymétrie de la partie basse et la façade enduite dès l'origine.* Source : Amandine Dargaud (25 mars 2021)



Photographie 116 : Les immeubles de la place 700 de Vasile Oprişan *Utilisation de briques brutes et cadres préfabriqués en béton armé pour la tour, volume secondaire à gauche réalisé entièrement en préfabriqué.* Source : Amandine Dargaud (5 avril 2021)



Photographie 117 : La salle Aula Magna à l'arrière de l'Université de l'Ouest conçue par Hans Fackelmann *La façade alvéolée rappelle une ruche et le toit ondulé semble flotter sur un cadre en béton armé.* Source : Amandine Dargaud (31 mars 2021)



Photographie 118 : L'Hôtel Continental conçu par Gheorghe Gîrleanu *Sur 14 étages, les fenêtres ondulées de la cage d'escalier renforcent l'impression de verticalité et d'élévation du bâti.* Source : Amandine Dargaud (19 mars 2021)

Néanmoins, à Timişoara, il existe plusieurs exemples de bâtiments avec des fresques ou des sculptures sur les façades qui constituent une forme d'ornement, même sobre et minimaliste, et qui reprennent les codes de l'iconographie socialiste. Ainsi la façade verticale de l'Université de l'Ouest donnant sur le boulevard Vasile Parvan est décorée par une mosaïque monumentale réalisée en 1966 par Ştefan Szönyi (Gaivoronschi et al., 2014) (Photographie 119) : cette œuvre représente à gauche Mihai Eminescu, poète romantique (1850-1889), et à droite Nicolae Bălcescu, écrivain et révolutionnaire (1819-1852). Tous deux étaient des figures appréciées par le régime socialiste roumain et représentent le prestige intellectuel du pays, ce qui est un choix symbolique pour une université. De même, la façade de la Maison des Jeunes est ornée de deux bas-reliefs en béton réalisés par Peter Jecza en 1975 (Photographie 120). Siège de l'Union de la jeunesse communiste du Timiş pendant la période socialiste, le bâtiment accueille aujourd'hui la Fondation départementale du Timiş pour la jeunesse (FITT). Les deux bas-reliefs représentent des personnages réalisant diverses activités, la vocation du bâtiment étant d'accueillir des concerts, des représentations théâtrales, des réunions, etc. Selon Sorina Jecza (entretien du 31 mars 2021), le thème imposé à son mari était relativement libre, la jeunesse, et il a seulement ajouté quelques symboles communistes (la faucille et le marteau) qui se mêlent aux personnages pour répondre à la commande. Sorina Jecza regrette néanmoins que ce bâtiment ne soient pas protégé, car une fenêtre a été percée sur la façade latérale du bas-relief horizontal. Elle reconnaît en effet la valeur architecturale et artistique de la Maison des jeunes, d'autant plus que Peter Jecza, sculpteur renommé en Roumanie, a participé à sa réalisation.



Photographie 119 : F resque de Ştefan Szönyi sur la façade de l'Université de l'Ouest
Source : Amandine Dargaud (12 avril 2021)



Photographie 120 : Frontons sculptés par Peter Jecza sur la façade de la Maison des jeunes
Source : Amandine Dargaud (7 avril 2021)

6.2.C. Vers une reconnaissance de la valeur architecturale des héritages socialistes ? L'intérêt croissant des architectes et des acteurs culturels

Victor Popovici ou Radu Radoslav, tous deux architectes, considèrent qu'il est important d'inscrire certains bâtiments socialistes sur la liste des monuments historiques à Timişoara afin d'assurer leur protection :

> « Nous protégeons seulement les bâtiments construits jusqu'à 1940 ou quelque chose comme ça. Ce qui est plus moderne, personne ne semble comprendre que ça a aussi de la valeur et que ça devrait être protégé comme n'importe quel autre bâtiment. S'ils ont de la valeur, peu importe qu'ils aient juste 50 ans. Ce n'est pas 150 ans, ok ! Mais ces bâtiments ont de la valeur, ils doivent être préservés, ils ont quelque chose à dire, ils sont remarquables »[191] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

Victor Popovici reconnaît non seulement la valeur architecturale des bâtiments mais aussi le travail réalisé par les architectes dans un contexte difficile : commande stricte, délais courts, budget limité, logique de productivité, accès restreint aux exemples de réalisations architecturales en dehors de Roumanie qui limite les possibilités d'inspiration… Ainsi, selon lui,

> « à cette époque, il était très difficile d'être un architecte car tu n'étais vu que comme un instrument pour produire des plans selon la vision d'autres personnes. Tu n'avais aucune possibilité d'exprimer ton opinion […], tu étais juste une petite pièce dans une plus grande machine et tu étais supposé travailler, et c'est pour ça que nous devons admirer des gens comme Oprişan »[192] (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021).

Dans cette logique, en partenariat avec l'Ordre des architectes roumains (OAR) du Timiş et le Département de la culture du Timiş, le bureau régional du Registre roumain des urbanistes (RUR) a décerné deux diplômes d'excellence aux architectes Gheorghe Gîrleanu et Vasile Oprişan qui ont œuvré pour IPROTIM à Timişoara (Radu Radoslav, réponse écrite du 24 mars 2021). Cette reconnaissance en partenariat avec le Département de la culture du Timiş dont Sorin Predescu est directeur témoigne de la prise en compte croissante des héritages bâtis du socialisme par les acteurs publics de la patrimonialisation, les demandes des architectes trouvant alors un écho dans la sphère institutionnelle. En effet, selon Sorin Predescu, une réflexion est en cours concernant la protection de bâtiments socialistes à Timişoara, notamment l'Université de l'Ouest :

> « Il y a des bâtiments intéressants et importants. Hum… Nous, en Roumanie, nous n'avons pas cette méthodologie, de mettre sur la liste des bâtiments plus récents, mais nous avons commencé à en discuter parce que nous avons des bâtiments importants de la période socialiste. C'est, à Timişoara, c'est l'Université qui a été construite par un des plus importants

191 « We are protecting only buildings that were made until 1940 or something like this. What is more modern nobody seems to understand that there are also valuable and they also must be protected like any other buildings. If there are valuable, it doesn't matter that it's just 50 years old. It's not 150, ok! But they are valuable, they must be preserved, they have something to say, they are remarkable » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

192 « In that time it was very difficult to be an architect because you were just seen as an instrument of producing plans for the vision of others. You had no possibility to express your opinion […], you were just a little piece in a bigger machine and you were supposed to work and this is why we have to admire people like Oprişan » (Victor Popovici, entretien du 8 avril 2021)

> architectes de Roumanie, l'architecte Fackelmann »[193] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

Dans ce contexte, le cas de Timişoara est peut-être l'exemple d'une situation pré-patrimoniale qui commence par la reconnaissance de la valeur architecturale des héritages socialistes et se prolongera, cela reste à vérifier, par l'attribution d'une valeur culturelle et/ou identitaire à l'avenir. Pour l'instant, il me semble que ce processus est incertain, d'autant plus que Timişoara dispose d'un grand nombre d'héritages pré-socialistes appropriés par les habitants et intégrés à un discours identitaire fort qui me permet de les qualifier de patrimoine contrairement aux héritages socialistes (voir 2.2). Néanmoins, Sorin Predescu observe un changement de regard récent qui ouvre la perspective d'une possible patrimonialisation :

> « Nous avons trente ans qui se sont écoulés depuis l'époque communiste et la nouvelle génération qui se sent différente […]. Si c'était il y a trente ans, je dirais non, mais maintenant la nouvelle génération… Les bâtiments communistes font aussi partie du paysage et je suppose que certains d'entre eux sont bien, sont, ont une bonne, comment dire […], ils sont reçus comme une partie normale de la ville. Je, je, je ne crois pas que quelqu'un soit contre la protection d'un bâtiment important parce qu'il date de l'époque communiste, ces fractures idéologiques ne sont pas très présentes »[194] (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021).

Si la banalisation des héritages socialistes conduit potentiellement à leur destruction ou du moins leur dénaturation par des transformations architecturales non respectueuses, « la mise à distance et l'"invisibilisation" […] accélèrent ou créent [aussi] les conditions de leur réappropriation par la société et les intègrent au décor et aux pratiques spatiales » (Coudroy de Lille, 2011, p. 52). Ainsi les blocs d'habitation eux-mêmes, bien qu'ils aient majoritairement été construits dans une logique de production de masse (voir 6.2.B), font désormais partie du paysage (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021) et sont regardés sous un nouveau jour :

> « Nous avons beaucoup de choses de la période socialiste. La plupart d'entre elles sont liées à des blocs d'appartements et les communistes ont construit de nombreux quartiers comme celui de Soarelui […]. Et si tu vas dans ces quartiers, tu ne vois que des blocs d'appartements dans le style communiste, mais ils ne sont pas laids comme dans […] d'autres petites villes de Roumanie. Ils étaient assez modernes pour cette période. La plupart ont été construits dans les

193 « Are some interesting and important buildings. Hum… We… In Romania we don't have this methodology, to… put on the list... more recent buildings, but we started to discuss about that, because we have some important buildings from socialist times. It's, in Timişoara, it's University who was built by one of the important architect of Romania, the architect Fackelmann » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

194 « We have thirty years to the communist times and the new generation who feel different […]. If I was thirty years ago I would say no but now new generation… The communist buildings are also part of the landscape and I suppose some of them are well, are, have a good, how to say […], it's received as a normal part of the city. I, I, I don't believe somebody are against protection of an important building because it's from the communist times, these ideological fractures are not very present » (Sorin Predescu, entretien du 19 mars 2021)

années 1970 et 1980, et leur architecture est assez différente »[195] (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021).

J'ai en effet pu observer lors de mes promenades des blocs socialistes dont l'architecture est assez unique et spécifique. C'est le cas de ceux de la place Mărăşti que Vlad Cumpanas, doctorant en géographie, considère comme remarquables (entretien du 12 mars 2021). Conçus par l'architecte Gheorghe Gîrleanu et construits en 1983-1985, ils sont reconnaissables par leurs balcons ronds qui donnent à la façade une forme presque organique qui rompt avec les lignes dures du style brutaliste traditionnel (Photographie 121). Ionuţ Suciu lui aussi a remarqué des blocs d'habitation différents, cette fois dans le quartier Sagului au sud-est de Timişoara :



Photographie 121 : Blocs d'habitation de la place Mărăşti réalisés par Gheorghe Gîrleanu
Source : Amandine Dargaud (7 avril 2021)

> « Ce qui est intéressant là-bas c'est qu'il y a quelques blocs qui ont une architecture différente de celle que nous connaissons et que nous relions aux partis communistes, comme une boîte d'allumettes, les blocs ressemblent à une boîte d'allumettes si tu les regardes. Mais il y avait quelques blocs, je pense qu'ils ont été construits avant Nicolae Ceauşescu, parce qu'avant cette période, il y avait quelques architectes qui utilisaient aussi des arcades pour les blocs et ils avaient une certaine architecture »[196] (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021).

Ionuţ Suciu m'explique ensuite qu'il s'est renseigné et a découvert ces blocs lorsqu'il faisait des recherches pour trouver les lieux de l'édition 2019 de *Mémoires de la citadelle*. De plus, il vient d'une petite ville industrielle de la vallée du Jiu et s'est aussi intéressé à l'architecture de sa ville d'origine construite quasiment *ex nihilo* sous le socialisme.

Ce qui est frappant à la suite de mes enquêtes, c'est donc que la reconnaissance progressive de la valeur architecturale des héritages bâtis du socialisme à Timişoara émane principalement d'acteurs qui ont un capital culturel important – et qui sont la majorité des personnes que j'ai rencontrées, ce qui peut donner une vision orientée de la situation locale : architectes (Victor

195 « We have many things from socialist period. Most of them are connected to bloc flats, and Communists built many quarters as Soarelui quarter […]. And if you go to these quarters you see only blocs flats in communist style, but they are not ugly like in [...] other small cities in Romania. There were quite modern for that period. Most of them were built in 1970's and 1980's, and the architectures of this building are quite different » (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021)

196 « what is interesting in there is that there are a few blocs which has a different architecture from the one that we know and we connect to the communist parties, like a matchbox, also the blocs look like a matchbox if you watch them. But there were some blocs, I think there were built before Ceausescu, because before that time they had some architects that also used some arcades for the blocs and they had some architecture » (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021)

Popovici, Radu Radoslav), acteurs institutionnels de la patrimonialisation (Sorin Predescu), géographes (Remus Creţan, Alina Satmari, Vlad Cumpanas) ou acteurs culturels et associatifs (Ionuţ Suciu, Sorina Jecza)… A l'inverse, cet intérêt semble encore peu répandu dans l'opinion publique à Timişoara contrairement à d'autres cas comme Varsovie (Coudroy de Lille, 2011) ou Berlin (Hocquet, 2012), malgré des démarches de sensibilisation et de vulgarisation, par exemple à travers le documentaire sur Vasile Oprişan ou encore la Biennale de l'architecture de Timişoara dont l'édition 2018 portait précisément sur l'habitat collectif en Roumanie. Le thème de la biennale a été motivé par le constat que la majorité des Roumains vivent dans des blocs d'appartements (Betacity, 2018). Ainsi Tudor, même s'il n'aime pas son architecture, vit dans une tour socialiste par opportunité et pragmatisme, comme la plupart des personnes que j'ai rencontrées (entretiens et discussions informelles). En effet, à Timişoara, l'offre de logements se concentre dans les quartiers résidentiels socialistes auxquels se rajoutent désormais les nouveaux complexes de logements post-socialistes, tandis que les quartiers historiques ont principalement une fonction tertiaire. De plus, contrairement aux idées reçues et au schéma classique centre-périphérie en Europe occidentale, les quartiers résidentiels socialistes ne sont pas des espaces de relégation des populations les moins aisées à Timişoara : ils sont convoités du fait de leur position centrale, de leur bon niveau de services et de la bonne qualité des logements au regard de ceux qui se trouvent dans les immeubles historiques qui nécessitent souvent une rénovation urgente. Dès lors, si la valeur architecturale des bâtiments socialistes est peu reconnue, leur valeur culturelle et/ou symbolique encore moins, la valeur d'usage et fonctionnelle de ces héritages bâtis est indéniable et à ce titre, les quartiers de blocs font de plus en plus l'objet de politiques de renouvellement urbain, voire de politiques culturelles.

6.3. … MAIS UNE VALEUR D'USAGE ET FONCTIONNELLE INDÉNIABLE : DES POLITIQUES URBAINES ET CULTURELLES AU-DELÀ DES QUARTIERS HISTORIQUES

6.3.A. Les enjeux du renouvellement urbain dans les quartiers de blocs socialistes

Les blocs d'habitation socialistes ayant été construits dans une logique de production de masse, la plupart avec des matériaux de mauvaise qualité, le parc de logements collectifs hérité de la période socialiste est aujourd'hui dans un état de dégradation important à Timişoara, en particulier les façades (Photographies 122 et 123), d'autant plus que des modifications ultérieures ont été faites, souvent sans cohérence dans le choix des matériaux. Ainsi l'ajout de fenêtres aux balcons, une pratique très répandue à Timişoara qui permet de gagner un espace intérieur supplémentaire, témoigne d'une réappropriation postsocialiste de ce type d'habitation mais s'est fait de manière aléatoire : bien souvent, sur un même immeuble, certains balcons sont fermés, d'autres non, et les modèles de fenêtres choisis sont différents, ayant été installés à l'initiative de chaque propriétaire (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021 ; Vlad Cumpanas, entretien du 12 mars 2021) (Photographies 122 et 124).



Photographie 122 : Bloc dont la façade est dégradée situé Strada Cosminului (Calea Martirilor)
La présence d'une maison rurale collée au bloc montre que celui-ci a été construit dans le cadre d'une opération de systématisation
Source : Amandine Dargaud (7 mars 2021)



Photographie 123 : Façade latérale dégradée et taguée d'une tour située Intrarea Zanelor (Circumvalatiunii)
Deux inscriptions rouges indiquent le danger de chute de matériaux « Atenție! Cade Tencuiala »
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 124 : Fermeture aléatoire des balcons d'une barre située Stada Stelelor (Circumvalatiunii)
Certains balcons sont laissés ouverts, d'autres ont été fermés avec des fenêtres ajoutées au dessus de la rambarde d'origine, d'autres fermés avec une nouvelle ossature en PVC blanche
Source : Amandine Dargaud (25 mars 2021)

Avec le temps, le principal défaut de ces immeubles concerne la performance énergétique tandis que les principaux enjeux dans les quartiers résidentiels socialistes à plus petite échelle résident dans le manque de places de stationnement et d'espaces publics (entretiens, observations). Par conséquent, les politiques municipales de renouvellement urbain se concentrent sur ces trois aspects. En effet, depuis le début des années 2010, la municipalité entreprend la destruction des garages individuels au cœur des îlots afin de les remplacer par des parkings ouverts et d'avoir plus de places de stationnement. Par la même occasion, la destruction des garages est une opportunité pour l'amélioration et l'aménagement des espaces publics, comme les aires de jeux ou les espaces verts. Ces derniers, bien que nombreux dans les quartiers de grands ensembles socialistes, sont souvent trop petits pour le nombre d'habitants (Alina Satmari, entretien du 16 mars 2021), de faible qualité et peu entretenus (Photographies 125 et 126) :

> « A Timişoara, ces espaces et leurs usages sont souvent marqués par leur "passé communiste" et gardent actuellement un statut ambigu, en attente d'une redéfinition fonctionnelle. Très souvent, à l'exception des quartiers proches du centre-ville, ces espaces n'ont plus d'usage paysager et de statut juridique clairement défini par rapport à un type de propriété public ou privé. D'autres catégories d'espaces verts, parfois d'une taille importante et appartenant au domaine foncier public, sont restées, par manque de financement, dans leur état original, sans aucun aménagement depuis leur plantation initiale, et sont graduellement tombées en friche » (Petcou et Petrescu, 2000, p. 119).



Photographie 125 : Espace vert entre les blocs peu entretenu et peu mis en valeur Strada Martir Remus Tasala (Circumvalatiunii)
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 126 : Espace vert entre les blocs peu entretenu et peu mis en valeur Strada Dropiei (Circumvalatiunii)
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)

Finalement, la plupart des quartiers de blocs hérités de l'époque socialiste ont un aspect dégradé qui justifie la mise en place de politiques de renouvellement urbain. En plus de l'aménagement de parkings et d'espaces publics, les principales opérations ont consisté à rénover les façades et isoler les habitations, les propriétaires privés bénéficiant d'aides financières publiques. Plus ponctuellement, des surélévations ont aussi été réalisées, la vente du toit à un investisseur privé pour y aménager de nouveaux logements permettant à la copropriété de financer les travaux de ravalement (Remus Creţan, entretien du 5 mars 2021). Les blocs rénovés ont alors une apparence différente et se distinguent des autres blocs par leurs couleurs et leur toit mansardé (Photographies 127 et 128), rompant avec l'« indigence esthétique (façades tardivement revêtues, espaces publics non entretenus, monotonie des volumes) qui donne à la ville socialiste ordinaire une image de grisaille si caractéristique » (Coudroy de Lille, 2004).



Photographie 127 : Bloc ravalé situé Aleea Martir Ioan V. Avram (Circumvalatiunii)
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 128 : Bloc ravalé situé Bulevardul Cetăţii au milieu d'autres blocs en attente de rénovation (Calea Aradului)
Source : Amandine Dargaud (25 mars 2021)

Néanmoins, à la différence des politiques de renouvellement urbain à l'œuvre dans les quartiers historiques pré-socialistes motivées par la volonté de préserver le patrimoine, le renouvellement urbain des quartiers résidentiels ordinaires hérités de l'époque socialiste ne vise pas à protéger les blocs dans une logique patrimoniale : elles consistent plutôt à les adapter aux besoins actuels de la population, à améliorer leur performance énergétique et à changer leur esthétique. Solution plus temporaire et moins onéreuse, le street art est aussi perçu comme une manière d'ajouter de la couleur aux blocs par les propriétaires qui laissent à disposition une façade et par les acteurs culturels qui initient les projets. Ainsi pour Ionuţ Suciu qui organise le programme *Mémoires de la citadelle* dans le cadre du label Capitale européenne de la culture, le choix du street art est justifié par la volonté d'embellir les blocs :

> « Nous considérons qu'en faisant cela nous pouvons apporter une certaine valeur aux blocs et par exemple, c'est pour cela que nous l'avons fait dans le campus étudiant, parce que nous avons réalisé que tout le monde disait qu'il était laid, que personne ne voulait voir à quoi il ressemblait, et nous avons dit ok, nous allons y aller et faire quelques interventions dans les quartiers pour qu'ils ne ressemblent plus à ça »[197] (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021).

Dès lors, le street art permet d'ajouter une valeur esthétique aux héritages bâtis du socialisme, dont l'apparence est peu appréciée par les habitants de Timişoara. Certaines réalisations ont inspiré les habitants eux-mêmes, par exemple la fresque sur la Révolution dans le parc Dacia qui a suscité l'enthousiasme d'une vielle dame :

> « Une vieille dame de 75 ans est venue nous voir et nous a dit : "je veux que cette peinture soit aussi sur mon bloc, comment puis-je faire ?" et j'ai dit : "ok, d'abord, vous devez avoir l'accord de toutes les personnes qui y vivent puis nous devons obtenir l'approbation et la mairie et ainsi de suite". Et à la fin, le dernier jour, alors que j'étais là avec les artistes et que

197 « We consider that by doing this we can bring some value to the blocs and for example, this is why we did it in the campus, because we realized everyone was saying the campus looks ugly, nobody wants to see how it looks there, and we said ok, we will go there and have some interventions in the neighborhoods so it won't look like this » (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021)

> je regardais la peinture finale, la vieille dame est venue nous voir et a dit : “je les ai tous eus !” »[198] (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021).

En effet, pour Vlad Garboni, directeur de la Maison de la culture étudiante, la comparaison entre les blocs sans et les blocs avec street art est clairement favorable à ceux qui en ont :

> « Je veux dire, imagine un bâtiment qui ressemble à ça ou juste un vieux gris sale, il n’y a aucune comparaison possible, nous devrions laisser les artistes laisser libre cours à leur imagination et les peindre tous, si ça ne tenait qu’à moi. C’est beaucoup plus joyeux et ça partage la culture et la vie plutôt qu’un bâtiment gris » »[199] (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021).

Ainsi, le street art est non seulement un moyen d’embellir les blocs, d’« apporter de la vie », comme on me l’a souvent dit, mais aussi d’« apporter de la culture » en la rendant accessible aux habitants au-delà des quartiers centraux. En effet, la décentralisation des politiques culturelles dans les quartiers résidentiels ordinaires à Timişoara est une volonté partagée par l’Association TM2021 et la nouvelle municipalité, l’événement Capitale européenne de la culture pouvant être une opportunité pour réaliser cet objectif.

6.3.B. Une décentralisation des politiques culturelles dans les quartiers ordinaires

A Sibiu, Capitale européenne de la culture en 2007, Remus Creţan constate que l’événement a été un grand succès pour la rénovation du centre-ville mais qu’en réalité une fois en dehors de celui-ci aucune amélioration n’avait été faite en termes de renouvellement urbain, de politique de transport ou de projets culturels (entretien du 5 mars 2021). Dès lors, il espère qu’à Timişoara, l’événement aura davantage de retombées sur la ville dans son ensemble, et c’est en effet l’objectif que se sont donnés à la fois les acteurs institutionnels et l’Association TM2021 :

> « L’un de nos principaux objectifs est l’accessibilité […], car il existe un problème d’accessibilité même dans les institutions les plus importantes, les institutions culturelles de la ville. Donc c’est définitivement quelque chose que nous avons à l’esprit » (Tibor Novak, responsable du programme bénévolat de l’Association TM2021, entretien du 24 juillet 2018).

Ainsi, une des idées sous-jacentes aux éditions successives du programme *Mémoires de la citadelle* est de développer des projets culturels directement dans les quartiers périphériques – la rhétorique des personnes que j’ai rencontrées différenciant souvent le « centre-ville » aux « quartiers » :

> « L’idée était de sortir les événements artistiques du centre-ville avec ce programme, parce que la plupart des programmes culturels se déroulent dans le centre-ville, et j'ai dit “ok,

198 « There was an old lady like 75 years, who came to us and said “I want this painting also in my bloc, how can I do this” and I said “Ok, first of all you need to have the agreement of all the people living here and then we have to get improval from the city hall and so on and so far” and in the end, the last day, when I was actually there with the artists watching the final painting, the old lady came to us and said “I got them all!” » (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021)

199 « I mean imagine having a building looking like that or just an old nasty gray, there is not comparison whatsover, we should actually let the artists blow their imagination and paint them all, if it was up to me. It’s way more joyful and it share culture and life rather than a gray building » (Vlad Garboni, entretien du 25 mars 2021)

> faisons quelque chose de différent, les gens n'ont pas de choses similaires dans les quartiers", et nous avons eu beaucoup d'événements qui se sont déroulés devant les blocs d'appartements ou les stations de bus ou des endroits que nous n'aurions pas imaginés. Par exemple, nous avons organisé du théâtre et des improvisations dans une station de bus à Sagului, au bout de la ville, et bien sûr, au début, les gens n'étaient pas très curieux de savoir ce qu'il se passait ici, ils ne s'arrêtaient pas mais il a suffi de 5 ou 6 personnes qui s'arrêtent et qui restent regarder, parce que les autres devenaient courageux après et chaque fois qu'ils descendaient du bus, ils s'arrêtaient et regardaient. Au tout début, il y avait environ 5 personnes, à la fin, nous n'avions pas assez de billets, il y avait beaucoup de gens qui s'asseyaient et... C'était l'idée, de, de, de sortir les actes artistiques du centre-ville et d'avoir des alternatives pour les gens, parce que nous avons réalisé que les gens dans les quartiers ont réellement besoin de ça, et c'était aussi une façon, nous avons essayé de les impliquer dans la création de ce que Timişoara 2021 signifie, ou nous voulons, parce que nous voulons que Timişoara 2021, 2023 maintenant, soit réellement un programme sur et fait par la communauté locale »[200] (Ionuţ Suciu, responsable de projet à l'Association TM2021, entretien du 6 avril 2021).

Les programmes culturels développés pour Capitale européenne de la culture créent alors une géographie éphémère faisant émerger, le temps de l'événement, de nouvelles centralités culturelles à Timişoara et « des urbanités flexibles (Augustin et Latouche, 1998) dont certaines facettes ne sont visibles que pendant l'événement […], tandis que d'autres se pérennisent » (Canova, 2017, p. 52). La décentralisation des événements et des projets culturels est un des effets à long terme attendu par les acteurs publics, comme Lavinia Simion qui travaille à la Direction municipale de la culture :

> « Il était supposé qu'à l'heure actuelle, du moins à l'époque où ils ont rédigé le dossier de candidature, les événements culturels avaient lieu principalement dans le centre-ville, et maintenant avec ce programme, les événements culturels auront lieu dans toute la ville, c'est-à-dire également dans les quartiers éloignés, dans les quartiers qui ne sont pas si bien développés, où les gens n'ont pas l'habitude d'aller au théâtre ou d'apprécier un concert de jazz par exemple. Ce sont des gens qui ne sont pas très bien éduqués et ils ne sont pas familiers avec ce genre de… Donc ce sont des choses qui sont sensées changer et résulter de ça, de ce titre »[201] (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021).

200 « The idea was to get out the artistic events out of the city center, with this program, because most of the cultural programs are happening in the city center, and I said "ok, let's do something different, people in the neighborhoods did not have such things happening there" and we had a lot of event happening in front of the flat blocs, or bus stations, or places where we wouldn't have imagine. For example we had some theater place and some improvisations in a bus station in Sagului, which is the end of the city, and of course in the beginning people were not very curious what is happening here, they didn't stop but it was enough for like 5 or 6 people so stop and stay there, because the other got courage after that and each time there were getting off the bus, they were stopping and watching, and in the very beginning there were like 5 people, in the end we din't have enough bill back there, there were a lot of people who sit out and… This was the idea, to, to, to get the artistic acts out of the city center and to have alternatives for the people because we realized that people in the neighborhoods actually need this, and it was also a way, we tried to involve them into creating what Timişoara 2021 means, or we want to, cause we want Timişoara 2021, 2023 now, to be actually a program about and made by local community » (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021)

201 « Also it was supposed that right now, at least at that time when they wrote the bidbook, cultural events took place mainly in the city center, and now with this program cultural events will take place all around the city, meaning also in the distant neighborhoods, in the neighborhoods that are not so well developed, where people are not used to go to the theater or to enjoy a jazz concert for example, they are people who are not very well educated and they have not familiar with this kind of… so these are some, some things that are supposed to be changed and as a result of this, of this title » (Lavinia Simion, entretien du 22 mars 2021)

Souhaitant faire rupture avec les politiques hyper-centralisées réalisées jusqu'alors qui visaient à faire du centre-ville de Timişoara la vitrine de la ville, le changement de municipalité devrait renforcer cette tendance. En effet, la décentralisation des politiques culturelles était un élément central de la campagne du nouveau maire Dominic Fritz et Simona Fiţ, sa conseillère dans les domaines de la culture et de la participation de la population, détaille les politiques qui devraient être mises en œuvre en ce sens :

> « Cette nouvelle administration s'est énormément concentrée sur les quartiers et leur transformation en communautés dynamiques parce qu'aujourd'hui, plus ou moins toutes les activités de la ville se déroulent dans le centre-ville. Donc maintenant l'idée est d'aller vers les gens avec les événements au lieu de les organiser dans le centre-ville et d'attendre que tout le monde soit là. Par exemple, la fête de Noël n'a pas été organisée dans le centre-ville mais dans les quartiers, et la fête de Pâques sera également organisée dans les quartiers et très peu dans le centre-ville, pas comme les années précédentes […]. C'est donc ce que nous avons fait à court terme. Sur le long terme, nous avons l'intention de développer les infrastructures dans les quartiers afin de créer le contexte dans lequel ils pourront construire des communautés sur plusieurs sujets et penser que leur vie est là, et qu'ils n'ont pas besoin de venir dans le centre-ville pour faire une belle promenade ou autre. Dans cette stratégie, nous utiliserons les anciens cinémas qui ont besoin d'être réhabilités et qui seront transformés en centres communautaires, de culture, d'éducation, de projets sociaux ou peut-être même dans le domaine de l'environnement ou autres, de sorte que le centre de projets vise à stimuler ces communautés, à générer des projets dans leurs quartiers. Les cinémas des quartiers seront les centres des quartiers disons, où ils peuvent se rencontrer et construire leurs projets. Nous avons également une équipe de l'administration qui a l'intention d'avoir des gestionnaires de quartiers, d'avoir des représentants de l'administration dans les quartiers afin que l'administration soit plus proche d'eux pour leurs petits problèmes, leurs attentes ou leurs opportunités. Donc la municipalité va dans les quartiers »[202] (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021).

Il est donc attendu par la nouvelle municipalité que la création d'un espace public dédié aux projets socio-culturels communautaires ait « un effet significatif sur la façon dont les gens perçoivent et interagissent avec leur communauté, en créant un sentiment d'appartenance et en améliorant

202 « I'm sure that there are but there are somehow hidden let's say, and this new administration has a huge focused on neighborhoods and to, to transform them in vibrant communities, because nowadays more or less all the city activities happen in the city center. So now the idea is to, to go with the events to the people instead of make them in the city center and wait for all the people to be here. Also we already started like with big steps but this is our approach, like for instance the Christmas fair wasn't organized in the city center but in few spots in neighborhoods, and also the Easter fair also will be in neighborhoods and very small in the city center, not like last years […]. So this is what we did on the short term. On the long term, we have, we do intent to develop the infrastructures in the neighborhoods in order to create the context in which they build communities on several issues and think their life is there, and they do not have to come to the city center to have a nice walk or something. And in this strategy, we will use the old cinemas that needs to be rehabilitated and then it was, those for instance will be transformed in centers of community activation, to culture but not only, to education, social projects, or maybe, even in environment and all other, so the center of the project intents to stimulate these communities, to generate projects in their neighborhoods and the, the, the cinemas from the neighborhoods will be the neighborhoods' centers, let's say, where they can meet and build their projects. And they, we also have a team of the administration in, on the medium town, who intend to have these neighborhoods' managers, to have the administration representative in the neighborhoods in order to have the administration more close to them for their small problems or chances or opportunities. So the municipality goes in the neighborhoods » (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021)

l'aspect du quartier dans les zones résidentielles »[203] (Cosoroaba-Stanciu et Radoslav, 2011, p. 79). La transformation des anciens cinémas en centres culturels répond alors précisément à cette logique, de la même la transformation d'anciens points thermiques en centres de jeunesse.

6.3.C. L'exemple de la réhabilitation des anciens cinémas et points thermiques

Lorsque l'on se promène dans les quartiers résidentiels de blocs construits à l'époque socialiste, des bâtiments de faible hauteur souvent situés en cœur d'îlot dénotent avec les barres et les tours d'habitation. Ils surprennent d'autant plus que la plupart sont dans un état de dégradation important, voire à l'abandon, et que leur fonction actuelle ou passée est difficile à déterminer (Photographies 129 à 132). Au fur et à mesure de mes discussions et observations, j'ai fini par être en mesure de les identifier : ce sont soit d'anciens cinémas aujourd'hui en friche ou des « points thermiques » toujours fonctionnels, c'est-à-dire des bâtiments techniques qui regroupent les circuits de chauffage et d'eau chaude – les pancartes mentionnant Colterm, fournisseur de gaz à Timişoara, en sont un indice.



Photographie 129 : Un point thermique Strada Dr. Ioan Muresan (Calea Martirilor) qui dénote avec les blocs d'habitation autour par sa faible hauteur
Source : Amandine Dargaud (31 mars 2021)



Photographie 130 : Entrée du point thermique Strada Dr. Ioan Muresan (Calea Martirilor) avec une pancarte mentionnant Colterm
Source : Amandine Dargaud (31 mars 2021)



Photographie 131 : Un point thermique très dégradé Strada Dropiei (Circumvalatiunii)
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 132 : Ancien cinéma de la place Dacia à l'abandon dont la réhabilitation a commencé
Source : Amandine Dargaud (9 avril 2021)

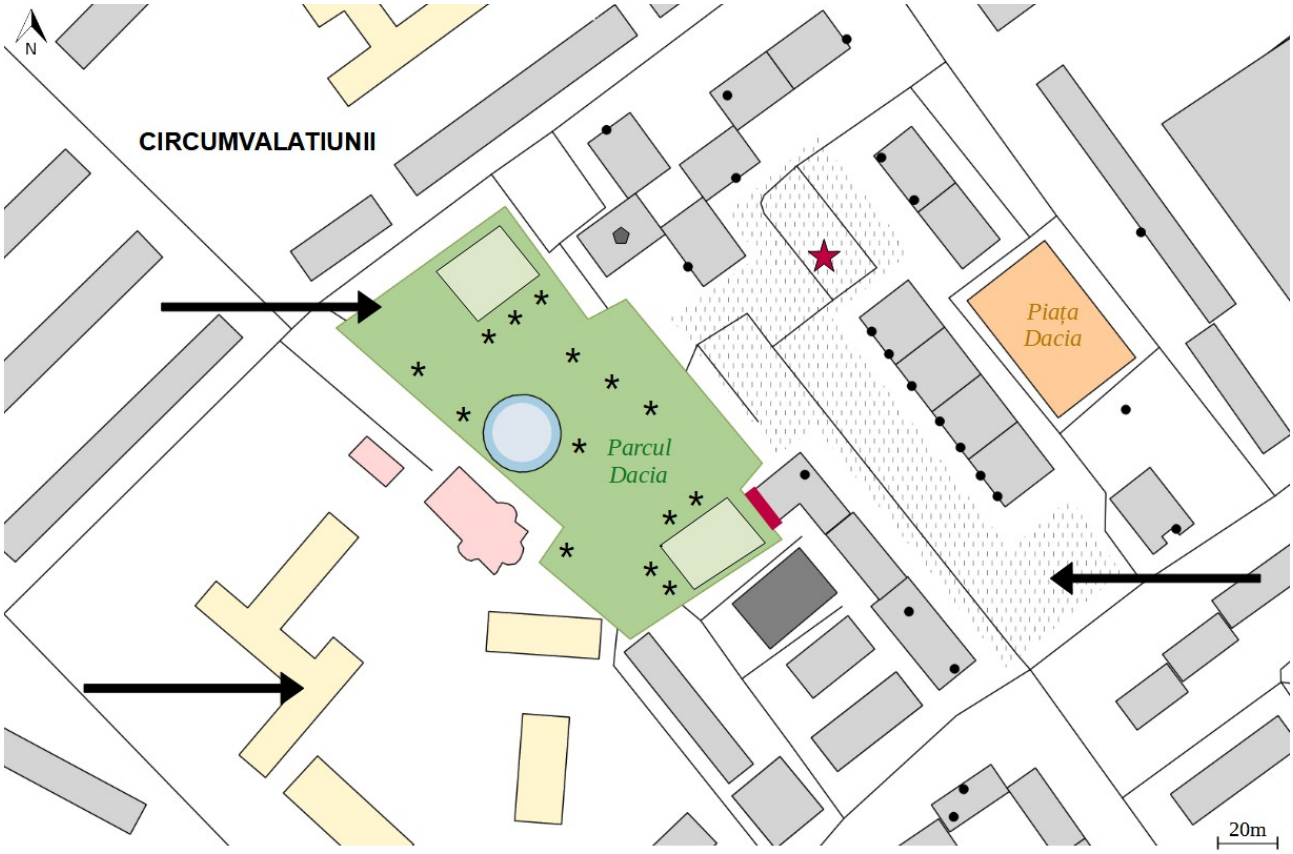
203 « have a significant effect on how people perceive and interact with their community, on creating a sense of place and enhancing the neighborhood character in residential areas » (Cosoroaba-Stanciu et Radoslav, 2011, p. 79)

Au regard de leur état de dégradation important voire de leur abandon, les anciens cinémas et les points thermiques constituent des espaces prioritaires pour le renouvellement urbain des quartiers de blocs, justifiant les projets de reconversion actuels. Ainsi, en 2017, la municipalité a racheté sept cinémas non fonctionnels à RADEF Romania Film (Balteanu, 26 janvier 2021), la plupart étant hérités de l'époque socialiste. Par exemple, le cinéma Victoria situé sur la place Bălcescu a été ouvert en 1976 avant d'être reconverti, après la Révolution, en discothèque puis en laboratoire d'analyses médicales, sa fonction actuelle. Un projet de réhabilitation commandé par la municipalité, désormais maître d'ouvrage, prévoit la transformation du bâtiment en centre communautaire multifonctionnel (Simona Fiţ, entretien du 9 avril 2021 ; Galescu, 20 octobre 2020). De même, alors que j'étais sur le terrain, la transformation du cinéma Dacia à Circumvalatiunii a débuté (Photographie 132) : quand je suis arrivée sur place le 9 avril 2021, des ouvriers étaient au travail avec des engins de destruction et de déblaiement. Le projet prévoit la création d'une nouvelle salle multifonctionnelle de 380 places (cinéma, accueil de conférences, théâtre…), l'aménagement d'un espace d'exposition et l'installation d'un écran géant à l'extérieur pour permettre la projection de films en plein air, auxquels les spectateurs pourront assister depuis le parc Dacia. Dans le parc, des réaménagements sont aussi prévus, comme la rénovation de la fontaine. La reconversion du cinéma Dacia s'inscrit en fait dans un projet de renouvellement urbain plus large, visant à renforcer la centralité de l'îlot Dacia à l'échelle du quartier Circumvalatiunii.

Ensemble typique du complexe d'habitation socialiste construit dans les années 1970 à Timişoara (voir 1.3.B), l'îlot Dacia comprend des habitations, des commerces, des établissements scolaires et un espace récréatif (Carte 18), le quartier d'habitation ayant été en effet pensé comme un tout dans les principes d'aménagement socialistes (Vlad Cumpanas, entretien du 5 avril 2021). Selon Ionuţ Suciu, cet espace a été conçu dès l'origine comme une centralité : « ça a été construit de A à Z d'après un plan avec un centre et tous les blocs autour. Le centre est le parc, le marché là-bas, il y a une église là, il y a… Je ne sais pas si l'église a été faite par les communistes *(rires)* mais ils avaient tout ça, et le cinéma était là et tout se passait dans le centre du quartier »[204] (entretien du 6 avril 2021). En effet, l'église a été construite après la Révolution, en même temps que l'aménagement du parc car en réalité, jusqu'au milieu des années 2000, l'espace vert n'était pas vraiment valorisé : c'était un espace boueux et sans mobilier urbain pour s'y installer (« Info Timişoara », publication *Facebook* du 16 novembre 2019). Aujourd'hui, même si le parc et les commerces sont très fréquentés par les habitants de Circumvalatiunii voire même d'autres quartiers (enquête du 9 avril 2021, Photographie 133), témoignant de l'attractivité de l'îlot Dacia, cet espace concentre néanmoins un certain nombre d'enjeux qui justifient des politiques de renouvellement urbain pour l'adapter aux pratiques urbaines actuelles. Ainsi l'espace dédié au stationnement est trop important et privilégie la fonction de circulation au détriment de la sociabilité (Condoros, 29 juin 2011) (Photographie 134, Carte 18). De plus, les façades des blocs sont dans un état de dégradation important, seule une tour ayant été ravalée (Photographies 133 et 134). Enfin, la présence de magasins à bas prix et de jeux de hasard nuit à la qualité des services, de même l'absence d'offre culturelle (Condoros, 29 juin 2011).

204 « It was made from A to Z after a plan with a center and all the blocs around. The center is the park, the market there, there is a church there, there is… I don't know if the church was built by the Communists *(laughs)*, but they had all this, and the cinema were there and everything happened in the center of neighborhood » (Ionuţ Suciu, entretien du 6 avril 2021)

Carte 18 : L'îlot Dacia, un quartier ordinaire de l'époque socialiste en cours de valorisation
Source : Amandine Dargaud (mai 2021)



Un quartier typique de l'époque socialiste : le complexe d'habitation

- : Tours et barres d'habitation
- : Marché agroalimentaire couvert
- : Bâtiments scolaires
- : Espace vert et récréatif
- : Parking
- : Rues

Une centralité tertiaire et récréative pour les habitants du quartier

- : Commerces en rez-de-chaussée
- : Aires de jeux pour enfants
- : Mobilier urbain (bancs ou tables de pique-nique abritées)
- : Flux d'habitants pour consommer, se détendre, emmener les enfants à l'école ou aller à l'église

Politiques urbaines et culturelles postsocialistes

- : Église orthodoxe construite de 1994 à 2003
- : Fontaine qui va être rénovée
- : Ancien cinéma Dacia dont la reconversion en centre culturel a commencé en avril 2021
- : Tour ravalée
- : Fresque de street art sur la Révolution réalisée en 2019
- : Événement culturel *Windows* organisé en juin 2018 par l'Association TM2021 en partenariat avec l'Institut interculturel de Timișoara

Réalisation : Amandine Dargaud (2021)
Sources : observations ; entretiens ; OpenStreetMap



Photographie 133 : Le parc Dacia un mardi après-midi le lendemain du Martisor
Au premier plan, la fontaine en attente de rénovation. Au second plan, des vendeurs ambulants ont installés des stands pour vendre les bracelets rouge et blanc traditionnellement offerts pour le Martisor, ancien début d'année agraire le 1er mars. A l'arrière plan à droite, des tours d'habitation sont disposées en croix, dont une a été ravalée. A gauche, on aperçoit une aire de jeux et une barre.
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)



Photographie 134 : La place Dacia, une centralité commerciale
Au sol, les voitures garées occupent toute la place. Autour, des commerces ont été aménagés au rez-de-chaussée des tours. Leurs façades ont terni et se sont dégradées avec le temps. De plus, les balcons fermés a posteriori *sont à nouveau tous différents, nuisant à la qualité de l'ensemble architectural.*
Source : Amandine Dargaud (2 mars 2021)

Dès lors, en réponse à ces enjeux et conformément à la volonté municipale de décentraliser ses politiques urbaines et culturelles, l'îlot Dacia fait l'objet d'opérations de renouvellement urbain comprenant un volet culturel avec la réhabilitation du cinéma Dacia. L'Association TM2021 soutient également cette stratégie en développant des projets culturels (Carte 18). Ainsi la réalisation de la fresque de street art sur la Révolution répond au double objectif d'« apporter la culture aux habitants » des quartiers périphériques et de revaloriser les espaces publics, du moins esthétiquement puisqu'elle a permis le ravalement temporaire de la façade latérale d'un bloc visible depuis le parc. En effet, le street art participe à l'esthétisation et la requalification symbolique des espaces urbains, d'autant plus dans le cas présent où l'œuvre semble vouée à perdurer, installée en hauteur (Guinard et al., 2018).

Néanmoins, l'attribution de valeurs esthétiques ou fonctionnelles aux héritages bâtis du socialisme, par le street art ou la réhabilitation, ne répond pas à une logique patrimoniale mais plutôt à des objectifs fonctionnels. De plus, lors des discussions informelles, plusieurs personnes étaient dubitatives sur la relation de cause à effet attendue par les acteurs institutionnels et culturels concernant le fait qu'apporter la culture dans les quartiers périphériques suffirait à développer l'intérêt de leurs habitants. Mon enquête du 9 avril 2021 sur la fresque de street art en témoigne : les personnes interrogées n'avaient jusque là pas vraiment accordé d'attention à son contenu, la plupart ayant répondu instinctivement qu'elles ne savaient pas sur quoi elle porte – notre discussion a alors été l'occasion d'y réfléchir. Un autre exemple symptomatique est le cas du centre de jeunesse de Calea Martirilor. Installé dans une partie non utilisée du point thermique de la Strada Pepinierei, ce centre a été rénové par des bénévoles venus de plusieurs pays européens dans le cadre du projet *Youth Center UP* développé en 2019 par la Fondation pour la jeunesse du département du Timiş (FITT) avec le soutien du Corps européen de solidarité, de la mairie de Timişoara et de l'Université de l'Ouest (Tismanaru, 5 novembre 2019). A cette occasion, cinq points thermiques ont été reconvertis en centres de jeunesse dans les quartiers résidentiels de blocs socialistes et une deuxième édition prévoit désormais la transformation d'une dizaine de friches industrielles. Mais ma rencontre avec une des deux bénévoles en charge de développer les activités dans le centre de Calea Martirilor nuance les retombées réelles sur la vie culturelle du quartier (discussion informelle du 31 mars 2021) : même si la crise sanitaire n'a pas rendu les choses aisées, elle observe que les jeunes du quartier ne sont pas vraiment intéressés par les activités. Par exemple, certains viennent deux fois par semaine pour récupérer les paniers de légumes proposés, mais ne fréquentent pas le centre pour bénéficier de l'offre culturelle. Ce cas interroge sur la relation de cause à effet systématiquement faite par les acteurs institutionnels et culturels associatifs entre création d'un lieu dédié et conditions nécessaires au développement de projets culturels : la reconversion des anciens cinémas et des points thermiques en lieux culturels et communautaires ne suffit pas forcément à développer l'intérêt et susciter l'appropriation des habitants, ni à ce que des projets s'y déploient, en tout cas dans l'exemple du centre de jeunesse de Calea Martirilor. Développé par des bénévoles venant d'autres pays européens, souvent dans le cadre de programmes ERASMUS, le succès relatif de ce projet rappelle les critiques à l'encontre des projets développés dans le cadre de l'événement Capitale européenne de la culture, qui seraient standardisés et répondraient aux attentes d'un public extérieur sans prendre appui sur le potentiel local. Mais le cas du centre de jeunesse de Calea Martirilor mériterait d'être comparé aux autres centres qui ont été créés dans d'autres quartiers, ce que je n'ai pas fait, et est à relativiser en raison du contexte sanitaire.

CONCLUSION

Après la chute des régimes socialistes en Europe de l'Est en 1989, dans un contexte de « refondation de tout un système politique, économique, social mais aussi territorial » (Coudroy de Lille, 2016), on assiste à « de profondes transformations socio-économiques mais aussi des reconfigurations importantes des horizons identitaires » (Stanculescu, 2008, p. 33) des sociétés postsocialistes. Ainsi « les signes du changement sont partout perceptibles dans la Timişoara d'aujourd'hui » (Stanculescu, 2008, p. 25) où les nouveaux complexes immobiliers attestent de l'attractivité de la ville pour les investisseurs privés et où les quartiers historiques pré-socialistes sont en cours de renouvellement urbain tout en étant intégrés à une stratégie de marketing urbain visant à faire rupture avec le passé socialiste de la ville. Le patrimoine et la mémoire peuvent alors être envisagés comme des instruments privilégiés de la redéfinition des identités et de l'image des villes postsocialistes mais aussi comme des leviers de développement territorial (Bonerandi, 2005), d'autant plus dans le contexte de la préparation de l'événement Capitale européenne de la culture à Timişoara. A travers le dossier de candidature et les projets développées, le label représente un outil mis au service de ces objectifs. L'Association TM2021 se fait le relai et le support des stratégies des acteurs institutionnels locaux qui misent sur la valorisation des héritages bâtis pré-socialistes et du passé glorieux de la ville pour en faire des avantages comparatifs dans un contexte de compétition interurbaine, de métropolisation et d'européanisation. A Timişoara et plus largement dans le Banat, sa région historique, l'européanisation passe notamment par la mise en exergue de valeurs qui seraient propres à l'Union européenne. Ainsi,

> « c'est en se familiarisant puis en s'appropriant les discours sur ce qui caractérise "l'esprit européen" que les Banatais semblent s'être rendus compte que leur région incarne parfaitement cet esprit. Une relecture rapide de leur histoire leur a permis de construire un imaginaire nouveau, placé sous le signe de l'ouverture et de la tolérance, qui les légitime à se sentir "plus européens" que le reste de leurs concitoyens roumains » (Stanculescu, 2008, p. 33).

Dans cette logique, le multiculturalisme hérité de la période austro-hongroise est un élément particulièrement mis en valeur non seulement dans les discours publics de marketing urbain mais aussi dans les discours des habitants eux-mêmes qui, lors des entretiens, l'ont souvent évoqué comme une caractéristique spécifique de Timişoara :

> « Peu après 1989, le multiculturalisme a été proposé comme un fil conducteur possible pour reconnecter Timişoara à l'Europe. En effet, comme le montre Mădroane (2012 : 36), le multiculturalisme est un ingrédient de la (re)construction de l'histoire de la ville après la chute du communisme par "une stratégie de récupération de son passé (utopique)". En effet, le multiculturalisme est réinventé comme un trait distinctif de la ville »[205] (Vesalon et Creţan, 2019, p. 29).

205 « Soon after 1989, multiculturalism was offered as a possible thread for reconnecting Timişoara to Europe. In fact, as Mădroane (2012: 36) shows, multiculturalism is an ingredient in (re)constructing the city history after the fall of communism by "a strategy of recovering its (utopian) past". Indeed, multiculturalism is reinvented as a distinctive feature of the city » (Vesalon et Creţan, 2019, p. 29)

De la même manière, l'ancrage ouest-européen de Timişoara – lié à son appartenance passée à l'empire austro-hongrois et sa position frontalière – ainsi que les innovations techniques qui ont eu lieu au cours des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles sont le support de la construction d'une fierté locale et d'une image attractive de la ville pour les investisseurs, les touristes et les potentiels nouveaux habitants. Ainsi le patrimoine et la mémoire sont « mis au service des fonctions métropolitaines, directement (fonctions culturelles et touristiques) ou indirectement (fonction de représentation) » (Djament-Tran, 2013) mais aussi au service de la construction d'une identité postsocialiste, ce qui pose la question de l'instrumentalisation de la patrimonialisation et de la mise en mémoire. En effet,

> « la démarche patrimoniale [et mémorielle] consiste à construire une image forte et simplifiée d'un passé commun à un groupe. Cette image se doit d'assurer la cohésion des membres du groupe dans le temps (en renforçant la liaison passé-présent-avenir et la fonction de transmission) et dans l'espace (en structurant durablement un territoire). Le patrimoine est envisagé ici en qualité de producteur de sens et d'identité territoriale (Garat, Gravari-Barbas, Veschambre, 2001) » (Bonerandi, 2005, p. 4).

A Timişoara, l'analyse des politiques urbaines, culturelles, patrimoniales, mémorielles mais aussi des discours des habitants à travers les entretiens montre en effet que des valeurs identitaires sont attribuées aux héritages matériels et immatériels de la période pré-socialiste, qui par conséquent accèdent au statut de patrimoine (Veschambre, 2009) et de mémoire collective.

A l'inverse, l'analyse des mêmes données révèle la faible place accordée aux héritages socialistes : détruits, invisibilisés, banalisés ou criminalisés, les héritages matériels et immatériels de la période socialiste sont dévalorisés au profit de la valorisation de la rupture à Timişoara, incarnée par la Révolution anticommuniste roumaine de 1989 qui a précisément débuté dans la ville. Cette rhétorique locale est à replacer dans le contexte postsocialiste roumain marqué par une volonté de « décommunisation symbolique » (Coudroy de Lille, 2011) et par la mise en place d'une stratégie de l'oubli au niveau étatique visant à légitimer le nouveau régime malgré sa filiation directe avec le régime socialiste dans l'immédiat post-socialisme :

> « Détruire des statues et d'autres monuments chargés d'idéologie, rebaptiser des rues, des villes et des places, opérer des reconfigurations spatiales et des réinterprétations historiques - tout cela témoigne de l'intérêt de l'ordre politique à manipuler l'histoire et à contrôler le territoire (Verdery 1999 : 6). Souvent, le remplacement d'un régime par un autre entraîne le réarrangement de l'espace et la réécriture du passé afin de s'adapter au nouveau paradigme idéologique. Tel était le destin de divers monuments construits sous le régime communiste en Roumanie : les statues représentant les dirigeants communistes et les figures idéologiques ont été détruites, victimes de l'effondrement du régime. D'autre part, les monuments perpétuant la mémoire nationale ont fait l'objet d'une politique active de mémoire et/ou de réappropriation

> tandis que de nouveaux monuments ont été érigés afin de célébrer les héros du jour »[206] (Dobre, 2016, p. 175).

A Timişoara, immédiatement après 1989, ce sont alors les martyrs et les participants de la Révolution qui ont été érigés en héros. Ainsi, à l'initiative de l'Association du Mémorial de la Révolution, une quinzaine de monuments commémoratifs ont été installés dans la ville. Ces lieux de mémoire (Nora, 1984) participent à la spatialisation de la mémoire et des pratiques mémorielles, en particulier des commémorations, tout en attestant du rôle de l'espace dans les constructions mémorielles (Chevalier et Hertzog, 2018). En effet, les monuments, les plaques commémoratives ou encore les toponymes participent à fabriquer la mémoire dominante de la Révolution, héroïsante et victimisante, et n'ont pas été placés au hasard : leur emplacement correspond aux hauts lieux de la Révolution qui ont aujourd'hui une charge symbolique et identitaire forte pour les habitants. Mais « pour conjuguer le passé que l'on désire à celui que l'on ne peut complètement éviter, suffit-il d'invoquer des ressources narratives, de tramer une nouvelle histoire, avec un nouvel agencement des divers pans du passé, ceci afin de donner un nouveau vecteur au futur ? » (Schönle, 2015, p. 3).

En réalité, « le détour à travers ces "lieux de mémoire" (Nora 1984) a permis de mettre en évidence le caractère contesté de la mémoire et des interprétations du passé, ceci amenant au constat fait par de nombreuses analyses portant sur les transformations postsocialistes : celui de la diversité et même de la divergence des mémoires mises en marche après la chute du socialisme (Kalb, Svasek et Tak, 1999) » (Stan, 2005, p. 80). En effet, « la mémoire de la société postsocialiste, à la différence de ce qui se passait sous le régime totalitaire, n'est plus, après sa chute, une mémoire officielle et unique imposée à la population. La mémoire est devenue multiple et fragmentée » (Dmitrieva, 2015). Alors que les processus de patrimonialisation reflètent toujours l'idéologie dominante selon Guy Di Méo (2007), les mémoires, les pratiques et les discours dominants entrent alors en concurrence avec une pluralité d'opinions, de témoignages, de pratiques et de revendications. Ainsi à Timişoara, le surnom de Petite Vienne du Banat ne convainc plus vraiment, la multiculturalité est une réalité ancienne, les mémoires de la Révolution sont conflictuelles, les intérêts des investisseurs privés passent parfois avant l'impératif de protection du patrimoine et la mise en œuvre du projet Capitale européenne de la culture est contestée. Dans ce dernier, c'est notamment l'instrumentalisation de la mémoire et du patrimoine au service de la néolibéralisation et de l'européanisation de la ville qui est critiquée. En effet, selon Christian Sellar (2013), il y a une « interaction complexe entre le projet européen et le néolibéralisme » : l'européanisation se caractérise par l'émergence d'un niveau de gouvernance européen qui influe sur les questions économiques, politiques mais aussi identitaires. Mais la mise en conformité des villes postsocialistes d'Europe de l'Est aux processus ouest-européens ne se fait pas sans présupposés normatifs (Coudroy de Lille, 2016 ; Sandu, 2019 ; Constantin, 2019), qui sont particulièrement

206 « Destroying statues and other ideologically-charged monuments, renaming streets, towns, and squares, operating spatial reconfigurations and historical reinterpretations — all these speak about the interest of political order in manipulating history and controlling territory (Verdery 1999: 6). Often, the replacement of a regime with another entails the re-arrangement of space and the re-writing of the past in order to suit the new ideological paradigm. This was the destiny of various monuments built during communist regime in Romania: statues representing communist leaders and ideological ©gures had been destroyed, victims of the regime's collapse. On the other hand, the monuments perpetuating the national memory were objects of active politics of remembering and / or re-appropriation while new monuments were erected in order to celebrate the heroes of the day » (Dobre, 2016, p. 175)

visibles dans la candidature au label Capitale européenne de la culture de Timişoara, construite en réponse à des critères pré-établis. Ainsi la participation citoyenne, exigée des villes candidates par l'Union européenne, est l'objectif phare de l'Association TM2021 qui fait de la mémoire et du souvenir de la solidarité révolutionnaire de 1989 le support de l'énergie civique actuelle.

Mais cette vision unifiante et unifiée fait abstraction des « "dysfonctionnement[s]" dans la construction de la mémoire publique en Roumanie » (Florian, 2017) et des nombreuses incertitudes qui perdurent sur le passé socialiste dans un contexte de travail de mémoire inachevé. Ainsi selon Marianne Rigaux (2008), « le régime de Ceauşescu s'est achevé par une "révolution" qui n'en était pas une, et un "procès" qui n'en était pas un » (p. 48). Les mémoires ne sont donc « pas de simples reconstructions du passé […] mais aussi des commentaires sur le présent » (Stan, 2005, p. 82), critiques à l'égard de la transition en Roumanie où la continuité politique avec le régime socialiste, la corruption et l'idée que les transformations ne bénéficient qu'à une minorité de personnes nuancent la rupture postsocialiste. Par conséquent, aujourd'hui, les conflits de mémoire sur le passé socialiste et l'absence de consensus sur la Révolution prédominent à Timişoara, à l'origine d'une lassitude et d'une déception des habitants : « renoncer à cette illusion de solidarité spontanée et inconditionnelle, dérivée de la participation même à la Révolution, signifiait pour beaucoup un renoncement à quelque chose qui faisait déjà partie du capital identitaire de la ville »[207] (Vultur, 2011, p. 55). Dans un contexte de multiplication des acteurs de la mémoire, le potentiel fédérateur de la Révolution est entaché par l'émergence de voix contradictoires émanant de la société civile et d'initiatives mémorielles alternatives aux discours dominants criminalisant le passé socialiste. L'exemple du Musée du consommateur communiste de Timişoara en témoigne : par la muséification d'objets du quotidien hérités de l'époque socialiste, une mémoire alternative du socialisme émerge, portée par des acteurs culturels indépendants, laissant place à l'amusement, à l'ironie voire à la nostalgie. De même, la volonté de faire table rase des héritages du socialisme se heurte à leur présence matérielle dans l'espace urbain à Timişoara, ville palimpseste où différents lieux de mémoire cohabitent et où les héritages bâtis du socialisme se surimposent au patrimoine préexistant. De plus, une attention croissante est accordée à leur valeur architecturale en réaction à leur dégradation et des modifications postérieures peu respectueuses de l'architecture originelle du bâti, en particulier de la part des architectes.

Néanmoins, « ces héritages ne constituent pas un bien "commun'' » (Coudroy de Lille, 2011, p. 53). Les entretiens et les discussions informelles avec les habitants ont montré que les valeurs attribuées aux héritages bâtis du socialisme sont incertaines, partagées par une minorité de personnes disposant d'un important capital culturel, et strictement limitées à des valeurs architecturales ou une valeur d'usage. Ordinaires, les héritages bâtis du socialisme à Timişoara sont considérés comme peu remarquables pour la plupart des habitants, mais sont utiles dans la mesure où ils constituent les principaux lieux de vie, de travail et de services de la ville. Dans ce contexte, à la différence des politiques et des projets à l'œuvre dans les quartiers historiques pré-socialistes, les politiques de renouvellement urbain des quartiers résidentiels ordinaires de l'époque socialiste, la réhabilitation des points thermiques et des cinémas, la décentralisation des politiques culturelles ou les projets de street art sur les blocs ne se font pas dans une démarche patrimoniale ou de marketing

207 « A renunţa la această iluzie, a unei solidarităţi spontane şi necondiţionate, derivate din chiar participarea la Revoluţie, a însemnat pentru mulţi o renunţare la ceva care făcea deja parte din capitalul identitar al oraşului » (Vultur, 2011, p. 55)

urbain visant à faire vitrine, mais plutôt dans une logique esthétique, pragmatique ou fonctionnelle. Dès lors, l'attribution de valeurs architecturales ou esthétiques aux héritages socialistes et la reconnaissance de leur valeur d'usage ne conduisent pas nécessairement à leur patrimonialisation car « l'acte patrimonial suppose l'existence d'une mémoire collective partagée, au sens où l'entendait Maurice Halbwachs, une mémoire commune, [et] on en est à l'évidence encore loin » (Coudroy de Lille, 2011, p. 53). En effet, en dehors des architectes, des acteurs culturels ou des acteurs institutionnels de la patrimonialisation, la majorité des personnes que j'ai rencontrées lors de mon séjour déprécie les héritages socialistes, associés à la laideur mais aussi à un passé douloureux. Sur le terrain, les discussions m'ont alors conduit à reconsidérer mon approche centrée sur les héritages bâtis et à envisager les mémoires du socialisme, autrement dit les héritages immatériels, au prisme des concepts d'« héritage difficile » (Macdonald, 2009), « encombrant » (Bartetzky, 2007) ou « dissonant » (Tunbridge et Ashworth, 1996).

Mais plus de trente ans après la chute du socialisme en Roumanie, la jeune génération semble accorder de moins en moins d'intérêt à ces mémoires. Si leur indifférence rend le devoir de mémoire particulièrement d'actualité pour ceux qui ont vécu la Révolution et motive les projets de mise en mémoire comme celui du Musée national de la Révolution à Timişoara, elle pose aussi la question du droit à l'oubli. N'ayant pas vécu sous le régime autoritaire de Nicolae Ceauşescu, la nouvelle génération ouvre la perspective d'un changement de regard sur ce passé récent par la mise à distance temporelle et symbolique des héritages socialistes vis-à-vis de leur charge idéologique originelle, notamment à travers les processus de défamiliarisation et de banalisation. Dans ce contexte, Andreas Schönle (2015) propose une approche post-postsocialiste, décrite en ces termes :

> « le "post-post" conçoit le passé non comme un repoussoir, mais comme un palimpseste, une surimposition de couches diverses, dont la visibilité est variable et les relations internes tendues sans être nécessairement contradictoires. En effet, le "post-post" reste un espace de tension : l'architecture socialiste ou soviétique, en l'espèce, continue de déranger, même si, après une phase d'abandon ou de destruction hâtive, on observe maintenant diverses tentatives de l'intégrer dans le paysage urbain et sa mythologie. Il ne s'agit donc pas de banaliser ou de neutraliser les différences entre couches architecturales historiques successives. Toutefois, la condition du "post-post" est aussi un moment d'ouverture : elle introduit une fissure qui permet de repenser le passé de manière créative, de réorganiser la trame narrative qui légitime le présent, d'imaginer une alternative à la dialectique du rejet. Une fissure, certes, qui permet une certaine distance, mais pas une rupture. La condition du "post-post" est aussi une manière de repenser la continuité, de tisser des fils qui s'attachent au passé sans ligoter le présent, d'imaginer le changement sans tomber dans le travers des oppositions binaires » (Schönle, 2015, p. 4).

Le « post-postsocialisme » est alors une invitation à dépasser le paradigme de la transition linéaire et de la rupture nette entre le socialisme et le post-socialisme. Le cas de Timişoara, où l'on assiste à un travail de redéfinition de l'identité et de l'image de la ville qui nécessite de composer avec un palimpseste d'héritages et de mémoires, est alors emblématique de la « condition post-postsocialiste » (Schönle, 2015). Mais c'est aussi une ville singulière à l'échelle de la Roumanie et de l'Europe de l'Est, ayant préservé un patrimoine riche de la période de domination austro-hongroise, ce qui explique notamment que les acteurs publics, les acteurs culturels comme les habitants accordent beaucoup d'importance au passé pré-socialiste au détriment des héritages

socialistes. A l'inverse, d'autres villes postsocialistes sont presque intégralement constituées par ces héritages. En ce sens, à Varsovie par exemple, l'émergence d'initiatives de patrimonialisation des héritages socialistes n'est pas anodine : « cette ville si singulière – car presqu'entièrement reconstruite après la Seconde Guerre mondiale, donc *a priori* sans patrimoine ancien – a un rapport à l'architecture socialiste différent des villes "historiques" d'Europe centrale comme Cracovie ou Prague » (Coudroy de Lille, 2011, p. 48). Dès lors, si l'approche monographique de ce mémoire permet d'analyser les processus à l'œuvre à Timişoara avec profondeur et de proposer des hypothèses sur les spécificités des villes moyennes postsocialistes, elle est aussi une limite, précisément liée à la singularité de cette ville. De plus, à l'exception d'une excursion dans les Carpates et la vallée du Jiu lors de mon séjour universitaire en 2017, je n'ai pas voyagé en dehors de Timişoara en Roumanie, et en ce sens mon approche du contexte roumain est située dans un cas particulier. En effet, pour Corina Şuteu, si je me rends dans le Sud ou l'Est du pays, mon choc « sera total » : « vous allez très bien comprendre Amandine, si vous allez visiter d'autres régions de la Roumanie, vous allez très bien comprendre pourquoi on dit que Timişoara est très à l'Ouest » (entretien du 22 mars 2021). Par conséquent, une approche comparative avec une autre ville moyenne roumaine me semble pertinente pour ouvrir les perspectives sur les processus de patrimonialisation, de mise en mémoire et de redéfinition identitaire dans la Roumanie postsocialiste, en choisissant peut-être un cas opposé de ville développée presque *ex nihilo* sous le socialisme où les héritages de cette période sont dominants.

BIBLIOGRAPHIE

Articles et ouvrages scientifiques

ANCUŢA Cătălina, ANCUŢA Cosmin, BUFTEA Alexandru et VLĂDUŞEL Ioana, 2007, « Dynamique résidentielle récente dans l'espace limitrophe des grandes villes roumaines. Étude de cas : Timişoara », *Geographica Timisiensis*, vol. 16, n°1-2, pp. 83-94.
URL : https://geografie.uvt.ro/wp-content/uploads/2015/06/07_Ancuta.pdf

ARNAUD Fanny, 2011, « Vukovar, de ville multiculturelle à ville croate », *Études Balkaniques-Cahiers Pierre Belon*, n° 18/1, pp. 65-87. URL : https://www.cairn.info/revue-etudes-balkaniques-cahiers-pierrebelon-2011-1-page-65.htm

BARTETZKY Arnold, « A cumbersome heritage. Political monuments and buildings of the GDR in the reunited Germany », in DMITRIEVA Marina et KLIEMS Alfrun (ed.), 2010, *The Post-Socialist City : Continuity and Change in Urban Space and Imagery*, Berlin, Jovis, pp. 52-65

BARTHOU Évelyne, 2008, « L'"économie de survie'' ou comment s'adapter à l'essor du capitalisme en Roumanie », *Autrepart* [En ligne], vol. 48, n°4, pp. 101-112.
URL : https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=AUTR_048_0101&download=1

BARTHON Céline, GARAT Isabelle, GRAVARI-BARBAS Maria et VESCHAMBRE Vincent, 2007, « L'inscription territoriale et le jeu des acteurs dans les événements culturels et festifs : des villes, des festivals, des pouvoirs », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 82/3, 19p.
URL : http://geocarrefour.revues.org/2155

BATISSE Cécile et SELIM Monique, 2008, « Du socialisme (de marché) au post-communisme. Singularités et unicité dans la globalisation du capitalisme », *Autrepart* [En ligne], vol. 48, n°4, pp. 3-12. URL : https://www.cairn.info/revue-autrepart-2008-4-page-3.htm?contenu=article

BECHTEL Delphine et GALMICHE Xavier (dir.), 2008, *Les villes multiculturelles en Europe centrale*, Paris, Belin, coll. Europes centrales, 296p.

BIGANDO Eva, 2013, « De l'usage de la *photo elicitation interview* pour appréhender les paysages du quotidien : retour sur une méthode productrice d'une réflexivité habitante », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Politique, Culture, Représentations, document 645.
URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/25919

BIOTEAU Emmanuel et POPA Nicolae, 2004, « Pluriconfessionnalité et recompositions urbaines », *Les Annales de la recherche urbaine* [En ligne], n°96, pp. 63-72.
URL : http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/pluriconfessionnalite-et-recompositions-urbaines-a68.html

BIOTEAU Emmanuel, 2005, « Usage et symboliques des représentations spatiales en Roumanie post-communiste », *Norois* [En ligne], n°195, pp. 93-107. URL : http://norois.revues.org/565

BONERANDI Emmanuelle, 2005, « Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire ? », *Géocarrefour* [En ligne], n°80/2. URL : http://geocarrefour.revues.org/991

BOULOC Caroline, 2016, « La diversification des stratégies résidentielles des élites à Varsovie après 1989 », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 56, n°3-4.
URL : http://journals.openedition.org/rge/5904

BURGEL Galia et BURGEL Guy (dir.), 1998, « Lexique d'urbanisme soviétique », *Villes en parallèle*, n°26-27, pp. 213-233.
URL : https://www.persee.fr/doc/vilpa_0242-2794_1998_num_26_1_1263

BUZILA Adriana, 1984, « Un ensemble de monuments baroques à Timişoara », *Baroque* [En ligne], n°11. URL : http://baroque.revues.org/563

CANOVA Nicolas, 2017, « Inscrire l'événement dans l'espace et le temps », *L'Observatoire* [En ligne], n° 50/2, pp. 51-53. URL : https://www.cairn.info/revue-l-observatoire-2017-2-page-51.htm

CARABA Cosmin Ciprian, 2011, « Communist heritage tourism and red tourism : concepts, development and problems », *Cinq Continents* [En ligne], vol. 1, n°1, pp. 29-39.
URL : https://www.ssoar.info/ssoar/handle/document/29029

CHEVALIER Dominique et LEFORT Isabelle, 2016, « Le touriste, l'émotion et la mémoire douloureuse », *Carnets de géographes* [En ligne], n°9.
URL : http://journals.openedition.org/cdg/644

CHEVALIER Dominique et HERTZOG Anne, 2018, « Introduction – Les spatialités de la mémoire » , *Géographie et cultures* [En ligne], n°105, pp. 5-10.
URL : http://journals.openedition.org/gc/6339

CIPRIAN Pavel et FLOREA Vlad, 2019, « Timişoara - European Capitale of culture needs to increase visibility », *Quaestus* [En ligne], n°15, pp. 181-186.
URL : https://www.quaestus.ro/en/wp-content/uploads/2012/02/pavel-florea.pdf

CLAVAL Paul, 1996, « Le territoire dans la transition à la postmodernité », *Géographie et Cultures* [En ligne], n°20, pp. 93-112.
URL : https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers08-09/010014865-1.pdf

COLIN Clément, GERVAIS-LAMBONY Philippe, HIRAI Shinji et PINTO Carolina, 2019? « Les nostalgies dans la ville contemporaine : pistes de recherche », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], document 904. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/32469

COLLIGNON Béatrice, 2007, « Note sur les fondements des *postcolonial studies* », *EchoGéo* [En ligne], vol. 1. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/2089

CONSTANTIN Anemona, 2019, « Changement de régime et genèse d'une nouvelle histoire officielle : combats autour du passé fasciste et communiste en Roumanie après 1989 », thèse de science politique, sous la direction de Marie-Claire Lavabre, Université de Nanterre - Paris X, 806p.
URL : https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02570546/document

COSOROABA-STANCIU Elisabeth G. et RADOSLAV Radu, 2011, « The Enforcement of Local Identity through the Renewal of Public Spaces in Timişoara and its Role in the Facilitation of Urban Governance », *International Journal of Energy and Environment* [En ligne], issue 1, vol. 5, pp. 75-82. URL : https://www.naun.org/multimedia/NAUN/energyenvironment/19-707.pdf

COTTIN Harold, 2012, *Wroclaw 2016 : une Capitale européenne de la culture révélatrice du trouble identitaire européen ?* [En ligne], Mémoire de Master en Études européennes interdisciplinaires, Collège d'Europe Bruges (Belgique) - Natolin (Pologne), sous la direction d'Anne-Marie Thiesse, 96p.
URL : https://www.coleurope.eu/system/files_force/research-paper/cottin.pdf?download=1

COUDROY DE LILLE Lydia, 2002, « L'habitat urbain polonais pré et post-socialiste », *Les Annales de la recherche urbaine* [En ligne], n°92, pp. 25-32.
URL : https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_2002_num_92_1_2452

COUDROY DE LILLE Lydia, 2004, « Une idéologie du préfabriqué ? », dans DUFAUX Frédéric et FOURCAUT Anne, *Le Monde des grands ensembles*, Creaphis, Paris, pp. 90-95

COUDROY DE LILLE Lydia, 2008, « Metropolization and Settlement in the Central and Eastern European Countries », in GAJDOŠ P. (dir), *Regional disparities in Central Europe*, Bratislava, UNESCO NK-MOST, pp. 180-195 [En ligne].
URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00599991/document

COUDROY DE LILLE Lydia, 2009, « Relire la ville socialiste », *Histoire urbaine* [En ligne], vol. 25, n°2, pp. 5-13. URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00582394/document

COUDROY DE LILLE Lydia, 2011, « Les héritages socialistes à l'épreuve des dynamiques urbaines à Varsovie : entre "banalisation" et patrimonialisation », in Paul Gradvohl (dir.), *L'Europe médiane au XXe siècle. Fractures, décompositions – recompositions – surcompositions*, Prague, CEFRES, pp. 35-53. URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00591823/document

COUDROY DE LILLE Lydia, 2012, « L'habitat du "post" en Europe centrale et orientale », *Historiens & Géographes* [En ligne], n°419, pp. 75-79.
URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00739256

COUDROY DE LILLE Lydia, 2016, « Introduction - Entre Est et Ouest : une européanisation urbaine », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 56, n°3-4.
URL : http://journals.openedition.org/rge/5949

CRETAN Remus et MATTHEWS W. Philip, 2016, « Popular responses to city-text changes : street naming and the politics of practicality in a post-socialist martyr city », *Area* [En ligne], vol. 1, n°48, pp. 92-102. URL : https://geografie.uvt.ro/wp-content/uploads/2018/12/Popular_responses_to_city-text_changes_s2.pdf

CRETAN Remus, TURNOCK David et WOUDSTRA Jaco, 2008, « Identity and multiculturalism in the Romanian Banat », *Journal of Mediterranean geography* [En ligne], n°110, pp. 17-26.
URL : http://mediterranee.revues.org/523

CROZAT Dominique et FOURNIER Laurent Sébastien, 2005, « De la fête aux loisirs : événement, marchandisation et invention des lieux », *Annales de géographie* [En ligne], n°643/3, pp. 307-328.
URL : https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2005-3-page-307.htm

DANN M. S. Graham et SEATON A. V. (ed.), 2013, *Slavery, contested heritage, and thanatourism*, Oxon, Routledge, 234p.

DECUBLE H. Gabriel, 2004, *Cartea roz a comunismului*, Versus, 369p.

DELEPINE Samuel, 2007, *Quartiers tsiganes, l'habitat et le logement des Rroms de Roumanie en question*, L'Harmattan, Paris, coll. Aujourd'hui l'Europe, 168p.

DESCHEPPER Julie, 2021, « Notion en débat. Le patrimoine », *Géoconfluences* [En ligne]. URL : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/patrimoine

DIDIER Sophie, 2018, « Droit de mémoire, Droit à la Ville », *Géographie et cultures* [En ligne], n°105. URL : http://journals.openedition.org/gc/6645

DI MEO Guy, 2007, « Processus de patrimonialisation et construction des territoires », *Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser*, Poitiers-Châtellerault, Geste éditions, pp. 87-109

DJAMENT-TRAN Géraldine, 2013, « Patrimoine urbain, lieux de mémoire et fonctions de capitale à Berlin, de l'Unité allemande à la réunification », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 53/3-4. URL : http://journals.openedition.org/rge/5034

DMITRIEVA Marina, 2015, « Les monuments étrangers : la mémoire des régimes passés dans les villes postsocialistes », *Revue des études slaves* [En ligne], LXXXVI-1-2, pp. 75-93. URL : http://journals.openedition.org/res/670

DOBRE Claudia-Florentina, 2015, « Uses and misuses of memory: Dealing with the communist past in postcommunist Bulgaria and Romania » in PAKIER Małgorzata and WAWRZYNIAK Joanna (ed.), *European Memory: Eastern Perspectives*, Berghahn Books, Studies in Contemporary European History, New York, Oxford, pp. 299-316

DOBRE Claudia-Florentina, 2016, « Pasts into Present: Ideology, Memory, and Monuments in Communist and Postcommunist Romania », *Sensus Historiae* [En ligne], vol. 24, n°3, pp. 175-194. URL: https://www.researchgate.net/publication/Pasts_into_Present_Ideology_Memory_and_Monuments_in_Communist_and_Post-communist_Romania

DOBRE Claudia-Florentina, 2017, « Memorial Regimes and Memory Updates in Post-communist Romania », *Sensus Historiae* [En ligne], vol. 27, n°2, pp. 115-130. URL : http://sensushistoriae.epigram.eu/index.php/czasopismo/article/viewFile/378/385

DUFAUX Frédéric et FOURCAUT Annie (dir.), 2004, *Le monde des grands ensembles*, Grâne, Éd. Créaphis, 288p.

DURANDIN Catherine, 2009, « Redécouverte d'un patrimoine, réinventions identitaires : la Roumanie postcommuniste », *Inflexions* [En ligne], vol. 1, n°40, pp. 27-33. URL : https://www.cairn.info/revue-inflexions-2019-1-page-27.htm

FARCASIU Cristina, 2012, « Urbanisation des vallées : un phénomène ancien aux nouveaux enjeux. L'exemple du Banat roumain », *Espaces et sociétés* [En ligne], n°33, pp. 29-40. URL : http://eso.cnrs.fr/_attachments/n-33-juin-2012-travaux-et-documents/Farcasiu.pdf?download=true

FAYE Benoît et LACOUR Claude, 2020, « Identité urbaine, question d'images », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* [En ligne], n°5, pp. 803-827.
URL : https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2020-5-page-803.htm

FEZI Bogdan Andrei, 2013, « De la systématisation de Bucarest à la destruction des villages roumains », *In Situ. Revue des patrimoines*, n° 21.
URL : http://journals.openedition.org/insitu/10390

FILLER André, 2017, « Penser la ville post-soviétique. Héritages, spécificités, problématiques » dans FILLER André et TCHOUIKINA Sofia (dir.), *La Ville dans l'espace post-soviétique. (Géo)politique critique d'une transformation urbaine*, Paris, Editions Pétra, pp. 13-25

FLORIAN Alexandru, 2017, « Mémoires concurrentes dans la Roumanie postcommuniste », *Les Temps Modernes* [En ligne], vol. 5, n° 696, pp. 180-192.
URL : https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2017-5-page-180.htm

FRENCH Richard A. et HAMILTON Ian F.E., 1979, *The Socialist City : Spatial Structure and Urban Policy*, Chichester, John Wiley & Sons, 541p.

GAIVORONSCHI Vlad et al., 2014, *Projet 5060. West University of Timişoara*, PMT, 53p.

GEORGESCU Diana, 2010, « "Ceauşescu Hasn't Died" : Irony as Countermemory in Post-Socialist Romania », in TODOROVA Maria et ZSUZSA Gilles (ed.), *Post-communist nostalgia*, Etats-Unis, Bergham Books, pp. 155-176

GOUY GILBERT Cécile et RAUTENBERG Michel, 1997, « Mémoire collective et patrimoine dans les périphéries urbaines, entre construction mythique et territoire », in METRAL Jean (dir.), *Les Aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, pp. 31-50

GRAMA Sidonia, 2005, « In Between Places of Remembrance and Realms of Memory: The 15-Years Commemoration of the Romanian Revolution in Timişoara », *Philobiblon* [En ligne], 32 p.
URL : https://www.philobiblon.ro/en/article/between-places-remembrance-and-realms-memory-15-years-commemoration-romanian-revolution

GRAVARI-BARBAS Maria, 1998, « Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique », *Norois* [En ligne], t. 45, n°178, pp. 175-193.
URL : https://www.persee.fr/doc/noroi_0029-182x_1998_num_178_1_6863

GRAVARI-BARBAS Maria et JACQUOT Sébastien, 2007, « L'événement, outil de légitimation de projets urbains : l'instrumentalisation des espaces et des temporalités événementiels à Lille et Gênes », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 82/3.
URL : http://journals.openedition.org/geocarrefour/2217

GRUPUL H.ARTA, 2016, « Cum văd artistele şi artiştii proiectul – Timişoara Capitală Europeană a Culturii 2021 », *Gazeta de Artă Politică* [En ligne], anul 4, n°15, pp. 14-15.
URL : http://artapolitica.ro/wp-content/uploads/2017/02/GAP-Nr15-web.pdf

GUEST Milena, 2008, « Sofia, paradoxes d'une politique urbaine post-socialiste », *L'Espace géographique* [En ligne], tome 37, n°4, pp. 313-326.
URL : https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2008-4-page-313.htm

GUINARD Pauline, JACQUOT Sébastien et KULLMANN Clotilde, 2018, « Les valorisations territoriales et touristiques du street art », *EchoGéo* [En ligne], n°44.
URL : http://journals.openedition.org/echogeo/15624

HABIT Daniel, 2010, « Ville de la Culture – Ville des Cultures : Sibiu 2007 et l'européanisation de l'espace urbain », *Etudes balkaniques – Cahiers Pierre Belon*, vol. 1, n°17, pp. 167-188.
URL : https://www.cairn.info/revue-etudes-balkaniques-cahiers-pierre-belon-2010-1-page-167.htm

HALBWACHS Maurice, 1925 (édition originale), 1994 (présente édition), *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 374p.

HALBWACHS Maurice, 1941 (édition originale), 2017 (présente édition), *La topographie légendaire des évangiles en Terre Sainte. Étude de la mémoire collective*, Paris, Presses universitaires de France, 205p.

HALBWACHS Maurice, 1950 (édition originale), 1997 (présente édition), *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 304p.

HARVEY David, 2008, « L'art de la rente », *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires, pp. 23-56

HERLEA Alexandre, 2018, « Un patrimoine encore interdit ? L'enjeu de la mémoire du communisme en Roumanie aujourd'hui à travers le "Mémorial Sighet" », *Ethnologies* [En ligne], pp. 189-204. URL : https://www.erudit.org/fr/revues/ethno/2017-v39-n1-ethno03943/1051059ar/

HOCQUET Marie, 2012, « Les effets d'exclusion du geste destructeur : le cas du Palais de la République à Berlin », *Ethnographiques.org* [En ligne], n°24, 22p.
URL : https://www.ethnographiques.org/IMG/pdf/

HOREL Catherine, 2011, « Temesvár (Timişoara) multiculturelle 1880-1914 : "Klein Wien" et capitale du Banat », *Études Balkaniques* [En ligne], n° 18, pp. 29-50.
URL : https://www.cairn.info/revue-etudes-balkaniques-cahiers-pierre-belon-2011-1-page-29.htm

HOULLIER-GUIBERT Charles-Edouard, 2011, « La fabrication de l'image officielle de la ville pour un rayonnement européen », *Cahiers de géographie du Québec* [En ligne], vol. 55, n°154, pp. 7-35. URL : https://id.erudit.org/iderudit/1006321ar

JIGORIA-OPREA Liviu et IGNEA Flavius Sebastian, 2014, « Mapping of industrial landscape and analysis of urban brownfields : Timişoara perspective », *Geographica Timisiensis* [En ligne], vol. XXIII, n°1, pp. 33-42. URL : https://geografie.uvt.ro/wp-content/uploads/2015/06/3-JIGORIA

KATTAN Emmanuel, 2002, *Penser le devoir de mémoire*, Paris, PUF, 160p.

KOVACSHAZY Cécile, 2007, « Le Banat, un eldorado aux confins », *Cultures d'Europe centrale* [En ligne], Hors série n°4.
URL : http://www.memoria.ro/files/user_uploaded/66909/banat_eldorado_.pdf

KOVACSHAZY Cécile, 2008, « Timişoara, la petite Vienne du Banat », *Germanica* [En ligne], n°43, pp. 105-114. URL : http://germanica.revues.org/565

LAZEA Andrea, 2007, « Les monuments post-communistes de Bucarest entre “espace public” et “espace social” », *Sociétés* [En ligne] vol. 3, n° 97, pp. 81-92.
URL : https://www.cairn.info/revue-societes-2007-3-page-81.htm

LAZZAROTTI Olivier, 2003, « Patrimoine », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés*, Paris, pp. 692-693

LAZZAROTTI Olivier, 2011, *Patrimoine et tourisme. Histoire, lieux, acteurs, enjeux*, Paris, Belin, coll. BelinSup Tourisme, 302p.

LE DEHEVAT Marie, 2019, « La muséification de la mémoire du communisme albanais : une perspective locale », *Culture & Musées* [En ligne], n°33, pp. 186-189.
URL : https://journals.openedition.org/culturemusees/3295#quotation

LIGHT Duncan, 2000a, « Gazing on Communism : Heritage Tourism and Post-Communist Identities in Germany, Hungary and Romania », *Tourism Geographies* [En ligne], vol. 2, n° 2, pp. 157-176. URL : https://www.researchgate.net/publication/233214903

LIGHT Duncan, 2000b, « An Unwanted Past: contemporary tourism and the heritage of communism in Romania », *International Journal of Heritage Studies*, vol. 2, n°6, pp. 145-160

LIVEZEANU Irina, 2004, « Les guerres culturelles en Roumanie postcommuniste. Débats intellectuels sur le passé récent », *La Nouvelle Alternative*, vol. 19, n° 63, pp. 9-28

LUCCHINI Françoise, 2006, « Capitales Européennes de la Culture. Changer l'image internationale d'une ville », *Les Annales de la recherche urbaine* [En ligne], n°101, pp. 90-99.
URL : http://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_2006_num_101_1_2675

MACDONALD Sharon, 2009, *Difficult heritage : Negotiating the Nazi Past in Nuremberg and Beyond*, Londres, Routledge, 240p.

MATLOVIC René, 2003, « Ville postsocialiste – nouvelle dynamique des structures intra-urbaines », *Hommes et Terres du Nord* [En ligne], vol. 4, pp. 28-41.
URL : https://www.persee.fr/doc/htn_0018-439x_2003_num_4_1_2852

MILIOUTINE Nikolaï, 1930 (édition originale en russe), 2002 (présente édition en français), *Sotsgorod. Le problème de la construction des villes socialistes*, Paris, Les Éditions de l’imprimeur, 136p.

MIOC Marius, 2007, *La Révolution roumaine de 1989*, Timişoara, Artpress, 80p.

MRSEVIC Zorica, 2014, « The Beauty of Graffiti », Conference *Art, Society and Politics in (Post) Socialism* [En ligne], Université de l’Ouest de Timişoara, 27p.
URL : http://www.zoricamrsevic.in.rs/najnovije/Graffiti_Beauty.pdf

MUŞAT Nicoleta et al., 2019, *Cămine în mişcare, Moving Fireplaces*, Timişoara, Asociaţia Prin Banat et Asociaţia Timişoara 2021, 232p.

NORA Pierre, 1978, « La mémoire collective », dans CHARTIER Roger et al. (dir.), *La Nouvelle histoire*, Paris, C.E.P.L., pp. 398-401

NORA Pierre (dir.), 1984-1992, *Les Lieux de mémoire*, vol. I-III, Paris, Gallimard, 674p.

OANCEA Constantin Claudiu, 2020, « Living Communist History in the Living Room : The Communist Consumer Museum in Timişoara, Romania », *Logos Universality Mentality Education Novelty: Philosophy & Humanistic Sciences* [En ligne], vol. 8, issue 1, pp. 8-19.
URL : https://www.lumenpublishing.com/journals/index.php/lumenphs/article/view/3265/2590

ORWELL George, 1981, *La Ferme des animaux*, Saint-Armand, Folio, 150p.

PAVEL Sorin et JUCU Ioan Sebastian, 2020, « Urban transformation and cultural evolution of post-socialist European cities. The case of Timişoara (Romania) : from “Little Vienna” urban icon to European Capitale of culture (ECOC 2021) », *City, Culture and Society* [En ligne], vol. 20, 17p.
URL : https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S187791661930027X#!

PETCOU Constantin et PETRESCU Doina, 2000, « Le paysage dans la ville de Timişoara », *Les Annales de la recherche urbaine* [En ligne], n°85, pp. 118-125.
URL : http://www.annalesdelarechercheurbaine.fr/le-paysage-dans-la-ville-de-Timişoara-a234.html

PIERSON Paul, 2000, « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *American Political Science Review* [En ligne], n°94, pp. 251-267. URL : https://www.researchgate.net/publication/207258456_Increasing_Returns_Path_Dependence_and_the_Study_of_Politics

POPA Nicolae, 2014, « Heritage, image and territorial competitiveness: a new vision of local development? », in SALOM CARRASCO Julia et FARINOS DASI Joaquin (ed.), *Identity and Territorial Character. Re-Interpreting Local-Spatial Development*, Valence, Publications de l’Université de Valence, coll. « Développement territorial », pp. 99-125

POPESCU-SANDU Oana, 2010, « “Let’s all freeze up until 2100 or so” : Nostalgic Directions in Post-Communist Romania », in TODOROVA Maria et ZSUZSA Gilles (ed.), *Post-communist nostalgia*, États-Unis, Bergham Books, pp. 113-125

POPOVICI Veda, 2016, « De la mica Vienă la renăscuta europă », *Gazeta de Artă Politică* [En ligne], anul 4, n°15, p. 16.
URL : http://artapolitica.ro/wp-content/uploads/2017/02/GAP-Nr15-web.pdf

REY Violette, 1996, « Les modèles de la modernité », in REY Violette et BRUNET Roger, *Géographie universelle : Europes orientales, Russie, Asie centrale*, chapitre 2, Belin-Reclus, Paris, pp. 29-45

RICOEUR Paul, 2000, *La mémoire, l’histoire, l’oubli*, Paris, Seuil, 681p.

RIGAUX Marianne, 2008, *Les politiques de la mémoire en Roumanie depuis 1989. La gestion délicate des passés fasciste et communiste* [En ligne], Mémoire du diplôme de l’IEP, Institut d’études politiques de Lyon (France), sous la direction de Gilles Vergnon, 89p. URL : http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2008/rigaux_m/pdf/rigaux_m.pdf

ROSE Gillian, 2007, *Visual Methodologies : an introduction to the interpretation of visual materials*, Londres, Sage Publications, 290p.

RUFAT Samuel et SUDITU Bodgan, 2008, « Bucarest, faire la ville entre héritages et mimétisme », *L'Espace géographique* [En ligne], n°4 (Tome 37), pp. 327-337.
URL : https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2008-4-page-327.htm

SANDU Alexandra, 2019, *Les dynamiques urbaines post-socialistes en Europe centrale et orientale. Continuités et discontinuités dans l'évolution morphologique et fonctionnelle* [En ligne], thèse de doctorat en géographie, Université Lumière Lyon 2 (France) et Université Alexandru Ioan Cuza de Iasi (Roumanie), sous la direction de Lydia Coudroy de Lille et Octavian Groza, 340 p.
URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-02133216/document

SANGUIN André-Louis, 1995, « Varsovie, les changements contemporains d'une métropole d'Europe de l'Est », *Bulletin de l'Association des Géographes français* [En ligne], n°3, pp. 273-283. URL : https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_1995_num_72_3_1836

SCHÖNLE Andreas, 2015, « Introduction. Les défis de la condition post-postsocialiste », *Revue des études slaves* [En ligne], LXXXVI-1-2. URL : http://journals.openedition.org/res/651

SELLAR Christian, 2013, « Europeanizing Timişoara: Neoliberal reforms, continuity with the past, ad unexpected side effects », *Geojournal* [En ligne], n°78, 19p. URL : https://www.researchgate.net/publication/251305267_Europeanizing_Timişoara_Neoliberal_reforms_continuity_with_the_past_and_unexpected_side_effects

SIMA Claudia, 2017, « Communist heritage representation gaps and disputes », *International Journal of Tourism Cities* [En ligne], vol. 3, pp. 210-226.
URL : https://www.researchgate.net/publication/318832988_Communist_heritage_representation_gaps_and_disputes

SIMIONESCU Codruța-Diana et RĂDOI Ilie, 2020, « Facilitating access to cultural heritage through cultural mediation and turism. Case Study : European Capital of Culture Timişoara 2021 », dans VOINEA Dan Valeriu et STRUNGĂ Alexandru (éd.), *Research Terminals in the Social Sciences* [En ligne], Ninth Edition of International Conference of Humanities and Social Sciences - Creativity, Imaginary, Language, Craiova, Romania, 22-23 May 2020, pp. 71-83.
URL : https://www.cilconference.ro/wp-content/uploads/2020/09/cil_2020_research_terminals.pdf#page=71

STAN Sabrina, 2005, « De la nostalgie à l'abjection : la mémoire du socialisme à l'épreuve de la transformation postsocialiste », *Ethnologies* [En ligne], vol. 27, n°2, pp. 79–105.
URL : https://www.erudit.org/en/journals/ethno/2005-v27-n2-ethno1439/014042ar.pdf

STANCULESCU Cristina, 2008, « Timişoara , un chantier identitaire aux confins de l'Europe », dans GOUEZ Aziliz (dir.), *Fabriques de l'Europe* [En ligne], 40p.
URL : http://www.institutdelors.eu/media/etud80-fe-Timişoara-fr.pdf?pdf=ok

STARK David, 1999, « Sommes-nous toujours au siècle des transitions ? Le capitalisme est-européen et la propriété "recombinante" », *Politix* [En ligne], n°47, pp. 89-129.
URL : https://www.cairn.info/revue-politix-1999-3-page-89.htm?contenu=resume

SZABO Lucian-Vasile, 2015, « Timişoara 1989 : Dead People, Revolution and Murderers », *Procedia – Social and Behavioral Sciences* [En ligne], n°183, pp. 61-67.
URL : https://cyberleninka.org/article/n/308409

SZEKELY Gabi, 2016, « The Situation of green spaces in new areas of Timişoara Metropolitan Region », *Journal of Horticulture, Forestry and Biotechnology* [En ligne], vol. 20 (3), pp. 98-101.
URL : https://journal-hfb.usab-tm.ro/romana/2016/Lucrari%20PDF/Vol%2020(3)%20PDF/22Szekely%20Gabriel.pdf

TODOROVA Maria, 2010, « Introduction - From Utopia to Propaganda and Back » in TODOROVA Maria et ZSUZSA Gilles (ed.), *Post-communist nostalgia*, États-Unis, Bergham Books, pp. 1-13

TUNBRIDGE J. E. et ASHWORTH G. J., 1996, *Dissonant Heritage : The Management of the Past as a Resource in Conflict*, Chichester, Wiley, 299p.

URRY John, 1990, *The Tourist Gaze: Leisure and Travel in Contemporary Societies*, Londres, Sage Publications, 300p.

VASILYEVA Zinaida, 2013, « Où sont les restes du communisme ? Recyclage de la mémoire soviétique dans les expositions et les œuvres d'art », *A contrario* [En ligne], vol. 19, n° 1, pp. 53-67.
URL : https://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=ACO_131_0053&contenu=article

VESALON Lucian et CREȚAN Remus, 2019, « "Little Vienna" or "European avant-garde city" ? Branding narratives in a Romanian City », *Journal of Urban and Regional Analysis* [En ligne], vol. XI, pp. 19-34.
URL : https://www.researchgate.net/publication/332144169_Little_Vienna_or_European_avant-garde_city_Branding_narratives_in_a_Romanian_city

VESCHAMBRE Vincent, 2005, « Affichage publicitaire et électoral : enjeux sociaux d'appropriation de l'espace public. Réflexions à partir des exemples d'Angers (France) et de Timişoara (Roumanie) », *Revue de l'Université de Moncton* [En ligne], n°36, pp. 289-320.
URL : https://www.erudit.org/en/journals/rum/2005-v36-n1-rum984/011996ar.pdf

VESCHAMBRE Vincent, 2007a, « Le processus de patrimonialisation : revalorisation, appropriation et marquage de l'espace », *Les Cafés géographiques* [En ligne]
URL : http://cafe-geo.net/wp-content/uploads/processus-patrimonialisation.pdf

VESCHAMBRE Vincent, 2007b, « Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales », *Annales de géographie* [En ligne], n° 656, pp. 361-381.
URL : http://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2007-4-page-361.htm

VESCHAMBRE Vincent, 2009, « Entre luttes identitaires et instrumentalisation consensuelle », *Géographie et cultures* [En ligne], n°72, 11p. URL : http://gc.revues.org/2230

VESCHAMBRE Vincent et POPA Nicolae, 2009, « Dynamiques économiques et renouvellement urbain en Roumanie : l'exemple de la ville de Timişoara », *Revue géographique de l'Est* [En ligne], n°49, 19p. URL : http://rge.revues.org/895

VOISCULESCU Sorina (ed.), 2009, *The Romanian Post-socialist City: Urban Renewal and Gentrification*, Editura Universității de Vest Timişoara, Timişoara, 183p.

VULTUR Smaranda, 2010, « La ville et la concurrence des mémoires », *Usages publics du passé* [En ligne], EHESS, 5p. URL : http://anciensiteusagespublicsdupasse.ehess.fr/index.php?id=122

VULTUR Smaranda, 2011, « Timişoara – Revoluţia din 1989. Practici memoriale urbane sau despre memoria în criză (Studiu de caz) », *Colloquium politicum* [En ligne], anul II, nr. 2 (4), pp. 47-77. URL : http://www.bcut.ro/dyn_doc/revista/colpol4.site/colpol4.p47-77.Vultur.pdf

WOUDSTRA Jaco, 2006, « Giving meaning to identities. A case-study for the Romanian Banat region », *Review of Historical Geography and Toponomastics* [En ligne], vol. I, n°3-4, pp. 69-84. URL : https://mpra.ub.uni-muenchen.de/26957/

Sites internet, blogs et articles de presse

ASSOCIATION TM2021, *Timişoara 2021* [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : http://Timişoara2021.ro/

ASSOCIATION TM2021, 23 octobre 2019, « Cea mai mare pictură murală din România a fost creată la Timişoara », Timişoara 2021 [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : https://Timişoara2021.ro/ro/%C8%99tiri/cea-mai-mare-pictur%C4%83-mural%C4%83-din-rom%C3%A2nia-a-fost-creat%C4%83-la-timi%C8%99oara/

AZNAREZ Juan Jesus, 7 février 2012, « Roumanie. Marre des vrais faux révolutionnaires », *Courrier international* [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : https://www.courrierinternational.com/article/2012/02/07/marre-des-vrais-faux-revolutionnaires

BALTEANU Daniel, 26 janvier 2021, « Schimbarea la fata a cinematografelor din Timişoara. Trei dintre sali ar putea intra in reabilitare in 2021. In ce stadiu sunt celelalte », *Opinia Timisoarei* [En ligne] [consulté en avril 2021]. URL : https://www.opiniatimisoarei.ro/schimbarea-la-fata-a-cinematografelor-din-Timişoara-trei-dintre-sali-ar-putea-intra-in-reabilitare-in-2021-in-ce-stadiu-sunt-celelalte/26/01/2021

Banatul Timişoarei, groupe Facebook [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : https://www.facebook.com/banatultimisoarei/

BETACITY, 2018, « On housing. Collective housing : in-between product and process », *Bienala Timisoreană de arhitectură* [En ligne]. URL : https://2018.betacity.eu/en/on-housing-exhibition/

BOTH Stefan, 28 novembre 2015, « Centrul Civic Timişoara - planul diabolic al arhitecţilor comunişti care doreau să „îngroape" Piaţa Operei », *Adevarul* [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : https://adevarul.ro/locale/Timişoara/centru-civic-Timişoara-planul-diabolic-arhitectilor-comunisti-dorau-ingroape-piata-operei-1_5659851f7d919ed50ead5ece/index.html

BOTH Stefan, 22 avril 2021, « Ce se va alege de proiectul Timişoara - Capitală Culturală Europeană 2023. Comisia Europeană monitorizează activitatea oraşului de pe Bega », *Adevarul* [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : https://adevarul.ro/locale/Timişoara/ce-alege-proiectul-Timişoara-capitala-culturala-europeana-2023-comisia-europeana-monitorizeaza-activitatea-orasului-bega-1_608193ad5163ec42714265cc/index.html

BOUTARD François, 6 octobre 2020, « Le style brutaliste dans l'architecture et le design », *Design Market* [En ligne] [consulté en juin 2021]. URL : https://blog.design-market.fr/le-style-brutaliste-dans-larchitecture-et-le-design/

CONDOROS Andrei, 29 juin 2011, « Amenajare spatiu public. Zona Dacia. Timişoara (2010) », *Urban Green TM* [En ligne] [consulté en juin 2021]. URL : http://urbangreentm.blogspot.com/2011/06/amenajare-spatiu-public-lotul-5c-zona.html

DEACONESCU Roxana, 26 septembre 2018, « Proiectul pentru transformarea Liceului de Arte de langa primarie, desfiintat la dezbaterea publica », *Timiş Online* [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : https://www.tion.ro/stirile-judetului-timis/proiectul-pentru-transformarea-liceului-de-arte-de-langa-primarie-desfiintat-la-dezbaterea-publica-49790/

DEACONESCU Roxana, 6 novembre 2019, « Hai la discuţii pentru PUZ care transformă Liceul de Arte de lângă primărie! Primăria face a treia dezbatere publică », *Timiş Online* [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : https://www.tion.ro/stirile-judetului-timis/hai-la-discutii-pentru-puz-care-transforma-liceul-de-arte-de-langa-primarie-primaria-face-a-treia-dezbatere-publica-435185/

GALESCU Otilia, 20 octobre 2020, « La Cinema Victoria din Piaţa Bălcescu poate începe reabilitarea. A fost atribuit contractul », Stiri de Timişoara [En ligne] [consulté en avril 2021]. URL : https://stirideTimişoara.ro/la-cinema-victoria-din-piata-balcescu-poate-incepe-reabilitarea-a-fost-atribuit-contractul_18555.html

GRÄF Rudolf, 7 août 2019, « Societatea Germană pentru Cooperare Tehnică (GTZ) », *Tur de arhitectură* [En ligne] [consulté en mai 2021].
URL : https://www.turdearhitectura.ro/ro/blog/societatea-german%C4%83-pentru-cooperare-tehnic%C4%83-gtz/

MIT Adriana, 26 mars 2021, « Primăria Timişoara vrea să realizeze un traseu al Revoluţiei », Vest Best [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : https://vestbest.ro/primaria-Timişoara-vrea-sa-realizeze-un-traseu-al-revolutiei/?fbclid=IwAR1HzInIOAW3Y7HtaMb_ho2oc4G1h34vhK4Zd8SpH0nYMRNEKaUX6DV2JPU

RADOSLAV Radu, 15 mars 2019, « Generaţia arhitecţilor anilor 60/70, care au re-europenizat Timişoara (I) », *Blogul lui Radul* [En ligne] [consulté en mai 2021].
URL : https://radulblog.wordpress.com/2019/03/15/generatia-arhitectilor-anilor-60-70-care-au-re-europenizat-Timişoara-i/

TIMISOARA CITY TOURS, « The tour of Communist Ages at Timişoara » [En ligne], *Timişoara City tours – Guided tours in Timişoara, Banat and Transylvania*.
URL : http://www.timisoaracitytours.com/the_specials/tour-communist-timisoara/ [consulté le 5 février 2021]

TISMANARU Nadia, 5 novembre 2019, « Timişoara şi ale sale 5 noi centre de tineret », *FITT* [En ligne] [consulté en avril 2021]. URL : https://fitt.ro/Timişoara-si-ale-sale-5-noi-centre-de-tineret/

Documents institutionnels ou associatifs

ASSOCIATION TM2021, 2016, *Timişoara 2021 European Capital of Culture / Candidate City*, dossier de candidature, 104p.
URL : https://Timişoara2021.ro/documents/43/Bidbook_EN_Timişoara2021.pdf

ASSOCIATION TM2021, 2019, *Memoriile cetății*, 110p.

COMMISSION EUROPEENNE, 2017, *European Capitals of Culture 2020 to 2033 : a guide for cities preparing to bid* [En ligne], Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture, 34p. URL : https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/sites/default/files/capitals-culture-candidates-guide_en_vdec17.pdf

PMT (Primăria Municipiului Timişoara), 2011, *Studiul de fundamentare istorică "Zone construite protejate - Timişoara 2011"* [En ligne], planches 18, 36, 39 et 40
URL : http://www.primariatm.ro/ik/index.php?meniuId=2&viewCat=3195&sectiune=primaria

PMT (Primăria Municipiului Timişoara), 2014, *The Cultural Strategy of Timişoara 2014-2024*, 98p.

PMT (Primăria Municipiului Timişoara), 2016, *Starea economica, sociala si de mediu a Municipiului Timişoara intocmita in anul 2016* [En ligne], 212p.
URL : http://www.primariatm.ro/uploads/files/starea_ec_2014_2015/Stare_economica_2015.pdf

Films et vidéos

LEBON Guillaume, VACQUEREL Bénédicte, QUERE Sindy, 2013, *Santier in Lucru. Les villes d'après*, Enfin Bref et Urban Balkan Project

POPA Nicolae, 2019 (6 mars), *Lieux de mémoire et mise en tourisme : Timişoara 2021 et sa région*, conférence CECCUT (Capitales européennes de la culture et cohésion urbaine transfrontalière), 5 vidéos [En ligne] [consulté en mai 2021]. URL : http://www.ceccut.eu/fr/resultats/

TUR DE ARHITECTURA, 29 avril 2020, *Timişoara in the 70s-80s. Between quantity and quality*, YouTube [En ligne] [consulté en mars 2021]. URL : https://www.youtube.com/watch?v=mQqaVp-d8cE&t=630s

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des figures

Figure 1 : Les modèles de la transition....29
Figure 2 : Le modèle de la ville socialiste est-européenne....31
Figure 3 : Le modèle de la ville postsocialiste....33
Figure 4 : La citadelle de Timişoara en 1596....35
Figure 5 : De l'Empire à l'État-nation : histoire politique et appartenance territoriale de Timişoara depuis 1716....35
Figure 6 : La diversité ethnique du Banat de 1774 à 2007....38
Figure 7 : L'évolution du nombre d'habitants à Timişoara de 1787 à 2016....41
Figure 8 : Les concepts d'identité et d'image urbaines....62
Figure 9 : Capture d'écran de l'application mobile *Spotlight Heritage*....71
Figure 10 : Timişoara la « ville des premières » : capture d'écran du site de la municipalité....72
Figure 11 : Organisation et fonctionnement de l'Association TM2021....80
Figure 12 : Trois territoires, six stations et dix-huit chemins : l'organisation du programme de Capitale européenne de la culture à Timişoara....81
Figure 13 : Maquettes du projet de reconversion du site de l'ancien lycée des Beaux-Arts....96
Figure 14 : Modélisation du Centre civique (1983)....118
Figure 15 : Activités du Mémorial de la Révolution....123
Figure 16 : Couverture du dossier de candidature au label Capitale européenne de la Culture....130
Figure 17 : Premier logo proposé pour l'événement....131
Figure 18 : La cohabitation de deux lieux de mémoire divergents....153

Table des cartes

Carte 1 : Carte des régions, des départements et des principales villes de Roumanie....12
Carte 2 : Les villes du Banat, région historique de l'empire austro-hongrois....13
Carte 3 : Densité de population par quartiers de Timişoara en 2009....22
Carte 4 : Timişoara en 1853 : la ville fortifiée et ses faubourgs....36
Carte 5 : Périodes de développement des zones industrielles à Timişoara....41
Carte 6 : L'évolution urbaine de Timisoara de 1750 à 1998....44
Carte 7 : Plan de systématisation de Timişoara (1986-1989)....46
Carte 8 : La morphologie de l'habitat à Timişoara....48
Carte 9 : Espaces industriels en mutation à Timişoara....51
Carte 10 : Fonctions tertiaires et rues piétonnes à Cetate....65
Carte 11 : Monuments historiques et zones de protection à Timişoara....68
Carte 12 : Les fresques de *Mémoires de la citadelle* dans le Complexe étudiant....85
Carte 13 : Les lieux de mémoire de la Révolution de 1989 à Timişoara....122
Carte 14 : La mise en valeur touristique de la Révolution de 1989 à Timişoara....132
Carte 15 : La place de la Victoire, un palimpseste d'héritages et de mémoires à Timişoara....152
Carte 16 : Rues qui ont été renommées avec des noms de martyrs de la Révolution dans le quartier Calea Martirilor au sud de Timişoara....160
Carte 17 : Extrait de la carte des émotions....167
Carte 18 : L'îlot Dacia, un quartier ordinaire de l'époque socialiste en cours de valorisation....208
Carte 19 : Carte des résultats des élections locales de 2020 en Roumanie....235

Table des photographies

Photographie 1 : *Incarnation* de Ciprian Mureşan (2020).....9
Photographie 2 : La juxtaposition d'un immeuble historique avec des tours socialistes Strada Stefan cel Mare (Fabric).....17
Photographie 3 : La Fabrique de la bière Timişoreana (quartier Fabric).....37
Photographie 4 : La Cathédrale Saint-Georges de style baroque.....39
Photographie 5 : La Casa Brück, une ancienne maison baroque repensée en 1910 par László Székely dans un style sécession.....39
Photographie 6 : La cathédrale métropolitaine orthodoxe de style néo-roumain.....40
Photographie 7 : Le cinéma Studio de style art déco.....40
Photographie 8 : Bloc Strada Timiş à Circumvalitiunii.....43
Photographie 9 : Bloc rénové Calea Martirilor.....43
Photographie 10 : Le Complexe étudiant en 1969.....45
Photographie 11 : L'hôtel Continental et le centre commercial Bega en 1975.....45
Photographie 12 : Une maison individuelle au cœur de blocs située rue Daliei à l'ouest de Fabric..47
Photographie 13 : Blocs socialistes (à droite) et nouveaux immeubles (à gauche) situés Strada Uranus à Soarelui.....50
Photographie 14 : Fresque de street art sur la façade nord-est de la Cazerne U.....50
Photographie 15 : Panneau publicitaire d'*Iulius Town* sur la même façade de la Cazerne U.....50
Photographie 16 : Façade d'un bloc Strada Gheorghe Lazăr à Circumvalatiunii.....50
Photographie 17 : Panneau publicitaire de *Princess Casino* sur la partie gauche de la façade du même bloc Strada Gheorghe Lazăr à Circumvalatiunii.....50
Photographie 18 : Siège social de Nokia.....52
Photographie 19 : Centre d'affaires de Nokia.....52
Photographie 20 : Usine en friche à louer Bulevardul Eroilor de la Tisa dans le quartier Fabric.....53
Photographie 21 : Usine en friche Strada Stefan Mare dans le quartier Fabric.....53
Photographie 22 : Friche à vendre pour en faire des bureaux Strada Pestalozzi (Fabric).....53
Photographie 23 : Friches et nouvelles constructions le long de la voie ferrée au nord de Cetate….53
Photographie 24 : Usine abandonnée le long de la Bega située Splaiul Nicolae Titulescu.....53
Photographie 25 : Ruines industrielles en face de l'usine Pasmatex situées Strada Jiul.....53
Photographie 26 : Les anciens abattoirs en attente de reconversion depuis les années 1990.....54
Photographie 27 : Panneau invitant la population à participer aux consultations concernant le projet de reconversion des abattoirs.....54
Photographie 28 : Le complexe Openville avec l'Iulius Mall à gauche et les bureaux à droite.....55
Photographie 29 : Immeubles d'habitation en fin de construction à ISHO.....55
Photographie 30 : L'Iulius Mall.....55
Photographie 31 : Bureaux à ISHO.....55
Photographie 32 : Monument en hommage aux déportés du Bărăgan dans le parc Justiţiei.....64
Photographie 33 : Nouveau design de passage piéton Strada 20 Decembrie 1989 à Cetate.....66
Photographie 34 : Nouveaux pavés bicolores sur les trottoirs.....66
Photographie 35 : La place de l'Union.....67
Photographie 36 : La façade de l'Opéra en rénovation sur la place de la Victoire.....67
Photographie 37 : La place de l'Union.....67
Photographie 38 : Le palais Lloyd en rénovation sur la place de la Victoire.....67
Photographie 39 : Les palais de « Corso » en rénovation sur la place de la Victoire.....67
Photographie 40 : Immeuble dégradé Piaţa Mocioni à Iosefin.....69
Photographie 41 : Bâtiment historique dégradé Strada Gheorghe Doja à Elisabetin.....69
Photographie 42 : La Cazerne U à l'abandon à Cetate.....69
Photographie 43 : Façade et balcon dégradés à Iosefin.....69
Photographie 44 : Graffitis sur un bâtiment historique de Cetate situé Strada Eugeniu de Savoya...69

Photographie 45 : Ruine au cœur de Cetate située Strada Eugeniu de Savoya.....69
Photographie 46 : Immeuble dégradé Bulevardul du 16 Decembrie 1989 à Iosefin.....69
Photographie 47 : Panneau de fortune « danger chute de plâtre » à côté d'un graffiti et d'un pochoir Bulevardul Republicii à Cetate.....69
Photographie 48 : Plaque « monument historique » sur un bâtiment de la Piaţa Romanilor.....70
Photographie 49 : Plan d'information installé par la municipalité devant la Fabrique de la bière.....70
Photographie 50 : Panneau d'information sur le monument de la Sainte Marie installé par *Spotlight Heritage* à Iosefin.....70
Photographie 51 : Timişoara, première ville d'Europe avec l'éclairage public électrique.....72
Photographie 52 : Timişoara, première ville d'Europe avec l'éclairage public électrique.....72
Photographie 53 : Logo de l'événement collé sur le tramway qui passe place Traian.....84
Photographie 54 : Un arrêt de bus de la place 700 où figure le slogan de l'événement.....84
Photographie 55 : *Together* de Ionuţ Popescu située Căminul G24 dans le Complexe étudiant.....86
Photographie 56 : *Fortificații* de Lucian Sandu-Milea située Căminul G24 dans le Complexe étudiant.....86
Photographie 57 : A l'arrière plan, une partie de la façade du bâtiment est bâchée sur la place Traian (Fabric).....92
Photographie 58 : A l'arrière plan, le dernier bâtiment en attente de réhabilitation sur la place de l'Union est bâché depuis au moins 4 ans (Cetate).....92
Photographie 59 : Le Marshall Palace avant la réhabilitation.....93
Photographie 60 : Le Marshall Palace en cours de réhabilitation depuis au moins 3 ans après plusieurs interruptions.....93
Photographie 61 : Au nord de la place de l'Union, une tour en construction est dans le champ de visibilité de Cetate, le cœur historique.....94
Photographie 62 : Ancien lycée des Beaux-Arts situé Strada 20 Decembrie 1989 en attente de reconversion.....95
Photographie 63 : Cour arrière de l'ancien lycée des Beaux-Arts utilisée comme parking.....95
Photographie 64 : L'esplanade du Bastion Theresia réhabilitée.....106
Photographie 65 : Le Bastion Theresia, fragment de rempart conservé et réhabilité.....107
Photographie 66 : *Timişoara Mica Viena* sur un panneau publicitaire pour la radio locale *West City Radio* installé Boulevardul 3 August 1919 (Fabric).....108
Photographie 67 : L'Opéra national de Timişoara.....116
Photographie 68 : Des blocs construits après la Seconde Guerre mondiale sur la place de la Victoire 117
Photographie 69 : Le théâtre national Mihai Eminescu dans une ancienne caserne du parc Civic en cours de réaménagement (Cetate).....118
Photographie 70 : L'horloge florale dans le parc Civic (Cetate).....118
Photographie 71 : Plaque commémorant la première victime de la Révolution au parc Regina.....121
Photographie 72 : Installation commémorative en hommage au martyr Radian Belici dans le square qui porte son nom.....121
Photographie 73 : L'Église des martyrs (*Biserica Martirilor*).....121
Photographie 74 : Traces d'impacts de balles sur le fronton du Palais Löfler à l'extrémité nord-est de la place de la Victoire.....121
Photographie 75 : *Pietà* de Peter Jecza.....125
Photographie 76 : *L'Homme cible* de Béla Szakács.....125
Photographie 77 : *Les Martyrs* de Peter Jecza.....126
Photographie 78 : Pochoir « 89 » à côté d'un pochoir d'Urban Guerilla Timişoara (UGTM).....128
Photographie 79 : Tag « Respect 89 » en face de l'Église réformée.....128
Photographie 80 : Pochoir avec les dates de la Révolution et un poing levé Strada Petre Ţuţea.....128

Photographie 81 : A gauche, un tag « Respect 89 » partiellement recouvert et à droite, un tag « Eroii nu mor niciodată ! ‘89 » réalisé par un groupe d’ultras sous le pont Traian.....128
Photographie 82 : Fresque reprenant le pochoir « 89 » et les couleurs du drapeau roumain sur le bâtiment du Mémorial de la Révolution.....128
Photographie 83 : Sticker « 89 » Strada Lucian Blaga.....128
Photographie 84 : Graffiti "RƎVOLUTION" ous un pont le long de la Bega.....131
Photographie 85 : Pochoir "ЯEVOLUTION" Boulevardul Mihai Eminescu (Cetate).....131
Photographie 86 : Fresque sur la Révolution réalisée sur un silo de Cerealcom.....134
Photographie 87 : Ancienne garnison militaire à l’abandon cédée au Ministère de la Culture pour le projet de musée de la Révolution.....135
Photographie 88 : Borne avec la *Proclamation de Timişoara* en plusieurs langues devant le château Huniade.....147
Photographie 89 : Tag « PSD = PCR » situé Boulevardul 3 August 1919 (Fabric).....148
Photographie 90 : Pochoir « PSD Peste rouge » situé Boulevardul 3 August 1919 (Fabric).....148
Photographie 91 : Sticker « Mieux vaut mort que communiste » sur une borne électrique du parc Regina (Fabric).....148
Photographie 92 : Pochoir « Idiot nation » situé Strada Feldioara (Elisabetin).....148
Photographie 93 : Pochoir « Que la Roumanie vive bien » situé Splaiul Protopop M. Drăghici….149
Photographie 94 : Planche *Revolutia rătăcită* (*La Révolution perdue*) de Sorina Vazelina.....150
Photographie 95 : Fresque *La Ferme des animaux* de KSELEQOQYNQYSHY.....150
Photographie 96 : Deux cimetières qui cohabitent.....154
Photographie 97 : Tombes des héros inconnus transportés et incinérés à Bucarest.....154
Photographie 98 : Tombes des soldats soviétiques.....154
Photographie 99 : Monument aux morts soviétique.....154
Photographie 100 : Le monument du soldat roumain dans le parc Central.....155
Photographie 101 : Entrée d'un bloc situé Strada Martir Dumitru Juganaru (nom inscrit sur la porte), anciennement Strada Albac (ancienne plaque conservée sur la façade).....159
Photographie 102 : Plaques en hongrois et en roumain installées sur l’Église réformée.....161
Photographie 103 : Au sol, une carte de Timişoara avec des cubes posés sur les lieux d'enquête de *Remind Mapping 89* et sur les murs, les émotions recueillies.....168
Photographie 104 : Affiches avec les nuages de mots des émotions recueillies par les lycéens et étudiants dans les différents lieux d’enquête de *Remind Mapping 89*.....168
Photographie 105 : Fresque *Mira 1989* de Lost.Optics.....171
Photographie 106 : Stickers et graffitis sur la façade d'un bloc situé à Tipografilor.....172
Photographie 107 : La cuisine du Musée du consommateur communiste.....178
Photographie 108 : Le séjour du Musée du consommateur communiste.....179
Photographie 109 : La chambre du Musée du consommateur communiste.....179
Photographie 111 : Message pacifique « Non aux régimes oppressifs ».....180
Photographie 110 : Extrait d’une chanson et ajout personnel.....180
Photographie 112 : « Longue vie au socialisme » avec un dessin des symboles communistes.....180
Photographie 113 : Le centre commercial Bega en 1977.....190
Photographie 114 : Le centre commercial Bega en 2021.....190
Photographie 115 : Modex d’Ivan Stern.....194
Photographie 116 : Les immeubles de la place 700 de Vasile Oprişan.....194
Photographie 117 : La salle Aula Magna conçue par Hans Fackelmann.....194
Photographie 118 : L'Hôtel Continental conçu par Gheorghe Gîrleanu.....194
Photographie 119 : F resque de Ştefan Szönyi sur la façade de l'Université de l'Ouest.....195
Photographie 120 : Frontons sculptés par Peter Jecza sur la façade de la Maison des jeunes.....195
Photographie 121 : Blocs d'habitation de la place Mărăşti réalisés par Gheorghe Gîrleanu.....198
Photographie 122 : Bloc dont la façade est dégradée situé Strada Cosminului.....200

Photographie 123 : Façade latérale dégradée et taguée d’une tour située Intrarea Zanelor.....200
Photographie 124 : Fermeture aléatoire des balcons d'une barre située Stada Stelelor.....200
Photographie 125 : Espace vert entre les blocs peu entretenu et peu mis en valeur Strada Martir Remus Tasala.....201
Photographie 126 : Espace vert entre les blocs peu entretenu et peu mis en valeur Strada Dropiei 201
Photographie 127 : Bloc ravalé situé Aleea Martir Ioan V. Avram.....202
Photographie 128 : Bloc ravalé situé Bulevardul Cetății.....202
Photographie 129 : Un point thermique Strada Dr. Ioan Muresan (Calea Martirilor).....206
Photographie 130 : Entrée du point thermique Strada Dr. Ioan Muresan (Calea Martirilor).....206
Photographie 131 : Un point thermique très dégradé Strada Dropiei (Circumvalatiunii).....206
Photographie 132 : Ancien cinéma de la place Dacia dont la réhabilitation a commencé.....206
Photographie 133 : Le parc Dacia un mardi après-midi le lendemain du Martisor.....209
Photographie 134 : La place Dacia, une centralité commerciale.....209

ANNEXES

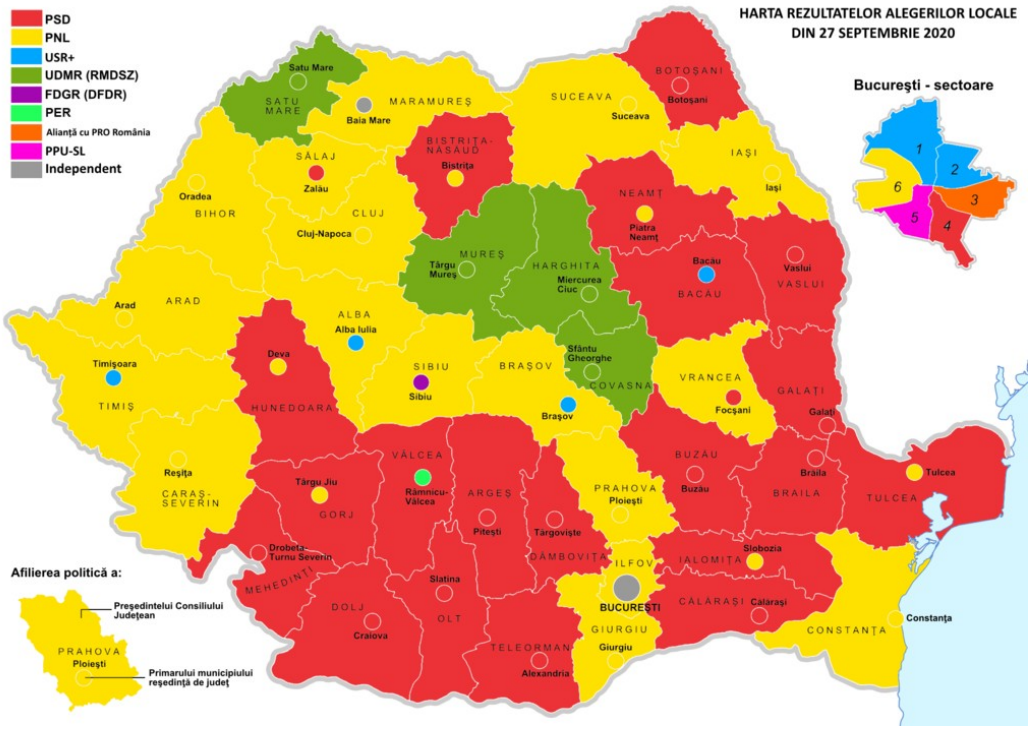
Annexe 1 : Liste des partis politiques de Roumanie cités dans ce mémoire

Sources : *Wikipédia*, entretiens, presse

Parti communiste roumain (PCR) : fondé en 1921, le PCR émerge véritablement après la Seconde Guerre mondiale et devient le parti unique au pouvoir pendant le régime socialiste. Il disparaît officiellement en 1989 à la chute du régime mais certains partis politiques créés par la suite en sont des héritiers directs, en particulier le FDSN et le PSD.

Front démocratique de salut national (FDSN) : avant d'être un parti, le Front de salut national (FDN) est une organisation politique clandestine créée pendant l'été 1989 et dirigée par Ion Iliescu. Pendant la Révolution de décembre 1989, le Conseil du FSN prend la direction du pays et est transformé en parti politique en 1990, renommé Front démocratique du salut national (FDSN), permettant l'élection d'Ion Iliescu à la présidence de la République. En 1993, le FDSN fusionne avec quatre partis de gauche et devient le Parti de la démocratie sociale de la Roumanie (PDSR). En 2001, une nouvelle fusion donne naissance au Parti social-démocrate (PSD).

Parti social-démocrate (PSD) : le PSD est un des principaux partis politiques de Roumanie aujourd'hui, comptant de nombreuses victoires aux élections législatives. Néanmoins, il est souvent critiqué en raison de sa filiation avec le PCR ou de scandales de corruption. Pour les habitants de Timişoara dont la municipalité est ancrée à droite, le soutien du PSD est assez incompréhensible et principalement le fait des citoyens du Sud et de l'Est du pays (discussions informelles, entretiens), ce qui se vérifie en effet par les résultats aux élections locales de 2020 par exemple (Carte 19).



Carte 19 : Carte des résultats des élections locales de 2020 en Roumanie
Source : Georend, CC BY-SA 4.0, https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=94520281

Parti de l'Alliance civique (PAC) : le PAC émane de l'Alliance civique, un groupe d'intellectuels anticommunistes et dissidents créé en 1989, et a été fondé en 1990 en tant que parti d'opposition en réaction à la montée du FDSN. En 1992, il rejoint l'alliance de la Convention démocratique roumaine (CDR). Lors des élections législatives et présidentielles de 1996, la CDR remporte la majorité des sièges au Parlement et Emil Constantinescu, son représentant, est élu président de la Roumanie. Finalement, en 1998, le PAC disparaît en se fondant dans le Parti national libéral (PNL), lui aussi membre de la CDR.

Parti national libéral (PNL) : parti de droite qui soutient la privatisation de l'économie et la décentralisation politique, le PNL est un parti historique de Roumanie fondé en 1875, interdit en 1947 par le régime socialiste et recréé en 1990. L'actuel président de la Roumanie, Klaus Iohannis, est membre du PNL et exerce son second mandat (premier mandat débuté en 2014, réélection en 2019).

Union sauvez la Roumanie (USR) : fondé en 2015, USR est un parti de centre droit libéral, progressiste, pro-européen et anti-corruption qui comprend des membres très divers (néolibéraux, écologistes, sociaux-démocrates, etc.), souvent jeunes et ayant peu d'expérience en politique. Comme bon nombre d'observateurs, Smaranda Vultur le compare alors à La République en marche (entretien du 6 avril 2021). USR+ (ou USR-PLUS) dont fait partie Dominic Fritz, le maire de Timişoara, est une alliance électorale établie en 2019 entre USR et le Parti de la liberté, de l'unité et de la solidarité (PLUS) en vue des élections européennes.

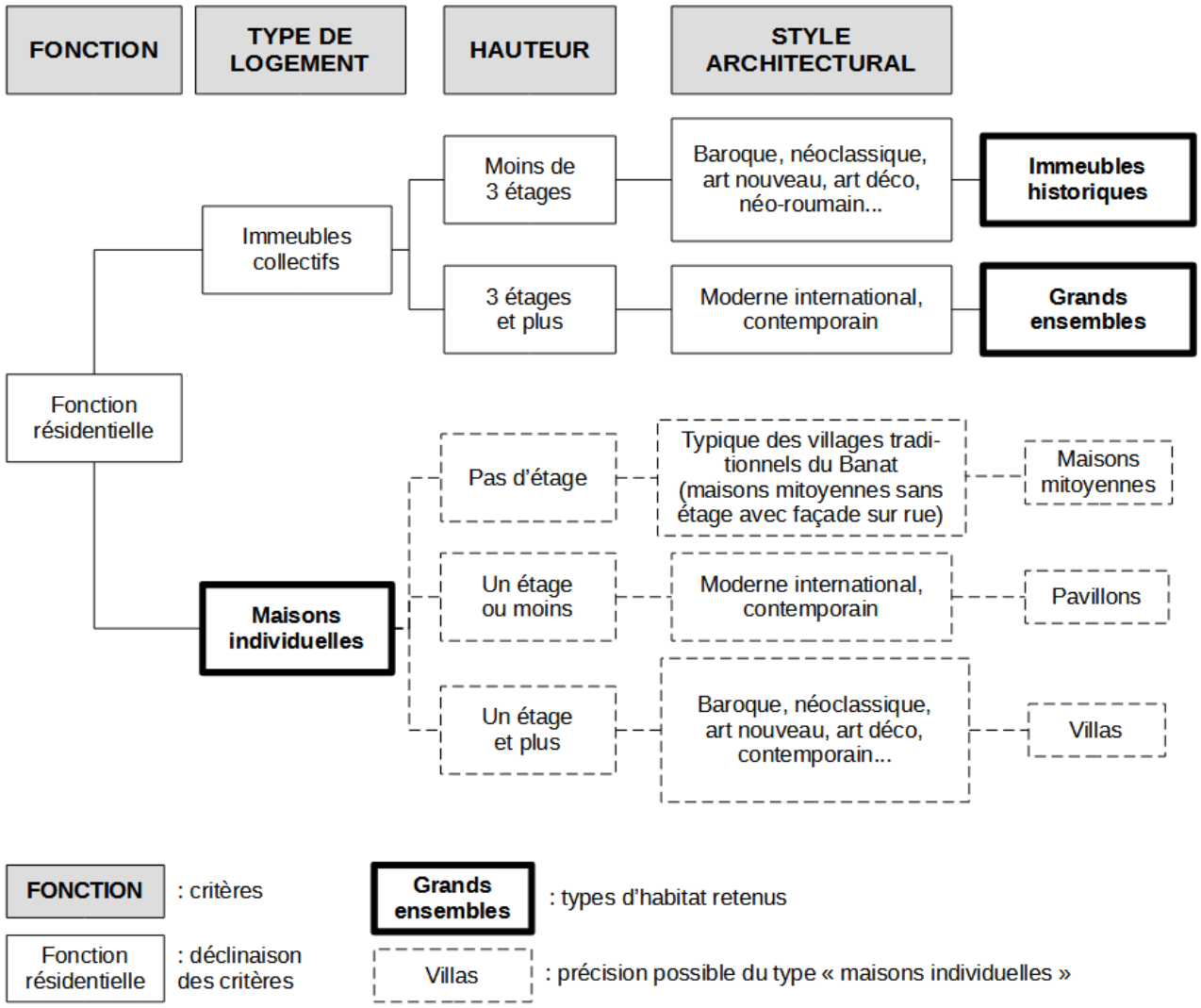
Parti Alliance pour l'unité des Roumains (AUR) : fondé en 2019 par George Simion, c'est un parti conservateur d'extrême droite qui a émergé très rapidement en Roumanie en portant un discours axé sur la famille, les valeurs chrétiennes et l'opposition aux mesures sanitaires contre la pandémie de la covid-19. Jusqu'alors presque inconnu, le parti a créé la surprise aux élections législatives de 2020 en remportant 9 % des voix et 33 sièges.

Annexe 2 : Liste des entretiens

NOM	FONCTION	DATE	DURÉE	LANGUE	CONDITIONS
Nicolae Popa	Professeur de géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara	07/07/2018	30 min	FR	En présentiel, dans son bureau à l'université ; entretien enregistré ; date de 2018 quand j'ai fait un stage à Timişoara
		04/03/2021	30 min		En visio ; entretien non enregistré
Tibor Novak	Responsable du programme bénévolat à l'Association TM2021	24/07/2018	45 min	EN	En présentiel, dans un bureau des locaux de l'association ; entretien enregistré ; date de 2018 quand j'ai fait un stage à Timişoara
Ovidiu Mihăiţă	Fondateur du Musée du Consommateur communiste, de la compagnie théâtrale Auăleu et du bar Scârț Loc Lejer	03/12/2020	25 min	EN	Par téléphone (j'étais à Paris) ; entretien enregistré
Marius Mioc	Ancien révolutionnaire, auteur de livres sur la Révolution	01/03/2021	1h00	EN/FR	En présentiel, à son domicile ; entretien non enregistré
Alexandru Dragan	Professeur de géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara	01/03/2021	30 min	FR	En visio ; entretien non enregistré
Gino Rado	Directeur du Mémorial de la Révolution de Timişoara	02/03/2021	30 min	EN	En présentiel, dans son bureau au Mémorial de la Révolution ; entretien enregistré
Vlad Cumpanas	Doctorant en géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara qui prépare sa thèse sur l'adaptation des blocs socialistes aux besoins actuels de la société postsocialiste	05/03/2021	1h00	EN	En présentiel, à l'université ; entretiens non enregistrés
		12/03/2021	2h00		
		24/03/2021	2h00		
Remus Creţan	Professeur de géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara	05/03/2021	1h00	EN	En présentiel, dans son bureau à l'université ; entretien enregistré
Alina Satmari	Professeur de géographie à l'Université de l'Ouest de Timişoara, responsable du projet *Remind Mapping 89*	16/03/2021	50 min	FR	En visio (confinement) ; entretien enregistré
Tudor (nom changé)	Membre de Peluza Sud, club de supporters de l'équipe de football Politehnica Timişoara	17/03/2021	2h00	EN	En présentiel, dans la cuisine de mon hébergement ; entretien enregistré
Sorin Predescu	Responsable de la Direction de la culture du département Timiş	19/03/2021	50 min	EN	Par téléphone (confinement) ; entretien enregistré
		01/04/2021	1h00	EN/FR	En présentiel, dans son bureau ; entretien non enregistré

NOM	FONCTION	DATE	DURÉE	LANGUE	CONDITIONS
Corina Şuteu	Consultante culturelle, ancienne ministre de la Culture de Roumanie	22/03/2021	1h00	FR	En visio ; entretien enregistré
Lavinia Simion	Conseillère à SUIPIC (Département pour le développement de projets d'infrastructures culturelles), Municipalité de Timişoara	22/03/2021	50 min	EN	En présentiel, dans une pièce passante de la Direction de la culture ; entretien enregistré
Radu Radoslav	Ancien architecte à IPROTIM, architecte en chef de Timişoara de 1997 à 2006	24/03/2021	Écrit	EN/RO	Réponse écrite (en roumain) à mes questions (en anglais) par mail
Vlad Garboni	Directeur de la Maison de la culture étudiante (Casa de Cultura a Studentilor), organisateur du Flight Festival	25/03/2021	1h15	EN	En présentiel, dans son bureau à la Maison de la culture étudiante ; entretien enregistré
Anonyme	Employée de l'Office du tourisme municipal (Centrul de Informare Turistică, Strada Alba Iulia)	26/03/2021	1h00	EN	En présentiel, dans l'Office du tourisme ; entretien enregistré
Bogdan Şoflău	Employé de l'Office du tourisme régional (Centrul Multifunctional, Bastionul Theresia)	26/03/2021	1h00	EN	En présentiel, à l'improviste, dans l'Office du tourisme ; entretien enregistré
Sorina Jecza	Fondatrice de la Fondation Triade et de la galerie Jecza	31/03/2021	2h00	FR	En présentiel, à la Fondation Triade ; entretien non enregistré
Corneliu Vaida	Ancien révolutionnaire, porte parole de la Révolution	01/04/2021	1h00	EN/FR	En présentiel, dans le parc Alpinet ; entretien enregistré
Smaranda Vultur	Enseignante chercheuse en anthropologie culturelle, histoire orale, mémoire	01/04/2021	1h30	FR	En présentiel, à la terrasse de l'hôtel Perla 4 ; entretien enregistré
		06/04/2021	2h30		En présentiel, chez elle ; entretien enregistré
Ionuţ Suciu	Responsable de projet à l'association TM2021	06/04/2021	1h00	EN	En présentiel, dans les locaux de l'association ; entretien enregistré
Victor Popovici	Architecte à Atelier Trei (agence d'architecture), vice-président de la branche départementale de l'Ordre roumain des architectes, bénévole à *Tur de arhitectură*	08/04/2021	1h30	EN	En présentiel, dans les bureaux d'Atelier Trei ; entretien enregistré
Vasile Popovici	Professeur de littérature française à l'Université de l'Ouest, ancien révolutionnaire, ancien député de Roumanie, ancien ambassadeur de Roumanie au Portugal et au Maroc	08/04/2021	1h00	FR	En présentiel, dans un café ; entretien non enregistré
Simona Fiţ	Conseillère du maire de Timişoara dans les domaines de la culture, l'éducation et la gouvernance politique	09/04/2021	1h00	EN	En présentiel, dans un bureau de la mairie ; entretien enregistré

Annexe 3 : Méthodologie de réalisation de la carte de morphologie de l'habitat à Timişoara



La première étape a été d'élaborer une typologie (ci-dessus). Le critère exclusif que j'ai retenu est la fonction résidentielle, car il y avait des incohérences sans ce tri de départ. J'avais d'abord choisi un type morphologique « entrepôt » avec pour critères la faible hauteur du bâtiment et l'emprise au sol importante pour classer les zones commerciales et/ou industrielles, mais cela s'est avéré imparfait. Par exemple, des bâtiments universitaires ou des centres commerciaux correspondaient aux critères de la catégorie « grands ensembles » (immeubles de plus de trois étages, style architectural moderne ou contemporain). J'ai donc choisi de faire apparaître en gris tous les espaces bâtis non résidentiels, pour éviter ces confusions et me concentrer sur la morphologie de l'habitat. Après cette étape, les données sur lesquelles je me suis appuyée pour réaliser la carte sont issues d'*OpenStreetMap* (pour le tracé des voies de communication), de *Google Maps* (vue aérienne, *Google Street View*, vue 3D), enrichies par mes observations de terrain.